

VI  
MARX OU CRÈVE  
REVUE DE

# critique communiste



5

Numéro spécial **PARTI COMMUNISTE**

10 francs

N° 5

février/mars 1976

# Sommaire

|                                                                          |        |
|--------------------------------------------------------------------------|--------|
| Présentation .....                                                       | p. 1   |
| <i>Denis Berger</i>                                                      |        |
| Le Parti Communiste Français entre le réformisme et<br>le désarroi ..... | p. 3   |
| <i>Michel Lequenne</i>                                                   |        |
| Sur un pronostic de Trotsky .....                                        | p. 65  |
| <i>Christian Leucate</i>                                                 |        |
| Sur la crise du stalinisme .....                                         | p. 83  |
| <i>Denis Pingaud</i>                                                     |        |
| Le Parti Communiste Italien :<br>un parti « stalinien national » .....   | p. 105 |
| <i>Serge Depaquit - Philippe Robrieux - Alain Krivine</i>                |        |
| Où vont les partis communistes d'Europe occidentale ? ..                 | p. 123 |
| <i>Pierre Franck</i>                                                     |        |
| Lettre .....                                                             | p. 138 |

Les dessins de Pierre Wiaz publiés pages 40, 63, 137 sont parus dans le « Nouvel-Observateur ». Les autres vont paraître dans « En attendant le grand soir », recueil de Pierre Wiaz, chez Denoël.

Photos : Fotolib et droits réservés

## COMITE DE REDACTION

Denise Avenas - Alain Brossat - Jean Hallouze - Michel Lequenne - Michel Peret - Gilles Poiron - Michel Rotman - Frédérique Vinteuil - Jean-Marie Vincent - Henri Weber.

Directeur de la publication : Henri Weber

**MARX OU CREVE - 10 Impasse Guéménée, 75004 Paris**  
(pour toute correspondance)

**Abonnement 10 NUMEROS : 60 F**



# Présentation

Ce numéro 5 de *Critique Communiste* est consacré au débat sur la crise du stalinisme et l'évolution des partis communistes de masse, annoncé dans le n° 3 de la revue et introduit par l'article d'**Henri Weber** : « Les partis staliniens et leur devenir ».

**Denis Berger** analyse l'évolution du Parti Communiste Français du vingt et unième au vingt deuxième Congrès. **Michel Lequenne** éclaire le processus de désagrégation actuel du mouvement stalinien international, à la lumière des thèses de **Léon Trotsky** sur l'inévitable développement de tendances nationalistes centrifuges au sein du Komintern et la transformation des sections de l'Internationale Communiste en « partis com-chauvins ».

**Christian Leucate** insiste au contraire sur la force d'actualité du stalinisme. Polémiquant contre l'article de Weber, il s'efforce de montrer « combien toutes les politiques des P.C. actuels s'inscrivent encore **fondamentalement** (c'est-à-dire au regard des **intérêts sociaux** en cause et des choix stratégiques qui leur correspondent) dans le cadre général du stalinisme ».

**Denis Pingaud** illustre, par l'exemple du Parti Communiste Italien, le concept de « parti stalinien-national », en évaluant l'ampleur et les limites du « processus de social-démocratisation » des P.C. de masse.

Enfin, **Serge Depaquit**, membre du bureau politique du P.S.U., **Philippe Robrieux**, ex-secrétaire général de l'U.E.C., auteur d'une biographie de Maurice Thorez, et **Alain Krivine**, membre du bureau politique de la L.C.R., débattent de l'évolution des partis communistes de masse en Europe occidentale.

La discussion ouverte dans ce numéro 5 de *Critique Communiste* se poursuivra dans les prochains numéros de la revue, à la lumière du bilan du XXII<sup>e</sup> Congrès du P.C.F. et de la préparation du XXV<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S.



# Le Parti Communiste Français, entre le réformisme et le désarroi

*Comme la vigne vierge fendant ses bras autour de  
l'obstacle qu'elle veut éviter, ma volonté vacillante, cher  
Adamas, se dédouble à l'infini, entre les rugissements de  
la violence et le miel des appels énamourés, sans jamais  
aboutir à la paix de la réalité acceptée.*

Hölderlin

- Décembre 1972 : XX<sup>e</sup> Congrès
- Octobre 1974 : XXI<sup>e</sup> Congrès (extraordinaire)
- Février 1976 : XXII<sup>e</sup> Congrès

Trois congrès en trois ans ! Jamais, depuis plus de quarante ans, le Parti communiste français n'a réuni si fréquemment son instance suprême. Y aurait-il quelque chose de changé dans le P.C.F. depuis que Georges Marchais en est devenu le secrétaire général ?

« La date correspond à la périodicité prévue par les statuts (trois ans). Nous avons dit l'an passé que la tenue du Congrès extraordinaire ne mettait pas en cause la convocation du Congrès suivant à date normale. Et puis, je ne pense pas que personne ne se plaindra que nous tenions trop de congrès » (1). En d'autres termes, le Parti qui se bat pour les libertés publiques prouve sa cohérence politique en respectant scrupuleusement la démocratie interne de son organisation.

Faut-il le dire ? Cette explication, d'une robuste simplicité, n'est pas tout à fait satisfaisante. Préparer un congrès, dans un mouvement qui

---

(1) Georges Marchais, conférence de presse du 19 septembre 1975 (*Humanité* : 20-9-75).

compte plusieurs centaines de milliers d'adhérents, représente un effort matériel et politique énorme. A une époque où les tâches quotidiennes sont surabondantes, personne n'envisage délibérément une telle charge sans nécessité politique urgente. D'autant que le PCF a toujours insisté sur une caractéristique qui lui est propre : il n'est pas, selon une formule de Maurice Thorez, un « club de discussion » ; en son sein, les débats ne sauraient revêtir la forme d'une confrontation de tendances et ils doivent servir des objectifs pratiques immédiats.

Contrairement à ce qu'affirment gravement tant de commentateurs, les congrès du P.C.F. ne constituent pas une simple formalité. A coup sûr, la démocratie y est gravement violée, dans la mesure même où aucun militant n'a la possibilité de proposer au vote de toutes les cellules une orientation contradictoire à celle de la direction. Mais, depuis quelques années, une évolution s'est produite par rapport aux années de l'absolu monolithisme. Aujourd'hui, des discussions, limitées mais réelles, ont lieu avant chaque congrès ; il suffit de lire les tribunes publiées par la presse du parti pour s'en convaincre. Ces débats restreints ont une fonction précise : ils permettent de cerner les difficultés que rencontre l'application de la politique du parti et les incompréhensions qui en découlent parmi les militants ; grâce à eux, le Bureau Politique sera en mesure de formuler ses thèses avec un maximum de précision, de façon à *fournir aux adhérents les éléments d'un discours unifié* en réponse aux problèmes de l'heure. Dans ces conditions, le congrès du P.C.F. est un moyen d'unifier l'ensemble du parti autour de l'orientation élaborée au sommet.

Mais il est évident aussi que ce besoin d'unification est d'autant plus grand que l'efficacité de la ligne peut apparaître plus incertaine ou ses contradictions plus manifestes. Et on en revient ainsi à l'interrogation première : pourquoi une telle multiplication des congrès ? A quelles exigences répondent-ils ?

### Un cours sectaire

On objectera peut-être que ces réflexions sont bien byzantines. Rappelons donc dans quel cadre politique elles se situent. La polémique entre communistes et socialistes a pris, en effet, une telle intensité qu'on oublie qu'elle ne date que d'un an et qu'elle est survenue de façon brusque. Au lendemain de l'élection présidentielle présidentielle, le Comité Central décide de convoquer un congrès extraordinaire. Le succès remporté par la gauche et les perspectives d'action qu'il ouvre semblent justifier cette décision (2). Mais, en cours de route, le projet de thèse voté par le Comité

---

(2) Notons au passage que, selon les statuts votés lors du vingtième congrès (1972), le Comité central pouvait se borner à convoquer une Conférence nationale qui « a pouvoir de prendre des décisions sur la base de la ligne politique générale décidée par le Congrès » (article 42). En 1958, au lendemain de l'avènement du général — événement non dépourvu d'importance lui aussi — le P.C.F. avait adopté cette procédure. En 1974, il a recours à un *congrès* extraordinaire, ce qui ajoute à la solennité de la convocation et, surtout, signifie qu'il ne s'agit pas seulement de développer l'orientation précédente mais de la compléter, voire de la modifier sensiblement.



Central est sensiblement remanié, comme le montre la comparaison avec le texte adopté en dernier lieu par le congrès (3). Une politique, nouvelle à bien des égards, est mise en œuvre. Soulèverait-elle encore des problèmes ? Des indices divers semblent l'indiquer. Ainsi, contrairement aux habitudes, le 22<sup>e</sup> Congrès n'aura à son ordre du jour, en dehors de l'élection des organismes dirigeants, qu'un seul point, à l'intitulé des plus vagues : « Ce que veulent les communistes pour la France » (4). Et lorsque le Comité de la politique que va suivre le Parti. Ainsi, lors du vingtième congrès : « Le Parti communiste à l'avant-garde de l'union populaire pour un gouvernement démocratique, pour une politique de progrès social, de liberté, de paix et d'essor national ouvrant la voie au socialisme ».

Central se réunit, les 5 et 6 novembre, pour adopter la résolution préparatoire, *l'Humanité* ne donne aucun détail sur le déroulement de la séance et annonce un délai d'une semaine avant la publication du texte. *Tout se passe comme si de sérieuses divergences d'appréciation faisaient obstacle à la définition d'une orientation qui fasse l'unanimité de toute la direction.*

De l'époque stalinienne, où il s'est formé en se bureaucratisant, le P.C.F. a consacré l'habitude d'une extraordinaire rigidité dans le rituel de ses manifestations publiques. Rien n'est laissé au hasard et il n'est pas d'accord politique qui ne s'accompagne de formulations-type qui devront être répétées en chaque circonstance importante (5). Tous les détails ont leur importance, aussi bien l'ordre dans lequel sont cités les dirigeants que la place consacrée au compte rendu de leurs discours dans la presse. C'est ce qui permet d'affirmer que les faits cités plus haut indiquent qu'il se passe quelque chose à l'intérieur du Parti communiste. Bien entendu, il faut se garder de faire de la « kremlinologie » au petit pied, en se complaisant à des supputations sur les luttes de clans qui, en tout état de cause, ne sont que des phénomènes de surface. C'est à la pratique qu'il faut se référer pour parvenir à une interprétation correcte.

A ce niveau, les faits abondent. Il y a un an, à la veille des élections législatives partielles, la gauche, encore très unie, carburait aux vapeurs hallucinogènes des 49,5 % obtenus aux présidentielles. Survinrent les partielles et le recul relatif du P.C.F. Dès lors, celui-ci passa à l'attaque contre le Parti socialiste. Le simple énoncé des principaux thèmes de ses critiques montre qu'il s'agit de sa part *d'une remise en cause de la totalité de l'orientation suivie par Mitterrand et ses amis*. Acceptation de la fatalité de la crise économique ; oubli fréquent de la référence au Programme commun ; attitude « dominatrice » qui, sous le prétexte de rééquilibrer la gauche, vise à réduire l'influence des communistes (non sans résultats, comme à Chatelleraut) ; complaisance équivoque à l'égard du pouvoir, laissant

---

(3) Cf. plus bas p. 44 et suiv.

(4) En règle générale, le titre du rapport principal indique l'ensemble des axes

(5) Quiconque doutera qu'il en soit encore ainsi dans les années 70 pourra se reporter aux livres des principaux dirigeants du Parti. Ainsi, dans *l'Avenir du Parti communiste français*, publié par Waldeck-Rochet en 1969, dans *Qu'est-ce que le Parti communiste français*, que G. Marchais a fait paraître en 1970, on retrouve des paragraphes entiers presque identiques. *Le Défi démocratique*, paru en 1973, innove en matière de style mais suit la même progression dans la démonstration.



entrevoir la possibilité d'un compromis avec Giscard ; refus d'organiser des listes uniques de la gauche dans les grandes villes à l'occasion des prochaines élections municipales ; résistance à l'organisation d'actions communes ; suspicion « intolérable » quant à l'authenticité de l'attachement du P.C.F. aux libertés... La liste pourrait être allongée ; telle quelle, elle suffit déjà à rappeler l'évolution des rapports entre socialistes et communistes au Portugal (autre sujet de discorde). Et l'observateur ingénu est en droit de *se demander si de telles divergences sont compatibles avec l'unité d'action* et si, en définitive, le mot d'ordre du P.C.F. « Elever la qualité de l'union » n'est pas, en fait, une préparation à la rupture.

Et il est d'autres symptômes du même ordre. Le Parti communiste n'en est pas demeuré au stade de la discussion générale ; il a entrepris d'organiser ses propres campagnes, dans l'intention manifeste de renforcer sa propre organisation. Tout d'abord, la campagne pour les libertés, visiblement destinée à dissiper les puanteurs du passé stalinien. Commencée avec la publication de la plaquette *Vivre libres*, elle a connu un point culminant avec le rassemblement de la Porte de Versailles, le 23 octobre dernier. Plus significative encore est l'effort entrepris en direction des entreprises. A l'évidence, le P.C.F. veut nouer des liens directs avec la masse des travailleurs, sans passer par des relais électoraux ou syndicaux. Georges Marchais a donné le ton en se présentant à la gare d'Austerlitz où la police lui a interdit de s'adresser aux cheminots ; son exemple a été largement suivi par les élus et les responsables du Parti. Mais, surtout, l'accent est mis sur la constitution de cellules d'entreprises. Il ne se passe pas de jour sans que *l'Humanité* ne mentionne, par des communiqués de victoire qui ne sont pas sans rappeler les ordres du jour de la bataille de la production dans l'U.R.S.S. de l'époque stakhanoviste, la constitution de un, deux, trois, plusieurs groupes communistes dans les établissements les plus variés. Et, pour empêcher sans doute que ces succès ne restent sans lendemain, on dépêche des cadres expérimentés dans les entreprises : ainsi Aimé Halbeher a-t-il abandonné, sans autre forme de procès, le secrétariat de la Fédération C.G.T. de la métallurgie pour prendre la direction de la section communiste de Renault-Billancourt.

Il faudrait mentionner encore l'aide systématique accordée aux Jeunesses communistes pour les transformer en organisation dynamique, capable à l'occasion d'initiatives combatives que l'on abandonnait autrefois aux « casseurs » gauchistes (par exemple, l'occupation de locaux administratifs, de l'Agence pour l'emploi). Il faut souligner aussi l'occupation systématique de fronts autrefois passablement désertés : lutte des femmes, défense des travailleurs immigrés (à laquelle Vieuguet, un des secrétaires du Parti, a consacré un livre).

— Peut-on, au vu de ces innovations, parler de tournant politique du P.C.F. ? Non, car l'objectif stratégique — la gauche unie au pouvoir — demeure le même qu'auparavant. S'agit-il alors d'un infléchissement de la ligne vers la gauche ? Il faut s'entendre sur les termes : le Parti communiste ne cherche nullement à adopter de nouvelles méthodes de lutte ; il ne cherche pas à mobiliser les travailleurs dans la perspective d'un renverse-

ment du gouvernement par l'action des masses. Il n'envisage que des pressions sur le pouvoir et Georges Marchais a rappelé avec force que, pour son parti, l'échéance du changement se confondait avec l'échéance électorale de 1978. Ce qui n'est pas un point de vue très gauche.

En fait, l'objectif de ces changements, dont on ne peut nier la réalité, est de modifier l'image du parti, afin de renforcer ses capacités organisationnelles propres. Le P.C.F. doit apparaître plus que jamais comme « le grand parti révolutionnaire de notre temps » (6). Il s'agit, sans aucun doute, de répondre au désir d'un grand nombre de militants combatifs, tout en insistant sur la spécificité, l'unicité, le caractère irremplaçable du parti. Les grandes luttes de mai 1968 ont des conséquences durables ; de plus en plus nombreux sont les jeunes, les travailleurs pour lesquels le socialisme est devenu une perspective réalisable à relativement court terme ; ceux-là sont en même temps attachés à la démocratie dans les luttes, qu'ils ont apprise et forgée sur le tas. Le maniement du terme autogestion par le Parti Socialiste, l'ouverture et la liberté apparente dans les rangs de cette organisation lui confèrent un caractère attractif. Les communistes le savent d'expérience et ils ne peuvent disputer à Mitterrand et consorts l'hégémonie sur toute une partie du mouvement de masse (qui, quelles que soient ses limites, influe sur l'ensemble de la classe ouvrière, mouvance du P.C.F. comprise) sans faire preuve d'un dynamisme tout particulier. Il s'agit pour eux de noircir l'apparence du Parti Socialiste (réformiste, petit bourgeois, prêt à la collaboration de classe) en démontrant parallèlement qu'eux-mêmes incarnent toutes les qualités inverses (révolutionnaires, prolétaires dans leur idéologie et leur composition sociale, fermes sur les principes). On n'invite pas les travailleurs à passer à l'action pour découvrir pratiquement qui défend leurs intérêts ; on les incite plutôt à stationner en face d'une estrade où siègent deux mannequins de cire, en leur demandant de glisser dans une urne un bulletin par lequel ils indiqueront lequel des protagonistes se rapproche le plus du héros socialiste positif.

Le Parti communiste français, s'il a le sens de la propagande, ne manque pas non plus de conscience du concret. Il sait que les campagnes les mieux menées ne portent fruit que si elles permettent une consolidation de l'organisation. C'est bien pourquoi, depuis plusieurs mois, il cherche avant tout à se renforcer, au prix même de ses bons rapports avec ses alliés. De là la

---

(6) Cette formule est couramment employée dans les ouvrages qui présentent les objectifs généraux du P.C.F., tel *Le défi démocratique*, de Georges Marchais (p. 192). Il serait utile d'étudier systématiquement l'emploi du vocable « révolutionnaire » par le Parti. Ce dernier s'est toujours référé au thème général de la révolution socialiste mais il insistait surtout sur son caractère national. Ainsi, lors du XVII<sup>e</sup> Congrès (1967) on ne trouve ni dans la résolution politique, ni dans le titre ou les sous-titres du rapport et du discours de clôture de Waldeck-Rochet, ni dans l'intervention de G. Marchais, ni dans le titre d'aucun discours de délégué, la mise en exergue de la qualification du Parti communiste comme révolutionnaire. La situation change après 1968 : tous les documents importants font référence au Parti comme parti révolutionnaire ; mais il sagit encore d'une définition générale qui donne lieu à des titres de chapitre, beaucoup plus qu'à des développements substantiels. Depuis quelque temps, le terme est couramment employé pour caractériser l'action quotidienne du Parti.



pénétration dans les entreprises, le rassemblement pour les libertés organisé sans chercher la participation des autres signataires du Programme commun — et mille autres initiatives du même type. Le plus grave, évidemment, est que les responsables du P.C.F. ne semblent pas non plus se demander un seul instant quelles conséquences leur attitude peut avoir sur la combativité ouvrière. Polémique violente contre les alliés sans fixer de perspective politique différente, souci primordial de renforcer ses propres rangs fût-ce aux dépens des possibilités de mobilisation autonome des masses : une telle politique n'appelle qu'un seul qualificatif, *le sectarisme*.

Il est à peine besoin de souligner que ce cours sectaire met le parti en contradiction avec ses objectifs, solennellement proclamés, d'union de la gauche et d'union du peuple de France. Dans un article de *l'Humanité* ou de *France Nouvelle*, un journaliste bien formé peut tenter de démontrer, avec l'apparence de la vraisemblance, que le renforcement du parti est la condition *sine qua non* des succès du programme commun. La dialectique qui, à force de servir à tous les usages, a les reins souples lui permettra même d'enrober son argumentation de considérants de gauche. Mais, dans l'action de tous les jours, les militants sont pour le moins perplexes et tirillés ; certains le disent, même en public. Et l'on peut faire l'hypothèse que le vingt-deuxième congrès est destiné à leur éclaircir les perspectives.

Mais ce niveau d'explication ne permet pas d'atteindre toutes les motivations de la direction du P.C.F. En effet, si l'on admet que le prochain congrès est destiné à rétablir la cohérence interne du parti, on doit se demander pourquoi a été choisie une orientation aux conséquences pareilles et pourquoi on cherche à la maintenir (7).

### « Moscou la gâteuse » (L. Aragon)

Ce n'est pas la première fois de son histoire que le Parti communiste français effectue un zig-zag politique, tout en protestant de la continuité de son orientation. Il y a eu l'approbation du Pacte germano-soviétique, survenue, en 1939, après des années de campagne pour la défense nationale contre le nazisme ; il y a eu, en 1952, quelques semaines de cours ultra-gauchiste, marqué par les manifestations violentes contre la présence du général Ridgway à Paris et par des grèves politiques. D'autres exemples

---

(7) Les déclarations des dirigeants ne laissent planer aucun doute sur la question : « Pour sa part, notre Parti — et ce sera d'ailleurs l'objet central de son prochain congrès — entend donc concentrer toutes ses forces sur le renforcement de sa capacité de combat, sur la plus large diffusion dans les masses de ses perspectives, sur l'organisation de luttes des travailleurs et des masses contre le chômage et la vie chère, pour la défense des libertés. C'est avant tout par cet effort, par le développement de l'action des masses populaires que se créeront les conditions de cette large et puissante Union du peuple de France autour du Programme commun que nous voulons réaliser. » (Georges Marchais — *Humanité*, 29 octobre 1975 — passages soulignés par moi, D.B.).

pourraient s'ajouter. Tous auraient une caractéristique commune : les tournants opérés étaient manifestement inspirés par l'Union soviétique (8).

Il n'en faut pas plus pour que d'innombrables commentateurs voient dans la pratique actuelle du P.C.F. l'application d'une consigne de Moscou. A leurs yeux, Brejnev cherche aujourd'hui à étendre son contrôle sur l'Europe occidentale ; il incite donc les Partis communistes à déclencher des luttes violentes, voire à esquisser une orientation vers la prise du pouvoir. Les preuves ? L'action du Parti communiste portugais, avec lequel les communistes français ont toujours marqué leur solidarité. Et surtout, une série d'articles parus dans diverses publications d'Europe orientale. Le plus fameux est dû à Zarodov, membre suppléant du Comité Central du P.C.U.S. Partant d'une brochure écrite par Lénine en 1905 (*Deux tactiques de la social-démocratie russe*), ce théoricien se livre à une critique à peine voilée des politiques d'alliance avec la social-démocratie, du type union de la gauche ; il rappelle la nécessité de l'action directe du prolétariat et il souligne l'obligation pour les communistes d'être prêts à user de la violence pour conquérir le pouvoir. Peu de temps après la publication de ces réflexions, Zarodov est reçu par Brejnev qui, à son tour, reprend une partie des thèmes qu'il a développés. Ce sont ensuite les Bulgares qui reprennent le refrain.

N'en doutons pas ! il se passe quelque chose dans les bureaux du Kremlin. Dans ce monde où le socialisme a un visage de classeur, le hasard est impitoyablement traqué comme ennemi du peuple. Et ce n'est ni simple coïncidence ni aboutissement d'une longue recherche théorique si l'on voit des publicistes de l'Est s'attaquer à la ligne des principaux partis communistes occidentaux au moment où, la crise battant son plein, ceux-ci ont quelque chance d'accéder au gouvernement, par un biais ou l'autre. Le message qu'il faut décrypter est à peine codé : *l'Union soviétique a de très sérieuses réticences à l'égard des stratégies adoptées par les P.C. d'Italie, de France et d'Espagne quelles que soient les différences qui séparent les partis*. Le fait que les critiques soient formulées par des responsables de second ordre n'a que peu d'importance : dirigeants d'un Etat plus que leaders politiques, les Soviétiques sont tenus à une certaine discrétion diplomatique ; ils affectionnent donc les attaques feutrées effectuées par des gens que l'on peut toujours désavouer ; ils parlent grands principes pour régler des affaires concrètes. Les initiés ne s'y trompent guère (9).

---

(8) En 1952, François Billoux, promoteur du tournant, revenait d'U.R.S.S. où il avait discuté avec Maurice Thorez de la ligne du P.C.F. Les documents publiés par la suite, notamment le cahier de procès-verbaux du Bureau politique saisi lors de l'arrestation de Jacques Duclos, tendent à prouver que l'Union soviétique entendait à l'époque créer un maximum de troubles à l'intérieur de la France, alors clé de voute de l'alliance atlantique, au moment où était mis en place le réarmement de l'Allemagne. Thorez et Billoux ont donné une *forme* nationale à cette exigence de la politique extérieure soviétique.

(9) Avant de prendre la forme d'un conflit ouvert, les désaccords entre Soviétique et Chinois sont passés par adversaires interposés. Moscou condamnait l'Albanie pour mieux dénoncer Pékin qui vitupérait la Yougoslavie pour attaquer l'U.R.S.S.



On peut donc, jusqu'à certain point, suivre ceux qui pensent que l'U.R.S.S. a de réels désaccords avec les politiques d'alliance, telles que les envisagent certains partis communistes d'Europe. Mais décréter à partir de là que l'Union de la gauche ou le compromis historique sont des ruses grâce auxquelles le P.C.F. ou le P.C.I. masquent la préparation de « coups » qu'ils ont l'intention d'accomplir à Paris ou à Rome, c'est commettre *un double contre-sens*.

Tout d'abord, la critique des risques qu'entraîne une orientation d'unité de la gauche n'implique nullement que l'Union Soviétique préconise un retour à une politique de classe. En fait, les dirigeants de Moscou, toute leur pratique le montre, craignent d'abord une rupture d'équilibre en Europe. Ils redoutent que, dans un contexte de mobilisation populaire, l'arrivée au pouvoir de la gauche n'aboutisse à un chaos incontrôlable. Ils se méfient des sociaux-démocrates, qui demeurent dans l'orbite de l'impérialisme américain. Ils n'ont qu'une confiance limitée dans la fermeté des communistes. Avec le regard glacé des tenants de la raison d'Etat, ils font les comptes et concluent que mieux vaut tenir que courir : des régimes bourgeois, par définition plus stables que des gouvernements socialisants, constituent des partenaires plus souhaitables ; l'expérience gaulliste a montré que, sous certaines conditions, une bourgeoisie pouvait, au nom de ses intérêts de classe, prendre quelque distance vis-à-vis de Washington. *Et c'est cela qui compte pour les Soviétiques* (10).

Toutefois, le P.C.U.S. ne peut proclamer aussi nettement ses intentions véritables sans aggraver la crise du mouvement communiste international. Or, les Soviétiques ont également besoin des partis communistes qui, dans chaque pays, constituent un relais, plus ou moins fidèle et efficace, des grandes options internationales de l'U.R.S.S. Les voilà donc obligés de parler sur le mode des mondanités ; dans l'univers bureaucratique, c'est la théorie qui se prête le mieux à ce genre d'exercice. On parle donc de violence de classe et de dictature du prolétariat mais ces références idéologiques n'ont pas de portée pratique positive. *C'est leur aspect négatif qui est essentiel*, la dénonciation qu'elles permettent des risques de la politique d'alliance tous azimuts. Et les Partis communistes qui prendraient au pied de la lettre les recommandations de Zorodov risqueraient de demeurer longtemps dans une opposition sans perspectives, compensée par un dogmatisme de bon aloi. Mais, sans doute est-ce là le type de parti que les dirigeants soviétiques préfèrent à ceux qui sont susceptibles d'arriver au pouvoir.

D'autre part, quelles que soient ses intentions profondes, *l'Union soviétique n'est plus en mesure d'imposer une ligne aux grands partis communistes du monde occidental*. On le savait depuis la dernière conférence mondiale des Partis communistes, en 1969, où l'unanimité n'avait pu se faire autour de tous les chapitres de la résolution finale. Les difficultés de convocation de l'actuelle conférence des P.C. d'Europe l'ont confirmé. Les

---

(10) Que l'on se rappelle la visite, publiquement déplorée par le P.C.F., de l'ambassadeur soviétique à Giscard, en pleine bataille des élections présidentielles.

réactions du P.C.F. à l'affaire Zarodov rendent la chose évidente. Peu de temps après la parution de l'article du Soviétique, *l'Humanité* a réagi en publiant, en première page, une réponse nette de Jacques Chambaz, membre du Bureau politique. Et lors du Comité Central qui se tint peu après (17 et 18 septembre 1975), Etienne Fajon, prenant prétexte d'un rapport sur « le travail d'éducation du parti », défendit la stratégie du Programme commun et critiqua les références abusives à Lénine d'un Zarodov qui, pour n'être pas nommé, n'en était pas moins visé. Quant à Georges Marchais, il ne cesse de souligner que la politique du P.C.F. s'élabore « à Paris et nulle part ailleurs » (11).

Faux semblants ? Il est difficile de l'affirmer sans expliquer du même coup pourquoi, à l'époque stalinienne, Maurice Thorez et son parti n'ont jamais marqué le moindre désaccord public avec l'U.R.S.S. alors que leur fidélité inconditionnelle leur valait des attaques d'une rare violence qui gênaient la progression des communistes. Et pourquoi aussi, depuis quelques années, les Marchais, les Leroy et les Kanapa ne perdent pas une occasion d'affirmer leur autonomie en engageant des débats politiques, limités, feutrés mais véritables, avec Brejnev et ses collègues (12).

La réalité est que la politique du Parti communiste français n'est plus, pour l'essentiel, imposée de Moscou. C'est de cela qu'il faut rendre compte.

### Pas d'au-delà à l'Union de la gauche

Cette indépendance de fait, beaucoup, à gauche et à l'extrême-gauche, la reconnaissent. Elle s'expliquerait par l'existence d'une stratégie spécifique du Parti communiste français. Ce dernier, proche en cela du P.C. portugais, aurait renoncé à la politique « frontiste », c'est-à-dire aux alliances avec les socialistes sur un programme minimum de gouvernement, telles qu'elles ont été pratiquées dans les années trente. Marqué par son origine stalinienne, le P.C.F. viserait à mettre en place une sorte de « capitalisme

---

(11) Son insistance sur ce thème le mène parfois à des déclarations bien intéressantes pour un homme qui se réclame de l'internationalisme prolétarien. Au micro d'Europe 1, il répond à une question sur les articles « d'idéologues durs » publiés à Moscou : « Ils ne nous concernent pas. Le parti communiste français élabore sa politique en toute indépendance. En revanche, si vous vous adressiez aux socialistes, vous auriez raison, car ils ont une Internationale. Nous, nous sommes complètement indépendants » (*Humanité*, 22 octobre 1975).

(12) Maurice Thorez, dans sa célèbre interview au *Time* (1946), ouvrait déjà la voie à une évolution pacifique vers un socialisme « à la française » ; toute la politique stalinienne de l'époque de la guerre froide allait à l'encontre de ses vues. Il s'est tû et a appliqué la ligne. Aujourd'hui, Jean Kanapa, qui fut, en son temps, le plus borné des disciples de Jdanov, est le responsable des affaires internationales. C'est à lui qu'est revenu la tâche d'expliquer, lors des récentes réunions préparatoires de la conférence européenne des partis communistes, que la coexistence pacifique n'implique aucune trêve dans la lutte de classes. Dans la langue d'Esopo, chère aux « apparatchiks », cela signifie : « Nous soutenons les initiatives diplomatiques de l'U.R.S.S. mais nous ne tolérons pas qu'en leur nom, on nous empêche de mener la lutte dans notre pays comme nous l'entendons ». Cette comparaison de deux hommes et de deux époques illustre l'évolution du P.C.F.



d'Etat » (13). Le Programme commun, tel que le conçoit le Parti, illustrerait cette tendance. Sa philosophie n'est-elle pas celle d'une croissance économique devenue enfin rationnelle grâce à l'extension du secteur étatique jusqu'au seuil où une planification démocratique devient possible ? Il n'est pas difficile de démontrer qu'une telle politique « antimonopoliste » aboutit seulement à aménager le système capitaliste et à développer monstrueusement l'appareil d'Etat, sans remettre en cause les bases de l'exploitation.

Cette interprétation de la politique du P.C.F. a le mérite d'atteindre un aspect essentiel de la réalité, à savoir *l'idéologie des cadres et des militants du Parti*. Contrairement aux explications simplistes qui font de tout communiste français un « stal » cynique, préoccupé des ruses contre-révolutionnaires qui lui permettront de trahir la lutte des classes, il ne se trouve aucun adhérent du P.C.F. qui se satisfasse de tactique au jour le jour. La très grande majorité des militants accepte la nécessité d'étapes qui sont de simples moments de la course vers un but auquel on ne renonce pas et que, par tradition, on appelle socialisme. Mais le socialisme ainsi maintenu comme justification des méandres de la politique quotidienne est fortement coloré, dans la conscience des membres du parti, par l'influence du stalinisme et de la société soviétique, et aussi par les rapports pratiques qu'en France le mouvement ouvrier entretient avec le système politique existant. De la construction du socialisme, on retient surtout l'effort de centralisation, accompagné d'une démocratisation progressive des structures, allant du sommet à la base. Quant à la lutte pour le pouvoir, on la conçoit à l'intérieur de l'Etat ; l'auto-organisation des masses est pour le P.C.F. une notion abstraite et, de ce fait, l'idée d'un renversement révolutionnaire du gouvernement est inconcevable. Le résultat de cette combinaison d'influences idéologiques est un hybride que l'on est en droit de baptiser capitalisme d'Etat : en effet, tout projet de transformation sociale qui ne met pas au centre de ses tâches la destruction de l'appareil d'Etat existant ne peut aboutir qu'à une forme rationalisée de capitalisme — puisqu'aussi bien l'Etat incarne le maximum de cohérence que peut se donner la société bourgeoise.

Cependant, *l'idéologie des militants ne détermine pas seule la stratégie d'un parti tel que le P.C.F. ; elle ne la détermine même pas essentiellement*. Faute de chercher une issue dans la mobilisation révolutionnaire des masses, Marchais et les siens sont condamnés à respecter les règles du système politique de la classe dirigeante. Les structures de l'Etat, les traditions juridiques et politiques, les habitudes institutionnelles constituent pour eux

---

(13) Dans un article intitulé « Mouvement communiste : Une, deux, trois... tactiques » (*Tribune socialiste*, 13-20 septembre 1975) Serge Depaquit a clairement exposé les données générales de cette thèse : « La politique du P.C.I. et du P.C.E. n'est pas celle du P.C.F. ou du P.C.P. en plus souple ou en plus démocratique ; elle est différente. Le P.C.F. et le P.C.P. s'appuient en fait sur un programme de capitalisme d'Etat, assorti de formules de cogestion... qui pourrait, d'ailleurs, en certaines circonstances, constituer la première phase d'un despotisme social bureaucratique (l'U.R.S.S. ne me semblant pas relever d'un capitalisme d'Etat) ».

beaucoup plus que des conditions objectives fixant le cadre de départ de leur action ; elles sont des limitations quasi-absolues à leurs initiatives ; elles jouent *un rôle déterminant dans l'élaboration de leur politique*. Il ne saurait être question pour eux de formuler des propositions incompatibles avec les principes de fonctionnement de l'Etat dont on peut seulement envisager d'aménager les rouages. Or, une économie contrôlée essentiellement par l'Etat est une formule qui désorganise gravement le système bourgeois ; ce ne peut être qu'un expédient ultime face à une crise mortelle. Il n'est pas question de l'envisager à froid. Aussi la vision idéologique de l'avenir socialiste sert surtout à faire accepter ces murailles, tout en étant elle-même influencée dans son contenu par les conditions dans lesquelles elle est formulée.

Philippe Herzog, membre du Comité Central, un des principaux animateurs de la commission économique qui a théorisé le « capitalisme monopoliste d'Etat », peut nous aider à illustrer ces propos. Interviewé par André Harris et Alain de Sédouy (14) qui ont assisté à un de ses cours à l'Ecole centrale du Parti, il expose comment il conçoit l'application du Programme commun. « D'abord, les nationalisations interviendront tout de suite, ce qui créera une situation de non-retour et prouvera aux salariés qu'on change le paysage. Il conviendra de démontrer très vite le caractère dominant du secteur public et nationalisé sur ce qui restera du secteur privé. Très vite aussi, il faut que la direction et la gestion collective avec les travailleurs se mettent en place... l'ensemble constituera une « Nouvelle Logique » des rapports sociaux et économiques... Les nationalisations doivent se faire en quelques semaines, quelques mois au plus tard — c'est indispensable. Si cela devait s'étaler sur cinq ans, cela irait très mal ». Cette vision, dont on peut certes discuter les termes, implique néanmoins une *rupture* de l'ordre établi. Nul doute qu'elle ne corresponde au choix idéologique de ces innombrables militants communistes qui, dans les manifestations, scandent : « Une seule solution, la Révolution ! Un seul moyen, le Programme commun ! ».

Mais le moins que l'on puisse dire est que socialistes et radicaux, co-signataires du dit programme, n'envisagent pas l'avenir sous un tel angle. Pour eux, les nationalisations ne sont pas une panacée et leur mise en œuvre peut être étalée sur toute la durée de la législature. C'est dire que le P.C.F., s'il entend mettre en place rapidement la « nouvelle logique des rapports sociaux », se trouvera en désaccord avec ses alliés dont il ne manque pas de dénoncer — à juste titre — l'esprit d'atermoiement et de compromis. Compte-t-il sur le renforcement de sa puissance organisationnelle pour faire pression sur eux ? Probablement. Mais ses dirigeants ne sont pas sans savoir qu'il existe des limites à ce type d'opération. Les communistes ne peuvent rompre le pacte d'unité d'action, à moins de vouloir gouverner seuls — ce qui est exclu dans le cadre de la République parlementaire —

---

(14) *Voyage à l'intérieur du parti communiste* (Paris - le Seuil - 1974) p.. 57, 58 et 206.



ou de se préparer à une prise du pouvoir par la force — ce qui est aux antipodes de leurs intentions. Georges Marchais, réaliste, ne l'a pas caché, alors même que la polémique contre le P.S. battait son plein : « Je vous mets au défi de trouver une déclaration, un discours ou un article de dirigeants communistes où nous émettons la prétention d'aller seuls au pouvoir. Nous disons qu'il n'y a pas d'issue à la crise en dehors de la mise en œuvre du Programme commun, par tous les partis de la gauche, égaux en droits et en devoirs. Cela confirme que nous sommes les champions de l'Union » (15).

Nous touchons ici à la contradiction fondamentale de la politique du Parti communiste. Entre la combativité de ceux de ses militants qui participent aux luttes d'avant-garde et la vocation réformiste des dirigeants ; entre la nécessité de renforcer l'organisation et l'obligation de maintenir les alliances, un équilibre durable est difficile à trouver. Il faut souvent trancher dans le vif, entre des options inconciliables. Les décisions adoptées par les responsables reflètent alors les impératifs de l'adaptation à la société existante ; l'idéologie moyenne du parti n'intervient qu'en second et influe surtout sur la forme des choix effectués.

### **Le grand parti de la bureaucratie ouvrière**

Lorsqu'on traite d'un parti comme le P.C.F., on peut être facilement obnubilé par son origine stalinienne et par ses liaisons avec l'Union soviétique ; on risque ainsi de mettre surtout l'accent sur l'appartenance du parti au mouvement communiste international et sur les servitudes idéologiques qui en découlent. On en vient par là même à négliger la réalité sociale et politique qu'incarne le parti dans la France bourgeoise, réalité à laquelle il convient d'appliquer *les critères de l'analyse marxiste*.

Cette démarche exige que l'on replace le P.C.F. dans les totalités concrètes qui déterminent son être social. Ni son hégémonie sur la classe ouvrière française, ni son allégeance à l'Union soviétique ne permettent de décrire entièrement sa politique. L'une et l'autre ne prennent toute leur signification que par rapport à l'ensemble de la société française, elle-même déterminée par la réalité supérieure du marché mondial que structurent les rapports de forces internationaux entre les classes. De ces totalités en mutation constante, du fait des luttes dont elles sont le lieu, il n'est possible de rendre compte que dans une perspective historique. Ainsi, on ne comprendra le Parti communiste français qu'au travers des modifications successives de ses rapports avec les structures politiques et étatiques dans lesquelles il est inséré. Sur cette voie — et sur cette voie seulement — on découvrira, en évitant l'écueil d'un tableau parfaitement statique, ce qui, dans le P.C.F., découle des lois générales d'évolution des organisations

---

(15) Conférence de presse du 19 septembre 1975 (*Humanité*, 20-9-75).

ouvrières de masse en pays capitaliste avancé — et ce qui révèle des traits originaux de développement (16).

De prime abord, le Parti communiste français apparaît comme un *parti ouvrier de masse*, à la fois par sa composition sociale, la nature de son idéologie et l'étendue de son influence sur le mouvement prolétarien. C'est sur cette caractéristique qu'il faut s'attarder avant d'envisager tout autre aspect. Aucune organisation politique ne peut exercer une emprise sur la majorité de la classe ouvrière sans s'adapter en même temps aux habitudes de pensée qui ont cours parmi la majorité des travailleurs. En effet, l'agitation et la propagande qui, *en dehors des périodes révolutionnaires*, permettent de gagner de larges masses ouvrières doivent s'effectuer au niveau des couches les moins éveillées à la politique, *de celles qui subissent le plus lourdement l'idéologie de la classe dominante*. Le parti de masse ne peut éviter de subir le contre-coup de cette extension de son ascendant. En son sein, des courants se créent qui cherchent à formuler, en termes de programme et de perspective, l'adaptation qui s'est produite, de fait, à la société de classe.

Toute l'expérience historique, celle du Parti social-démocrate allemand par exemple, confirme l'inéluctabilité du développement de courants opportunistes dans les grandes organisations politiques ouvrières. Elle confirme aussi que les références les plus ferventes au marxisme le plus orthodoxe sont de peu de poids face à cette pression sociale. Peu à peu, c'est la doctrine qui perd de son contenu pour n'être plus qu'un recueil de formules ; et, en dernière instance, le programme, coquille devenue vide, est relégué au grenier pour un autre mieux adapté à ce qui se fait réellement (17). L'Internationale communiste comptait dans ses rangs d'authentiques partis de masse mais la victoire de la contre-révolution stalinienne n'a pas permis que le mouvement ouvrier hérite d'une expérience positive de lutte contre les bases objectives de l'opportunisme. Des exemples trop restreints à notre disposition, on peut tirer cependant quelques conclusions : une liaison prioritaire, clairement explicitée, avec les travailleurs d'avant-garde et le maintien d'une perspective internationaliste (18) qui permette de dépasser les conditions nationales de la lutte sont des conditions nécessaires d'une résistance aux influences réformistes, inhérentes à toute organisation de masse.

---

(16) Il n'est pas question de reconstituer, dans le cadre du présent article, la totalité du mouvement historique du P.C.F. On se contentera de quelques remarques qui découlent de la perspective méthodologique résumée plus haut. Leur caractère épars les rendra insatisfaisantes. Elles peuvent cependant aider à cerner de plus près l'orientation actuelle du parti.

(17) Il n'y a aucune solution de continuité entre le marxisme de la lettre de Kautsky et l'esprit de capitulation des dirigeants socialistes allemands de 1914 dont les héritiers légitimes renonceront à la lutte de classe avec le programme de Bad-Godsberg.

(18) Et donc d'une organisation internationale.



Le P.C.F. est loin du compte. Il a renoncé, dès les années trente, à mettre la révolution prolétarienne à l'ordre du jour. Et il n'a cessé depuis lors de théoriser cet abandon, d'y adapter son programme et ses projets d'avenir (19). C'est faire acte de banalité que de le répéter ? Peut-être. Mais ce rappel a au moins le mérite de souligner que le Parti de Georges Marchais, dont les cadres ont été formés dans une optique nationaliste et chauvine, *est, par nature, incapable d'envisager une forme quelconque de lutte révolutionnaire pour le pouvoir*. Il lui faudrait pour cela effectuer une série de ruptures, théoriques et pratiques, avec son adoption objective de l'opportunisme, qui constitue une de ses caractéristiques de base. C'est là ce qu'oublient tous ceux qui prêtent au P.C.F. de vastes intentions de subversion.

Toutes ces remarques ne tiennent aucun compte de la crise actuelle des régimes bourgeois d'Europe. On peut considérer comme probable que, dans les années à venir, de grandes luttes ouvrières éclateront, stimulées par la détérioration du système économique aussi bien que par la contagion révolutionnaire, venue du Portugal, d'Espagne peut-être, d'ailleurs encore éventuellement. Ne peut-on penser que, soumis à la pression des masses en mouvement, le Parti communiste français serait contraint de rompre avec beaucoup de ses pratiques réformistes ? Son tournant actuel, aussi limité et sectaire soit-il, n'est-il pas le symptôme d'une adaptation aux conditions nouvelles de la lutte des classes ? Après tout, en d'autres périodes, on a vu un mouvement comme la social-démocratie autrichienne, pourtant enfoui jusqu'aux yeux dans la société bourgeoise, appeler, en 1934, les travailleurs de Vienne à se battre les armes à la main contre l'offensive d'extrême-droite. Un parti d'origine communiste a d'autres traditions ; pourquoi n'adopterait-il pas une attitude similaire ?

A ce niveau d'interrogation, il faut soigneusement sérier les questions. Qu'un parti de masse comme le P.C.F. soit sensible aux fluctuations de la combativité prolétarienne, nul n'en disconvient. Et il y a fort à parier qu'il mettra tout en œuvre pour éviter de se retrouver totalement à contre-courant, comme il le fut en mai 1968. Dans une période pré-révolutionnaire, il peut, de ce fait même, être amené à accepter des formes de lutte plus radicales, à se retrouver contraint de participer à des actions de masse

---

(19) La théorie du « capitalisme monopoliste d'état » a, entre autres fonctions, celle de justifier l'action réformiste du parti. Au niveau politique, elle explique qu'une « poignée de monopoles », « une caste » de « milliardaires » a fait main basse sur l'Etat. Il est possible de mettre fin à leurs exactions et de « remettre l'Etat au service du peuple ». (Toutes les expressions entre guillemets sont couramment employées dans la presse du parti). Par exemple, Michel Cardoze, dans un éditorial de *l'Humanité* du 25 août 1975, écrit « *Les institutions qui constituent l'Etat et doivent concourir à la garantie des libertés... ont besoin d'une autre politique* économique et sociale. Une politique qui, du suffrage enfin universel parce que proportionnel, à la mise à la raison des sociétés géantes privées sera, elle, un garant des libertés nouvelles qui restent à conquérir ». Michel Cardoze est un bon journaliste qui sait exprimer, en termes populaires, l'essence des travaux théoriques que d'autres consacrent à l'analyse du C.M.E.

qu'il n'aura pas souhaitées au départ (20). Mais accepter de se laisser porter par le flot n'a jamais signifié développer du même coup une orientation révolutionnaire — (c'est-à-dire guider les luttes des travailleurs vers un affrontement central avec l'Etat en vue de l'instauration, nécessairement violente, d'un pouvoir révolutionnaire). On peut descendre dans la rue, armé de matraques, voire de mitraillettes, sans chercher pour autant le renversement de la classe dominante par l'action des masses. Les exemples abondent de partis dont le réformisme s'accommode et se complète, dans les périodes de crise, de méthodes de lutte violentes. Rien ne permet de classer le P.C.F. hors de cette catégorie.

En effet, pour franchir le seuil qui sépare le réformisme d'une acceptation de fait de la lutte politique pour le pouvoir (21) il faut procéder à une *rupture organisationnelle*. La cohésion d'un parti ouvrier réformiste de masse dépend de la solidité de son appareil. Ce dernier constitue le lieu de jonction de deux forces, de nature différente bien que toutes deux conservatrices : les élus (parlementaires divers mais aussi un certain nombre d'élus syndicaux qui n'ont pour raison d'être que la participation à des organismes paritaires de concertation avec le patronat et les pouvoirs publics) et les fonctionnaires permanents de l'organisation. Les premiers sont parfaitement intégrés au système avec lequel ils vivent en symbiose ; les seconds cherchent à maintenir le statu-quo politique qui a permis la croissance florissante de l'appareil avec lequel ils se confondent. Tant que cette "alliance n'est pas brisée, il ne peut y avoir de véritable évolution à gauche d'une organisation réformiste, qu'elle soit d'origine socialiste ou communiste (22). Plus encore, il ne peut se développer *durablement* une aile gauche cohérente à l'intérieur de ce genre de parti tant que l'appareil au sens le plus large du terme demeure intact pour l'essentiel. Le P.C.F. pourra connaître avec le développement des luttes de sérieux problèmes internes. Mais, lui qui n'a de leçon à recevoir de personne en matière de solidité bureaucratique, n'en est pas au point, en 1975, où les barrières de son conservatisme d'organisation sont entraînées sous la pression des masses.

---

(20) Exemple mineur : les jeunes du P.C.F. se sont ralliés *in extremis* aux manifestations contre la loi Debré — qu'ils avaient condamnées tout d'abord. Exemple plus significatif : le Parti communiste portugais a intégré les manifestations des commissions ouvrières, dès qu'il est apparu qu'elles jouaient un rôle décisif dans l'évolution de la situation. Il a même été jusqu'à signer, un bref moment, un pacte d'unité d'action avec des organisations gauchistes.

(21) Même si cette acceptation est confuse, hésitante, sujette à caution, critiquable du point de vue des révolutionnaires, dont beaucoup utiliseront le terme « centrisme » pour la qualifier. Pour se référer aux classiques, on dira que la fraction des mencheviks internationalistes, dirigée par Martov en 1917, indique assez bien quelle peut être la nature politique d'une ligne qui admet la nécessité de l'instauration de la dictature du prolétariat mais chipote sur les moyens d'y parvenir — d'où une incroyable suite d'oscillations.

(2) Cf. annexe.



La conclusion qu'il faut en tirer est que toute la politique poursuivie depuis un an par le Parti communiste exprime une réaction délibérée de la direction et des cadres à une situation qui pose des problèmes sérieux mais n'est *nullement une situation de débordement*. Le P.C.F. continue à être soumis aux lois générales qui régissent les grandes organisations ouvrières des pays capitalistes développés. Il ne s'agit pas pour lui de renoncer au réformisme qui correspond à la place qu'il occupe dans la société ; il s'agit *d'adapter sa ligne générale réformiste à une situation mouvante*. *C'est bien encore de conservatisme bureaucratique qu'il s'agit*.

A ce propos, quelques mots encore. Le P.C.F. occupe, depuis quarante ans environ, une position hégémonique sur le mouvement ouvrier. Dans son cas, comme dans celui des partis en même situation (le P.C. italien, par exemple), cette suprématie n'a pu être acquise par une simple addition de suffrages. Certes, le P.C.F. a gagné sa prééminence en se montrant capable d'entraîner, et d'organiser en partie, la majorité des travailleurs sur le plan électoral comme dans le domaine syndical. Mais les succès remportés à ces niveaux ont été rendu durables parce que le parti a su aussi *organiser les travailleurs d'avant-garde*, ceux qui constituent les cadres quotidiens du mouvement ouvrier et qui sont à la pointe des luttes. Cette double liaison, avec la majorité et avec l'avant-garde, a fait du Parti communiste français cette citadelle si impressionnante à bien des égards. Mais elle contribue aussi à sa faiblesse car elle l'oblige à se défendre sur deux fronts : le front de l'influence générale qui peut lui être disputé sur le plan électoral ; le front de l'enracinement dans l'avant-garde ouvrière où l'évolution des luttes de classes joue un rôle décisif. Aussi bien, le conservatisme bureaucratique de l'appareil du P.C.F. doit-il s'exprimer sous *deux formes, souvent contradictoires*, car il doit faire face à deux menaces distinctes, à la fois venant de la droite et de la gauche.

### Stalinisme et nation française

Pression des couches les moins politisées de la classe ouvrière et, par ce canal, influence de l'idéologie dominante ; conservatisme bureaucratique de l'appareil empêchant tout véritable cours à gauche ; nécessité de maintenir l'unité du parti contre des menaces extérieures venant aussi bien de sa droite que de sa gauche : ce sont là des problèmes auxquels doit faire face tout parti ouvrier réformiste. Mais chacun d'entre eux les affronte de façon spécifique, en fonction de sa propre histoire et des traces qu'elle a laissées sur son organisation, son idéologie, ses traditions...

On ne reviendra pas, bien entendu, sur les détails de l'évolution du P.C.F. Mais il est intéressant de rappeler au moins comment il a résolu, au fil des ans, les contradictions dans lesquelles il était inséré, *la plus fondamentale d'entre elles opposant sa fidélité à l'U.R.S.S. stalinienne* (et donc à la politique internationale de ses dirigeants) *à son enracinement dans la société française* (qui le pousse vers une orientation nationale-réformiste). Bien entendu, tout cela ne peut être compris qu'en fonction des grands courants qui traversent la classe ouvrière française en modifiant, à des

rythmes variables, les structures générales d'organisation du mouvement ouvrier.

Le Parti communiste français a conquis sa position hégémonique entre 1934 et 1947, au travers des luttes du Front populaire, de la Résistance et de la Libération. Cette ascension s'est opérée aux dépens de la S.F.I.O. Mais on est trop souvent obnubilé par les spectaculaires statistiques d'adhésions et de voix électorales qui montrent l'irrésistible poussée du P.C.F. Et on en oublie que la victoire des communistes n'a pas signifié seulement une modification du rapport des forces internes au mouvement ouvrier mais surtout *une transformation qualitative de celui-ci*. Au cours des années trente et quarante, les travailleurs français parviennent, pour la première fois de leur histoire, au stade de l'organisation politique de masse. Jusque là, tant les syndicats que les partis de gauche n'avaient regroupé qu'une assez petite minorité du prolétariat. L'activité des socialistes s'était principalement déroulée dans le domaine électoral, ce qui favorisait la prédominance dans leurs rangs des éléments issus de la petite bourgeoisie. Le Parti communiste, dès 1936, fournit un cadre à la masse des salariés qui font irruption dans l'action politique ; et ce cadre tranche par sa nouveauté avec ce qui existait auparavant : les entreprises deviennent un centre de lutte, d'autre part tout un réseau d'organisations, du syndicat aux mouvements de jeunes ou de loisirs, aide à la constitution d'un mouvement de masse dont l'organisation politique constitue le centre (23).

De cette constatation, on peut tirer la conclusion que le P.C.F. est *l'incarnation organisationnelle d'un moment essentiel du développement de la classe ouvrière française*. Ainsi s'explique la persistance de son influence, par-delà les méandres de sa politique et les conséquences, souvent dommageables, qu'ils ont eues sur ses rapports avec les masses. Il faut encore préciser que cette continuité dans l'hégémonie n'est pas due seulement à des souvenirs que se transmettent, de génération en génération, les militants ouvriers. Elle provient plus encore de ce que *les travailleurs n'ont eu, jusqu'en 1968, que peu d'occasions de faire l'expérience collective globale d'autres méthodes de combat que celles que préconisait le Parti communiste* (24).

La nature politique de la S.F.I.O. et l'orientation qui en découlait naturellement ont facilité le succès du P.C.F. qui, *a contrario*, est apparu comme un modèle de fidélité aux principes de classe. Mais au triomphe qu'il a connu existent des causes encore plus fondamentales. En 1936 et plus

---

(23) Il ne s'agit, à propos de ce phénomène comme de tous ceux qui vont être abordés ensuite, que d'une reconstitution schématique. La rupture apportée par le P.C.F. n'a évidemment pas été absolue et le contraste est exposé ici de façon trop radicale. Mais, encore une fois, il ne s'agit pas de faire une histoire du parti mais de déceler les seuils qu'il a franchis dans ses rapports avec les masses aussi bien que la façon dont les militants l'ont vécu.

(24) Le P.C.F. n'a pas été sérieusement menacé de débordement lors des grandes montées ouvrières de 1934-36 et 1944-47. Les éléments d'avant-garde qui voulaient pousser plus loin la lutte ne trouvaient qu'un écho limité auprès de la majorité des travailleurs qui se trouvaient aux premières étapes de la conscience politique. Et les révolutionnaires ne constituaient qu'un pôle trop faible.



encore dans l'après-guerre, la bourgeoisie avait besoin que le Parti socialiste exerce le pouvoir afin de maintenir ou de rétablir le fonctionnement du système capitaliste. De ce fait, la social-démocratie française a été amenée à s'intégrer sur un mode accéléré à l'appareil d'Etat. Elle a été conduite ainsi à un extrémisme dans la collaboration de classe qui a connu ses sommets sous Guy Mollet. Elle s'est aliénée la classe ouvrière mais aussi une partie des couches sociales qui constituent la gauche traditionnelle de ce pays : intellectuels, professions libérales, classes moyennes des villes et des campagnes. Le Parti communiste a récupéré, sur le plan électoral au moins, bon nombre des zones que laissait vacantes l'avilissement du socialisme réformiste. Il est devenu le premier parti de la gauche française, avec tout ce que comporte cette qualification. Sa politique n'a pas manqué d'être infléchie dans une certaine mesure par ces soutiens nouveaux dont les préoccupations n'avaient rien de révolutionnaire. Mais, en même temps, l'emprise qu'il pouvait exercer sur eux était forcément précaire — parce que purement électorale, parce que liée à l'assimilation entre social-démocratie et pouvoir d'Etat ; la renaissance d'un courant socialiste indépendant ne pouvait que modifier la donne.

Le P.C.F. atteint son influence maximum en 1947, à la veille de son éviction du gouvernement, à l'époque où il célébra à diverses reprises son millionième adhérent. Au cours des années suivantes, il perdit de nombreux militants mais conserva son emprise générale sur le mouvement ouvrier ainsi que l'essentiel de son influence électorale. Mais le parti est surtout marqué alors par les conséquences de ce qu'Edgard Morin appelle joliment « la seconde glaciation stalinienne ». Il cherche à traduire en action les moindres variations de la politique internationale de l'U.R.S.S. Il en arrive ainsi à entrelarder une politique foncièrement nationaliste (c'est l'époque où l'on cherche à créer, sous divers vocables successifs, un « Front national uni ») de formes de lutte sectaires et aventuristes. Et les travailleurs, sans cesser de faire confiance au P.C.F. et à la C.G.T., montrent de grandes réticences à suivre en toute circonstance les mots d'ordre qui leur sont proposés. Les militants communistes connaissent un isolement relatif dont la principale conséquence est un durcissement interne, accentué encore par l'indiscible pétrification bureaucratique de la pensée dont les maîtres d'œuvres sont en U.R.S.S., Jdanov et ses successeurs.

Cette période, qui s'étend de 1947 à 1956, est un moment décisif pour la formation *des cadres actuels* du parti (25). Ceux-ci ont été formés,

---

(25) Il faut entendre par là tous ceux qui jouent un rôle essentiel dans l'application de la politique du P.C.F. : dirigeants des fédérations, élus, membres du Comité Central et des commissions centrales de travail. Si l'on prend les membres titulaires et suppléants du Comité Central, on s'aperçoit que le nombre de ceux qui ont adhéré entre 1944 et 1958 grandit constamment. Lors du 18<sup>e</sup> Congrès (1967) par exemple, onze suppléants sont élus : dix d'entre eux ont adhéré entre la Libération et l'avènement du gaullisme. Lors du 19<sup>e</sup> Congrès, sept d'entre eux deviennent titulaires et vingt-deux nouveaux suppléants sont désignés : dix d'entre eux ont adhéré entre 1944 et 1947, huit entre 1950 et 1956. Lors du 20<sup>e</sup> Congrès, 21 nouveaux suppléants : treize d'entre eux sont devenus militants entre 1944 et 1958 ; dix ont adhéré depuis l'avènement du gaullisme. La majorité du Comité Central actuel est composée de militants qui se sont formés et ont amorcé leur carrière politique en pleine époque stalinienne.

politiquement, organisationnellement et pratiquement, à une école rude, où ils ont appris que la solidité du Parti était le gage essentiel de tout succès politique. Ils ont acquis des habitudes de pensée et d'action qui les marquent profondément. Mais cette éducation stalinienne a eu des conséquences diverses : le monolithisme du P.C.F. était quasi-total mais il n'impliquait pas que les militants approuvaient nécessairement tous les aspects de l'orientation du parti ; bien qu'elles aient représenté des cas limites, les « affaires » Marty, Tillon, Lecœur, montraient l'existence de désaccords réels. Mais, lorsqu'ils survenaient, ces désaccords étaient refoulés par le fonctionnement même du système. L'attachement à l'Union soviétique et au parti, placés hors histoire, passait pour plus important que les doutes ou les différends secondaires (26). Mais le sacrifice permanent des convictions personnelles ne demeurerait acceptable qu'aussi longtemps que l'U.R.S.S. continuait à être un modèle au-dessus de toute critique, dont la pureté absolue justifiait tous les compromis.

Lorsque la vérité sur le stalinisme éclata comme un abcès, les souvenirs pénibles du passé resurgirent. Ils provoquèrent l'éloignement de beaucoup de militants, persuadés d'avoir sacrifié leurs convictions en pure perte. Les choses se passèrent un peu différemment pour les cadres ou ceux qui, pris dans le système de sélection, allaient le devenir. Ceux-ci conservèrent, des années obscures, un certain nombre de traits bureaucratiques. Mais ils acquirent aussi une très forte dose de « jamais plus » : jamais plus de tournants politiques, imposés de Moscou et aboutissant à discréditer le parti ; jamais plus d'actions aventuristes qui laissent l'organisation isolée ; jamais plus de caporalisme aveugle et de népotisme systématique dans le parti. « Puisque l'U.R.S.S. est désormais incapable de représenter un modèle et d'assurer la cohésion du mouvement international, nous réglerons nous-mêmes nos affaires. » Tel semble avoir été le raisonnement de la génération des cadres d'après-guerre. Tous avaient été de parfaits staliniens et conservèrent l'empreinte de leur formation — y compris le ferme désir de ne pas retomber dans un certain nombre d'ornières (27).

## 1956 : Première vérité des faits

En apparence, le XX<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S. a provoqué peu de remous dans le Parti communiste français ; quelques départs, des convulsions

---

(26) Maurice Thorez avait donné l'exemple en acceptant de laisser dormir dans les tiroirs la ligne politique réformiste-nationale qu'impliquaient les thèmes généraux de son interview au *Time* (cf. note 12). Lors d'un récent colloque organisé par l'Institut Maurice-Thorez, Germaine Willard a reconnu que les positions de l'ancien secrétaire général avaient été mises « sous le boisseau » pendant plus de dix ans (cf. *Le Monde* - 16-17 Novembre 1975).

(27) Il est à peine utile de préciser que cette réaction, chez les responsables de l'appareil, n'aboutit pas à une remise en cause sérieuse du « phénomène stalinien » mais à une simple volonté d'accommoder le fonctionnement du parti. Toutefois, on ne peut comprendre les phases successives de la carrière d'hommes comme Marchais ou Kanapa sans tenir compte de la nature *contradictoire* des influences laissées sur eux par les années staliniennes.



dans les milieux intellectuels, l'apparition d'un esprit critique à différents niveaux de l'organisation. En fait, *les deux années qui séparent les événements d'Europe de l'Est de l'avènement du gaullisme marquent le début d'une mutation décisive du P.C.F.*

Le fait majeur est, bien entendu, l'éclatement de la crise du système stalinien qui entre dans un processus de désagrégation, sans cesse plus accentué jusqu'à nos jours. On a souligné déjà que cet ébranlement de l'univers bureaucratique ne pouvait qu'inciter les communistes français à se tourner vers la réalité nationale pour tenter de consolider les liens du parti avec les masses. Cette tendance ne se fit pas jour immédiatement : les Thorez et les Duclos, pensant que la victoire de Khrouchtchev était éphémère, soutinrent les conservateurs d'Union soviétique ; ils espéraient ainsi éviter un retour sur le passé, dangereux pour eux. Mais, finalement, ils renoncèrent à cette tentative sans espoir (28) et se tournèrent vers les perspectives d'un « socialisme à la française » dont l'avènement de Waldeck Rochet au secrétariat général (1964) symbolisa la réalité nouvelle.

La dénonciation du stalinisme eut d'autres conséquences, moins spectaculaires mais aussi profondes. Les crises de Pologne et de Hongrie eurent peu d'effet immédiat sur le mouvement ouvrier français. Mais elles laissèrent des traces profondes. Beaucoup de travailleurs, sans cesser de considérer le P.C.F. comme représentant de la classe ouvrière, perdirent beaucoup de leur confiance dans les perspectives d'avenir qu'il proposait. L'assombrissement de l'image de l'Union soviétique faisait perdre de sa crédibilité au parti qui l'avait magnifiée et mettait en lumière ses insuffisances et son bureaucratisme. On ne peut parler à ce propos d'un « anti-communisme de masse », comme certains l'ont fait à propos du Portugal. Mais une *distance* se creusa entre le Parti communiste et l'ensemble des travailleurs (29).

L'écart fut d'autant plus grand qu'il avait aussi des causes purement nationales. Les grands espoirs de la Libération avaient été trahis et nombre de travailleurs identifiaient leur déception avec le Parti communiste, même s'ils ne pouvaient énoncer une critique politique de son orientation. On le vit bien, en 1958, lorsque la classe ouvrière laissa passer de Gaulle sans

---

(28) Dans son *Maurice Thorez*, Philippe Robrieux explique clairement les grandes manœuvres auxquelles se livrèrent alors les dirigeants du P.C.F., avant de négocier leur ralliement au camp anti-chinois en 1960. Il faut se reporter à son livre aussi pour comprendre la signification de l'affaire Servin-Casanova dans ce contexte.

(29) L'organisation du parti se ressentit de cet éloignement relatif. Il devint plus difficile de faire vivre les cellules qui avaient beaucoup de mal à assurer l'ensemble des tâches qui leur incombaient (vente des journaux, animation des divers comités de masse, etc.). Les sections, dont le nombre fut multiplié alors que le chiffre des effectifs baissait ou stagnait, devinrent le cadre d'application de la politique du Parti. Les fêtes populaires jouèrent un rôle de plus en plus important pour la liaison avec les sympathisants. Ce recul de fait par rapport aux principes d'organisation traditionnels accentua encore la distance entre le Parti et la population. Il eut notamment pour conséquence de créer un certain nombre de forces d'inertie qui s'opposent à l'application rapide et correcte de la politique décidée centralement.

répondre aux appels à la lutte du P.C.F. et de la C.G.T. Et les élections du gaullisme marquèrent la perte *définitive* d'une partie de l'électorat communiste.

Le Parti, fortement isolé, se voyait ainsi menacé dans ce qui faisait sa force : l'hégémonie sur les classes populaires. En même temps, la transformation de l'Etat créait des conditions nouvelles pour l'action politique : l'instauration d'un système présidentieliste coupait toute perspective à l'intervention purement parlementaire ; il n'était plus question d'arriver au gouvernement au gré d'une crise ministérielle, plus ou moins appuyée de mouvements dans le pays. *Une stratégie adaptée aux structures nouvelles devenait indispensable.*

Il n'était guère facile pour l'équipe dirigeante d'y parvenir. Pendant plus de dix ans, le P.C.F. ne fit que se rapprocher en tâtonnant d'une orientation claire. Il se prononçait nettement pour l'unité d'action avec les socialistes mais n'avait aucun moyen de faire prévaloir ses vues. Il proclamait, à partir des années soixante, sa réprobation du stalinisme et son indépendance à l'égard de l'U.R.S.S. mais ne pouvait démontrer ni l'une, ni l'autre, de façon convaincante. Les incertitudes de son expression publique renforcèrent les conséquences de la défaite et du recul qu'avait signifiés pour lui la naissance de la V<sup>e</sup> République. Les responsables du P.C.F. ne purent empêcher deux phénomènes qui furent les premiers symptômes tangibles *d'une recomposition du mouvement ouvrier* : l'apparition d'une avant-garde politique nouvelle, faible en nombre, limitée essentiellement aux milieux étudiants et jeunes mais qui fut capable, à travers la guerre d'Algérie, la politisation de l'U.N.E.F., la crise de l'U.E.C., la solidarité au Vietnam, de battre en brèche publiquement la politique du Parti. En second lieu, le courant socialiste connut une renaissance hors de la vieille S.F.I.O. et trouva même, grâce à la création de la C.F.D.T., une liaison avec le mouvement syndical. Le Parti communiste voyait poindre des menaces aux deux extrémités de sa zone d'influence : du côté des masses, y compris ouvrières ; du côté des militants les plus politisés.

## 1968 ou le premier débordement

Le processus qu'avait amorcé la décennie ouverte par le vingtième congrès et le gaullisme pouvait aboutir à un irrésistible déclin du Parti communiste français. Les dirigeants se devaient de réagir. Mais il fallut deux événements majeurs pour qu'ils puissent surmonter les obstacles nés de leur propre passé. Ce furent la grève générale de 1968 et l'invasion de la Tchécoslovaquie.

Il n'est pas nécessaire de rappeler quel fut le comportement bureaucratique, contre-révolutionnaire du P.C.F. de mai à juin 1968. Soulignons toutefois que l'ampleur de l'infamie de Marchais et consorts a éclipsé, aux yeux de bien des révolutionnaires, la violence du choc que reçut alors le Parti. Ce dernier vit apparaître sur sa gauche une force qui avait un



impact sur les masses. Et, qui plus est, il se trouva, à de très nombreuses reprises, en porte à faux vis-à-vis des revendications des travailleurs (que l'on se rappelle, entre autres, le rejet de la première version des accords de Grenelle par les ouvriers de Renault, malgré la présence de Frachon). Privé de toute possibilité d'agir dans la société politique, il enregistra, de surcroît, un sévère revers électoral. C'était une impasse, dont il fallait sortir au plus vite. Et les demi-mesures ne suffisaient plus. Il fallait faire un bond qualitatif vers une politique crédible.

L'agression contre Prague devenait, dans ces conditions, un obstacle insurmontable. L'approuver signifiait que toutes les attaques contre le stalinisme du P.C.F. étaient fondées. Comment, dès lors, rendre crédible toute ligne de masse, tout combat démocratique ? Le Comité central condamna l'occupation de la Tchécoslovaquie. En termes modérés. Et, très vite, il accepta *de facto* la normalisation imposée par la bureaucratie soviétique. Tout cela en dit long sur le caractère principal de la démarche des communistes français. Mais il faut savoir aussi interpréter les actes politiques en fonction du rapport des forces qui les a déterminés. De ce point de vue, la prise de position du P.C.F. a une portée qui dépasse la mesquinerie odieuse de ses formulations : *pour la première fois, le parti qui passait pour le plus stalinien d'Europe occidentale, s'oppose par la voix de son organe dirigeant, à un acte essentiel de la politique internationale de l'U.R.S.S.* (30). Il desserre un des freins principaux qui ralentissait son élaboration d'une politique inspirée d'abord par les impératifs de la situation nationale.

Et, dès les 5 et 6 décembre 1968, le Comité central adopte le *Manifeste pour une démocratie avancée, pour une France socialiste*, connu sous le nom de *Manifeste de Champigny*, lieu de la réunion du C.C. Il s'agit d'un des textes de base du parti qui s'y réfère encore couramment (31) : « Il constitue une mise à jour des idées essentielles du XVIII<sup>e</sup> Congrès de notre Parti (4-8 janvier 1967), compte tenu des événements qui se sont déroulés depuis dans notre pays. Les plus importants de ces événements ont été les puissantes luttes ouvrières et universitaires de mai-juin 1968... Notre Parti s'est donc efforcé, sur la base de l'action des masses populaires, d'assimiler pleinement, sur le plan théorique et politique, l'expérience de ces luttes et de poser hardiment les problèmes qui en découlent » (32). De ce manifeste, il est possible de faire au moins deux lectures :

---

(30) Au cours des années précédentes, des critiques avaient été formulées contre certains aspects de la réalité soviétique. Toutes avaient en commun de porter sur des faits importants mais secondaires (publication d'une brochure antisémite en Ukraine, poursuites contre Daniel et Siniavski). Et elles étaient formulées, soit dans des entrefilets anonymes de *l'Humanité*, soit par l'intermédiaire d'Aragon auquel la licence poétique a toujours conféré une totale irresponsabilité politique aux yeux des dirigeants communistes. En 1968, avec la résolution du Comité Central, un seuil est franchi.

(31) Cf. l'intervention de Jean Kanapa, au nom de la commission de rédaction de la résolution du vingt-deuxième congrès, lors du Comité Central des 5 et 6 novembre 1975.

(32) Waldeck Rochet — Préface au *Manifeste de Champigny* (Paris — Ed. Sociales 1969), p. 5-6.

l'une destinée à répertorier les propositions politiques précises qui y sont énoncées ; l'autre pour mettre en exergue les conceptions générales qui lui sont implicites. C'est par cette démarche, la plus significative sans doute, que nous commencerons.

Première idée : des crises politiques, entraînant de grands bouleversements sociaux, peuvent survenir dans toute l'Europe et il faut s'y préparer par avance. Jusque-là, le P.C.F. admettait, sans trop le clamer, l'idée d'une évolution graduelle de la société vers des solutions « progressistes », le mouvement propre de la classe ouvrière ne jouant qu'un rôle d'accélération du processus. Après Champigny, on se fait à l'idée de ruptures brusques. On cherche à les expliquer sur le plan théorique : la théorie du « capitalisme monopoliste d'Etat », formulée dès 1966 à la conférence internationale de Choisy-le-Roi, devient un facteur essentiel de l'analyse de la « crise générale du capitalisme », dont les signes avant-coureurs sont décelables dès le tournant des années soixante-dix.

Mais cette théorisation n'est évidemment pas neutre. Derrière les discussions abstraites sur la dévalorisation du capital et le rôle du financement public pointe une idée-force : ce sont les monopoles — « une poignée » d'entreprises milliardaires — et les monopoles seuls qui ont fait main basse sur l'Etat. En les nationalisant, on peut donc rétablir une situation saine, « démocratique ». Autrement dit, l'idée de crise est vidée de son contenu révolutionnaire ; il s'agit, en quelque sorte, d'une crise des superstructures qui n'ouvre pas de voie immédiate vers le socialisme mais appelle des réformes hardies.

Au niveau international, cet effort de désamorçage des contradictions les plus explosives se poursuit. La référence stratégique demeure la coexistence pacifique. En 1969, les communistes français ne sont déjà pas sur la même longueur d'onde que les Soviétiques qui ne songent qu'à défendre leur système étatique. Mais, à Paris, on refuse, cependant, de considérer que la situation mondiale est déterminée d'abord par les luttes des masses. On raisonne en termes de rapports de forces matériels, entre Etats. On croit sincèrement à la compétition entre les systèmes : ce n'est pas une victoire révolutionnaire dans un pays qui déterminera une modification décisive du rapport des forces, c'est bien plutôt la détérioration continue de la situation économique des pays capitalistes — détérioration que l'existence d'un camp socialiste vigoureux contribue à accélérer.

Si les objectifs généraux qu'impliquent de telles conceptions sont évidents, les tactiques qui en découlent doivent être adaptées aux conjonctures. De ce point de vue, il faut tirer la leçon principale de 1968 : le P.C.F. a été presque paralysé *parce qu'il n'avait pas de perspective politique centrale à proposer* (33). A l'avenir, il doit avoir préparé le terrain longtemps

---

(33) Le « gouvernement au service du peuple » qu'il réclamait en mai-juin n'avait qu'une portée propagandiste. On l'a bien vu lorsqu'il s'est agi de faire vivre des comités qui luttèrent pour ce mot d'ordre !



avant toute crise éventuelle, sous peine d'être débordé. D'où la nécessité de l'union de la gauche, puisqu'on ne peut songer à aller seul à la conquête du pouvoir. D'où la nécessité d'un programme qui énumère un certain nombre de tâches contraignantes pour les partenaires, afin d'éviter que se renouvellent les expériences négatives de 1936 et de la Libération, qui avaient vu les socialistes faire bon marché de leurs promesses électorales, faute d'accords précis préalables. Le programme commun est à la fois un moyen de satisfaire aux exigences des masses qui veulent des objectifs clairs avant de s'engager dans la lutte et une arme contre les trahisons éventuelles des alliés.

Ainsi doté d'une réponse d'avenir, le P.C.F. peut se permettre de ne pas être à contre-courant de tous les mouvements importants qui naîtront, même lorsqu'il n'aura pas été à l'initiative de leur déclenchement. En 1968, cette attitude lui était interdite car, n'ayant pas d'objectif à court terme à proposer, il risquait de voir ses propres forces emportées par le courant des mobilisations populaires s'il les laissait y pénétrer. Après Champigny, il peut mener la lutte à l'intérieur des mouvements, en jouant de son audience de masse et du « réalisme » immédiat de ses propositions (34).

répondre sur le plan politique mais il ne cherche pas moins à l'empêcher de se cristalliser. Et il use de tous les moyens, violence comprise, pour l'éliminer quand elle est encore faible, quitte à composer avec elle si elle devient une force qui s'impose.

Pour mener à bien cette politique, il faut modifier la façade du Parti. Celui-ci doit faire la démonstration qu'il est déstalinisé. L'accent doit donc être mis sur l'indépendance à l'égard des pays de l'Est, sur l'attachement aux libertés. Mais on ne peut vivre en contradiction permanente entre ce que l'on crie à l'extérieur et ce que l'on vit entre quatre murs. Le dégel doit affecter aussi la vie intérieure du parti. Il n'est plus question, en particulier, d'imposer une ligne de recherche aux intellectuels, encore moins d'empêcher leurs débats (35). En agissant ainsi, on peut d'ailleurs gagner dans les milieux intellectuels des sympathies qui doivent peu à la politique mais n'en sont pas moins précieuses pour toute pratique réformiste dans un pays tel que la France. Tout cet *aggiornamento* doit avoir des conséquences sur le mode de fonctionnement de l'organisation. Des organismes de direction capables de réfléchir, des militants autorisés à formuler des critiques sont mieux armés pour traverser une période de lutte que des cohortes de simples exécutants. Sur le tard, les dirigeants du P.C.F. découvrent que la démocratie, limitée à la participation, est un mode de gouvernement efficace.

---

(34) Tout cela ne signifie pas que le P.C.F. ne craint pas la naissance d'une extrême-gauche enracinée dans le mouvement ouvrier. Il s'est donné les moyens de lui

(35) Rien de plus intéressant, à cet égard, que l'évolution de la revue *la Nouvelle Critique*. Créée en pleine période jdanovienne pour mener la « bataille de la culture », elle fut jusqu'en 1958 environ, l'organe du dogmatisme borné. Elle passa ensuite au stade de la platitude bêtifiante. Depuis quelques années, elle a pris la forme d'une publication moderne, luxueusement présentée, ouverte à tous les courants, dès lors qu'ils ont quelque importance à l'Université.

Tel est, exposé à grands traits, le cadre idéologique dans lequel il faut insérer le *Manifeste de Champigny*. Quant à ses propositions précises, telles qu'on peut les dégager de la répétitive grisaille du vocabulaire national-stalinien, elles s'articulent autour de trois axes : l'union de la gauche autour d'un programme de démocratie avancée ; la nationalisation des monopoles ; le rôle dirigeant de la classe ouvrière, qu'exprime politiquement le Parti communiste « grand parti révolutionnaire de notre temps ». Il s'agit là de principes intangibles, quelles que soient les circonstances, car ils reflètent l'essence même des conceptions que les dirigeants communistes se font de l'avenir et de la place qui leur reviendra.

Mais sur cette base solide, la place est laissée aux interprétations conjoncturelles. Il est facile de s'en rendre compte en passant en revue quelques domaines stratégiques importants : le document les englobe dans un réseau de formulations imprécises qui permettent les interprétations les plus diverses. Ainsi le problème des *alliances* : les stratégies de Champigny affirment que l'union de la gauche doit tendre à devenir une *union « des plus larges couches populaires »*. Quelles sont exactement ces couches ? Jusqu'où peuvent aller les alliances ? Qui exercera la direction effective du rassemblement : autant de questions qui ne reçoivent aucune réponse précise. Parle-t-on du *socialisme* (et à Champigny, on en parle beaucoup), on dit qu'il est possible mais qu'il doit être précédé d'une étape de démocratie avancée, laquelle n'est pourtant séparée du socialisme par aucune muraille de Chine. Cette remarquable clarté permet d'éloigner ou de rapprocher la perspective socialiste selon les nécessités du moment. Quant aux *voies de passage*, elles ne sont pas moins larges. Le P.C.F. se prononce pour la voie pacifique, sans exclure que la violence puisse être indispensable si la réaction prend l'offensive. Il ne croit pas à la voie purement parlementaire car la lutte des masses est déterminante. Mais il ne dit rien sur les formes que doit prendre cette lutte, ni sur l'équilibre qui doit s'établir entre lutte de masse et action électorale (36).

Bref, le Parti communiste français ouvre toutes les portes pour mieux voir d'où le vent vient et adapter son discours en conséquence. C'est une attitude lamentable que condamnent tous les révolutionnaires. Toutefois, sachons voir aussi que cette cynique volonté d'adaptation n'est pas totalement dépourvue d'efficacité. Fixer des objectifs à court terme (union de la gauche) a un pouvoir d'attraction certain sur la moyenne des travailleurs. Manier les grands principes (socialisme) satisfait les plus combatifs. User de formules vagues permet de prendre en compte les rapports de forces. En définitive, une politique réformiste (et donc bourgeoise parce que déterminée par le cadre politique de la classe dominante) peut-elle viser autre chose ?

---

(36) Ce ne sont pas là les seules carences de ce Manifeste dont il faudrait souligner la méthode totalement a-marxiste, qui ignore les analyses concrètes de la société de classe et évacue le problème de la structuration de l'appareil d'Etat. Mais il s'agissait surtout de mettre en lumière l'absence de rigueur contraignante des définitions du P.C.F.



En tout état de cause, le P.C.F. n'a pas eu à se plaindre d'avoir chaussé les bottes de Champigny. Elles lui ont permis de parcourir l'après-mai à vive allure. En juin 1972, quatre ans après avoir frôlé le gouffre, Marchais paraphrait le Programme commun au nom de son parti. Le gauchisme semblait condamné par ce succès, application directe des principes contenus dans le Manifeste pour une démocratie avancée. La gauche en était requinquée et, *par là même*, les communistes avaient le vent en poupe.

## Un parti réformiste

A ce stade, il faut marquer une pause dans la revue de l'évolution du P.C.F. Au moment où, selon les termes de la grande presse, il « sort du ghetto » et devient une force politique capable d'influer *immédiatement* sur la vie politique officielle du pays, comment peut-il être caractérisé ? Les définitions habituelles, quasi-traditionnelles, qui mettent l'accent sur sa subordination à l'Union soviétique conservent-elles leur valeur ? Le Parti communiste français est-il encore un parti stalinien, au sens plein de ce terme ?

Il va de soi qu'on ne peut donner à ces questions une réponse simpliste puisque la définition que l'on choisira doit rendre compte d'une réalité en mouvement, donc contradictoire, tout en précisant du mieux possible à quel stade est parvenu le développement en cours (37). La qualification la plus efficace semble être, en ce qui concerne le Parti communiste français, *parti réformiste d'origine stalinienne*. Précisons-en les implications. Parti réformiste, le P.C.F. a comme objectif premier une politique d'aménagement de l'Etat bourgeois. Son appartenance au système stalinien international laisse des traces profondes sur sa stratégie et son idéologie mais la *soumission à la politique extérieure de l'Union soviétique n'est plus la déterminante principale de son orientation*. Et c'est le relâchement de ces liens d'allégeance qui donne un caractère définitif au réformisme du parti. Seuls, en effet, dans le passé les impératifs de la diplomatie de Moscou entravaient l'évolution réformiste des partis communistes qui

---

(37) Certains se satisfont de qualifier le P.C.F. « parti ouvrier bourgeois ». Que le P.C.F. soit, de même que les partis sociaux-démocrates, une organisation qui répande à l'intérieur de la classe ouvrière l'idéologie de la classe dominante, qui fasse obstacle au développement révolutionnaire des luttes et, par là même, contribue à préserver les intérêts de la bourgeoisie, cela est un fait acquis, depuis 1934 au moins. Mais, du point de vue pratique, il est indispensable d'aller plus loin dans l'analyse concrète. Dès lors l'élément décisif devient non pas l'intégration du parti à la société de classe mais la *forme* de cette intégration : quelle est la nature des liens qui se sont noués, jusqu'à quel point sont-ils contraignants, etc... ? A ce niveau, où se manifestent les *différences* entre partis sociaux-démocrates et partis staliniens aussi bien qu'entre les partis communistes des diverses nations, le qualificatif « parti ouvrier bourgeois » est trop général pour être opérant.

pouvaient être appelés éventuellement à des actions dures (comme ce fut le cas par exemple lors du pacte germano-soviétique, en 1939).

Le Parti communiste français ne serait donc plus stalinien ? Pareille affirmation ne peut manquer de choquer de nombreux militants, en particulier dans le mouvement trotskyste. Il est donc nécessaire de s'entendre sur les termes. Considéré d'un point de vue historique global, le stalinisme apparaît, de prime abord, comme une idéologie et une pratique contre-révolutionnaires, aux conséquences catastrophiques pour le mouvement ouvrier. Mais ce serait faire bien peu de cas de l'analyse marxiste que de ne pas rechercher les origines économiques et sociales de cette idéologie et de cette pratique. C'est la consolidation d'une bureaucratie exploiteuse en Union soviétique qui est le facteur essentiel du « phénomène stalinien ». Cette couche sociale a mis en place un réseau de rapports organiques avec les Etats dits socialistes qui dépendent d'elles et aussi avec les partis communistes des pays capitalistes, au sein desquels elle a favorisé la naissance de bureaucraties d'un type particulier (38). *La participation à ce système socio-politique, avec la reconnaissance du rôle dirigeant absolu de l'U.R.S.S., est le critère fondamental dont il faut user pour déterminer la nature stalinienne d'un parti. L'idéologie qui justifiait ce système est un critère essentiel mais secondaire, au sens propre de ce terme.*

Le système stalinien ne pouvait se donner les apparences de la cohérence qu'à un certain nombre de conditions. Il fallait que l'Union soviétique apparaisse, en dépit de toutes les réserves, comme un appui irremplaçable pour le développement des luttes de classes dans le monde. Ce fut le cas, aux yeux de millions de travailleurs, pendant toutes les années trente et quarante et, à un moindre degré, au temps de la guerre froide. Depuis lors, la montée de la vague révolutionnaire inaugurée par la victoire de la Chine a bouleversé les données du problème. Le XX<sup>e</sup> congrès du P.C. d'Union soviétique, les révoltes de Hongrie et de Pologne, puis la rupture de la Chine ont réduit les bases objectives de la prétention soviétique à l'hégémonie sur le mouvement communiste. Et cela dans un contexte où le renouveau des luttes de classes modifie les rapports de forces internationaux, fait apparaître des possibilités révolutionnaires qui rendent moins nécessaires l'intervention d'un Etat guide, multiplie les foyers de subversion et exerce, en conséquence, d'énormes pressions sur toutes les organisations existantes, quelque bureaucratiques qu'elles soient. Comme on l'a vu à propos des difficultés de réunion d'une conférence des partis communistes de toute l'Europe, *le polycentrisme* que Togliatti évoquait, en 1956, à titre de perspective *s'installe dans les faits.*

On a vu également que le Parti communiste français avait pris ses distances avec l'Union soviétique, en engageant une bataille d'orien-

---

(38) Voir à ce propos l'article de Henri Weber, « Les partis staliniens et leur devenir », dans le numéro 3 de *Critique communiste*.



tation (39). Car, on ne le répétera jamais assez, ce ne sont plus des questions de détail qui occupent les lignes du téléphone rose qui relie le Kremlin à la place du Colonel-Fabien. Le problème débattu est celui de savoir ce qui est prioritaire, de la diplomatie soviétique ou de la volonté du P.C.F. d'arriver au gouvernement « le plus tôt possible ». Marchais et son équipe ont nettement tranché : c'est le rythme propre de leur lutte en France qui déterminera leur choix. Qui plus est, s'ils se fixent une perspective à court terme, c'est celle d'une unité d'action des partis communistes à l'échelle de l'Europe occidentale. Les péripéties de la préparation de la conférence des P.C. de toute l'Europe, pays socialistes compris, a fait oublier qu'une conférence des P.C. d'Occident s'est tenue à Bruxelles, en février 1974. Elle a adopté une résolution qui appelle à « opposer à l'Europe des monopoles l'alternative d'une Europe des travailleurs... défendre le droit de nos peuples au libre choix de leur avenir, donner une contribution spécifique au combat universel pour le progrès social et humain, pour le socialisme... Pour accomplir cette tâche, c'est avec toutes les forces de progrès, de démocratie et de paix que les communistes entendent lutter ». Ce n'est pas un hasard si, lors de la récente entrevue entre Marchais et Berlinguer, cette perspective a été réaffirmée (40).

La seule conclusion que l'on puisse tirer de cette divergence de lignes est que le poids de la société française et les nécessités politiques qui en découlent pèsent sur le P.C.F. d'un poids plus lourd que les exigences de l'U.R.S.S. C'est-à-dire que le rapport traditionnel qui permettait de qualifier les partis communistes « partis ouvriers staliniens », à savoir la prédominance des objectifs de la direction de Moscou sur les impératifs des luttes en France, est aujourd'hui inversé. Un seuil a été franchi à partir duquel le P.C.F. s'est engagé dans un processus de différenciation

---

(39) Cf. supra, p. 8-10. Il faut ajouter au dossier de cette bataille, la déclaration publiée par le Bureau Politique dans l'*Humanité* du 13 Octobre 1975, au moment où Giscard part pour Moscou. Il vaut la peine d'en citer quelques extraits : le B.P. rappelle d'abord que, lors d'un précédent voyage, Chirac s'était vanté qu'il dirait deux mots à Brejnev de l'attitude du P.C.F. « Il avait ensuite confirmé avoir effectué cette démarche sans que tous ses propos soient l'objet d'aucune réprobation publique du côté soviétique. Cette manœuvre de politique intérieure réalisée à partir d'une capitale étrangère illustre la volonté des dirigeants français d'utiliser la détente et la coexistence pacifique pour tenter de consolider le pouvoir du grand capital dans le pays... le Parti communiste français ne saurait en aucun cas considérer la coexistence pacifique comme le maintien du statu-quo social et politique. Il ne saurait en aucun cas abandonner ou même affaiblir sa lutte pour substituer le plus tôt possible au pouvoir actuel de la grande bourgeoisie un gouvernement d'union démocratique mettant en œuvre la politique nouvelle définie par le Programme Commun de la gauche... Le Parti communiste français... définit lui-même sa politique en toute indépendance ». Les passages soulignés le sont par moi et peuvent tenir lieu de commentaire à cette diatribe qui dénote, pour le moins, une certaine inquiétude quant à ce qui pouvait éventuellement se tramer entre Giscard et Brejnev.

(40) Dans l'*Humanité* du 1<sup>er</sup> Mars 1974, Jacques Denis, citant un journal français, disait de la conférence : « C'est plus qu'un événement, c'est presque un « sommet » historique ».

d'avec l'U.R.S.S. qui porte atteinte à son caractère stalinien, autrement dit à son caractère de parti inféodé.

Différenciation ne signifie pas mutation. Le P.C.F. conserve nombre des traits constitutifs de son passé et cela influe sur sa pratique actuelle. Mais toutes les caractéristiques anciennes, qui constituent autant d'obstacles à une évolution rapide, prennent une forme nouvelle, adaptée à ce qui désormais, détermine prioritairement sa politique — la société française. Il est d'autres cas similaires : en Espagne, en Italie, dans presque toute l'Europe occidentale (41) les partis communistes, à des degrés divers, suivent la même voie. Et, dans le passé, nous avons eu le cas de partis indéniablement staliniens — ceux de Yougoslavie, de Chine, du Vietnam — qui, face à une situation révolutionnaire, ont choisi la lutte de masse pour le pouvoir, sans pour autant devenir marxistes révolutionnaires. Au contraire, ils ont conservé des traits idéologiques et une conception générale bureaucratique qui influe sur leur pratique. Leur politique devient alors la résultante de ces reliquats du passé et des conditions nationales dont le poids spécifique est le plus lourd ; on aboutit ainsi à des lignes pour le moins très différentes.

L'objection qui vient immédiatement à l'esprit est que les partis en question ont pris leurs distances *sur la gauche*, alors que les P.C. européens sont profondément réformistes. Mais cette différence fondamentale, qui s'explique à la fois par l'histoire différente des organisations et par les situations de classe différentes dans lesquelles elles se trouvaient, ne diminue pas la réalité de l'écart qui se crée entre Moscou et, par exemple, le Parti communiste français. Celui-ci a vu s'effiloche le mouvement communiste international en une période de prospérité capitaliste, à un moment où les luttes ouvrières dans le pays étaient au plus bas. Les pressions objectives qu'il a subies alors — dans les années soixante — allaient dans le sens d'une adaptation progressive à la société bourgeoise. Le renouveau de la combativité prolétarienne après 1968 ne fut pas assez fort pour stopper un cours vers le réformisme, amorcé depuis de longues années — et profondément ancré dans la réalité même du Parti communiste. Mais il imposa au P.C.F. d'ajuster sa politique aux conditions nouvelles de la lutte. Cela ne pouvait qu'accentuer les divergences entre lui et l'Etat-parti soviétique qui, pour sa part, ne se soucie nullement des combats ouvriers (42).

---

(41) Une étude sérieuse montrerait sans doute que seuls les partis du Danemark, d'Allemagne occidentale peut-être conservent, à peu près intacts, leur fidélité à l'Union Soviétique.

(42) Michel Lequenne cite, dans ce numéro de *Critique communiste*, une confidence de Marty sur le peu de cas que Staline faisait du prolétariat révolutionnaire. Ses héritiers ne sont pas en reste sur lui. Dans *S'ils me tuent*, Jiri Pelikan rapporte une réponse de Gomulka à Dubcek, lors d'une réunion à Dresde en 1968 : « Mais enfin, de quoi parlez-vous, camarade Dubcek ? Une révolution socialiste dans les pays occidentaux ne nous intéresse pas ! La situation en Europe est « gelée » au moins pour cinquante ans. Ce qui, en revanche, nous intéresse, c'est de conserver ce que nous avons, donc de protéger nos frontières avec le monde capitaliste et nous ne pouvons par conséquent nous permettre aucune expérience. Nous avons vu en Pologne où cela nous mène. L'essentiel est de bien garder les choses en main » (p. 189).



La différenciation entre le P.C.F. et l'U.R.S.S. est en cours. Elle s'effectue à un rythme lent parce qu'elle s'effectue *sur la droite* : la symbiose avec le capitalisme n'exige pas de rupture brutale. Et le Parti communiste français a par ailleurs besoin de l'appui soviétique. Les perspectives réformistes au niveau de la France et de l'Europe exigent, au niveau mondial, le maintien d'une coexistence pacifique dont l'U.R.S.S. est la garante. L'alliance avec Moscou fait, d'autre part, la spécificité politique du P.C.F. par rapport au Parti socialiste français. Elle est un inconvénient certain chaque fois que naissent des scandales bureaucratiques, tels l'affaire Plioutch. Elle est une force dans la perspective de l'instauration d'un gouvernement de la gauche car ce sera un argument en faveur des communistes que d'être les mieux placés pour obtenir des avantages et des appuis des pays de l'Est. De plus, une cassure avec l'Union soviétique poserait énormément de problèmes à la base du parti où beaucoup de militants se demanderaient, pour s'en désoler ou s'en réjouir, quelles frontières séparent désormais le P.C.F. de la social-démocratie.

Tout cela va dans le sens du maintien d'une *alliance conflictuelle* entre l'U.R.S.S. et le P.C.F., alliance entrecoupée de crises et de rapprochements. Seule une période révolutionnaire, soumettant tous les appareils à de fortes pressions qui les amèneraient à des choix de survie, pourrait éventuellement amener une rupture. Mais, au cas même où cette hypothèse extrême ne se réaliserait pas, l'essentiel demeure que le Parti communiste français détermine ses objectifs en fonction de sa propre optique nationale.

## Les traces du stalinisme

Le choix du cadre national équivaut au choix définitif du réformisme. Le poids des origines staliniennes ne s'estompe pourtant pas totalement. Il pèse surtout sur l'idéologie des cadres, cet élément moteur du parti. Il n'y a là aucun hasard car les cadres, l'appareil (au sens socio-politique et non seulement technique du terme) constituent une bureaucratie ouvrière d'un type spécial née dans le système stalinien et dont la cohésion interne a été assurée par l'ensemble de principes et de notions élaborés par la bureaucratie soviétique.

Sans chercher à faire le point détaillé sur la question, on peut indiquer que certaines idées-force du stalinisme ont pu être conservées sans mal dans une perspective nationale-réformiste : il en est ainsi, par exemple, du concept clé de « *révolution par étapes* » (une phase démocratique plus ou moins longue doit nécessairement précéder le passage au socialisme) ; on pourrait mentionner aussi l'idée d'*indépendance nationale* qui justifie tous les accommodements avec la classe dominante. Dans d'autres domaines, il a fallu changer pour rendre crédible la volonté d'unité de la gauche : la dictature du prolétariat cesse d'être une référence et, en dépit des positions de certains intellectuels, la confusion la plus grande est répandue dans les déclarations officielles sur la nature de classe de l'Etat.

Mais il est deux rocs que rien ne semble devoir ébranler dans les assises idéologiques du P.C.F. L'un est la référence au marxisme comme doctrine globale. L'autre est l'insistance mise sur le caractère d'avant-garde et la nature prolétarienne du parti (43). On pourrait brocarder le marxisme très spécial de Marchais et de ses disciples. Là n'est pas le problème. Le besoin d'une théorie d'ensemble dont chaque élément est indispensable à la totalité, sans que rien ne soit laissé à l'indétermination de la recherche et du débat, révèle un désir de se *distinguer* par rapport aux autres courants. La référence au rôle dirigeant du prolétariat apparaît comme la *justification*, par rapport à l'histoire, de toute politique du P.C.F. (puisque celui-ci est en majorité composé d'ouvriers et qu'il a une théorie scientifique, il est l'expression de la nature fondamentalement révolutionnaire du prolétariat). Quant au caractère d'avant-garde, exprimé par le centralisme démocratique, il vise à assurer la *cohésion* formelle du parti.

Dans le cadre du Parti communiste français, toutes ces notions qui, dans la perspective léniniste renvoient à un rapport vivant de l'organisation avec les masses, ont perdu toute signification révolutionnaire. Elles sont ravalées au rang de trucs qui ont fait leur preuve dans le passé, en permettant aux communistes de devenir la première force du mouvement ouvrier. Elles révèlent surtout le réflexe de conservatisme d'une bureaucratie qui, face à tout changement — en soi menaçant — défend à tout prix son organisation spécifique. Et, en définitive, cette réaction organisationnelle permet de définir plus précisément encore la nature du P.C.F. Ce dernier, totalement dépourvu de principes, incarne un réformisme aussi extrême que la social-démocratie de Mitterrand. *Mais ses projets de changements ne peuvent se réaliser que par l'intermédiaire de l'organisation.* Il se différencie ainsi des socialistes : pour ceux-ci, l'investissement des « centres de décision » de l'appareil d'Etat a la priorité sur le développement du parti. Un courant comme le P.S.U., pour ne pas parler de la plupart des groupes révolutionnaires, veut l'auto-organisation des masses. Le P.C.F. rejette cette conception en critiquant ouvertement l'autogestion, notion pour lui inacceptable car elle fait perdre à l'appareil sa prééminence dans les décisions politiques.

L'origine stalinienne, on le voit, joue un rôle important dans la détermination du statut du Parti communiste français. Elle est plus qu'un reliquat du passé ; elle est un élément politique actuel qui, s'il n'est pas déterminant de la stratégie de l'organisation, marque du moins sa tactique.

---

(43) « Notre Parti... est le seul qui fonde sa pratique révolutionnaire sur une théorie révolutionnaire, une théorie scientifique... Son action est fondée sur la classe ouvrière... La conception d'organisation du Parti d'avant-garde de la classe ouvrière est donc une question de principe et non de circonstance... C'est à cette nécessité que répond le *centralisme démocratique*, principe intangible de l'organisation de notre Parti ». *Les Principes de la politique du parti communiste français* (Ed. Sociales — 1975 — p. 110-113). Ce volume reproduit le texte des cours servant de base à l'école élémentaire.



## Une base sans cesse renouvelée

On aurait tort de croire que la combinaison entre le réformisme et l'origine stalinienne s'opère en toute harmonie. Il existe, en fait, une contradiction permanente entre l'élargissement constant de la base de masse du parti, nécessaire pour assurer le succès d'une politique d'union de la gauche, et la volonté de strictement délimiter les frontières de l'organisation. Un bref regard sur les statistiques illustrera ce point.

Il y avait, au XX<sup>e</sup> congrès, 1 236 délégués. Plus de 50 % d'entre eux ont rejoint le P.C.F. depuis 1947. Sur ce nombre, 489 — *soit plus du tiers* — ont adhéré sous le gaullisme ; parmi eux, 254 avaient, à l'époque, pris leur carte depuis moins de trois ans (*plus du quart*). Les délégations aux congrès et conférences ne donnent pas de la composition du parti une image totalement exacte car, pour des raisons d'opportunité, la direction cherche souvent à favoriser l'élection de telle ou telle catégorie professionnelle ou sociale. Néanmoins, les chiffres cités indiquent une tendance de recrutement qui ne peut être discutée. Elle est d'ailleurs confirmée par les statistiques du vingt et unième congrès extraordinaire : sur 1 257 délégués, 79,7 % ont adhéré depuis 1958 ; 55,6 % depuis 1968 et 16,9 % depuis 1973. Fait intéressant : dans les entreprises les proportions sont encore accentuées. En 1971, le P.C.F. a organisé une conférence nationale sur « l'activité du Parti communiste à l'entreprise ». Sur 1 003 délégués, 712 avaient rejoint le Parti depuis 1958 (les trois quarts) et 363 depuis les événements de mai (plus du tiers).

De ces chiffres officiels, on peut tirer une conclusion fondée : *les militants de base du parti sont, dans leur majorité, des adhérents de fraîche date, dont l'expérience est limitée à la période gaulliste* (44). Il faut bien comprendre les conséquences, souvent contradictoires, qu'a cet état de fait : les travailleurs et les intellectuels qui ont pris leur carte au cours des dix-sept dernières années ont adhéré à un parti qui diffusait de plus en plus massivement une idéologie réformiste et nationaliste. La référence au communisme, incarné dans la Révolution d'Octobre et, plus ou moins fidèlement dans l'Union soviétique, a joué pour eux un rôle moindre que pour les générations antérieures. Le P.C.F. était plutôt pour eux le premier parti de la gauche, le bastion de l'opposition à la V<sup>e</sup> République. Pour de telles recrues, quelle que soit la formation théorique qu'elles reçoivent ensuite, la fidélité aux principes vaut moins que le réalisme efficace ; les étapes immédiates sont les seules garantes de l'avenir socialiste — quand bien même on n'oublie pas celui-ci.

Le type d'adhésion à une organisation détermine l'espace politique à l'intérieur duquel viennent s'accumuler les expériences de lutte. Et ces

---

(44) Il serait bon d'étudier le *renouvellement constant* de la base militante qu'impliquent les chiffres cités. Faute de pouvoir le faire ici, on se bornera à souligner que cette réalité du P.C.F. comme parti de passage ne fait qu'accuser les traits d'inexpérience que l'on peut relever chez les militants.

dernières assurent la structuration de la pensée politique des militants. Pour les adhérents du P.C.F., deux moments ont été déterminants. En premier lieu, la longue traversée du désert jusqu'à la signature du Programme commun : période noire, d'isolement relatif, sans issue prévisible à court terme. Ceux qui ont vécu ces temps sont particulièrement attachés à l'union de la gauche, dans la mesure même où elle est une perspective concrète. En second lieu, la révolte étudiante et la grève générale de 1968 ont laissé leurs traces aussi. Les militants récents ont été marqués au sceau de cette époque et ils en reflètent, à leur façon, la combativité nouvelle. Un certain nombre de ceux qui ont rejoint au cours des dernières années ont vécu Mai avec les « gauchistes ». Ils viennent au P.C.F. parce que ce parti de masse offre des possibilités immédiates, une liaison avec le mouvement ouvrier. Mais ils ne renoncent pas à toute leur expérience ; ils veulent que les communistes ne soient absents d'aucune lutte.

Il s'agit là d'état d'esprit général et non pas de positions politiques clairement exprimées. Tous les membres du P.C.F. n'ont pas ce type de réaction ; tous ont, en tout état de cause, un attachement prioritaire à leur parti ; beaucoup, par ailleurs, peuvent être à la fois soucieux d'efficacité et fétichistes de leur propre organisation, fanatiques de l'unité et attachés à la prééminence absolue des communistes, attirés par les socialistes et influencés par les gauchistes, etc. Dans un mouvement comme le P.C.F., où la formation des militants de base est plus imprégnée d'esprit bureaucratique que toute autre activité, on ne peut s'attendre à des réactions politiques claires. Il importait seulement de souligner qu'à la base du Parti communiste français existent des tendances à privilégier l'ouverture du parti vers tout ce qui peut élargir son assise. Tendances confuses qui ne peuvent donner lieu à la naissance de courants politiques mais qui sont *contradictoires* avec la volonté de préservation absolue de l'organisation qui est celle des cadres, formés à une autre école, dans une autre période.

## **Été 1974, été des illusions**

Lorsque le Programme commun de la gauche devient réalité, le soleil le plus radieux semble éclairer la route du Parti communiste français. Il possède désormais une version adaptée à la conjoncture de ce qui n'était jusqu'alors qu'une perspective générale. Il est majoritaire dans la classe ouvrière et il semble que la dynamique unitaire ne peut que lui profiter. Enfin, la teneur même du programme, les actions qu'il suppose sont de nature à satisfaire l'ensemble des militants, malgré la diversité de leurs origines et de leur formation. De toute façon le P.C.F. n'a pas d'autre moyen d'arriver au pouvoir que de s'allier avec les socialistes : pour qui n'envisage pas la remise en cause des structures de l'Etat, pour qui accepte la constitution semi-présidentialiste de la V<sup>e</sup> République, il est indispensable d'être en mesure de faire élire, avant ou après les élections législatives, un président de gauche. Et cela, les communistes ne peuvent y arriver seuls.



Cette contrainte, toutes les déclarations des dirigeants la reconnaissent lorsqu'ils réaffirment à qui mieux mieux leur attachement à l'union de la gauche. « Permettez-moi de rappeler tout d'abord que la politique d'union est pour notre parti une politique de principe car l'union des travailleurs, l'union du peuple de France est une condition du succès de la lutte pour la transformation démocratique et socialiste de la société française » (45). Mais, à partir de ce point de départ, plusieurs nuances pratiques sont possibles : ou bien on met l'accent sur la nécessité de l'unité, sur sa logique d'évolution, sur les actions communes ; ou bien on accorde la plus haute importance aux initiatives que le parti peut prendre, dans le cadre de la lutte unie.

Le P.C.F. n'a jamais nettement tranché ce débat — qui resurgit dans ses rangs à chaque étape importante. Le rapport de Georges Marchais au Comité central du 29 juin 1972, au lendemain de la signature du Programme commun, est un long plaidoyer pour la nécessité de l'alliance, malgré les compromis qu'il a fallu accepter (46). Tout comme si des réticences existaient parmi les cadres. Les hésitants, on les convainc d'avance en affirmant que « la question décisive, il faut y insister — *c'est celle du développement de l'activité indépendante du Parti dans les masses* ». De tels passages permettent aujourd'hui de dire qu'il y a une continuité sans faille dans la politique suivie par le parti. Mais, *en pratique*, il n'en va pas de même. Pendant toute cette période, ce sont les concessions aux nécessités de l'unité qui l'emportent. N'oublions pas que, dans le Programme commun, le P.C.F. a dû accepter de limiter le nombre des nationalisations qu'opèrerait le gouvernement de la gauche — ce qui rend moins crédible l'idée que ces nationalisations constitueraient un « seuil » à partir duquel se déclencherait la « nouvelle logique des rapports économiques et sociaux » dont aime à parler la revue *Economie et Politique*. Il a surtout accepté le principe de l'alternance — si elle est battue aux élections, la gauche cédera le pouvoir. Cet abandon est sans doute le plus grave car il rend hypothétique la continuité entre les réformes démocratiques et le passage au socialisme, notion indispensable aux yeux de beaucoup de communistes car seul le maintien de la probabilité, même lointaine, du socialisme justifie la prudence du parti à l'étape actuelle. Même sans grande éducation politique, un militant pouvait se rendre compte que le P.C.F. avait fait un pas dans l'acceptation du système constitutionnel et étatique.

Pourtant, pendant deux ans, la même ligne est suivie. Georges Marchais précise à plusieurs reprises que son parti ne demandera pas de ministères-clé dans un gouvernement de gauche. En même temps, les critiques publiques contre les socialistes sont rarissimes. Toutes ces pratiques tendent à se résumer en un nom : Georges Marchais, l'homme de l'union, celui qui multiplie les meetings et rencontre régulièrement François Mitterrand. Y a-t-il unanimité autour de cette ligne ? Aucun observateur extérieur aux

---

(45) G. Marchais — interview à *l'Unité* (31 octobre 1975).

(46) Ce rapport est publié en annexe du livre d'Etienne Fajon, *L'Union est un combat* (Paris — Ed. Sociales 1975).

milieux dirigeants du parti ne peut répondre sérieusement à cette question. On peut être sûr toutefois que s'il y a des objections, elles ne prennent pas la forme d'oppositions formelles. Car la même politique continue. Et connaît son apogée au lendemain des élections présidentielles.

On se le rappelle, le Comité central est réuni les 10 et 11 juin pour faire le bilan de la lutte qui a failli voir la victoire de Mitterrand. Il convoque un congrès extraordinaire, après avoir entendu un rapport de Marchais qui précise les tâches nouvelles. Et le 6 septembre, c'est l'adoption du document préparatoire. Tout s'effectue dans l'euphorie : puisque la gauche a obtenu 49,5 % des voix, il ne reste plus qu'à consolider le mouvement pour obtenir une majorité de gouvernement. A ventre débridé, Marchais franchit quelques étapes nouvelles. Les thèmes principaux de ses propositions peuvent être ramenées à quelques-uns :

1. *L'union du peuple français, condition d'un succès durable de la gauche unie, est plus qu'un but général ; elle est un objectif qu'il faut atteindre sans délai.*

« Il s'agit, en effet, d'obtenir un résultat qui ne se limite pas à franchir la barre des 50 %, suffisants pour une victoire électorale, mais un succès dont l'ampleur crée une situation permettant de réaliser dans de bonnes conditions les transformations démocratiques... Tout faire, absolument tout faire, avec une audace sans précédent pour élargir au maximum l'alliance des forces politiques et sociales qui, voulant une politique novatrice de démocratie et d'indépendance nationale, soutiennent un programme de réformes démocratiques bien définies... » « Fixons-nous une limite à ce rassemblement ? Notre réponse est catégoriquement : *Non, aucune limite*, à l'exception de la poignée de féodaux des grandes affaires et de leurs commis politiques. » (G. Marchais - rapport au Comité central, in *l'Humanité*, 12-6-75).

2. *Pour en arriver là, il faut donner des garanties sur la modération des objectifs poursuivis par le P.C.F.*

« Une poignée de grandes firmes privées règnent aujourd'hui sur le pays... Elles ont accaparé l'Etat... (Il faut un changement). Quel sera ce changement : la révolution ? Non ! Nous proposons seulement à notre peuple une politique nouvelle, la mise en œuvre d'un ensemble cohérent et limité de *réformes démocratiques*... *C'est cela qui est à l'ordre du jour* et qui correspond aux nécessités actuelles... Nous pensons que, par la suite, sur la base de leur expérience et de l'action politique et idéologique que nous mènerons, (les travailleurs) en viendront, à leur tour, à souhaiter le socialisme. Quand ? Il est impossible de répondre à l'heure actuelle à cette question. Si la fraction avancée de la classe ouvrière, une partie de notre électorat est acquise à l'idée du socialisme, la majorité de notre peuple n'est pas encore disposée aujourd'hui à passer au socialisme. » (*Ibid.*)



3. *Sur le plan des alliances, la volonté d'élargissement doit se conclure par la main tendue aux gaullistes.*

« Certes, nous avons eu avec le gaullisme des divergences importantes parce que dès l'origine, et plus encore à partir de 1958, il a constitué un courant politique à la faveur duquel la grande bourgeoisie a pu sauvegarder ses privilèges de classe.... Mais dans le même temps, ce courant a été porteur d'idées et générateur de positions conformes aux intérêts de la nation. Ce fut le cas dès le 18 juin et cela s'est reproduit après la guerre, à de nombreuses occasions. Est-ce étonnant ? Il y a d'autres exemples de courants politiques porteurs de ces contradictions. Et il faut aussi faire la part de l'influence propre que peuvent exercer des personnalités exceptionnelles, comme notre pays en a connues au cours de son histoire, et parmi lesquelles, évidemment, se range le général de Gaulle... Il est tout à fait naturel que notre Parti s'adresse aux gaullistes pour leur proposer de se retrouver ensemble dans l'action pour une France prospère, souveraine, maîtresse de son destin, de réaliser enfin le véritable rassemblement de notre peuple pour un grand dessein national... Je le dis en pesant mes mots : nous tenons le rapprochement avec les travailleurs et patriotes gaullistes comme une des questions déterminantes de la réalisation de l'union du peuple français qui est notre objectif. » (*Ibid.*)

4. *Avec les partenaires du Programme commun, socialistes en premier lieu, aucune compétition n'est nécessaire.*

« Autant nous sommes persuadés — et la vie le confirme — qu'il est de l'intérêt de notre peuple qu'existe un fort Parti communiste, autant nous faisons tout pour le renforcer et convaincre des dizaines de milliers de travailleurs d'adhérer à notre Parti, autant nous ne prétendons à aucun rôle dominateur, à aucun exclusivisme. Nous comprenons parfaitement que les partis avec lesquels nous sommes alliés souhaitent également se renforcer. J'ajoute que, pour le succès de notre combat commun, il est bien qu'il en soit ainsi, il est souhaitable que chacun de nos partis progresse, non pas au détriment des uns et des autres, mais ensemble » (*Ibid.*) (47).

5. *Il faut renforcer le Parti communiste en recrutant très largement, sans exiger des nouveaux adhérents qu'ils admettent la perspective du socialisme.*

---

(47) Le membre de phrase « non pas au détriment des uns et des autres », permettrait éventuellement à Marchais d'affirmer qu'il avait préparé le parti à faire face à une situation où le P.S. se développerait aux dépens des communistes. Il faut cependant être sérieux : le contenu d'un discours ne se définit pas seulement par une incidente, fût-elle révélatrice de sentiments cachés ; la quantité de mots consacrés aux différents thèmes importe encore plus. Dans le cas présent, le message que Marchais veut transmettre à son parti est un message de paix avec les socialistes.

« Aujourd'hui, le Parti communiste français connaît un rayonnement de son activité et une autorité qui vont au-delà de l'influence exprimée par les suffrages obtenus par ses candidats aux élections législatives de mars 1973... Le Bureau politique a décidé de lancer une campagne exceptionnelle de recrutement et de création de cellules nouvelles dans une promotion « Union du peuple de France pour la victoire de la démocratie » (André Vieuguet - éditorial des *Cahiers du Communisme*, juin 1974) « ...Il n'y a pas un jour à perdre pour tirer le maximum de l'élan de confiance et de dynamisme né du résultat du 19 mai et, d'autre part, il importe de voir grand, de compter par dizaines et dizaines de milliers à l'échelle du pays... Il faut... en finir avec cette sorte de sélection impitoyable pratiquée par certaines de nos organisations qui écartent ainsi du Parti, sous les prétextes les plus divers, des hommes et des femmes qui y ont tout à fait leur place » (G. Marchais - rapport au C.C. des 10 octobre et 11 juin 1974).

« Le Parti communiste est ouvert sans restriction à tous ceux qui veulent prendre une part du combat pour le changement démocratique ». (Projet de résolution adopté en septembre 1974) (48).

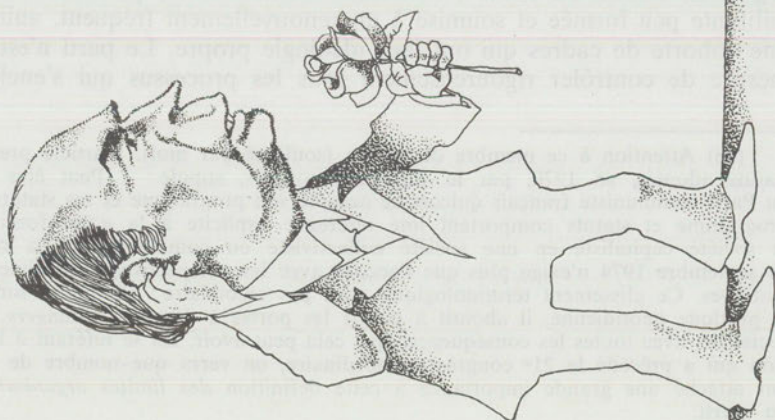
Longues, trop longues citations d'une littérature sans charme aucun. Il fallait pourtant se référer aux textes pour démontrer que l'orientation proposée par Marchais impliquait, quasi explicitement, *une ligne nouvelle qui remettait en cause le caractère du Parti communiste français, tel que l'ont façonné cinquante années d'une histoire riche en contradictions.*

A coup sûr, rapports et résolution ne contiennent guère d'innovation majeure, à l'exception — de taille — de la volonté d'union avec les gaulistes. Mais tous les thèmes plus ou moins classiques sont ordonnancés différemment. L'axe de la politique suggérée, c'est l'union tous azimuts. Et les manifestations propres de l'activité du parti sont *subordonnées* à cet objectif. Une « nouvelle logique » est introduite dont les conséquences peuvent être incalculables. Il faut tenir compte, en effet, de la réalité organisationnelle du P.C.F., fortement bureaucratisé, possédant une base militante peu formée et soumise à un renouvellement fréquent, animée par une cohorte de cadres qui ont leur idéologie propre. Le parti n'est pas en mesure de contrôler rigoureusement tous les processus qui s'enclenchent

---

(48) Attention à ce membre de phrase (souligné par moi). L'article premier des statuts adoptés, en 1970, par le vingtième congrès, stipule : « Peut être membre du Parti communiste français quiconque accepte son programme et ses statuts... ». Or, programme et statuts comportent une référence explicite à la « transformation de la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste ». La résolution de septembre 1974 n'exige plus que l'accord avec les perspectives immédiates, démocratiques. Ce glissement terminologique n'est pas secondaire : s'il prend forme dans la pratique quotidienne, il aboutit à ouvrir les portes à des gens *étrangers* à l'idéal socialiste, avec toutes les conséquences que cela peut avoir. En se référant à la discussion qui a précédé le 21<sup>e</sup> congrès extraordinaire, on verra que nombre de militants ont attaché une grande importance à cette définition *des limites organisationnelles* du parti.





dans ses rangs sous l'influence des luttes dans le pays et des mesures politiques qu'elles inspirent à la direction. Il peut, avec efficacité, nul n'en doute, formuler des interdits qui sont autant de barrières qu'on ne peut franchir sans être exclu. Il est beaucoup moins à même d'entraîner l'ensemble de sa mouvance sur les tracés exacts de sa politique. Il existe toujours *une marge* très grande entre les décisions du sommet et leur application à la base. L'ampleur de cette marge est directement déterminée par les pressions que les militants subissent dans leur milieu d'intervention.

En ce qui concerne la ligne esquissée entre juin et septembre 1974, il faut voir dans quel sens pouvait jouer ce mécanisme de décalage. Lorsque le Comité central décide une politique d'ouverture généralisée, il est amené à constater rapidement deux types de réaction : des réticences de type conservateur d'abord ; une application mécanique ensuite. Et l'application machinale d'une ligne de recrutement systématique se traduira, dans les cellules, par la recherche de l'efficacité numérique : on cherchera à obtenir un maximum d'adhésions, sans souci de critère politique (49). La vie politique — ou plutôt, l'absence de vie politique — des organismes de base s'en ressentira. Et, à terme, le poids se fera ressentir d'une masse d'adhérents qui, soucieux seulement d'avantages et de réformes immédiates, ne verront plus les raisons d'être un parti spécifiquement « communiste ». Sur cette lancée, l'agglomérat inerte et orienté à droite des militants de l'union du peuple de France en arrivera à peser plus lourd que les cadres formés dans la tradition. C'est la remise en cause des frontières et du statut autonome du parti qui est à l'ordre du jour. Sans trop de paradoxe, on peut affirmer que les jalons posés par Marchais étaient ceux d'une démarche dont l'aboutissement pouvait fort bien être la réunification organique du mouvement ouvrier, c'est-à-dire la constitution d'un seul parti des communistes et des socialistes, vieux rêve que, pour sa part, le P.C.F. a caressé en 1936 et en 1945. Et ceux-là même à qui cette idée semblerait saugrenue devront pourtant admettre que la ligne de l'été 1974 impliquait *un pas gigantesque vers la transformation du P.C.F. en parti social-démocrate de type nouveau*.

Qu'elle ait suscité des réserves, voire des oppositions qui n'ont pas été rendues publiques, cette orientation a été adoptée par le Comité central. On peut voir là le témoignage de l'empirisme total des dirigeants du Parti communiste. La quasi-victoire de la gauche aux élections leur est apparue comme un succès absolu : la « vie avait tranché », « les faits avaient parlé » et il était difficile aux plus critiques de formuler des

---

(49) Beaucoup de militants ont abordé le problème dans la tribune de discussion du 21<sup>e</sup> Congrès. Citons, à titre d'exemple, Raymond Gehant, militant de la Fédération de Paris qui, dans *l'Humanité* du 28 Septembre 1974, commente à sa façon le projet de résolution : « Je ne pense ni erroné, ni inutile de déclarer que *peuvent être membres du Parti des gens qui ne souhaitent pas le passage au socialisme* » (souligné par moi). Sa position a été critiquée par d'autres militants mais n'a reçu aucune désapprobation officielle.



objections qui puissent être entendues et qu'eux-mêmes puissent trouver convaincantes. Plus profondément encore, la politique proposée révèle que la tendance à la social-démocratisation est profondément inscrite dans la réalité du P.C.F., dès lors que pour celui-ci l'adaptation à la société française est devenue l'impératif premier.

### **L'épreuve de la réalité (octobre 1974)**

Mais l'existence d'une loi tendancielle d'évolution n'implique aucunement une progression régulière dans la direction indiquée. Plus précisément, la transformation organique d'un parti comme le P.C.F. est soumise aux influences des combats de classe, qu'ils s'expriment immédiatement dans les luttes de masse ou qu'ils se reflètent dans les joutes électorales. Début octobre, des élections législatives partielles ont lieu pour remplacer six députés. Elles sont bonnes pour la gauche, puisque deux anciens ministres de la majorité sont battus. Mais, sauf en Dordogne, l'influence électorale du P.C.F. est en baisse. Le Bureau politique réagit par un communiqué dès le 7 octobre. Il met en cause l'anticommunisme officiel, mais, fait nouveau, reproche au Parti socialiste son attitude. « Dans ces conditions, nous le disons franchement, le mot d'ordre constamment répété de la nécessité d'un prétendu rééquilibrage des forces de gauche prend un caractère de plus en plus pernicieux, parce qu'il comporte, lui aussi, l'idée de réduire l'influence communiste. De plus, la campagne visant à accréditer l'idée que seul un candidat non communiste pourrait battre celui du pouvoir ne peut que compromettre le regroupement indispensable des voix de gauche... Tous les travailleurs, tous les démocrates, tous les patriotes ont besoin d'un grand Parti communiste au sein d'un grand rassemblement démocratique... un Parti communiste dont l'audience électorale et la représentation élue croissent en même temps que celles de toute la gauche ».

Ainsi que l'ont souligné tous les commentateurs, le P.C.F. à l'heure de vérité, réagit vivement : tout son projet politique unitaire est en cause à partir du moment où il n'est plus le premier parti de la gauche, car il n'a plus les moyens de contrôler le déroulement du processus. Et les récentes consultations électorales indiquent une tendance plus que dangereuse à la perte de la prééminence. Comment cela se fait-il, alors que cinq mois auparavant, tout semblait baigner dans l'huile ? N'est-ce pas que le Parti est allé trop loin dans le sens des concessions aux socialistes ? Georges Marchais répond dans un assez long article de *l'Humanité* du 10-9-1974. « Une ligne constante » titre-t-il et tout son effort tend à prouver que, de longue date, le P.C.F. ne s'est pas fait d'illusion sur la nature de la social-démocratie et n'a jamais accepté de voir rogner son audience. Citations à l'appui. Mais toutes les références textuelles, parfaitement exactes, ne sauraient faire oublier sur quoi l'accent était mis au cours de la dernière période, ni quel infléchissement de type opportuniste avait connu la politique du parti. Marchais est obligé de le reconnaître entre les lignes : « On nous cherche chicane — et

pour un peu on nous taxerait d'opportunisme — parce que nous disons : « Union du peuple de France ». Pourtant, ce mot d'ordre a précisément pour objet de susciter le rassemblement le plus large *autour du Programme commun de la gauche*. D'autres (ou les mêmes) vont jusqu'à nous reprocher de « mettre le socialisme au placard ». Si c'était le cas, on peut être sûr que ce n'est pas contre notre parti que la bourgeoisie concentrerait ses coups ». Qui est cet « on » ? Qui sont ces « autres » ? Les socialistes ? Sans doute. Mais nous aimerions savoir s'ils n'ont pas quelque écho à l'intérieur du P.C.F.

En fait, la mésaventure électorale a joué le rôle d'un *révélateur*. Elle a détruit un mythe solidement établi, en vertu duquel le P.C.F. ne pouvait être menacé dans la double hégémonie qu'il exerçait sur les masses populaires et sur les travailleurs d'avant-garde. Le Parti vivait dans la croyance que son influence était à jamais inscrite dans la réalité française et ne pouvait que croître au fur et à mesure que les luttes ouvrières augmenteraient en intensité. Cette absence de compréhension concrète de la dynamique d'évolution de la société se révéla brutalement. Devant la menace immédiate d'un recul, les cadres et beaucoup de militants trouvèrent la résolution nécessaire pour exprimer leur crainte de voir l'identité du parti remise en cause. Dans les milieux dirigeants, les mêmes réactions se firent jour mais elles se doublèrent des problèmes spécifiques des hautes sphères d'une bureaucratie : ceux qui critiquèrent le laxisme de l'orientation de l'été 74 reflétaient les mêmes appréhensions que d'innombrables cadres moyens mais en même temps ils réglèrent quelques comptes dans la lutte pour le contrôle de l'appareil du parti. Bataille de clan, aux racines anciennes, qui trouvait une forme nouvelle au travers du malaise du parti. Nul doute, par ailleurs, que toutes les pressions des Soviétiques n'aient redoublé en face d'une ligne aussi systématique dans l'opportunisme. Et leurs prises de position, même lorsqu'elles n'influent pas directement sur les débats du parti, contribuent à en délimiter le cadre.

### Un congrès très extraordinaire

Le contre-coup du choc brutal subi aux élections partielles se fit ressentir sans tarder : la préparation du vingt-et-unième congrès extraordinaire connut un changement de cap. Des discussions sérieuses, parfois violentes, se déroulèrent à tous les niveaux — et surtout bien sûr, dans les organismes dirigeants. Il semble bien établi que Roland Leroy — qui passe pour n'avoir jamais apprécié l'élection de Georges Marchais au secrétariat général — ait donné le ton aux critiques dont les tribunes publiées dans la presse du parti ne donnent qu'un aperçu très approximatif (50).

---

(50) Une anecdote, souvent répétée, veut que Leroy ait justifié ses critiques en disant : « Cet été, lorsque j'allais dans les fêtes des fédérations du parti, je trouvais à la tribune des responsables socialistes qui avaient presque l'air d'être chez eux ».



Mais il n'est pas besoin de faire la chasse aux bruits de couloir pour se persuader qu'entre le 11 septembre, date de la réunion du Comité Central qui adopta le projet de résolution et le 27 octobre, date de la clôture du vingt-et-unième congrès, *la ligne du parti a changé, sur beaucoup de points*. Il suffit, pour s'en convaincre, de se reporter aux modifications qu'a subies le texte. Roland Leroy, rapporteur de la commission de la résolution, ne cache pas la couleur : « Les cellules ont adopté environ 50 000 amendements. Discutés dans les conférences de section, concentrés parce qu'ils avaient souvent le même objet, environ 15 000 amendements ont été soumis aux conférences fédérales, qui elles-mêmes ont adopté 1 600 amendements soumis à la commission que vous avez élue. La commission a aussi tenu compte de tous les amendements non retenus par les conférences fédérales. Elle a donc examiné 15 000 amendements... La nouvelle rédaction proposée tend à *rappeler clairement les positions du Parti*, qui sont loin d'être nouvelles mais *qu'une certaine discrétion et qu'un certain déséquilibre dans la première rédaction entre la simple allusion à la continuité de notre politique et le développement plus détaillé de la seule actualisation de cette politique, avaient pu obscurcir* » (51).

Malgré la modestie du ton, les changements affectent tous les problèmes essentiels à propos desquels la ligne de l'été 74 innovait dans le sens d'un élargissement illimité de l'union et d'une remise en cause de la spécificité du parti. Encore une fois, laissons parler les textes.

1 - *Réaffirmation de la perspective socialiste*, liée aux changements démocratiques du Programme commun. Au chapitre qui traitait de « La France et de son besoin de réformes profondes » et se terminait par « Aujourd'hui, le changement que nous proposons est un changement conforme à la raison : il est possible de sortir la France de l'impasse, de lui ouvrir une voie nouvelle, originale, conforme à son génie propre et à l'esprit de notre temps », on ajoute trois paragraphes qui réaffirment : « Parti révolutionnaire, il (le P.C.F.) se donne pour but la suppression du capitalisme et de ses tares, un changement de société... Cette société nouvelle se fondera sur les lois universelles du socialisme, sur l'expérience acquise et les conditions françaises ».

2 - *Atténuation de la politique d'unité sans rivages*. Pour la première fois, apparaît un terme qui fera fureur dans le Parti : « Elever la qualité de l'Union de la gauche ». Cette élévation ne peut se faire sans délimitation avec le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de gauche. » C'en est fini de l'optimisme qui faisait dire au projet : « L'Union de la gauche est une donnée *stable* de la vie politique française. Le *fiasco* des tentatives visant à la mettre en cause... le confirme ». La nouvelle rédaction ne parle plus de stabilité et, loin de considérer que les tentatives de remise en question ont fait fiasco, multiplie les mises en garde. « Le succès dépend de la

---

(51) *Cahiers du communisme* — novembre 1974 — p. 101 et 104 — passages soulignés par moi.

fidélité des formations signataires aux orientations fondamentales de ce programme ; de la clarté des alliances à réaliser sur cette base ; d'une émulation entre partenaires qui ne peut se donner comme objectif de renforcer l'un au détriment de l'autre, d'imposer la volonté d'un seul. En particulier, nous montrerons le caractère pernicieux et gravement préjudiciable que comporte toute démarche qui participe aux tentatives de réduire l'influence du Parti communiste français ».

Il s'agit là d'un additif que complètent d'autres ajouts significatifs. « La classe ouvrière... est le moteur de l'union. L'entreprise est un des lieux privilégiés de l'action politique pour l'union ». « Les forces démocratiques et nationales peuvent être gagnées à l'idée que combattre l'anti-communisme est l'affaire de ceux qui veulent hâter l'heure des changements ».

Est supprimé par contre un long développement sur la fécondité de la diversité entre formations de gauche qui contenait la phrase candide : « Comme le font aujourd'hui les partis de gauche, ces formations (populaires et nationales) peuvent établir entre elles une coopération solide et loyale, fondée sur la pleine égalité des droits et des devoirs ». Quant au rapprochement avec les gaullistes, considéré d'abord comme « une des questions déterminantes de la réalisation de l'Union du peuple de France », il devient seulement « indispensable ».

3 - *Réaffirmation de la spécificité du Parti*. Sur ce point, il faut laisser parler Roland Leroy : « Le Parti communiste est ouvert sans restriction à tous ceux qui veulent prendre une part pour le changement démocratique » disait le projet de résolution... Cette rédaction était naturelle. La volonté d'agir pour les changements démocratiques correspondant aux aspirations populaires, c'est la condition suffisante de l'adhésion au Parti Communiste. Cependant il était non moins naturel que *des communistes venus au Parti depuis quelques années sur des bases politiques directement très élevées*, ce qui est le signe hautement révélateur de la montée de l'idée du socialisme dans notre pays, *demandent que soit réaffirmée la nature de l'objectif final du Parti* ». C'est ce que fait la nouvelle rédaction qui, en maintenant la possibilité d'adhérer sur des bases larges, conclut : « Ainsi, devenir communiste, c'est participer au combat pour une démocratie avancée, c'est agir pour le triomphe ultérieur du socialisme » .

Ce dernier amendement est significatif des correctifs apportés à l'ensemble du texte. On ne change pas l'orientation générale (comment adopter une autre perspective que l'union de la gauche ?). On ne procède pas à une révision claire (qui obligerait à reconnaître les erreurs d'appréciation qui ont été commises et ouvrirait un débat sur le contenu de la politique du parti et non seulement sur sa forme). On élève des gardes-fous pour empêcher des erreurs trop graves. Et on parvient ainsi à un texte de compromis, aux formulations souvent contradictoires. Ce compromis est sans doute le résultat de transactions opérées au sein de la direction entre les différentes



nuances de pensée qui s'y affirment (52). Il exprime surtout la contradiction fondamentale de la position du P.C.F. pris entre l'obligation d'être unitaire et la nécessité de renforcer ses positions propres.

Et c'est bien dans cette dernière direction que le congrès extraordinaire a donné le coup de barre. La réaffirmation de perspectives socialistes vise à coup sûr à satisfaire une partie de la base qui, participante des conflits de ces dernières années, est, avec plusieurs temps de retard, au diapason de la nouvelle avant-garde ouvrière qui pose le problème de la lutte pour un nouveau pouvoir. Mais l'ensemble des réajustements tend surtout à mettre en avant le renforcement du Parti par une politique autonome, prioritaire par rapport aux actions communes de la gauche. Toutes les pratiques ultérieures du P.C.F., rappelées au début de cet article, sont en puissance dans les amendements apportés au projet de résolution.

### Des liens directs avec les entreprises

Pour qu'un tassement électoral assez léger ait des conséquences de cet ordre, pour que la réaction d'autoprotection du parti s'exprime si vivement, il faut bien que le problème se situe à un niveau fondamental, au niveau des réalités sociales et politiques qui déterminent l'évolution générale du mouvement ouvrier aussi bien que les rapports entre le Parti communiste et les travailleurs. Personne ne peut sérieusement prétendre connaître les analyses auxquelles procèdent les membres du Bureau politique. Mais, ayant une idée précise de la nature du parti, nous connaissons aussi les grands changements qui s'effectuent parmi les travailleurs. Il est possible à partir de là, de reconstituer la trame des événements qui agitent le P.C.F. et les réactions qu'ils suscitent.

Le phénomène fondamental, structurel, est que *la recomposition politique du mouvement ouvrier, amorcée en 1956, accélérée en 1958, franchit un nouveau seuil*. On peut s'en rendre compte à l'échelle des plus larges couches populaires comme au niveau de l'avant-garde ouvrière. Le Parti communiste conserve, sur le plan électoral, l'essentiel de son audience, en particulier dans les secteurs populaires où il est implanté de longue date ; il est probable qu'il ne la perdra pas de sitôt. Mais, par contre, comme le montrent la plupart des élections partielles, il voit s'éloigner de lui les 3 à 4 % d'électeurs qui lui permettaient, en dépassant le cap des 20 % des suffrages exprimés, d'être le premier parti de la gauche. L'étude reste à faire des couches sociales qui constituent ces 3 à 4 % ; certains indices permettent de penser qu'il s'agit d'électeurs des classes moyennes et de certaines couches peu politisées de la classe ouvrière. Ces gens ne voient plus l'utilité de voter pour le P.C.F., ce qu'ils ont fait irrégulièrement

---

(52) Les dissensions dans la direction ne peuvent être mises en doute. Elles ont été éclairées par un fait qui, dans le monde du P.C.F. ne peut être dû au hasard : le remplacement d'Etienne Fajon à la direction de *l'Humanité* par Roland Leroy.

depuis la Libération, car, soucieux d'efficacité plus que de perspectives à long terme, ils estiment que le Parti Socialiste a beaucoup plus de chances de diriger un éventuel gouvernement de gauche. C'est vers le P.S. que vont aussi les suffrages d'anciens électeurs de droite, gaullistes entre autres, qui rompent avec Giscard. Le parti de Mitterrand est en passe de devenir majoritaire dans la gauche. Les conséquences d'une telle mutation sur *l'aura* du P.C.F., sur sa crédibilité et ses capacités de rayonnement sont évidentes. Soulignons seulement qu'elles sont quasi-catastrophiques pour une organisation qui envisage la conquête de l'Etat par l'intérieur : si elle n'est pas en mesure d'apparaître comme la majorité de la majorité de gauche, *elle perd le contrôle de la lutte.*

« L'entreprise est un des lieux privilégiés de l'action politique pour l'union », rétorque un des amendements défendus par Roland Leroy. Et il est vrai que, traditionnellement, les communistes pouvaient relativiser les fluctuations de leur électorat en montrant qu'ils étaient les seuls à pouvoir intervenir dans la plupart des usines et les bureaux. *Le* Parti de la classe ouvrière. Mais cette réalité commence, elle aussi, à être remise en cause. Comme on l'a signalé à plusieurs reprises, les conséquences de mai se font ressentir aujourd'hui plus vivement peut-être qu'en 1969 ou 1970. Depuis les grèves du Joint Français, de Lip surtout, de nouvelles formes de combativité sont apparues largement. Une nouvelle génération de militants ouvriers se forme qui entretient avec les directions politiques et syndicales des rapports d'égalité, dès lors qu'il s'agit de mener une bataille. Cette génération, présente dans toutes les centrales syndicales, non syndiquée éventuellement, n'a pas trouvé encore d'expression politique qui lui soit propre. Pour de multiples raisons (stalinisme, bureaucratisme des méthodes, dogmatisme, etc) le P.C.F., s'il a pu amener à lui un certain nombre de « nés de mai », ne peut prétendre être, avec sa politique d'union des bons Français, la traduction des sentiments de classe de cette nouvelle catégorie de militants (53).

En fait, ce sont des forces nouvelles qui canalisent une part décisive de la nouvelle avant-garde. Les groupes révolutionnaires, lorsqu'ils ont été capables de mener un travail patient et réaliste du type de celui des *Taupes rouges*, influent sur de nombreux militants. Mais dans des proportions encore limitées. Le P.S.U. et un certain courant de gauche de la C.F.D.T. qui se situe dans la même mouvance constituent une référence pour d'assez larges couches de travailleurs combattifs, quelle que soit leur appartenance organisationnelle. On a donc une constellation de forces d'inégale importance qui expriment la sensibilité de la nouvelle avant-garde. Mais cet ensemble n'est pas cohérent ; il ne présente pas une force suffisamment unie, suffisamment claire dans ses perspectives pour répondre au besoin d'efficacité caractéristique de la génération actuelle de militants combattifs.

---

(53) A cet égard, les perspectives d'alliance avec les gaullistes, sur la base d'un commun patriotisme, passent, dans le meilleur des cas, pour une plaisanterie de mauvais goût.



Ceux-ci, en effet, sont arrivés à leurs positions actuelles à partir de l'expérience des luttes ; les niveaux de leur conscience sont très divers et ils n'ont pas eu l'occasion d'effectuer une rupture réfléchie avec les directions en place du mouvement ouvrier. Ils balancent souvent entre des choix contradictoires, entre la volonté de pousser les luttes jusqu'au bout et le désir de trouver un débouché politique immédiat à leur combat.

C'est dans ces conditions que le Parti socialiste est parvenu à drainer dans ses rangs un nombre important de militants d'avant-garde. Le P.S. a toutes les apparences d'un parti démocratique où, à l'opposé de ce qui se passe chez les communistes, les débats de tendance ont droit de cité. Il a repris formellement à son compte l'autogestion. Il peut se retrouver au pouvoir dans peu de temps et beaucoup de ses adhérents pensent que la mobilisation populaire qui accompagnerait une victoire de la gauche permettrait d'aller de l'avant, au-delà même de ce que peuvent souhaiter les politiciens qui dirigent le Parti. L'existence du C.E.R.E.S., groupement qui a adopté une perspective radicale de lutte, renforce cette opinion. L'opération Assises et, plus généralement, la politique d'Edmond Maire à la tête de la C.F.D.T. élargissent encore l'audience du P.S. dans les milieux syndicaux. Au demeurant, c'est moins le nombre de militants ouvriers inscrits chez Mitterrand qui compte (encore que ce nombre connaisse une progression régulière) que l'influence qu'ils donnent aux socialistes sur une partie de l'avant-garde et, par ce biais, sur des couches assez larges du mouvement, dans toutes les centrales syndicales. Pour la première fois depuis des décennies, le Parti socialiste est présent dans les entreprises — même s'il est incapable de rivaliser dans ce domaine avec le Parti communiste.

Pour ce dernier, il y a là un problème majeur. A partir du moment où il n'exerce plus un monopole de fait dans les entreprises, le P.C.F. ne peut plus agir aussi librement. Il est contraint d'accepter de fait des débats dont il lui est difficile de contrôler l'évolution. Il cesse surtout de pouvoir se présenter comme *le* parti de la classe ouvrière et perd, du même coup, la possibilité de justifier toutes ses tactiques successives par l'adhésion du prolétariat aux objectifs qu'il propose. Il entre ainsi dans un processus extrêmement dangereux pour lui.

La C.G.T. joue un rôle décisif dans le maintien des liens du Parti communiste français avec la classe ouvrière. Certes, le parti possède un important réseau de cellules d'entreprises ; mais, en dehors de bastions solides, celles-ci sont relativement instables dans leur composition et leur activité (54). Mais l'organisation permanente des travailleurs sur le lieu de travail demeure le syndicat. Les communistes contrôlent étroitement l'appareil de la C.G.T., ce qui leur permet d'utiliser la confédération comme moyen de diffusion de leur politique. Cette opération, toutefois, n'est pos-

---

(54) Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter aux rapports d'organisation des divers congrès et à la rubrique, désormais quotidienne, que *l'Humanité* consacre à la vie du parti dans les entreprises.

sible qu'autant que la centrale syndicale demeure largement ouverte à divers courants d'opinion, aux chrétiens et aux socialistes en particulier. Aussi les dirigeants communistes de la C.G.T. ne peuvent-ils faire n'importe quoi ; ils répercutent la politique du parti mais avec des atténuations et des modérations sensibles.

Plus précisément, ils sont obligés de maintenir une position de neutralité approximative entre P.C.F. et P.S. A coup sûr, un Séguy pense que l'unité de la C.G.T. est indispensable au succès de l'Union de la gauche. Si celle-ci occupe le gouvernement, la centrale demeurera extérieure au pouvoir et pourra servir de relais entre l'Etat et la masse des travailleurs. L'exemple de l'Italie est là pour démontrer que les confédérations syndicales peuvent jouer *un rôle politique*, face au pouvoir, ne serait-ce qu'en formulant des propositions en matière économique (choix des investissements). Compte tenu des différences profondes entre les mouvements ouvriers de France et d'Italie, la C.G.T. ne pourrait s'inspirer de ce modèle qu'en maintenant en son sein un pluralisme réel, à la base, dans les cadres intermédiaires et au sommet.

Pour toutes ces raisons, la C.G.T. ne peut pas être une arme pleinement efficace dans la lutte contre le développement de l'influence socialiste dans le mouvement ouvrier. Le P.C.F. est obligé de compter sur ses propres forces et de renforcer ses cellules d'entreprises.

## Des prévisions pessimistes

Encore une fois, la recomposition du mouvement ouvrier, quels qu'aient été ses progrès récents, en est encore dans sa première phase. La lutte défensive que mène le Parti communiste français a encore une valeur prospective. Elle n'en est pas moins conçue comme extrêmement urgente et une série d'hypothèses sur l'évolution de la situation viennent confirmer ce pronostic aux yeux des dirigeants du P.C.F.

Il y a tout d'abord la crise du système capitaliste. L'intérêt que porte à ce problème le P.C.F. n'est pas inspiré par le simple souci de pimenter les perspectives de lutte pour le Programme commun. Lire le compte rendu des journées d'études consacrées au problème que le parti a organisées en mai 1975 est instructif (55). Si l'on laisse de côté les points de théorie économique qui exigent une discussion spéciale, on s'aperçoit qu'au niveau politique, les dirigeants du P.C.F. construisent leur projet en fonction d'une aggravation constante du désordre économique et, partant, du malaise politique de la société française. Mais ils savent en même temps que si le terrain est favorable aux luttes, il n'est pas question pour eux d'envisager une situation de rupture. Délibérément cantonnés à une perspective parlementaire, ils ont conscience des limites de leur action. Et ils crai-

---

(55) *Economie et Politique*, juin-juillet-août 1975.



gnent que le développement de la crise n'incite la bourgeoisie à lâcher du lest et le Parti Socialiste à accepter les perches que lui tendra Giscard d'Estaing. Le P.C.F. met parfois beaucoup de mauvaise foi dans ses polémiques avec Mitterrand. Mais il est profondément persuadé que, selon une vieille tradition social-démocrate, les leaders socialistes sont prêts éventuellement à accepter une solution de compromis, à constituer, sous l'égide de l'actuel président de la République, un gouvernement de gauche où eux-mêmes seraient réduits à la portion congrue. Telle est la raison des incessants et acerbes critiques contre la complaisance d'un Defferre à l'égard de la majorité. Telles sont aussi les causes de l'insistance mise par Marchais sur la nécessité d'attendre le verdict des élections législatives de 1978 : il s'agit, contre toutes les tentations « gauchistes », de réaffirmer la priorité absolue de la voie électorale ; mais, en même temps, on avertit les partenaires de l'Union de la gauche qu'il n'est pas question de négocier quoi que ce soit avant « le verdict du suffrage universel ». Pour qui connaît la réalité du Parti Socialiste (pour ne pas parler des radicaux de gauche qui ont pris une carte d'abonnement aux lignes de métro menant à l'Elysée), ces craintes n'apparaîtront pas sans fondements. Mais, au cas même où elles paraîtraient exagérées, elles sont pourtant révélatrices de la situation d'infériorité dans laquelle le P.C.F. risque de se trouver en cas de crise politique majeure.

Le Portugal est venu, lui aussi, accentuer les craintes des dirigeants communistes. On a souvent dit qu'un axe reliait les partis communistes « durs » du Portugal et de la France et on en a conclu à une identité de stratégie entre eux. La réalité est plus complexe : la base de la solidarité entre P.C.P. et P.C.F. est d'abord dans la communauté de leurs situations par rapport aux socialistes. Visitant Lisbonne, Marchais a pu voir que le parti de Mario Soarès, au plus fort d'une situation de crise, faisait, contre les communistes, le jeu de la réaction, sans perdre un instant le soutien des amis de François Mitterrand. Il était, de ce fait, obligé de défendre bec et ongles son parti frère pour préserver sa propre position sur l'échiquier politique français. De plus, le Portugal a été le lieu d'un développement encore plus lourd de conséquences : sur la lancée du 25 avril, les travailleurs des villes et des campagnes ont constitué leurs propres comités d'auto-organisation. Le P.C.P. s'est trouvé largement débordé, contraint de rallier des manifestations dont il n'avait pas l'initiative et qu'il contrôlait peu ou pas du tout. L'extrême-gauche révolutionnaire est devenue une force de masse, en dépit de sa division et de son imprécision politique. Les communistes portugais ont dû composer avec elle, accepter un temps de participer au Front Uni des Révolutionnaires. Le silence hargneux que le P.C.F. a observé sur tous ces faits révèle lui aussi une crainte pour l'avenir. Si la gauche conquiert la majorité, la classe ouvrière risque de se mobiliser au plus haut niveau, pour des objectifs sans commune mesure avec le Programme commun. *Les communistes risquent, dans les entreprises, de se trouver en porte-à-faux, débordés même.* Cette menace aussi ils veulent la prévenir.

Mais le Parti communiste français n'a cependant pas d'autre possibilité que le maintien de la politique unitaire avec les socialistes. Ils ne peuvent donc combattre le danger incarné par le P.C.F. que par des interventions sur des fronts secondaires : ceux de la polémique propagandiste, du renforcement systématique de l'image du parti. Sur le plan strictement politique, il se trouve désarmé : il affirme et réaffirme sa volonté de mener de son propre chef des luttes de masses ; à cet effet, il a élaboré un programme d'action immédiate. Mais où sont les luttes de masse réelles qu'a dirigées le Parti communiste ? On peut trouver la raison de leur absence dans la nature même du programme d'action proposé. Celui-ci contient, d'après ses initiateurs, des « mesures immédiatement réalisables » que l'on peut « imposer par la lutte ». Immédiatement applicables par le pouvoir en place ? Toutes les analyses du P.C.F. vont justement à l'encontre de cette hypothèse. Alors, à quoi servent ces mesures ? La plupart d'entre elles sont extraites du Programme commun — nationalisations de secteurs-clés, par exemple. Ce sont en fait des revendications transitoires — *à la mode électorale*. Elles visent seulement à faire admettre par les travailleurs, au prix de luttes partielles où les communistes joueront un rôle essentiel, la nécessité de voter pour le Programme commun — et pour son meilleur défenseur, le P.C.F., opposé au Parti socialiste qui le brade quotidiennement.

Toutes ces activités peuvent donner un coup de fouet aux militants et modifier un peu le rapport de forces au sein de la gauche. Elles ne peuvent changer qualitativement la situation actuelle. En fait, le Parti communiste n'a pour empêcher la dégradation rapide de la situation à ses dépens, que la ressource *d'un raidissement organisationnel* : renforcer partout l'activité propre du parti, faire passer son renforcement avec les actions communes de la gauche. Comme on l'a déjà signalé, l'essentiel de l'activité du parti depuis le vingt-et-unième congrès a été dans ce sens. Sans résultats majeurs ! Pour ne citer que deux exemples, le P.C.F. n'a pas été en mesure, malgré toutes ses mobilisations, d'imposer aux socialistes la rédaction d'une plateforme commune pour les élections municipales dans les villes de plus de 30 000 habitants. Et surtout, il n'a pu enrayer la progression des socialistes. L'élection de Chatellerault l'a confirmé, qui a vu la candidate du P.S. dépasser, pour la première fois dans cette circonscription, le représentant du Parti communiste. En réponse à ce recul, le P.C.F. n'a su trouver qu'une sorte de chantage, en soulignant qu'une certaine quantité d'électeurs communistes n'avaient pas reporté leur voix au second tour sur la socialiste et que ceci pourrait bien se reproduire à l'avenir. Piètre défense qui révèle une profonde impuissance.

### **Rien de nouveau à l'horizon du congrès**

Ceux qui espéraient que la préparation du vingt-deuxième congrès apporterait un quelconque changement politique en auront été pour leurs frais à la lecture du document préparatoire « Ce que veulent les commu-



nistes de France ». En fait, les seules innovations de ce texte résident dans sa présentation. Pour la première fois, une commission de rédaction a été constituée, alors que jusque-là le Bureau politique seul se chargeait d'élaborer les textes d'orientation du Parti. Pourquoi cette démarche singulière ? La commission a-t-elle joué un rôle d'arbitrage entre différentes positions ? C'est probable mais il serait aventuré d'aller plus avant dans l'interprétation. En tout cas, les tâches de la dite commission étaient nettes. Jean Kanapa, son rapporteur, les a rappelées : « Dans son caractère et dans son contenu, le document préparatoire doit correspondre à l'objectif que nous avons décidé d'assigner au XXII<sup>e</sup> congrès... : *réaffirmer, en la précisant, notre stratégie* ; faire que chacune de nos organisations, chacun de nos militants la mette en œuvre de la façon la plus efficace ; la porter enfin dans les plus larges masses. Cela entraîne certaines conséquences quant à la nature du document. Il doit servir de base à la préparation du Congrès et *en même temps*, il doit constituer un document durable, allant bien au-delà du moment du Congrès... La Commission doit la souligner, étant donné le caractère inhabituel du document préparatoire : il ne s'agit *ni d'une Résolution* (où l'on fixe les tâches du Parti, pour la période immédiate), *ni d'un programme de gouvernement* (nous l'avons vu). Il s'agit d'un document à la fois fondamental et populaire, exposant ce que les communistes veulent pour la France et son peuple, et montrant comment les communistes entendent parvenir à cet objectif » (56).

En termes plus précis, tout ceci veut dire : « Nous vous proposons un garde-fou, suffisamment robuste pour durer longtemps. La politique courante, nous la formulerons au gré des circonstances. Mais il ne faudra jamais perdre de vue que, sur la droite et sur la gauche, existent des limites que le Parti communiste français ne doit pas franchir. Il faut s'en convaincre, de même qu'il faut convaincre les Français que, par-delà les tactiques qui peuvent obscurcir le but visé, nous voulons le socialisme, un socialisme qui viendra grâce à des réformes démocratiques, un socialisme que nous obtiendrons grâce à une majorité électorale qu'elle-même nous atteindrons par des luttes pour des réformes ». Ces précautions prises, le document ne rajoute rien d'essentiel à la ligne remodelée lors du congrès extraordinaire. C'est toujours la même coexistence pacifique entre l'obligatoire politique d'Union de la gauche et l'indispensable renforcement du Parti. Cette *contradiction* ne pourrait être résolue que par une ligne qui, visant à rassembler l'ensemble des travailleurs, fixerait des objectifs de combat anticapitalistes qui facilitent le développement de l'auto-organisation des masses. Mais le 22<sup>e</sup> congrès du P.C.F. n'entend pas abandonner l'action à l'intérieur du système.

Il serait fastidieux de rentrer dans le détail du projet de résolution. L'énoncé de ses axes principaux suffira. En premier lieu, « Le Français et la crise » ; ce chapitre reprend les termes traditionnels de l'analyse

---

(56) *Humanité*, 12 novembre 1975.

économique du P.C.F. et souligne qu'il est possible de « changer la société ». Pour aboutir à quoi ? « Une vie plus sûre, plus juste, plus belle ». C'est ainsi que le chapitre II définit la société socialiste. Cette partie du document est sans doute la plus intéressante. Non par la richesse de ses analyses mais par l'exposé qu'elle fait de ce que le P.C.F. appelle socialisme : il s'agit d'une société fortement développée où règne la justice sociale. Mais de différence qualitative avec la société actuelle, il n'est pas question, ne serait-ce que parce que le problème d'un nouveau pouvoir, bâti sur les ruines de l'Etat actuel, n'est pas posé. (Il faut en effet beaucoup de bonne volonté pour trouver, comme l'a fait Michel Rocard, une avancée vers l'autogestion dans le texte : il n'est question, en fait, que de mesures techniques tendant à la démocratisation et à la décentralisation du fonctionnement de *l'Etat existant*. Et lorsque le chapitre III revient sur la question, en déclarant : « Le pouvoir sera donc celui de tous ceux qui créent les richesses — du pays — la classe ouvrière et les autres catégories de travailleurs, manuels et intellectuels, de la ville et de la campagne », il ne fait que se donner une apparence d'orthodoxie marxiste, puisqu'il ne dit rien des formes de ce pouvoir) (57).

En troisième position vient une définition de la « voie démocratique au socialisme ». Tous les thèmes ordinaires s'y retrouvent : la démocratie avancée, autour du Programme commun, ce « grand pas en avant » constitue une étape. A partir de là, on pourra passer progressivement au socialisme. « A chaque étape de la construction de la société nouvelle, l'assentissement du suffrage universel sera la condition de la poursuite des transformations engagées ». Mais évidemment, on ne saurait se borner, « l'expérience douloureuse du Chili » le montre, à faire voter tous les cinq ou sept ans : « Il n'y a pas d'autres moyens de faire triompher les revendications immédiates, d'imposer les transformations profondes qui conduisent au socialisme ». Comme toujours, on appuie sur toutes les touches du clavier en même temps et, comme dans la pratique il faut bien choisir, la lutte dont il est question ne sera qu'un appoint des joutes parlementaires. Où sont les leçons du Chili ?

Enfin vient la revue des « forces de changement ». C'est d'abord la classe ouvrière. C'est ensuite « la plus grande partie de la population », y compris les petits et moyens entrepreneurs. (A noter qu'ici on n'emploie plus les formules outrancières de Marchais qui excluait seulement « la poignée de grands monopoles et leurs laquais »). Enfin, le Parti communiste français, parti d'avant-garde, parti de la classe ouvrière : « De grandes luttes nous attendent. Pour les travailleurs, pour tout notre peuple, la force et l'influence du grand parti révolutionnaire de notre temps qu'est le Parti

---

(57) Bien des militants ont remarqué cette carence et réclamé la réaffirmation du principe de la dictature du prolétariat. Ils ont reçu de Georges Marchais la réponse que l'on sait : il faut mettre au rencart le concept élaboré par Marx et Lénine. Pouvait-on trouver meilleure illustration du passage au réformisme des dirigeants du P.C.F. ?



PLACÉ DU  
COLONEL  
FABIEN



communiste, c'est la garantie qu'elles iront au succès, c'est la garantie de l'avenir démocratique et socialiste de la France ».

Non vraiment, rien de nouveau. Kanapa l'a précisé : « Ce document n'annule ou ne remplace naturellement pas les autres documents du Parti, qu'il s'agisse par exemple de notre Programme de gouvernement, *Changer de cap* ou de notre *Déclaration des Libertés*... Les fondements, les traits essentiels de notre stratégie ont été définis dans le *Manifeste de Champigny*. Ils ont été développés, précisés, enrichis tout au long des sept années écoulées et avant tout dans le *Défi démocratique* ».

## Compromission historique

Peu de temps après la parution du projet de résolution, un événement est venu corser l'intérêt de la préparation du vingt-deuxième congrès. Georges Marchais s'est rendu à Rome et, mettant un terme à une discussion commencée en Juillet 1975, le P.C.F. et le P.C.I. ont signé une déclaration commune. L'événement est en soi d'une grande importance. C'est sans doute la première fois depuis vingt-cinq ans que les deux partis se mettent d'accord sur des perspectives politiques communes. Dans le passé, l'aigreur n'avait pas manqué dans leurs rapports, provoquée soit par une différence dans les rapports avec l'Union soviétique, soit par des divergences sur la tactique de lutte. Sans nul doute, la modification des relations entre le Parti communiste français et l'U.R.S.S. a permis ce rapprochement.

Le texte adopté vaut plus par ce qu'il implique que par ce qu'il dit. Son contenu ne dépasse guère le stade des généralités bien senties. Et, ainsi que l'a noté la presse, les points de divergence ont été savamment estompés. Le Parti communiste italien est, en matière de politique étrangère, partisan d'une sorte de neutralité ; la question de l'O.T.A.N. est placée par lui sur le même plan que celle du Pacte de Varsovie. Il ne fait pas des nationalisations un credo. Quant à sa fameuse politique de « compromis historique », elle pousse les limites de la pratique unitaire jusqu'à la collaboration de classe. Mais de ces questions il n'est pas fait mention dans le texte commun : « Les deux partis développent leur action dans des conditions concrètes différentes et, de ce fait, chacun d'eux met en œuvre une politique répondant aux besoins et aux caractéristiques du pays ». Passez muscade ! En fait, les affirmations positives dignes d'être signalées sont de deux ordres : l'insistance mise sur l'attachement à la démocratie. « Le socialisme, stade supérieur de la démocratie » sous-titrait *l'Humanité* du 18 novembre ; d'autre part, la réaffirmation de la fidélité aux décisions de la Conférence Européenne des Partis communistes (Bruxelles, janvier 1974) en vue de « faire progresser l'action commune des Partis communistes et socialistes, de toutes les forces démocratiques et progressistes de l'Europe... ».

Le communiqué commun du P.C.F. et du P.C.I. est en fait une opération politique qui profite surtout au parti de Georges Marchais. Ce



dernier a d'ailleurs claironné, sur les ondes et dans la presse, qu'il s'agissait là d'un « événement historique ». Les communistes italiens ont montré beaucoup plus de sobriété dans leurs commentaires. De toute évidence, il était extrêmement important pour le secrétaire général du P.C.F. d'avoir la garantie de Berlinguer et de ses pairs. Partout on attaque le Parti communiste français pour son sectarisme à l'égard des socialistes. On lui oppose le sage Parti communiste italien, qui par son libéralisme avancé est parvenu aux portes du pouvoir. Et déjà le Parti socialiste français lorgnait vers Rome, dans l'esprit de conclure une alliance que le P.C.I. semblait ne pas totalement refuser, malgré ses dénégations officielles (58). La déclaration commune lui coupe l'herbe sous le pied : le P.C.F. reçoit à Rome un brevet de démocratisation et il apparaît comme l'allié privilégié du P.C.I. ; c'est à un autre niveau, moins immédiat, celui de l'Unité d'action à l'échelle européenne que Mitterrand et ses amis doivent chercher contact avec les communistes italiens. La confirmation de cette perspective européenne est, par ailleurs, à l'époque où l'U.R.S.S. condamnait, en paroles fulgurantes, les politiques d'alliance, une réponse en termes pratiques : l'Europe occidentale constitue, en elle-même, un centre de référence et d'action pour les partis communistes de la région ; l'Union soviétique vient en second rang.

On peut se demander aussi si le voyage de Marchais en Italie ne constituait pas une intervention dans la préparation du vingt-deuxième congrès du P.C.F. Le secrétaire général a, en effet, dit et répété que la politique de compromis historique et la politique d'union du peuple de France étaient identiques, différant seulement par leur champ d'application. C'était là mettre l'accent sur les thèmes d'unité sans rivages, tels que lui-même les avait développés au cours de l'été 74 ; c'était en tout cas, se mettre assez nettement en marge de la pratique actuelle du P.C.F., toute entière centrée sur l'affirmation de la priorité du rôle du Parti. Or, Roland Leroy, le jour même où la signature de la déclaration de Rome était annoncée, faisait publier dans *l'Humanité*, dont il est le directeur, le compte rendu d'un discours où il affirmait la profonde différence entre la ligne de compromis historique et l'orientation du P.C.F. De telles dissonances ne sont pas de mise dans le parti. Elles ne peuvent être dépourvues de signification.

Y aurait-il donc dualité d'orientation dans le Parti communiste français ? Soyons clair : il n'existe pas deux lignes au sein du Bureau politique, car il n'existe pour le P.C.F., tel que l'histoire l'a constitué, qu'une seule stratégie : celle de l'unité de la gauche, de l'électoratisme, de la démocratie avancée. Mais il y a deux tactiques possibles dont l'exis-

---

(58) Il est significatif qu'à la proposition faite par Mario Soarès de réunir une conférence des P.C. et des P.S. de l'Europe méditerranéenne, le Parti communiste français ait répondu par une fin de non-recevoir et le Parti communiste italien par la seule remarque qu'il fallait envisager une longue préparation pour que cette tentative, qu'il approuvait, ait quelque chance de succès.

tence même révèle *la contradiction objective* dans laquelle se situe le P.C.F. Deux tactiques qui reflètent les tendances divergentes que cette contradiction fait naître chez les militants : la volonté d'unité, qui apparaît comme garante absolue du succès et le désir farouche de préserver le parti en une période où la recomposition générale du mouvement ouvrier menace les positions acquises. Sur cette base se construisent les oppositions entre dirigeants dont les luttes de clan ont aussi des motifs de rivalité purement bureaucratique. Tant que la situation française n'atteindra pas un haut niveau de développement des luttes, les choses ont toute chance d'en rester là, sans aboutir à de véritables affrontements politiques ni à quelque forme d'éclatement (59).

En définitive, toutes ces luttes de sommet, bien que non dépourvues d'importance et de signification, ne constituent pas l'essentiel. Il faut cesser de juger le Parti communiste français comme une réalité autonome. Ce qui se passe dans ses rangs à l'heure actuelle est le reflet de la crise parallèle du capitalisme et du système stalinien, la conséquence de la montée des luttes ouvrières dans toute l'Europe. Ce sont ces processus sociaux et politiques qui déterminent l'avenir du P.C.F. Et les révolutionnaires se doivent d'analyser le devenir de ce parti et, en conséquence, leur intervention en direction de ses militants en fonction des perspectives *globales* de développement des luttes des classes.

### Une étape pour les révolutionnaires.

A ce stade, il est possible de tirer plusieurs conclusions :

— La réalité actuelle, c'est la division de la gauche. Il serait vain d'en chercher les responsabilités d'un seul côté : par nécessité, le Parti communiste en a pris l'initiative, afin de défendre les positions qu'il occupe ; mais le Parti socialiste, parti fourre-tout du réformisme moderne, a, de par sa politique constante, provoqué les réactions du P.C.F. De fait, la lutte entre les deux organisations est inévitable car toutes deux, animées d'une même volonté stratégique (investir l'appareil d'Etat par la voie des élections), s'adressent aux mêmes couches sociales. *Il est peu probable que leur polémique connaisse un terme rapide.*

— La désunion de la gauche a des conséquences sérieuses sur le déroulement des luttes ouvrières. La combativité des travailleurs est réelle,

---

(59) L'hypothèse a été formulée que Leroy, tenant d'une ligne « dure » se ferait l'écho des thèses actuelles de l'Union soviétique. Il est possible que pour appuyer ses positions, dans le cours d'un affrontement, le directeur de *l'Humanité* fasse référence aux dires des dirigeants de l'U.R.S.S. Mais rien dans son passé, ni même dans sa pratique actuelle ne permet de penser qu'il soit opposé à la stratégie électoraliste et unitaire du P.C.F. Et, en tout état de cause, il ne saurait passer pour « l'homme des Soviétiques » comme l'ont été Lister en Espagne et, en Suède, en Finlande les animateurs de fractions créés par les services soviétiques.



démontrée par des dizaines de conflits. Mais chaque salarié a plus ou moins nettement conscience que pour obtenir des succès importants et durables, il faudrait mettre en jeu toutes les forces disponibles, s'engager dans un mouvement d'ensemble qui ne peut aboutir qu'à un affrontement avec le gouvernement. Mais ce débouché politique aux luttes, aucune organisation de la gauche n'accepte de l'envisager. Aussi beaucoup de travailleurs, à moins d'y être contraints par la menace de licenciements, hésitent à se lancer dans des batailles partielles. *Il en résulte une paralysie relative de la classe ouvrière ; la tâche du pouvoir en est facilitée.*

— Pour cette raison, la gauche mal unie n'est pas sûre de l'emporter lors des prochaines consultations électorales, législatives et présidentielles. Pour franchir le mur fatidique des 50 %, l'opposition doit pouvoir compter sur toutes les voix dont elle dispose d'ordinaire *plus* quelques centaines de milliers d'électeurs, au minimum. Ceux-ci ne sauraient être gagnés seulement par une campagne électorale menée selon les lois de la publicité moderne. Ils passeront le bulletin de vote à gauche dans la stricte mesure où le mouvement ouvrier, mobilisé sur des objectifs de lutte extra-parlementaire, entraînera dans son sillage les couches de salariés non-politisés, une partie des classes moyennes aussi. C'est dans ces secteurs, en effet, que se trouvent les électeurs de droite qui peuvent être amenés à voter socialiste ou communiste. *Si le climat actuel persiste, cette éventualité a peu de chance de devenir réalité.*

— En définitive, l'évolution de la France au cours des prochaines années, sera, plus immédiatement que jamais, *dépendante du développement des combats de classe en Europe*. Si en Espagne, au Portugal malgré les développements récents, ailleurs encore, une rupture de situation se produit en faveur des travailleurs, le prolétariat français peut y trouver les motifs d'une offensive sans précédent. Cette dimension internationale de la politique nationale est parfaitement comprise par les dirigeants socialistes et communistes. Les plans de coordination méditerranéenne, chers à Mitterrand et Soarès, la volonté d'une « union de la gauche au niveau de l'Europe » manifestée par le P.C.F. et le P.C.I. témoignent, par-delà leur divergence, d'une même volonté de contrôler, pour le maintenir dans les limites du réformisme parlementaire, un secteur déterminant des luttes. *Les révolutionnaires doivent être capables de se battre eux aussi sur ce terrain en trouvant les voies d'une unité d'action des forces révolutionnaires d'Europe occidentale.*

— La rivalité entre communistes et socialistes semble si virulente que d'aucuns envisagent une rupture de l'alliance, dans des délais plus ou moins rapides. Cette hypothèse ne tient aucun compte de l'intérêt primordial que chacun des partenaires a de ne pas rompre avec l'autre, s'il veut arriver au pouvoir. Le Parti socialiste a besoin de l'appui des communistes pour gagner les batailles électorales ; et, comme il profite largement de la situation actuelle, il n'a *aucun intérêt* à donner au Programme commun autre chose que des coups de canif occasionnels. Quant au Parti communiste, il est, on l'a dit, *contraint* lui aussi de ne pas rompre, faute

d'être capable de choisir une autre voie qu'électorale. En fait, *seule une transformation qualitative du niveau de la lutte des classes sera susceptible de dissocier l'alliance conclue en 1972* : soit une irruption ouvrière, plus large encore que celle de 1968, posera le problème du pouvoir à l'extérieur du Parlement ; soit une victoire électorale de la gauche amènera les travailleurs à se mobiliser pour des objectifs à haut niveau. Dès lors, la réalité déterminante sera le développement propre du mouvement de la classe ouvrière, en face duquel comptent peu les plans et calculs des diverses bureaucraties qui seront secouées jusqu'aux fondements.

— C'est dans des termes identiques qu'il faut poser les questions relatives à l'avenir propre du Parti communiste français. Les zig-zag de celui-ci, son opportunisme et son sectarisme intimement mêlés ne sont pas récents. Mais ils prennent une importance particulière aujourd'hui en raison de l'extrême tension des rapports de classes et de l'enjeu des luttes à venir. Les dirigeants du P.C.F. divergent entre eux parce que, dès le moment présent, il existe un *décalage* sérieux entre leur politique, la façon dont elle est perçue puis appliquée par les militants et les tendances profondes de la classe ouvrière. Ce décalage ne peut que s'accroître avec toute détérioration de la situation générale, avec toute avancée des travailleurs. En cas d'échec électorale de la gauche, de nombreux militants communistes s'interrogeront sur le bien-fondé de la voie électorale, sur la nature de l'alliance passée avec le Parti socialiste, sur les moyens de réellement unifier la classe ouvrière dans la lutte, etc. En cas de constitution d'un gouvernement de la dite gauche, les problèmes qui se poseront ne seront pas moindres : rapports entre action gouvernementale et lutte de masses, attitude des socialistes et des communistes vis-à-vis de la bourgeoisie, extension des expropriations de patrons, démantèlement des forces de répression — et, à terme, le problème du pouvoir des travailleurs. Dans toutes les hypothèses, un débat politique se référant à des rapports de forces vécus, un débat qui fait éclater les limites des manifestes, thèses et résolutions des congrès du P.C.F.

— La période qui s'ouvre, période qui risque d'être une période de troubles sociaux graves dans toute l'Europe, sonnera pour le Parti communiste français l'heure de vérité. Il faut entendre par là que la contradiction entre son réformisme fondamental et sa prétention d'être un parti révolutionnaire d'avant-garde, contradiction que les spécificités du développement français ont empêché d'éclater jusqu'à présent, a toutes les chances de se révéler au grand jour des luttes. Gardons-nous d'en tirer la conclusion que le P.C.F. va éclater ou connaître un rapide déclin organisationnel. Ce pourrait être le cas si un courant de gauche s'y développait à une large échelle, en menant un combat politique clairement orienté. Mais, *au départ*, les militants capables d'impulser une telle bataille sont extrêmement rares dans le Parti. La majorité des adhérents a été recrutée et (dé)formée sur une base nationaliste et réformiste. Quant aux cadres qui, éventuellement, se réclameraient des principes communistes pour mener un travail d'opposition, la plupart d'entre eux ne le feraient que pour des



raisons de commodité dans la lutte d'appareil, sans désir véritable d'en arriver à la définition d'une politique révolutionnaire.

La véritable *différenciation* qui risque de s'opérer à l'intérieur du P.C.F. opposera les militants définitivement passés du côté du réformisme et les militants avant tout sensibles aux pressions des travailleurs. Cette différenciation se manifestera également, de manière atténuée et déformée, au sein de l'appareil. Mais il est peu probable que des courants politiques clairement délimités se dessinent, même à un niveau confus : l'empirisme et le souci de l'unité du parti, deux cadeaux empoisonnés de la formation stalinienne, empêcheront les militants de s'engager avec résolution dans des conflits internes. Toutefois, *l'ensemble du parti sera plus sensible aux critiques venues des révolutionnaires. Et surtout, de nombreux militants, voire des organisations de base tout entières, pourront par-delà les directives de leur direction, se laisser entraîner à des actions qui sortent du cadre réformiste.* Ainsi s'engagera un processus qui, en réduisant les possibilités de manœuvre de l'appareil bureaucratique, libèrera des énergies militantes qui peuvent devenir des forces actives de la recomposition du mouvement ouvrier.

— C'est dire que les révolutionnaires, directement concernés par l'évolution du Parti communiste français, ont un rôle à jouer dès l'immédiat. Malgré un rapport de forces très défavorable, ils peuvent marquer des points. A quelques conditions :

- *être capables de se faire entendre, et comprendre ensuite.* Cela exige l'emploi d'un vocabulaire qui n'apparaisse pas comme exotique aux militants du P.C.F. : ainsi, ceux-ci, à tort et à raison, ne se considèrent plus comme staliniens et ne supportent pas d'être qualifiés de la sorte. Ils sont par ailleurs préoccupés des problèmes fondamentaux du mouvement ouvrier mais de façon empirique, à partir de préoccupations courantes, ce qui entrave leur accès aisé aux élaborations les plus générales. Les révolutionnaires doivent le savoir et, sans rien diminuer du contenu de ce qu'ils disent, parler avec un vocabulaire audible.
- *être capables de répondre concrètement aux interrogations politiques des militants communistes.* En toutes circonstances, les partis réformistes recrutent ceux qui, persuadés de la nécessité de la révolution socialiste, ne croient pas à sa possibilité et, faute de mieux, font le choix d'une action immédiatement efficace. La France de 1975 n'échappe pas à cette règle et on ne combattra pas l'influence des dirigeants du P.C.F. sur leurs militants et sur les travailleurs en général en démontrant seulement qu'il est nécessaire de détruire par la violence l'appareil d'Etat bourgeois. *Il faut plus encore montrer que c'est possible.* Et la démonstration exige des révolutionnaires la capacité de faire le bilan des expériences du mouvement ouvrier international, l'aptitude à élaborer des hypothèses sur les formes que peuvent

revêtir les luttes dans les pays capitalistes avancés — et d'autres qualités de création qu'il sont loin de posséder aujourd'hui.

- *être capables d'étayer cet effort de propagande et d'élaboration par une pratique convaincante.* Il faut que l'extrême-gauche, produit des premières phrases de la recomposition du mouvement ouvrier français, en devienne *un agent actif*. Elle peut y parvenir en s'appuyant sur cette large avant-garde qui naît dans les luttes, en devenant l'expression politique de cette avant-garde. Une telle volonté ne peut se concrétiser qu'au prix d'une politique d'unité qui vise à rassembler pour l'action commune tous les courants, quelle que soit leur origine, qui sont en rupture — ou en cours de rupture — avec les directions réformistes. *Aider à rassembler les forces qui, comme le P.S.U., les courants de gauche de la C.F.D.T., les groupes révolutionnaires qui reconnaissent la réalité du mouvement ouvrier, peuvent construire un pôle politique capable de se battre pour diriger les luttes de classes : c'est une tâche urgente.*

Les révolutionnaires pèchent toujours par optimisme dans leurs pronostics. Ce n'est pas tomber dans ce travers que d'affirmer que l'Europe capitaliste n'est qu'aux premières phases d'une crise qui l'ébranlera profondément. L'issue de cette crise ne sera pas automatiquement favorable à la classe ouvrière. Les dirigeants réformistes jouent un rôle particulièrement néfaste. Ebranler leur emprise est une des conditions de succès. Cette tâche peut être envisagée aujourd'hui avec réalisme, même si son accomplissement demande une longue période de temps.

L'hégémonie exercée par le P.C.F. sur le mouvement ouvrier a été la cause principale de nombreuses défaites.

Qu'elle puisse être aujourd'hui remise en cause est un facteur fondamentalement positif pour l'avenir de la révolution socialiste.

Denis BERGER  
Novembre 1975



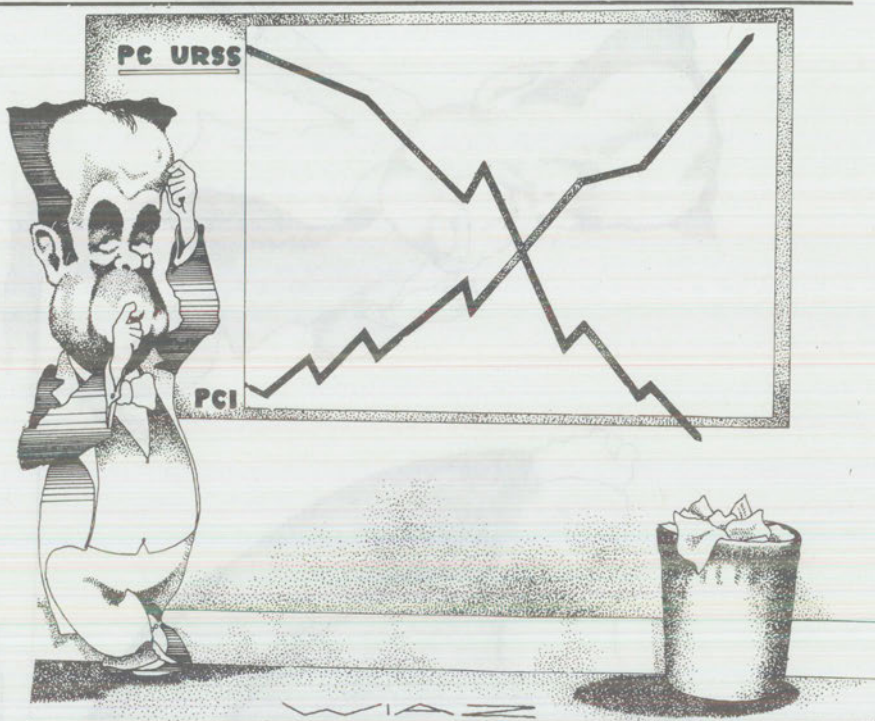
## ANNEXE

Un certain nombre des partis d'origine stalinienne se sont montrés capables de s'emparer du pouvoir ; d'autres ont pu esquisser une orientation révolutionnaire. Ces exemples semblent aller à l'encontre de toute affirmation sur l'impossibilité pour toute organisation de ce genre d'opérer un véritable tournant vers la lutte de masse.

Précisons donc que la remarque vise les partis communistes des pays capitalistes développés ayant conquis une large assise populaire. Ces partis, du fait même de leur acceptation de la politique internationale du stalinisme, ont renoncé il y a fort longtemps à toute perspective révolutionnaire et ont amorcé *un processus irréversible* d'adaptation/intégration à la société existante (quand bien même ils ne sont pas, à la différence des sociaux-démocrates, intégrés à l'Etat). Il est à noter d'ailleurs que même les partis de moindre influence (Pays-Bas, Suède) vont dans le même sens. En fait, seul le Parti communiste portugais semble faire exception. Mais, pour « gauchiste » qu'elle apparaisse aux yeux de Jean Daniel, sa politique ne vise pas à l'instauration d'une forme quelconque de dictature du prolétariat. Le P.C.P., parti de quelques milliers de cadres aguerris, a vu son nombre de militants gonfler en quelques semaines, alors que le Portugal connaissait une période de développement révolutionnaire. Alvaro Cunhal, malgré son prestige personnel, n'avait pas à sa disposition les traditions d'organisation d'un parti enraciné de longue date. Face à des militants peu formés politiquement et donc sensibles aux pressions des milieux d'avant-garde, il n'a pu empêcher que son parti soit traversé de courants ; il a dû aussi s'adapter à ce qui se passait dans les usines et dans les rues et renoncer, par la force des choses, à la politique de noyautage de l'appareil d'Etat, opération très peu révolutionnaire à laquelle lui et ses amis ont occupé les lendemains du 25 Avril.

La Yougoslavie, la Chine, le Vietnam constituent les seules exceptions à la règle. Dans ces trois nations, les partis communistes ont mené la révolution jusqu'à son terme, sans connaître de scissions ni d'éclatements. Ce n'est évidemment pas un hasard si le cadre de leur action étaient des pays à développement combiné où la solution de la question nationale et de la question agraire se posait prioritairement et ne pouvait en même temps recevoir de solution valable que par l'adoption de la voie de la révolution socialiste. Dans ces conditions, les partis communistes ne pouvaient en aucune façon être intégrés aux structures du système existant, caractérisées par la faiblesse de la bourgeoisie nationale qui masquait mal sa dépendance vis-à-vis de l'impérialisme. La dynamique interne de la révolution les poussait à gauche et leur liaison avec les masses hyper-exploitées favorisait la prise de décision révolutionnaire. En outre, pour des raisons différentes en chaque cas, chacun de ces P.C. avait des rapports distendus avec Moscou.

On ne peut généraliser *ces cas d'espèce* sans commettre d'immenses bourdes politiques — qui n'ont pas toujours été évitées dans le passé par certains courants révolutionnaires.



## Errata du n° 3 de la revue de **CRITIQUE COMMUNISTE**

Article : « Cette armée qui dévore l'Etat »

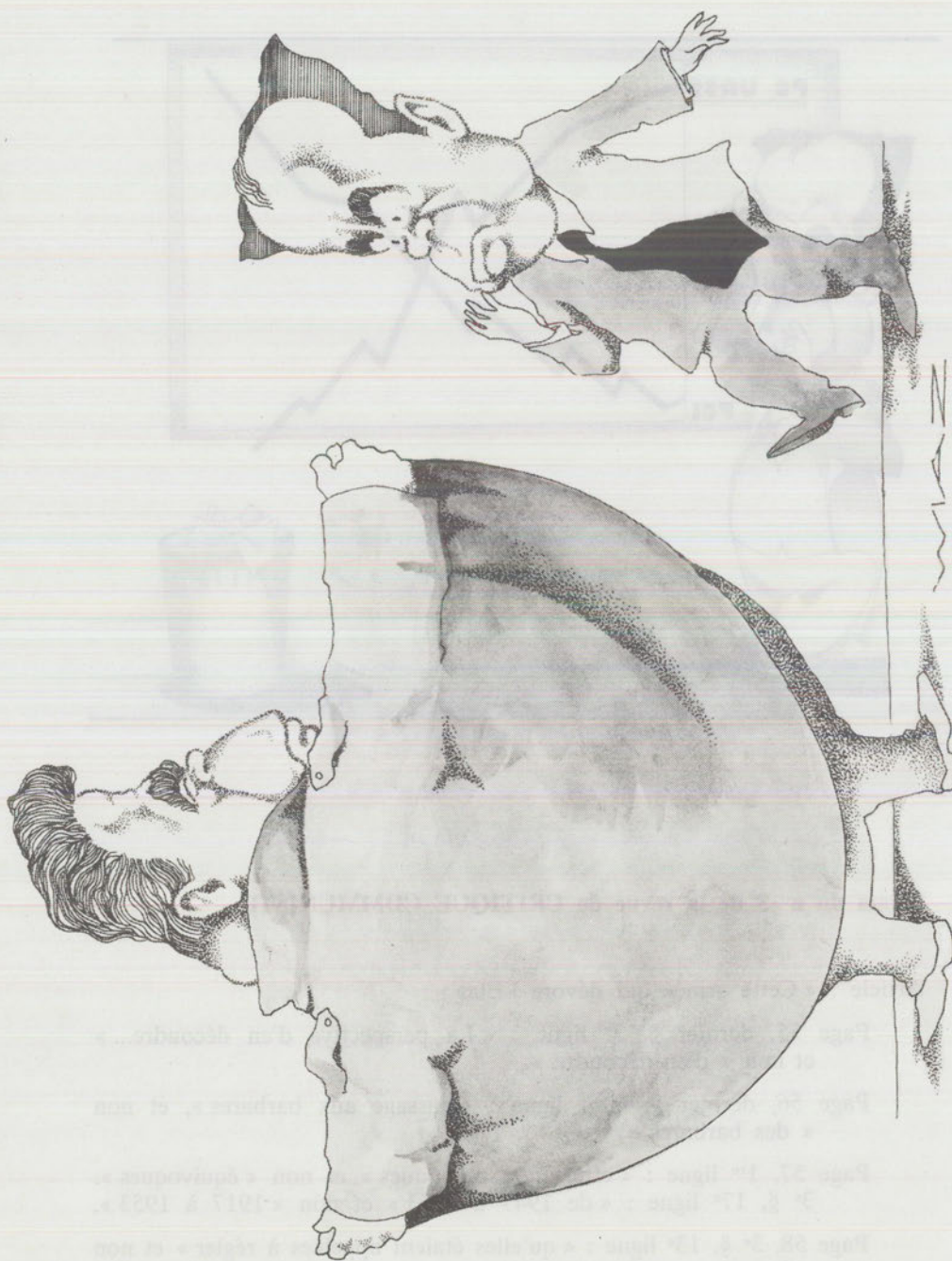
Page 55, dernier §, 3<sup>e</sup> ligne : « La perspective d'en découdre... »  
et non « d'en découdre ».

Page 56, dernier §, 6<sup>e</sup>/7<sup>e</sup> ligne : « passage aux barbares », et non  
« des barbares ».

Page 57, 1<sup>re</sup> ligne : « effets non univoques » et non « équivoques ».  
3<sup>e</sup> §, 17<sup>e</sup> ligne : « de 1947 à 1953 » et non « 1917 à 1953 ».

Page 58, 3<sup>e</sup> §, 13<sup>e</sup> ligne : « qu'elles étaient appelées à régler » et non  
« ils etc. ».





## Sur un pronostic de Trotsky

En octobre 1938, dans un article intitulé « Après la "paix" impérialiste de Munich » (1), Léon Trotsky écrivait ces lignes :

« Il y a dix ans, il fut prédit que la théorie du socialisme dans un seul pays devait inévitablement conduire au développement de tendances nationalistes dans les sections du Komintern. Cette prédiction est devenue un fait manifeste. Mais jusqu'à ces derniers temps, le com-chauvinisme français, britannique, belge, tchécoslovaque, américain, etc., semblait être, et jusqu'à un certain degré, était la réfraction des intérêts de la diplomatie soviétique (la « défense de l'U.R.S.S. »). Aujourd'hui, on peut prédire avec assurance la venue d'une nouvelle étape. La croissance des antagonismes impérialistes, le rapprochement manifeste du danger de guerre et l'isolement aussi manifeste de l'U.R.S.S. doivent infailliblement renforcer les tendances nationales centrifuges à l'intérieur de l'ex-Komintern. Chacune de ses sections va commencer à déployer une politique patriotique à son propre compte. Staline a réconcilié les partis communistes des « démocraties » impérialistes avec leur bourgeoisie nationale. Cette étape est maintenant dépassée. L'entrepreneur bonapartiste a accompli son rôle. A partir de maintenant les com-chauvins doivent se soucier de leur propre sort, dont les intérêts ne coïncident pas toujours avec la « défense de l'U.R.S.S. ».

« Quand l'Américain Browder jugea possible de déclarer, devant la commission sénatoriale, qu'en cas de guerre entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. son parti se trouverait du côté de sa patrie bien-aimée, il considérait peut-être lui-même cette phrase comme une simple ruse de guerre. Mais, en réalité, la réponse Browder est le symptôme infaillible du passage de

---

(1) *Sur la Deuxième Guerre mondiale*, éd. de la Taupe, Bruxelles, 1970.



l'orientation "vers Moscou" à l'orientation nationale. La "ruse de guerre" a surgi de la nécessité de s'adapter au "patriotisme" impérialiste. La grossièreté cynique de cette "ruse" (passer de la "patrie des travailleurs" à la république du dollar) révèle toute la profondeur de la dégénérescence survenue, toute la force de la dépendance des sections du Komintern envers l'opinion publique de la bourgeoisie.

« Quinze années d'épuration ininterrompue, de dépravation et de corruption ont conduit la bureaucratie de l'ex-Komintern à un degré de démoralisation tel qu'elle s'est trouvée capable et disposée de prendre ouvertement dans ses mains le drapeau du social-patriotisme. Les staliniens (il faudrait bientôt dire les ex-staliniens) n'ont, bien entendu, pas inventé la poudre. Ils n'ont fait que reprendre les clichés les plus usés de l'opportunisme petit-bourgeois. Mais en les propageant, ils y ont introduit la rage de parvenus « révolutionnaires » qui ont fait de la calomnie totalitaire, du chantage et de l'assassinat les méthodes normales de la « défense de la démocratie ». Quant aux vieux réformistes classiques, se lavant les mains dans l'innocence lors de chaque cas gênant, ils ont su utiliser le soutien des nouvelles recrues du chauvinisme. »

Le pronostic ici développé est de ceux qui surprennent par la profondeur de champ du regard de Trotsky. Pourtant, ce n'est pas, de ses approches du devenir stalinien, celle qui a le plus retenu le mouvement marxiste révolutionnaire. Sans doute parce que cette perspective est relativement isolée dans ses écrits sur le stalinisme, et aussi parce qu'elle est susceptible d'une lecture à trois niveaux. D'abord celui de l'évidence très générale ; ensuite celui de l'analyse conjoncturelle qui relativise le pronostic par ses précisions mêmes qui ne sont pas toutes confirmées ; enfin celui de l'analyse exhaustive qui confirme le premier regard en retrouvant, sous l'expression conjoncturelle, la méthode d'analyse marxiste d'un phénomène saisi dans l'ensemble de ses déterminations contradictoires.

Reprenons ces trois approches.

### **Encore une fois, le Prophète...**

La « nouvelle étape » de dégénérescence des partis staliniens, *prédite* « avec assurance » par Trotsky, s'épanouit sous nos yeux, presque quarante ans plus tard. Les « tendances nationales centrifuges de l'ex-Komintern » se sont monstrueusement développées sous deux formes, dans les nouveaux Etats ouvriers bureaucratiques d'abord, et quelle qu'ait été leur genèse, de la Roumanie à la Chine (où l'on vient de voir les dirigeants maoïstes insister auprès du bandit impérialiste Kissinger pour qu'il soit énergique face à l'« expansionnisme » soviétique). Mais aussi à l'intérieur de la sphère des Etats capitalistes, en particulier en Europe où l'on voit, selon la conjoncture, les bureaucrates des P.C. offrir leurs services patriotiques, en Italie à la Démocratie chrétienne, en Espagne à la bourgeoisie industrielle gênée par le corset franquiste, en France aux affairistes gaullistes, au Portugal aux militaires partisans d'une dictature éclairée, tous se chamaillant et accusant l'opportunisme de l'autre, avec au-dessus Moscou impuissante à imposer, malgré un grand renfort de déclarations pseudo-

théoriques anti-social-démocrates, la rupture de certains partis, et surtout du P.C.F., avec les P.S. pour le plus grand bien de la coexistence pacifique avec les bourgeoisies impérialistes. Ces conflits qui se multiplient et se développent manifestent à quel point les « com-chauvins » sont déchirés entre leur « fidélité à la patrie du socialisme », c'est-à-dire, d'une part, aux prébendes qu'ils en tirent et, d'autre part, au reliquat de confiance que les conquêtes d'Octobre inspirent encore aux masses qui en créditent « le Parti », et les « intérêts nationaux » qui les engluent de plus en plus.

On remarque encore dans ce texte la hardiesse avec laquelle Trotsky donnait du « ex » au Komintern qui ne devait être dissous que cinq ans tard. Mais plus remarquable encore est la clairvoyance de Trotsky quant à la différence future entre bureaucrates social-démocrates et ceux qu'il prévoit déjà d'appeler « ex-staliniens », à savoir le cynisme et la rage de parvenus des nouveaux « défenseurs de la démocratie » bourgeoise.

### **Trente ans de doutes et de vacillations.**

La critique du second regard mettra l'accent sur les « erreurs » de la prévision pour en nier la validité globale. Trotsky ne dit-il pas que c'est le rapprochement du danger de guerre et l'isolement de l'U.R.S.S. qui, s'ajoutant à la « croissance des antagonismes impérialistes », renforce les tendances nationales centrifuges ? Or, après la Deuxième Guerre mondiale, l'U.R.S.S. ne sera plus isolée et, au contraire, deviendra la deuxième puissance économique mondiale. De ce fait, les antagonismes inter-impérialistes se subordonnent à l'antagonisme fondamental du système capitaliste et du système de l'économie collectivisée. Enfin, dans ce cadre, les dangers de guerre n'ouvrent plus sur une probabilité de destruction de l'Etat ouvrier isolé, mais, une fois mis entre parenthèses les possibles dommages inimaginables pour l'humanité en tant que telle, sur une plus grande probabilité de victoire finale du système à l'économie la plus rationnelle, donc du système collectiviste (ce qui est la clef de voûte du raisonnement stratégique stalinién).

Est-ce que ce renversement du rapport des forces ne va pas renverser à son tour la perspective d'évolution des partis staliniens ? Il semblait bien qu'il en fut ainsi en étudiant en particulier l'évolution des P.C. d'Europe après la Seconde Guerre mondiale. La victoire militaire et l'expansion de l'U.R.S.S. avaient accru l'attachement stalinién de ces partis à la « patrie du socialisme » dans un curieux mélange avec le com-chauvinisme (que l'on se souvienne du « La France ne fera jamais la guerre à l'U.R.S.S. », mot d'ordre du P.C.F. thorézien des années 50). Si de nombreux partis staliniens se sont mis au service de leur propre bourgeoisie, et parfois avec le pire cynisme contre-révolutionnaire, jamais ils ne l'ont fait en opposition aux intérêts de l'U.R.S.S. mais toujours comme « réfraction des intérêts de la diplomatie soviétique ».

Et même après l'épreuve de la « déstalinisation » et la large distension des liens d'inféodation au Kremlin qui s'ensuivit, jusqu'à nos jours nous voyons les P.C., pourtant divisés par leurs intérêts nationaux particuliers, s'accrocher tous à l'U.R.S.S. et protester de leur orthodoxie.



Trotsky n'aurait-il donc pas raisonné de façon non dialectique dans le texte étudié, et privilégié inconsidérément une seule des tendances d'évolution des P.C. ? Une telle erreur serait à relier au pronostic sur l'éclatement du stalinisme au terme de la Seconde Guerre mondiale et dans la transformation de celle-ci en guerre civile internationale ne pouvant qu'entraîner, soit une victoire révolutionnaire balayant la bureaucratie, soit la victoire des impérialismes ouvrant une période de nouvelle barbarie.

Une telle conclusion fut tirée aux lendemains de la guerre par toute une série de courants qui, successivement, rompirent avec la IV<sup>e</sup> Internationale. D'abord, naturellement, les courants qui conclurent à la nature de classe nouvelle de la bureaucratie soviétique (capitalisme d'Etat ou impérialisme bureaucratique), du Workers Party de Max Shatchman aux Etats-Unis, au groupe « Socialisme ou barbarie » de Claude Lefort et Castoriadis en France. Mais le constat du renforcement de la bureaucratie stalinienne et des P.C. pouvait entraîner et entraîna une révision du trotskysme inverse et parallèle, celle de courants qui allaient voir dans le stalinisme, non plus une force « bonapartiste contre-révolutionnaire » issue, à titre provisoire, d'un équilibre instable dans la lutte de classes mondiale, mais la voie réaliste de la révolution, aux moyens à coup sûr monstrueux, mais finalement progressifs et qui, de ce fait, exigeaient un soutien critique. Ce fut David Rousset qui *initia* cette thèse, développée, après son exclusion de la IV<sup>e</sup> Internationale, par la *Revue Internationale* (Rousset, Gilles Martinet, Pierre Naville, Charles Bettelheim) et à laquelle J.-P. Sartre donna une illustration littéraire prestigieuse, en particulier avec la pièce *Les Mains sales*. La politique de la tendance de droite de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale qui dirigea le P.C.I. de l'été 1946 à l'hiver 1947 fut une version atténuée d'une telle révision. Mais elle devait renaître sous une forme virulente (et assez paradoxalement puisque dans l'élaboration théorique d'un homme qui l'avait vigoureusement combattue), en 1951, dans l'article de Michel Pablo *Où allons-nous ?* qui allait être à la base d'une rupture de dix ans de la IV<sup>e</sup> Internationale, la plus grave de son histoire. Il n'y a pas de doute qu'à la base de cette nouvelle révision il y avait la prolongation de phénomènes apparemment contradictoires avec les pronostics de Trotsky. Si la rupture yougoslave (1948) nous était apparue comme une première confirmation de l'instabilité du stalinisme, ses suites s'avéraient décevantes : le mouvement ouvrier, non seulement n'était pas ébranlé par cette secousse sismique, mais avalait docilement la dénonciation de la Yougoslavie « fasciste » et les nouveaux procès d'aveux de Bucarest, Budapest, puis Prague. Et surtout, ces trois années, brillantes d'un effort théorique du P.C.Y. marqué par des publications de brochures où chacune dépassait celle qui la précédait, ces années du V<sup>e</sup> Congrès du P.C.Y. et du décret instituant les comités de gestion, s'achevaient en 1951 par une lamentable capitulation : dans l'étau du stalinisme et de l'impérialisme, la Yougoslavie, à l'heure du déclenchement de la guerre de Corée, jugeait celle-ci selon des critères de droit formel, se rangeait du côté des impérialistes et envoyait un contingent contre la Corée du Nord.

La bureaucratie serait-elle donc un phénomène destiné à être universel, à durer toute une période historique (des « siècles de transition » disait



Pablo), le trotskysme devait-il se résoudre à n'être qu'une opposition aux partis bureaucratiques ?

Les faits semblaient donner tort à Trotsky. La seconde guerre impérialiste, non seulement ne s'est pas transformée en guerre civile et a provoqué un resserrement des partis staliniens autour de l'U.R.S.S., mais, apparemment aussi, un renforcement du pouvoir de la bureaucratie en U.R.S.S. même et sa capacité à absorber dans ce système toute une série de pays dont l'économie a été transformée bureaucratiquement. La victoire du Parti communiste chinois, à partir de la paysannerie, sans les masses ouvrières et en partie contre elles, pose des problèmes théoriques délicats. Et voici que même la rupture avec l'U.R.S.S. n'entraîne pas une « débureaucratisation » en Yougoslavie. Il en sera de même, plus tard, avec la Chine.

Certes, la théorie trotskyste arme devant de pareils phénomènes : l'état arriéré de l'économie de ces pays, et, par conséquent, leur « misère culturelle », la faiblesse relative de leur classe prolétarienne sont la base de la bureaucratisation. Mais c'est l'isolement du premier Etat ouvrier qui donnait toute sa force à l'« arriération » économique-culturelle. Or, la rupture de l'isolement apparaît maintenant comme un facteur d'aggravation du pouvoir bureaucratique.

N'est-ce pas fonction d'un autre facteur : l'antagonisme croissant du « bloc stalinien » avec l'impérialisme mondial et sa conséquence, le péril d'une troisième guerre mondiale qui serait, cette fois-ci, une guerre non plus inter-impérialiste mais une guerre entre systèmes, une guerre « civile » internationale. Avec cette autre conséquence que le phénomène de polarisation de classes autour des camps militaires, esquissé dans la Seconde Guerre mondiale, serait cette fois d'une netteté totale. C'est cette logique que va développer Pablo. Mais, ce faisant, il mettait le doigt dans un engrenage qui allait l'entraîner dans son implacable mécanique révisionniste.

Il est juste de dire que des textes antérieurs de l'Internationale entrouvraient la porte à de telles conclusions. Ainsi, dans les thèses sur *L'U.R.S.S. et le stalinisme* du II<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale (1948), au chapitre « La nature des partis staliniens », à côté de considérations parfaitement correctes, telles les suivantes : « Les partis staliniens deviennent des partis néo-réformistes qui se distinguent des partis réformistes par leur liaison avec la bureaucratie soviétique (...). Cette transformation fondamentale des partis staliniens, fonction de la nouvelle politique étrangère de la bureaucratie soviétique, s'explique également par un changement dans la composition sociale et dans le recrutement des partis staliniens et trouve son expression dans une base idéologique entièrement nouvelle de ces partis : a) à partir de 1944, les partis staliniens pénètrent pour la première fois dans l'appareil d'Etat bourgeois ; en même temps, l'idéologie bourgeoise pénètre pour la première fois organiquement dans leurs rangs. A mesure que la bureaucratie stalinienne commence à posséder dans chaque pays capitaliste des intérêts « particuliers » à défendre, le caractère réformiste de sa politique doit fatalement s'accroître. Alors que l'appareil stalinien resta presque entièrement fidèle au Kremlin, en 1939-1940, parce que l'ensemble de ses



intérêts le lièrent à la bureaucratie soviétique, son degré d'indépendance est certainement plus élevé maintenant qu'à ce moment », on peut lire ceci : « Cependant, de grosses fissures dans l'appareil lors d'une guerre éventuelle ne sont pas à attendre, car l'ensemble des couches dirigeantes des partis communistes sont entièrement conscientes du fait que, seule leur liaison avec l'U.R.S.S. leur permet de jouer un rôle politique « indépendant » des autres courants réformistes au sein de mouvement ouvrier ». Les seules ruptures internes dans les partis staliniens que prévoyaient ces thèses étaient celles de courants droitiers composés d'éléments du nouveau recrutement petit-bourgeois, intellectuel, paysan, etc.

Il est vrai, d'ailleurs, que si une guerre avait éclaté à cette époque, ce dernier pronostic se serait révélé exact. La preuve en est la curieuse politique aventuriste sous drapeau social-chauvin du P.C.F. dégringolé au plus bas de ses effectifs d'après-guerre, en 1952, marquée en particulier par les manifestations « anti-Rigday ». 1939-1940 semblait recommencer.

Mais ce ne fut pas la guerre (l'erreur sur cette prévision n'est pas notre sujet) mais la mort de Staline entraînant la « déstalinisation ».

Pourtant, il est curieux de constater combien l'idée de la solidité stalinienne des P.C. est enracinée, en dépit des signes innombrables de leur désagrégation com-chauvine. Sans doute cela tient-il, pour une part, à ce qu'une génération militante a toujours de la peine à imaginer la fin de la structure de mouvement ouvrier qu'elle a toujours connue, et, pour une autre part, à ce vieux réflexe, plus affectif qu'intellectuel, qui pousse ceux qui sont passés par le P.C. à le marquer d'un signe « plus positif » que son étoile jumelle social-démocrate. Quoi qu'il en soit, nous sommes maintenant à l'époque où le troisième regard s'impose.

### **Trente ans de décomposition du système stalinien international.**

C'est en vain que l'on chercherait dans Trotsky la notion d'un « système stalinien international ». Cette formule, pas plus qu'un tas d'autres (telles « camp » ou « bloc socialiste », « super-puissances », etc.) n'est pas condamnable pour peu que son contexte soit sans ambiguïté. Le risque commence quand on se mêle de la charger d'un contenu théorique. De même que « super-puissances » qui veut dire, dans le langage courant, puissances économique-politico-militaires capables de traiter ensemble par-dessus la tête des Etats faibles, collectivistes ou capitalistes, devient, théorisé par les maoïstes, « impérialismes dominants », de même, « système stalinien international » qui put désigner de façon pratique l'ensemble U.R.S.S.-Etats collectivistes bureaucratiques-partis staliniens devient mystificateur pour peu qu'un glissement théorique fasse attribuer une unité de nature aux Etats et aux partis. Et c'est précisément contre un tel glissement (dans une direction qui est celle qui mène à la conception du stalinisme comme système social intermédiaire entre capitalisme et socialisme) que le pronostic de Trotsky arme notre mouvement.

Dès 1933 (« La nature de classe de l'Etat soviétique » in *La Nature de l'U.R.S.S.*) Trotsky précisait : « L'Etat soviétique représente une arme destinée à sauvegarder les conquêtes d'une révolution déjà accomplie. Les partis communistes d'Occident n'ont hérité d'aucun capital. Leur force (leur faiblesse) est en eux-mêmes et seulement en eux. La force de l'appareil n'est, pour les neuf dixièmes, pas en lui-même, mais dans les changements sociaux effectués par la révolution victorieuse. » Qui ne comprend pas cette différence fondamentale ne peut rien comprendre à l'histoire du stalinisme en général et à l'éclatement actuel de ce qui reste des structures de feu le Komintern en particulier. La bureaucratie stalinienne d'Etat n'est pas « ouvrière » par on ne sait quelle essence métaphysique, ni même le plus souvent par l'origine de ses membres actuels, elle l'est uniquement parce qu'elle dirige — comme parasite — un Etat de structure ouvrière, autrement dit d'économie collectiviste. Sa nature contradictoire, double, tient à la contradiction de son assise sociale avec son parasitisme. Sa politique est contre-révolutionnaire en ce qu'elle défend, *contre la classe ouvrière mondiale, contre la révolution partout*, ses intérêts de caste parasitaire menacée pas tout progrès de la révolution, par toute extension du socialisme dont la démocratie la jetterait à bas ; mais elle ne peut défendre ses intérêts qu'en défendant leur base qui est le système collectiviste créé par Octobre. Cette contradiction n'existe pas en ce qui concerne les bureaucraties de partis existant à l'intérieur d'Etats bourgeois. Certes, ces bureaucraties dépendent encore, plus ou moins, de la bureaucratie soviétique, matériellement d'abord (l'« aide » du grand parti frère est son principal moyen de corruption des bureaucrates) mais aussi politiquement, en ce sens que le « label » soviétique a été et reste encore partiellement le garant des fins véritablement socialistes des P.C. Que les fieffés bureaucrates droitiers qui dirigent les P.C. rompent avec l'U.R.S.S. et ils n'ont pas besoin de changer de politique pour devenir des social-démocrates bon teint. Ainsi de Pierre Hervé ou Auguste Lecœur. On en passe... Dans son article d'avril 1947, « Le stalinisme, comment le comprendre, comment le combattre » (in *IV<sup>e</sup> Internationale*, mai-juin 1947), Ernest Mandel écrivait : « Le fonctionnaire de la C.G.T. doit sa place à sa loyauté envers son parti, c'est-à-dire envers le Kremlin, mais la C.G.T. elle-même se maintient grâce à la tolérance de l'Etat bourgeois. Si un véritable conflit oppose l'Etat bourgeois au Kremlin, une série de fonctionnaires d'Etat et de bureaucrates syndicaux staliens préféreront conserver leurs postes et désertir leur parti. Ce phénomène ne s'est produit que sur une échelle individuelle, lors du grand tournant de 1939 ; mais, à ce moment, la pénétration de la bureaucratie stalinienne dans les appareils d'Etat bourgeois était elle-même encore à l'étape individuelle. Aujourd'hui, les individus d'antan sont devenus des milliers de fonctionnaires. Il est certain qu'à mesure que s'est accentuée la pénétration stalinienne dans la bureaucratie syndicale et étatique, s'est accentuée également la pression de l'idéologie bourgeoise sur la politique stalinienne — et les dangers d'une scission sérieuse de "droite" lors d'un éventuel "grand tournant à gauche". »

On fera remarquer que, pas plus que pendant la guerre elle-même, des ruptures à droite ne se sont produites lors du tournant « gauchiste-



aventuriste » de la guerre froide. Mais c'est que ce tournant n'est en rien comparable à celui de 1939, et sur deux points fondamentaux : a) ce n'est pas un véritable tournant de rupture avec la bourgeoisie nationale, mais, sur la base de la rupture de l'alliance de Yalta, le passage de l'union de classes internationale à une ligne com-chauvine de défense de la nation bourgeoise, de son « indépendance », de la « fraction progressiste » de la bourgeoisie nationale contre l'impérialisme américain et ses alliés (en particulier social-démocrates) ; b) la classe ouvrière ne se sent pas alors, comme en 1939, trahie par l'U.R.S.S. dans sa lutte contre le fascisme, mais elle est attaquée par la bourgeoisie qu'elle a remise en selle en même temps que l'union sacrée internationale se brise : la grande grève Renault de 1947, ouvrant en avril une période de vastes luttes ouvrières dans presque toute l'Europe, précède l'ouverture de la guerre froide. C'est au cours de cette grève Renault que le P.C.F. quitte le gouvernement tripartite (P.C.F.-S.F.I.O. et M.R.P.), arrête ses tentatives de briser la grève et en prend la tête pour la canaliser. Donc, bien loin d'infirmer l'analyse trotskyste, comme le conclueront alors maints militants et dirigeants, ces événements la confirment en ce que la fidélité à l'U.R.S.S. s'est combinée, au cours de cette période, aux conditions du maintien d'une base ouvrière de masse, réduite d'ailleurs par l'aventuro-chauvinisme qui prenait le pas sur la lutte revendicative et coupait les ouvriers communistes des ouvriers social-démocrates ou sans parti. (A l'apogée de cette période, la manifestation contre la venue du général américain Rigdway à Paris, à l'été 1952, malgré des efforts de mobilisation formidables de la direction du P.C.F., ne rassembla que cinq mille ouvriers armés de bâtons.)

Et nous touchons là le problème de la contradiction propre des partis staliniens des pays bourgeois : leur base n'est pas l'économie collectivisée d'un Etat ouvrier établi par la révolution, c'est le mouvement ouvrier de leur propre pays, du moins là où ils ont conquis une base de masse, en général à l'époque où ils étaient des partis révolutionnaires. Comme l'écrivait Mandel dans le texte cité : « La dégénérescence des partis staliniens a pris d'abord l'aspect de la formation de cliques dirigeantes, à l'échine pliante, dévouées aux ordres et aux cachets d'appointments de Moscou, s'installant aux milliers de postes grassement payés des partis, maisons d'édition, sociétés "culturelles", etc. (...) La fonction historique de la bureaucratie des partis staliniens consiste essentiellement à utiliser le prolétariat dans le cadre de la politique extérieure du Kremlin. » La contradiction entre la conservation de la base ouvrière de masse et la politique du Kremlin tend, à terme, à devenir absolue. Ce point approche. Quand, lors de la récente conférence préparatoire de la conférence européenne des P.C., un aussi vieux stalinien que Kanapa peut déclarer au nom du P.C.F. que chaque parti doit « élaborer sa ligne en toute indépendance, sans organisation internationale ni centre dirigeant, (sans) fixer une stratégie commune à tous nos partis », ce n'est pas trop de dire, comme le fait Alain Krivine dans *Rouge* (n° 320), que « le bloc stalinien est en train d'écarter ».

Mais il ne s'agit pas d'un coup de tonnerre dans un ciel à peu près serein, et le pronostic de Trotsky ne se révèle pas vrai à la façon de ces

oracles hasardés, démentis par l'analyse approfondie, et auxquels seuls des événements fortuits et lointains donnent une allure de prophétie. Sous les apparences contraires, l'analyse de 1938 s'est vérifiée par une évolution continue, seulement plus complexe, comme toujours, que sa projection schématique. Reprenons tous les termes de cette analyse.

## **La mort du Komintern.**

Trotsky écrivait « l'ex-Komintern ». C'était hardi au moment où tous les P.C. appliquaient, comme à la manœuvre, les tournants les plus brutaux ordonnés du Kremlin. Mais Trotsky savait pertinemment, ce que d'innombrables Mémoires n'ont confirmé qu'après la guerre, que le Komintern n'était plus en 1938 qu'une machine morte dont les pseudo-dirigeants tremblaient en silence dans l'attente de l'arrestation et de la balle dans la nuque. « Pour le Komintern, les paroles de Staline étaient des ordres et devaient être suivis à la lettre, au même titre que les instructions qu'il donnait à l'Armée Rouge et au N.K.V.D. », écrivit à Ilya Ehrenbourg le journaliste soviétique Ernst Henri. Et Roy Medvedev, à qui nous empruntons cette citation, remarque qu'en août 1935, Staline s'abstint d'assister au VII<sup>e</sup> Congrès du Komintern qui rectifia la ligne du « social-fascisme » et, sous la direction de Dimitrov, ouvrit la ligne nouvelle de « fronts populaires », et que, dans son rapport au XVIII<sup>e</sup> Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. en 1939, Staline « ne fit pas même mention des résolutions du Komintern dans son rapport ». Roy Medvedev, dans cette page, semble croire que Staline aurait été étranger et hostile à ce tournant vers les « fronts populaires ». C'est s'illusionner et surestimer le pouvoir du Komintern entre 1935 et 1939. La vérité est que cette politique de front populaire, que Staline décida comme les autres, fut la dernière pour laquelle il utilisa le Komintern. Bien que ces fronts populaires n'aient pas été des fronts de classe, mais de collaboration de classes, Staline avait sans doute mesuré, au cours de l'évolution de la guerre civile espagnole et du « 1936 » français, le danger de débordement révolutionnaire que comportait le front unique avec la social-démocratie à l'intérieur d'une coalition de ce genre, du fait de la confiance que prenaient d'elles-mêmes les masses travailleuses à partir de leurs illusions en leurs directions traditionnelles rassemblées.

La dissolution du Komintern en 1943 est donc à la fois une date importante, comme saut qualitatif, et l'achèvement prévisible d'un long processus quantitatif de destruction de ce qui avait été le quartier général de la révolution mondiale.

Pourtant, dira-t-on, les P.C. ont continué, après la dissolution du Komintern, et pendant de longues années, à obéir aux directives directes de Moscou ?

En fait, les choses n'ont pas été une simple continuité.

Certes, la dissolution du Komintern ne changeait pas le fait que les appareils des P.C. restaient en place, et souvent même épurés des éléments manifestant la moindre indépendance d'esprit et trop d'attachement au



passé révolutionnaire, consolidés en aventuriers cyniques et brutes obéissantes, mais Staline était tout le contraire du démiurge qui fascine les bourgeois, ses ruses étaient d'un machiavel primitif, plus proche du méfiant despote oriental que du génie florentin ; ses plans se heurtèrent sans cesse à la dialectique historique qu'il ne comprenait pas.

Quand, en 1945, l'aile gauche des P.C. staliniens, ces dirigeants qui allaient devenir les « kominformistes » (Dimitrov, Tito, Rajk, Kostov, Marty, quasi tous résistants sur le terrain et non planqués), soutenus semble-t-il par l'aile Jdanov de la bureaucratie (cf. *Les Dirigeants soviétiques et la lutte pour le pouvoir*, de B.I. Nicolaevski) demanda la reconstitution du Komintern, Staline y opposa un refus catégorique. En 1954, André Marty raconta à M. Favre-Bleibtreu une conversation, vieille de dix ans, qu'il avait eue avec Staline : « Ne pensez-vous pas, demandait Marty, qu'il faut reconstruire le Komintern ? — On n'a pas besoin de Komintern, répondit Staline. — Mais, insista Marty, si nous voulons avoir un prolétariat révolutionnaire en France, il nous faut un Komintern. » La dernière réponse fut encore plus tranchante : « On n'a pas besoin d'un prolétariat révolutionnaire en France. » (Notons en passant que cela allait être, pour le vieux mutin de la mer Noire, le début d'une réflexion et d'un ultime cheminement pour retrouver les voies de la révolution qui l'amena jusqu'aux portes de la IV<sup>e</sup> Internationale.)

Il ne peut suffire, pour expliquer ce refus, de conclure que Staline n'avait plus besoin de l'appareil du Komintern parce qu'il dirigeait aussi bien le mouvement stalinien international depuis son bureau du Kremlin. Cela suffit d'autant moins que ce n'est pas vrai, et qu'un tel changement ne pouvait aller et n'alla pas sans modifications profondes des rapports entre ce « centre » et les partis. Le Komintern justifiait devant les masses l'unité de politique, y compris contre leurs intérêts immédiats, par la fin dernière de révolution socialiste mondiale ; l'attachement à l'U.R.S.S. ne pouvait jouer durablement le même rôle. En fait, la décision de Staline se comprend au travers de sa réponse à Marty. Malgré les épurations sanglantes de l'avant-guerre, et du fait des modifications de rapport des forces entre les classes à l'issue de la guerre et des bouleversements sociaux en Orient comme en Europe de l'Est, un Komintern reconstitué aurait représenté pour Staline et la bureaucratie soviétique tout entière un terrible danger de voir arriver à une échelle plus vaste encore... ce qui arriva avec les ruptures yougoslave et chinoise.

Aux pressions de la « gauche stalinienne », Staline dut concéder le Kominform à l'Europe, tandis qu'il s'efforçait d'asphyxier la révolution chinoise. Mais il subit un échec sur ces deux fronts. Staline avait pu assassiner les révolutions espagnole et grecque, mais on n'assassine pas un titan, même nouveau-né. La Chine réalisa le mythe d'Hercule au berceau étouffant le serpent Python ; elle vainquit malgré et contre Staline, écrasant les serpents qu'il suscitait sous ses pas. Quant à l'Europe, les Etats ouvriers bureaucratiques comptaient encore parmi leurs dirigeants, au milieu d'une foule de bureaucrates-policiers corrompus et inhumains, quelques hommes qui s'étaient ralliés à Staline soit par illusions sur la « tactique » tortueuse mais nécessaire, soit parce qu'ils ne croyaient pas qu'il existait une alternative, soit pris au piège de la terreur (au milieu de

la quantité de livres qui nous expliquent maintenant ces psychologies, on a deux cas extrêmes avec l'*Aveu*, d'A. London, et le *Grand Jeu*, de L. Trepper). Ces hommes, au pouvoir, rêvaient encore d'une évolution, certes autoritaire, mais progressive, vers les « normes socialistes ». Il est facile de comprendre que c'est dans le seul des pays de l'Europe de l'Est, la Yougoslavie, où le P.C. avait fait la révolution et pris le pouvoir seul — et encore une fois contre Staline qui la livrait au système capitaliste par les accords de Yalta — que cette ligne trouva un point d'appui solide. L'histoire du Kominform — qui reste à écrire — est jalonnée d'offensives de la « gauche stalinienne » pour échapper à la tutelle soviétique. Et l'on ignore trop que ce fut le projet de Dimitrov-Tito d'instauration d'une fédération balkano-danubienne d'Etats ouvriers, puissance unie considérable dressée face à l'U.R.S.S., qui déclencha l'offensive de Staline contre la Yougoslavie (et la fin du Kominform, et, probablement, la mort de Dimitrov, dans une clinique de Moscou). Cinq ans seulement après la dissolution du Komintern, Staline en recueillait les premiers fruits.

On a là, en même temps, une confirmation partielle paradoxale du pronostic de Trotsky associée à une autre vérification de ses analyses, celle qui concerne l'impossibilité de redresser la III<sup>e</sup> Internationale, y compris en ses principaux partis constituants. Les Dimitrov, Tito, Kostov, Rajk étaient de ces « communistes confus, mauvais, maladroits, fourvoyés » dont parlait Trotsky (2), des com-centristes qui crurent pouvoir échapper à la tutelle terroriste de Staline et retrouver la voie communiste, mais, en même temps, dont le fourvoiement, la confusion prenaient en particulier la forme nationaliste par réaction au com-chauvinisme grand-russe des staliniens d'U.R.S.S. Et cette déviation aura des conséquences contradictoires : d'une part elle favorisera l'éclatement du bloc des Etats bureaucratiques ; d'autre part elle limitera leur émancipation du stalinisme par étroitesse bureaucrato-chauvine. La vérification de l'efficacité de la méthode théorique de Trotsky passe là par l'application de cette méthode à la complexité du réel nouveau ; elle ne peut qu'échapper à ceux pour qui la fidélité à la pensée d'un maître consiste en récitation.

Mais si la rupture sino-soviétique suivant la rupture soviéto-yougoslave, la rupture albanoso-viétique, préluant au craquement des liens de toute l'Europe de l'Est avec l'U.R.S.S. (la Roumanie étant la plus avancée dans ce processus) est une vérification paradoxale du pronostic de Trotsky, elle n'en est pas moins éclatante, en ce que les partis concernés étaient épurés, contrôlés et soumis encore largement au joug militaro-policié du Grand Frère. La Tchécoslovaquie, plus encore que la Hongrie, a prouvé que le système stalinien était décomposé avant d'être enterré, et que la dissolution officielle du Komintern n'avait rien d'une formalité sans portée.

Quant aux partis staliniens des Etats capitalistes, leur évolution « nationaliste » vérifie également le pronostic, et cette fois de façon directe.

## La « social-démocratisation ».

La liaison des partis staliniens à leur propre bourgeoisie ne fut

---

(2) Cf. notre article, « Sur le centrisme » dans le n° 1 de cette revue.



qu'esquissée avant la Seconde Guerre mondiale. En particulier, la pénétration des municipalités et des institutions restait embryonnaire ; les parlementaires étaient mis en état de subordination à l'égard du parti dont ils dépendaient bien plus que de leur base électorale ; et cependant il y eut tout de même vingt députés du P.C.F. avec Giton et Clamamus pour rompre et, pour la plupart (3), choisir « leur patrie bien-aimée » au moment du pacte germano-russe et cela, inclusivement jusqu'au fascisme, ce qui prouve combien leur refus de la politique stalinienne s'était changé en un anticommunisme comme ce fut aussi le cas de la fraction doriote.

Le processus d'intégration à l'appareil d'Etat et aux institutions fut brisé net par le pacte Hitler-Staline. L'hémorragie de militants qu'entraîna ce pacte et le tournant consécutif contre les impérialistes français et anglo-saxons était moins, chez les ouvriers, un réflexe nationaliste qu'un sursaut d'indignation fondé sur une compréhension relativement claire de la nature du fascisme. La limite de l'effondrement du P.C.F. ne tint qu'à la conviction (acte de foi, découlant du conservatisme ouvrier serait mieux dire) pour de nombreux travailleurs communistes qu'il s'agissait là d'une manœuvre passagère. Et l'attaque de l'U.R.S.S. par Hitler en 1941, dont les effets d'abord désastreux furent ignorés par les masses, les confirma dans cette opinion et en rallia un certain nombre d'autres. Toutefois, c'est essentiellement une nouvelle génération qui forma le parti de la Résistance, beaucoup plus petit-bourgeois et d'un chauvinisme anti-boche ignoble qui jetait le pont avec la pire tradition jacobine du mouvement ouvrier français que les années vingt avaient à peine commencé à décrasser. A partir de 1941, la reprise en main du drapeau national par les P.C. fut définitive, et le P.C.F. perdit encore, à la Libération, les militants les plus sincères qui avaient cru à une nouvelle manœuvre, destinée en particulier à gagner les paysans. Même pour les trotskystes, pourtant prévenus, quelle ne fut pas la stupéfaction, en 1945, de voir « l'infâme drapeau tricolore » promené jusque sous le Mur des Fédérés. Mais la victoire de l'U.R.S.S., la constitution du glaci des « démocraties populaires » semblaient contredire la prévision d'un affaiblissement mortel de la bureaucratie. En tout cas, l'euphorie des masses fut, pendant deux ans, totale : le P.C.F. atteignit en 1946 son million de membres ; certaines cellules avaient le gros de leurs membres dans un seul immeuble, des ouvriers et employés des étages élevés jusqu'à la concierge en passant par le cadre du premier. Recrutement à la manière de la social-démocratie : au ministère de la Guerre, des fonctionnaires pouvaient trouver tous les matins une feuille d'adhésion du P.C.F. sur leur bureau. L'auteur de ces lignes appartient à une de ces sortes de cellules qu'il vit, avec consternation, applaudir dans une joie délirante à l'explosion de la bombe d'Hiroshima. Les comités d'entreprise créés par de Gaulle pour briser net le processus de formation des comités

---

(3) Une minorité d'entre eux rompit pour reprendre une politique de lutte de classes conséquente, et, parmi eux, Jules Fourier, qui, après une résistance dans les F.T.P., fut plus tard membre du P.S.U. où il appartient à la direction de la tendance socialiste-révolutionnaire (cf. encore notre article « Sur le centrisme ») et a rejoint enfin la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale.



de contrôle ouvrier étaient pleins de membres du P.C. qui pratiquaient, avec vigilance, le « travailler d'abord, revendiquer ensuite » et collaboraient dans la confiance avec le patronat, allant jusqu'à combattre les travailleurs qui exigeaient la nationalisation de grandes entreprises « collaboratrices » (comme par exemple, autre expérience personnelle, chez Sainrapt et Brice, constructeurs du mur de l'Atlantique).

C'est dire combien la citation d'Ernest Mandel, donnée plus haut, représentait bien l'analyse clairvoyante de la majorité de notre mouvement, dans le droit fil du pronostic de Trotsky.

Nous avons déjà vu, en même temps, ce qui retarda la dissociation du Kremlin et des P.C. Devenus des partis néo-réformistes couvrant les pires capitulations de leur arrogance de « parvenus révolutionnaires » et se défendant de la critique par le terrorisme, les P.C. n'avaient alors aucune raison de se délimiter de la politique étrangère de la bureaucratie soviétique tant que celle-ci était orientée vers la recherche d'un compromis de longue durée (« historique » dirait-on aujourd'hui) d'abord avec l'ensemble des pays impérialistes, puis avec des fractions « progressives » de la bourgeoisie.

Le peu de répondant que trouva cette dernière politique après la rupture, en 1947-1948, de l'union sacrée mondiale conclue à Yalta, est-elle due à ce que la bourgeoisie voyait en les P.C. des « corps étrangers », des agents d'un autre système, pouvant malgré tout, et en dépit de leurs desseins, être amenés à jouer un rôle relativement, objectivement progressif ? Une telle vue est naïve et prête sa naïveté à l'ennemi.

Le personnel politique qualifié de la bourgeoisie compte à foison des gens aussi intelligents que pragmatiques. De Gaulle put écrire : « J'ai utilisé ces saboteurs pour la France après la Libération, parce que je voulais qu'ils produisent avec les autres, et je ne me suis pas plaint du résultat. » Les sommets de la bourgeoisie comprennent aussi bien que les révolutionnaires que les P.C. ne visent plus à détruire leur système ; mais ils comprennent en même temps aussi bien que nous combien les illusions des masses à l'égard de ces P.C. sont, dans les périodes de crise, grosses de débordements incontrôlables de la politique de ces partis. C'est pour-quoi, *tant que l'appel au P.C. ne s'avère pas le dernier recours possible à l'endiguement des masses*, les politiciens bourgeois *doivent* cultiver les préjugés de la masse stupide de leur classe et surtout de la petite bourgeoisie pour qui les bureaucrates sont toujours d'affreux révolutionnaires, à la fois pour conserver l'appui serré de leurs électeurs et aussi pour préserver la valeur canalisatrice des P.C. Cette tactique qui, dans certains pays, peut aussi s'opposer à la pourtant si exsangue social-démocratie (cf. le Chili) explique que la servilité com-chauvine des P.C. ait été payée pendant plus de vingt-cinq ans d'avanies et de rebuffades. Mais, dans son texte de 1938, Trotsky n'envisageait qu'une occurrence, celle précisément de crises où se posait le problème du débordement des masses, crises du type de celle de 1936, qui ressurgirent après la guerre et recommencent maintenant à un niveau très supérieur.

De la Libération à 1947, le P.C.F. joua son rôle com-chauvin en harmonie avec les intérêts de l'U.R.S.S. Après 1947 et jusqu'en 1968, les



offres de services et les ignominies effectives com-chauvines n'avaient pas de preneurs bourgeois, sinon comme « opposition de sa majesté » (particulièrement à l'égard de De Gaulle). Si l'on songe au groupe parlementaire « communiste » saluant, debout, la mort du bourreau du Vietnam, Leclerc de Hauteclouque, votant à Guy Mollet en 1956 les pouvoirs spéciaux destinés à tenter d'écraser la révolution algérienne, au soutien à la politique étrangère de De Gaulle, et l'on en passe, on ne voit guère ce que la bourgeoisie aurait pu espérer de mieux comme frein à l'activité politique autonome des masses laborieuses. En outre, de 1958 à 1968, de nouveau la politique de la bourgeoisie français était parallèle à celle de l'U.R.S.S. Ceci explique suffisamment que le P.C.F. ait été, lors des tentatives de conférences internationales des partis stalinien, le principal soutien du P.C. de l'U.R.S.S.

Cependant, même en Italie, le mouvement de « social-démocratisation » ne s'est pas achevé, et l'explication la plus simple est d'en voir la raison dans la « nature différente » des P.C., leur dépendance par rapport à l'U.R.S.S. ; leur rôle d'agents d'un « autre système ». Non seulement cette explication est simple, mais elle est simpliste ; une telle « nature » ou a une origine sociale et ne peut que renvoyer à une « nouvelle classe » (qui renvoie elle-même le marxisme au musée des utopies), ou est politique et renvoie à la perspective de redressement révolutionnaire potentiel de tous les P.C. (ce qui renvoie l'apport théorique de Trotsky au même musée). On remarquera par ailleurs que si Trotsky n'a pas hésité à taxer la « pensée » et la pratique politique stalinienne de « petite-bourgeoises », il se garde bien de tout ce qui pourrait laisser à penser que les P.C. vont peu à peu remplacer la social-démocratie. En réalité, c'est la survie de celle-ci qui limite la capacité des P.C. d'être les gérants loyaux de la démocratie bourgeoise avancée. C'est ce que l'on peut appeler — en reprenant une formule que Trotsky, hardiment, appliqua à Hitler et Staline — le phénomène des étoiles jumelles.

Qu'est-ce que Trotsky entendait par là ? L'interdépendance de forces gravitant l'une autour de l'autre. Si Hitler et Staline se conditionnèrent dans leur ascension, et si la chute du premier mit le second en déséquilibre, le phénomène « étoiles jumelles » est bien plus grand en ce qui concerne les rapports du stalinisme et de la social-démocratie. Si cette dernière continue d'exister anachroniquement, c'est bien parce que le stalinisme lui a servi de repoussoir et de faire-valoir aux yeux des masses. Et l'inverse est également exact. Il suffit, pour s'en convaincre, de regarder l'actuel conflit du P.C.F. et du P.S. mitterrandiste : tout ce qu'ils se reprochent mutuellement est vrai, et c'est sur ces vérités partielles qu'ils fondent la justification de leur politique propre à l'œil borgne opposé de leurs partisans. Quand un P.S. gauchit sa politique (Chili), le P.C. doit se mettre à sa droite ; si le P.S. est projeté au secours ouvert de la bourgeoisie (Portugal), le P.C. tente d'améliorer son assise de masse par une politique plus gauche ; quand la bourgeoisie peut se passer d'eux, ils rivalisent dans la conquête des masses (France) en se partageant les thèmes gauches qu'ils trouvent les moins dangereux en fonction de leurs intérêts particuliers ; si la bourgeoisie est divisée, ils peuvent se partager ses fractions (Espagne), etc. Voici plus de quarante ans que dure ce pas de deux. Mais les crises



révolutionnaires, en réduisant les marges de manœuvres des compères forcés, les menacent en même temps. A cet égard, ce qui se passe au Portugal risque bien d'être l'esquisse du futur général des deux forces : la crise d'effondrement du pouvoir bourgeois — qui ne se maintient que faute de fossoyeurs — oblige le P.S. à se montrer sous son vrai visage, celui qu'il prit en Allemagne avec Noske, Ebert et Scheideman. Mais cette situation met le P.C. en porte-à-faux. Il ne peut que marchander sa reconnaissance comme dernier recours de la bourgeoisie avec les mêmes risques, déjà pris par le compère, de désaffection des masses et de débordement. Les P.C. ne peuvent, quand ils sont jetés au point le plus aigu de la contradiction de leur développement, que naviguer entre des écueils de plus en plus rapprochés. Ils n'ont pas d'issue. Ils ne se transformeront pas en nouveaux partis social-démocrates, dans un recommencement identique de l'histoire, ils périront en même temps que la social-démocratie, comme son ombre portée. Des décennies d'évolution bureaucratique leur interdisent un redressement révolutionnaire ; la subordination de la politique ouvrière aux intérêts de la diplomatie soviétique ne peut plus s'avouer, la dernière voie ouverte devant les staliniens (Trotsky avait raison : on devrait dire les « ex-staliniens », non qu'ils ne soient plus liés à Moscou, mais du fait de la honte qu'il y a maintenant à porter ce nom qu'ils renient), c'est effectivement celle de mettre ce qui leur reste d'autorité au service de leur bourgeoisie nationale quand celle-ci, aux abois, n'aura plus qu'eux pour gérer son Etat, assurer ses dernières miettes de profit et réprimer durement les travailleurs qui les auront portés au pouvoir. A condition toutefois que les travailleurs se laissent faire encore une fois. Et rien n'est moins sûr. Là encore, le Portugal esquisse l'avenir.

### **Le crépuscule du stalinisme.**

La bureaucratie stalinienne a-t-elle encore besoin des partis staliniens ? A priori, il semble évident que posséder des agences dans tous les pays du monde, et surtout quand ces agences ont une implantation de masse qui en fait des instruments de pression politiques de grande valeur, est un atout de prix même pour une bureaucratie dont les intérêts d'Etat priment absolument tous les autres. Mais des agents sont une chose et des partis à base ouvrière en sont une autre. La dégénérescence de la bureaucratie soviétique n'a pas atteint quelque palier stable : elle continue, et si le répit que lui a accordé l'histoire (répit dont elle a été l'un des agents, et non des moindres) lui a permis une certaine stabilisation provisoire, sous laquelle d'ailleurs d'énormes forces sociales creusent leurs mines, c'est au prix d'un Yalta rampant avec l'impérialisme mondial, corrigé de quelques affrontements marginaux par petits Etats interposés. Beaucoup plus que par la lutte de classes canalisée, cette politique post-Staline passe par l'utilisation des contradictions inter-bourgeoises, voire inter-impérialistes. Dans une telle diplomatie, les P.C. passent de l'utilité seconde à la gêne totale. Et, nouveau paradoxe apparent, plus le parti est grand et implanté dans les masses, plus la gêne qu'il représente peut être grande. Ainsi le P.C.F. ne peut échapper à la ruine rapide qu'en ouvrant aux masses une



perspective — réformiste — de pouvoir, et celle-ci exige l'union avec la social-démocratie ; mais ceci ouvre des risques de déséquilibre social dont la bureaucratie russe ne veut pas parce qu'elle craint à la fois la remise en cause de la coexistence pacifique avec l'impérialisme et la révolution en Europe. Pour ces raisons, elle dépoussière les vieux textes de dénonciation de la social-démocratie, « valet de l'impérialisme », dans le même temps où, avec cynisme, elle passe les pires accords contre-révolutionnaires directs avec les... maîtres. Les compromis entre ces deux lignes inconciliables ne peuvent qu'être fragiles et provisoires. Entre la rupture éclatante et l'alignement suicidaire, jusqu'ici les P.C. d'Europe ont choisi une troisième voie, celle du louvoiement, des zigzags plus ou moins harmonieux. Mais le résultat, s'il n'est pas celui des deux solutions extrêmes, à savoir des pertes massives d'effectifs, en entraîne des petites, continues, sur les deux ailes. Et les solutions alternatives entraînent maintenant la constitution de tendances qui, cristallisant les orientations opposées, jettent les bases d'un éclatement vraisemblable. Ainsi, quels que soient les aspects concrets de la crise dans les différents P.C., c'est la mort qui se profile pour eux dans l'achèvement de la réalisation du pronostic de Trotsky.

Une dernière question : pourquoi aura-t-il fallu quarante ans pour que le processus se développe jusqu'à sa forme ultime ?

En général, la complexité des facteurs de l'histoire donne toujours une durée, très supérieure aux prévisions, au développement le plus nécessaire d'une tendance isolée. La transformation des P.C. en partis néo-réformistes nationaux a été cachée aux yeux des masses par des éléments politiques de natures très diverses. De 1936 à la guerre, le péril fasciste a permis aux P.C. de cacher la responsabilité de leur collaboration de classe derrière celle des P.S., alliés obligés et majoritaires dans la classe ouvrière ; pendant et après la guerre, la victoire de l'U.R.S.S. et la constitution des « démocraties populaires » ont été considérées par les masses comme des étapes qui les incitaient à la patience ; enfin la longue période de boom économique permettait de satisfaire les travailleurs des pays avancés avec de petites conquêtes économiques et sociales ; enfin en 1968 et immédiatement après, la nouvelle avant-garde était minuscule et peu ou pas implantée dans la classe ouvrière. Tout ceci est en train de changer. Les P.C. perdent leurs paravents et leurs alibis. Ils ne pourraient échapper à leur déclin définitif et à leur agonie que si les masses travailleuses des pays avancés subissaient, dans une période courte, des défaites terribles, à la chilienne, et que si la nouvelle avant-garde ne parvenait pas à se constituer en direction révolutionnaire de masse. Une telle perspective noire n'a heureusement qu'un faible degré de probabilité.

MICHEL LEQUENNE.

## Post-scriptum

Cet article était en composition quand toute une série d'événements sont venus en avalanche le confirmer avec la brutalité ordinaire des *faits*. D'abord la déclaration commune du P.C.I. et du P.C.F. (cf. l'article de Livio Maitan, « Une nouvelle carte du néo-réformisme » in *Inprécor*, n° 39), véritable saut dialectique du P.C.F., naguère principal soutien du P.C.U.S. en Europe dans les rapports inter-P.C., et qui s'aligne ainsi ouvertement sur la ligne italienne. De ce fait, la clique Leroy qui s'oppose dans le P.C.F. à la clique Marchais tend plus nettement à prendre en charge la ligne du Kremlin (apparemment plus « gauche » dans son sectarisme anti-social-démocrate, en fait ligne d'impuissance qui est la meilleure sauvegarde du statu-quo mondial et de la coexistence). Dans le même temps, au Portugal, l'offensive anti-ouvrière du VI<sup>e</sup> gouvernement, entraînait un nouveau retournement du P.C.P., un lâchage honteux des organisations révolutionnaires, une attitude de chien couchant devant le P.S. et ses alliés réactionnaires pour mendier une participation au pouvoir bourgeois. Alignement donc des différents partis européens sur une ligne commune, mais pas sur une ligne dictée du Kremlin, sur la ligne *condamnée par le Kremlin*. Et cela avec accompagnement de mises en question de la politique répressive intérieure de l'U.R.S.S., auxquelles même le parti anglais mêle son jappement de roquet.

Enfin, le bouquet : le gouvernement français entreprenant une offensive contre les organisations antimilitaristes des soldats du contingent, attaque par le flanc droit P.S. et P.C.F. Et les deux partis réformistes se réconcilient pour se coucher ensemble devant le fouet du pouvoir et aboyer : « Ce n'est pas nous, ce sont les gauchistes, ce sont eux les vilains antimilitaristes qu'il faut réprimer ! ». Pas de doute que ce summum de veulerie aura sa sanction, en particulier du côté de la jeunesse. Mais cela éclaire jusqu'où peut et pourra aller la conséquence réformiste de la politique com-chauvine des ex-staliniens. Encore un coup de pied de Poniatowski (auquel on prête l'intention de forcer le choix du P.C.F. pour y amener une rupture de haut en bas) et il fait peu de doute que Marchais, comme jadis Browder, affirmera qu'en cas de guerre de la France avec l'U.R.S.S., il sera « du côté de sa patrie bien-aimée ».

M.L.

## Dernière minute...

Marchais vient d'annoncer l'abandon par le P.C.F. de l'objectif de dictature du prolétariat, en acceptant pour celle-ci la définition bourgeoise de dictature bureaucratique *sur* le prolétariat et les définitions de la sociologie petite-bourgeoise de dissociation de la classe travailleuse en prolétariat et nouvelle petite-bourgeoisie. Ce n'est pas un changement de la politique du P.C.F., mais, en revanche, un changement de son rapport à l'U.R.S.S., possible du fait de la dégradation de la valeur du modèle qu'elle représente, donc d'une des conditions du stalinisme de ce parti. En ce sens, un tel pas franchi est d'une importance que l'on ne saurait sous-estimer.

M.L.





## Sur la crise du stalinisme

Vietnam, Portugal, Italie, France, Espagne : sur les multiples fronts de la révolution mondiale, la montée des luttes ouvrières et anti-impérialistes remet une fois de plus au premier rang des préoccupations des marxistes révolutionnaires l'analyse du rôle joué par le stalinisme dans l'affrontement entre bourgeoisie et prolétariat.

Ce débat, vigoureusement relancé dans les premiers numéros de cette revue (1), est loin d'être clos. Sans prétendre traiter la question de la crise du stalinisme dans toutes ses implications, on présentera ici quelques remarques portant sur deux points : la thèse de la « social-démocratisation » des P.C. d'Europe occidentale ; le problème plus général de la caractérisation des contradictions du « mouvement communiste international ».

### I. — Peut-on parler d'une « social-démocratisation » des P.C. européens ?

Contrairement à trop de commentateurs journalistiques, Henri Weber n'entend pas parler à la légère d'une « social-démocratisation » des P.C. occidentaux. Selon lui cette référence se veut plus qu'une simple analogie ; elle entend se fonder comme *concept* à partir d'une périodisation historique et rendre compte en profondeur des contradictions à l'œuvre dans la crise du stalinisme.

---

(1) Cf. dans le premier numéro « Politique des blocs et révolution permanente », par J.-M. Vincent et « Les partis stalinien et leur devenir » par H. Weber dans le n° 3.



Selon Weber, celles-ci se développeront en deux phases distinctes : le « procès de stalinisation » couvrirait la période 1923-1943 ; il est décrit comme « la transformation de l'I.C. en appendice de l'Etat soviétique ». Le procès de « social-démocratisation » caractérisé comme « autonomisation relative par rapport à la bureaucratie soviétique », constituerait une « tendance générale » à partir du XX<sup>e</sup> Congrès et des années 60. Le passage de l'un à l'autre s'expliquerait par le nouveau rapport de forces entre les classes qui, après la Seconde Guerre mondiale, viendrait exacerber « la contradiction que vit chaque P.C. entre les intérêts de la bureaucratie soviétique et ceux de sa bureaucratie propre ».

1. Au regard de cette thèse, le débat ne porte à vrai dire, ni sur la caractérisation générale des rapports entre les classes dans la période récente — l'aiguïssement des luttes et l'affaiblissement de l'impérialisme — ni sur l'appréciation factuelle de la plus ou moins grande profondeur des fractures qui traversent le camp stalinien.

Le problème principal est plutôt que l'argumentation de cette thèse de la « social-démocratisation » procède d'une approche du stalinisme qui reste essentiellement descriptive et empirique. De façon plus précise l'analyse de Weber privilégie abusivement le recensement *des effets politico-organisationnels*, au sens étroit, de la crise du stalinisme par rapport à l'analyse qui devrait être première *des fondements sociaux* de la bureaucratie et de sa crise. Ainsi, en ce qui concerne le « procès de stalinisation » des P.C., Weber rappelle certes son origine socio-historique : la dégénérescence bureaucratique de l'U.R.S.S., la subordination du mouvement des masses aux intérêts de l'Etat soviétique s'exprimant dans la « stratégie » du « socialisme dans un seul pays » ; mais les conséquences politiques, sur les divers partis communistes, en sont principalement réduites aux effets de *subordination bureaucratique*. La stalinisation du P.C.F. est ainsi saisie à titre premier dans les manifestations organisationnelles des rapports inter-bureaucratiques : le P.C.F. « applique à la lettre la ligne arrêtée à Moscou », tandis que « la bureaucratie soviétique ne se contente pas de dicter sa ligne, désigne également les hommes chargés de l'appliquer », et « étend à la vie intérieure des partis communistes le régime autocratique qu'elle impose à la société soviétique ». Ainsi, pour Weber, le « procès de stalinisation » se résume *pour l'essentiel* à ceci : *le monolithisme bureaucratique du Komintern stalinien*.

Cette conception lui permet alors aisément de déduire *symétriquement* l'analyse de la crise du stalinisme à un procès inverse, le *procès de « social-démocratisation »*, dont les manifestations sont elles-mêmes décrites de façon assez étroitement *politico-organisationnelle*. En effet, ce qui est ainsi désigné par Weber, c'est essentiellement « l'autonomisation relative par rapport à la bureaucratie soviétique » des différents P.C. et « le relâchement du lien militant avec les masses, effet de l'électoratisme et du réformisme ».

Enfin, selon la même problématique, *la limite* actuelle du dit « procès de social-démocratisation » — c'est-à-dire ce qui, selon Weber, perpétue la spécificité *stalinienne* des P.C. — est elle-même quasi exclusivement analysée en terme de persistance d'un rapport *bureaucratique* à l'U.R.S.S.



d'une part, aux masses de l'autre. Weber souligne ainsi « la perpétuation des rapports de subordination à la bureaucratie soviétique », ainsi que le fait « qu'aucun changement fondamental n'est intervenu dans le régime intérieur des P.C. ».

Cette approche étiquée, quasi fonctionnaliste, du stalinisme comme simple phénomène bureaucratique international, dont la crise pourrait être mesurée au seul vu du rapport entre tendances contradictoires au « monolithisme » et à la « distension » politico-organisationnels, procède de deux erreurs d'analyse : Weber sous-estime d'abord combien ce qu'il saisit comme « social-démocratisation », procède *nécessairement* d'une contradiction à la fois *interne et originelle* du stalinisme lui-même ; par là-même, il sous-estime également combien *toutes* les politiques des P.C. actuels s'inscrivent encore *fondamentalement* (c'est-à-dire au regard des *intérêts sociaux* en cause et des choix stratégiques qui leur correspondent) dans le cadre général du stalinisme. En d'autre terme, l'idée que l'évolution actuelle procède d'un procès de social-démocratisation *distinct* de celui du stalinisme sous-évalue à la fois le caractère *contradictoire* et la force *d'actualité* du stalinisme.

2. En ce qui concerne l'ampleur des *contradictions* se manifestant à travers la crise du stalinisme, on soulignera d'abord que le processus d'« autonomisation » des divers P.C. européens va *encore beaucoup plus loin et plus profond* que ne le dit Weber. Il ne s'agit pas uniquement de « distension des liens bureaucratiques » avec Moscou ou entre les divers partis communistes. La floraison des diverses « voies nationales » a *un contenu social et programmatique* : la proposition, sous des formes diverses, de l'alliance avec des forces politiques représentatives des diverses bourgeoisies nationales, l'abdication des objectifs de la révolution prolétarienne mondiale au bénéfice de programmes de collaboration de classe, l'adaptation au cadre politico-institutionnel des diverses formations sociales bourgeoises.

C'est à ce niveau-là qu'agissent les facteurs qui tendent le plus puissamment à rapprocher tant la physionomie organisationnelle que la pratique politique des divers P.C. nationaux de celles des vieux partis réformistes de la II<sup>e</sup> Internationale.

C'est en ce sens précis que *dès 1938*, le programme de transition soulignait que le Komintern et, à sa suite, les P.C. étaient « entrés dans la voie de la social-démocratie ». Ceci indique clairement que, loin d'être un écart ou une contre-tendance par rapport à la « stalinisation », la convergence pratique des P.C. avec la social-démocratie, résulte directement du développement *d'une tendance inhérente à la détermination sociale et programmatique initiale du stalinisme*. La nature même du projet contre-révolutionnaire qui consistait à subordonner l'activité des P.C., à l'échelle mondiale, aux intérêts étiqués et réactionnaires de la bureaucratie soviétique — en tant que couche *sociale* et pas seulement en tant qu'appareil politique — devait, *nécessairement*, conduire à l'adaptation nationale des divers P.C., au social-chauvinisme généralisé et à la dislocation du mouvement communiste international.



C'est précisément *cette logique inéluctable de la contre-révolution* que Trotsky a su dévoiler. Alors même que l'Internationale stalinienne dissimulait encore son orientation réactionnaire sous le verbe sectaire de sa période ultra-gauche, il retourne ainsi contre les dirigeants du Komintern leur accusation de « déviation social-démocrate » en soulignant le caractère menchévique de l'orientation en faveur du « socialisme dans un seul pays » : « La nouvelle doctrine dit : le socialisme peut être construit sur la base d'un Etat national s'il n'y a pas d'intervention. De là peut et doit découler, en dépit de toutes les déclarations solennelles du projet de programme, *une politique de collaboration avec la bourgeoisie de l'extérieur*. ... La tâche des partis de l'Internationale communiste prend alors un caractère secondaire. Protéger l'U.R.S.S. des interventions et non pas lutter pour la conquête du pouvoir. Il ne s'agit pas, certes, d'intentions subjectives mais d'une logique objective de la pensée politique » (2).

Ainsi, la défense de la bureaucratie induit *logiquement* une politique de collaboration de classes à l'échelle internationale et donc à l'échelle de chaque nation. C'est cette logique *politique* — et son fondement *social* : les intérêts propres de la couche bureaucratique en U.R.S.S. — qui déterminent la nature des liens *organisationnels* entre l'U.R.S.S. et les partis communistes. C'est aussi cette politique qui fait nécessairement entrer en crise l'unité de la bureaucratie internationale.

De ce point de vue le stalinisme est, dès l'origine, porteur et du *monolithisme* bureaucratique et de sa *négation*, l'éclatement bureaucratique.

C'est pourquoi, du point de vue de ses conséquences politico-organisationnelles sur le mouvement communiste international, le « procès de stalinisation » ne peut être réduit *unilatéralement*, comme le fait Weber, à l'édification d'un système de subordination totale à l'appareil du Kremlin. *Dès l'origine et par nature*, le stalinisme implique aussi le *démantèlement social-chauvin de l'Internationale communiste* (y compris sous la forme bureaucratique caricaturale qu'impose à celle-ci la bureaucratie stalinienne dans les années 30). C'est ce qu'annonçait remarquablement Trotsky lorsqu'il écrivait : « S'il est possible, en général, de réaliser le socialisme dans un seul pays, on doit admettre cette thèse non seulement *après* la conquête du pouvoir mais aussi *avant*. Si le socialisme est réalisable dans le cadre national de l'U.R.S.S. arriérée, il l'est, à plus forte raison, dans l'Allemagne avancée.

Demain, les responsables du Parti Communiste Allemand développeront cette théorie. Le projet de programme leur donne ce droit. Après-demain viendra le tour du Parti Communiste Français. *Ce sera le début de la désagrégation de l'Internationale communiste suivant la ligne du social-patriotisme.* » (3).

De ce point de vue, il est abusif de considérer la dissolution du Komintern en 1943 comme une mesure purement « fictive » et qui ne sanctionnerait que la transformation de l'Internationale communiste en

---

(2) *L'Internationale communiste après Lénine.*

(3) *L'Internationale communiste après Lénine.*

« appendice de l'Etat soviétique ». Car la destruction de l'Internationale communiste en tant que parti mondial de la Révolution, définitivement sanctionnée par la dissolution de 1943, s'est opérée *tout au long* de la période stalinienne à travers *deux processus à la fois contradictoires et indissociables* : la subordination bureaucratique à l'Etat soviétique certes, mais *aussi*, dès cette période, l'adaptation systématique de chacun des P.C. à sa bourgeoisie nationale.

3. Le pas décisif en ce sens est sans doute marqué par l'orientation *front-populiste*, adoptée, sur rapport de Dimitrov, par le VII<sup>e</sup> Congrès du Komintern (1935). Les zig-zags bureaucratiques de la période 1923-1933 trouvent alors leur aboutissement dans un engagement complet dans une politique de collaboration de classes et d'intégration aux divers Etats bourgeois.

Weber caractérise parfaitement cette orientation en disant que « la stratégie étapiste des fronts populaires et nationaux repousse, dans le lointain, la perspective du socialisme et restreint les tâches de l'heure à des objectifs limités, parfaitement compatibles avec les intérêts d'une fraction de la grande bourgeoisie ». Mais il ne prend pas garde à ce que cette orientation stratégique fondamentale du mouvement stalinien, expression concentrée de son « rôle cyniquement contre-révolutionnaire », constitue à la fois *le ciment* programmatique du mouvement stalinien et la source même de son *éclatement* social-chauvin.

La définition de la stratégie frontiste a donné *une expression programmatique générale* — et en tant que telle susceptible de s'illustrer à travers les combinaisons les plus variées dans les circonstances spécifiques de la lutte des classes — aux impératifs *sociaux* fondamentaux de la défense internationale de la bureaucratie soviétique. Ce cadre général n'a pas été substantiellement remis en cause, bien au contraire, à travers tous les avatars de la guerre froide et de la « détente ». La politique de « coexistence pacifique » et les multiples variantes de la stratégie « antimonopoliste » dans les pays impérialistes, en constituent l'expression la plus récente.

Dans ce cadre, c'est l'adhésion *jamaïs démentie* des divers P.C. occidentaux au *programme* de la révolution par étapes et du frontisme, plus que le rapport strictement *organisationnel et diplomatique* au Kremlin et à ses « consignes » tactiques, qui enchaîne les partis staliniens à cette mission de défense du *statu quo* mondial qu'exigent les intérêts les plus généraux de la bureaucratie soviétique.

Par ailleurs, les exigences de l'application de la ligne stalinienne frontiste portent, *en elles-mêmes*, de puissants facteurs d'autonomisation nationale des P.C. et de distanciation relative vis-à-vis du Kremlin. Ainsi, c'est le développement même du programme et de la politique du stalinisme qui est porteur pour lui d'une crise qui s'approfondit à la mesure de la montée de la lutte de classes et qui prend notamment la forme d'une puissante tendance à la dislocation de *l'appareil* international du stalinisme.

Cette tendance à l'éclatement politico-organisationnel est l'indice du degré atteint par la crise du *stalinisme* en tant que tel et non pas d'une



« contradiction » opposant terme à terme fidélité au stalinisme et « tendance à la social-démocratisation ». De ce point de vue, il est assez vain de vouloir trouver la preuve que les P.C. sont « encore » un peu staliniens, dans le fait que le démembrement de l'appareil international stalinien n'est pas complet. Car la véritable preuve n'est pas là : elle tient à ce que ces fractures bureaucratiques sont elles-mêmes le *produit* direct d'une référence *politico-programmatique* qui, comme expression de l'intérêt social de la couche bureaucratique des Etats ouvriers, fonde toujours l'unité sociale profonde des partis staliniens. Fidèle à son approche empirique, Weber croit cependant donner une appréciation justement nuancée des limites du procès de social-démocratisation en notant que « les convergences d'intérêts l'emportent encore sur les divergences ». Il fait ainsi directement écho à la formule de J.-M. Vincent selon laquelle « jusqu'à présent la solidarité s'est révélée plus forte que les divergences et les oppositions ».

Ces formules bien balancées ont en commun de ne *hiérarchiser* en rien, du point de vue qualitatif, les termes de la contradiction, de considérer que « convergences » et « divergences » sont de même nature, et que c'est donc de façon quasi aléatoire qu'à l'heure actuelle, les unes l'emportent encore sur les autres (Vincent considère d'ailleurs que cela peut aussi bien changer d'un jour à l'autre, « cette permanence des liens politiques étant à la merci de nouvelles crises internes du bloc Union Soviétique-Démocraties Populaires »). Cette analyse en termes purement organisationnels de la crise du stalinisme, ce dosage mécanique des deux plateaux de la balance bureaucratique (monolithisme *versus* dislocation) ignorent le facteur d'hétérogénéité fondamentale qui doit être pris en compte : ce dont il s'agit, c'est de l'aggravation de divergences *tactiques*, expression d'intérêts *bureaucratiques* parfois contradictoires, mais celles-ci s'inscrivent dans ce qui fait toujours la convergence *stratégique* fondamentale des intérêts *sociaux* qui gouvernent la politique de toutes les composantes du mouvement stalinien et le rôle globalement contre-révolutionnaire de celui-ci. Faute de distinguer clairement ces deux niveaux, Weber se limite nécessairement à mesurer le degré de rupture organisationnelle ou à spéculer sur « l'aménagement des relations contractuelles » entre les bureaucraties tandis que Vincent affirme hâtivement « qu'il n'y a plus de bloc stalinien international mais une chaîne d'intérêts de plus en plus divergents avec des maillons particulièrement faibles ».

En l'occurrence, c'est assez inutilement que J.-M. Vincent évoque, pour mieux pouvoir le pourfendre, le mythe mao-journalistique d'un « nouveau Yalta » entre les « deux super-puissances », à travers lequel le Kremlin serait censé déterminer les consignes impératives s'imposant quasi militairement à tous les P.C. Ce serait, à coup sûr, faire preuve d'une conception purement bureaucratique de l'histoire et d'un bel aveuglement que de prétendre que ce monolithisme politico-organisationnel du mouvement « communiste » international n'a pas été profondément atteint par la crise du stalinisme. Mais c'est s'en tenir à une vision non moins bureaucratique que de déduire de cette dislocation bureaucratique de la bureaucratie une quasi *auto-dissolution* du stalinisme en « une chaîne d'intérêts plus ou moins divergents ».



Certes, il n'y a plus, au sens strict, de « bloc » stalinien mais, comme réalité sociale et politique internationale ancrée sur les Etats ouvriers bureaucratisés, le stalinisme est toujours bien vivant !

4. Même dans un souci d'analyse, il n'est guère éclairant de *distinguer*, comme le fait Weber, les contradictions des P.C. « en tant que réformistes » (la contradiction entre leur politique de collaboration de classes et les aspirations révolutionnaires des masses qu'ils encadrent) et leur contradiction « en tant que staliniens » (la divergence d'intérêts entre la bureaucratie soviétique et leur bureaucratie propre). Cette distinction renforce une conception réductrice du stalinisme. Elle conduit en effet à présenter le stalinisme des P.C. comme une simple contradiction intra-bureaucratique venant, en quelque sorte, se *surajouter* (Weber parle de « cumul ») aux contradictions d'un « réformisme » qui apparaît alors aussi indéterminé dans ses origines que dans sa nature. C'est ainsi éluder le fait que la référence stalinienne constitue le *fondement socio-politique premier* de l'orientation de collaboration de classes des P.C. C'est également ne pas indiquer clairement qu'à tout moment ce sont bien aux intérêts contre-révolutionnaires de *l'ensemble de l'appareil international stalinien* — et en dernière analyse de la couche sociale bureaucratique des Etats ouvriers — que les masses se heurtent, par l'intermédiaire de chacun des P.C., comme à l'obstacle majeur dans la voie de la révolution.

Présenter les P.C. en séparant leur « réformisme » de sa *détermination profonde* (le stalinisme conçu comme les intérêts sociaux de la bureaucratie) mène, en définitive, à concevoir chacun des partis staliniens comme une entité *sui generis* dont la politique serait déterminée un peu comme la résultante mécanique entre son projet « réformiste » propre et la subordination organisationnelle « stalinienne » à Moscou. Cette représentation ne semble guère éloignée de cette caractérisation mystifiée qui, naguère, au lieu d'analyser clairement l'Union de la gauche comme *l'impasse de collaboration de classes* dans laquelle les staliniens français entendaient dévoyer le puissant mouvement des masses marchant vers leur unité et leur indépendance, la présentait comme une « alternative globale », certes « réformiste », mais qui, somme toute, avait pour fonction de « stimuler *une dynamique classe contre classe* » (4). Les formules aujourd'hui proposées véhiculent en effet la possibilité de confusions du même ordre, bien que moins graves : réduisant la détermination *stalinienne* des P.C. à une *contrainte bureaucratique extérieure*, qui ne ferait que rendre plus difficile l'application de « leur projet politique propre » (« le réformisme »), Weber est conduit à valoriser abusivement ce « projet » des P.C. Lorsqu'il écrit : « L'allégeance à la bureaucratie soviétique constitue (pour les P.C.) un obstacle croissant pour la réalisation de leur projet politique », ceci n'est vrai que dans un sens limité : la référence à l'U.R.S.S. pèse effectivement sur les rapports que les P.C. entretiennent avec « leur » bourgeoisie. Mais il est erroné d'affirmer, à partir d'une telle observation, que, sous réserve

---

(4) Cette caractérisation fut celle de certains marxistes révolutionnaires lors des débuts de l'Union de la gauche. En revanche le 1<sup>er</sup> congrès de la L.C.R. a vigoureusement affirmé le caractère collaborationniste de l'Union de la gauche et du Programme commun.



de cet « obstacle » extérieur, « le vœu le plus cher des P.C. de masse » serait « d'accéder au gouvernement pour gérer l'Etat ».

Cette formule ne fait que prendre au pied de la lettre, les promesses mystifiantes des P.C. présentant aux masses leur politique frontiste comme une réelle « alternative » aux gouvernements bourgeois en place. Critiquer cette « alternative » comme « réformiste » est totalement insuffisant si l'on conserve l'idée que le « projet propre » des P.C. est, de façon générale, de se porter *effectivement* candidat au gouvernement sinon au pouvoir.

Pour ne prendre qu'un exemple, la situation française montre assez clairement que le « vœu le plus cher » des P.C. n'est pas *en toutes circonstances* de s'acheminer vers « la conquête (même "réformiste") du pouvoir ». Le « projet » du P.C.F. a, en fait, été *sur toute la période récente*, y compris au meilleur temps de l'Union de la Gauche, de différer par tous les moyens et à chaque moment — 1958, 1968, la grève des P.T.T., la vague répressive de décembre 1975... — les échéances d'un affrontement politique (même « réformiste »), avec le pouvoir en place, de souscrire successivement des chèques en blanc à de Gaulle, à Pompidou, à Giscard... Ici, la politique de trahison du P.C. ne se marque donc pas uniquement par les limites « réformistes » de son « alternative » ; elle conduit à une pure et simple démission y compris par rapport au débouché qu'il prétend donner au mouvement des masses (la « démocratie avancée »). C'est donc leur faire encore *trop de crédit* que de prêter, de façon générale, aux P.C. ce « projet » effectif d'une « stratégie néo-réformiste », voire d'une « transition pacifique et graduelle au socialisme ».

Par ailleurs, le même exemple montre combien il est peu pertinent de traiter le caractère stalinien comme un « obstacle » à un projet « réformiste ». Est-ce vraiment « la subordination à l'Union Soviétique » qui, dans ce cas, a constitué « l'obstacle rédhibitoire » pour la réalisation d'un « projet » du P.C.F. qui aurait été véritablement d'« accéder au gouvernement pour gérer l'Etat » ? Non, s'il y a bien une détermination stalinienne de la politique du P.C.F., ce n'est pas dans le sens où la référence encombrante à Moscou le générerait dans ses projets ; c'est tout à l'inverse et bien plus profondément et activement, en ce que *les intérêts généraux de la défense du statu quo bureaucratique en France et en Europe dictent impérativement au P.C.F. sa ligne de soutien de facto au maintien en place du gouvernement Giscard.*

De ce point de vue, il n'est pas besoin d'évoquer de mystérieuses « consignes de Moscou » pour situer la profonde convergence d'intérêts que manifestent la bureaucratie propre du P.C.F. et celle du Kremlin dans leur appréciation des enjeux de la contre-révolution sur la scène de la lutte des classes en France.

5. C'est une toute autre contradiction que celle évoquée par Weber entre « réformisme » et « stalinisme » des P.C. que Trotsky plaçait au cœur du stalinisme lorsqu'il a pu parler de « double fonction » de la bureaucratie stalinienne :

« Staline sert la bureaucratie, et par là-même la bourgeoisie mondiale mais il ne peut servir la bureaucratie sans préserver le fondement social

que la bureaucratie exploite pour ses propres intérêts. Dans cette mesure, Staline défend la propriété nationalisée contre l'impérialisme et contre les couches trop impatientes et trop avides de la bureaucratie. » Il précise, par ailleurs : « A l'échelle de l'histoire, la lutte pour la domination ne se déroule pas entre le prolétariat et la bureaucratie, mais entre le prolétariat et la bourgeoisie mondiale. Dans cette lutte, la bureaucratie n'est qu'un mécanisme de transmission... [En tant que telle], la bureaucratie s'appuie tantôt sur le prolétariat contre l'impérialisme, tantôt sur l'impérialisme contre le prolétariat pour accroître *sa propre puissance*. » (5).

Le réformisme (« au service de la bourgeoisie mondiale ») et l'organisation bureaucratique du mouvement stalinien ne sont pas ici traités comme deux tendances plus ou moins autonomes et alternatives entre lesquelles les P.C. oscilleraient selon que prévaut le « procès de stalinisation » ou le « procès de social-démocratisation ». Il ont *la même base* : la nécessité de « préserver le fondement social que la bureaucratie exploite pour ses propres intérêts ». Ceci a deux conséquences : la première est que, quelle que soit leur convergence pratique, les « réformismes » stalinien et social-démocrate sont irréductibles l'un à l'autre *quant à leur base sociale*. D'autre part, ce particularisme de la politique réformiste stalinienne lui confère, certes, un caractère à certains égards « oscillant » entre les classes dans la mesure où elle est déterminée par les intérêts particuliers de la couche bureaucratique ; mais ceci ne lui confère aucune « double nature » *du point de vue du développement de la révolution mondiale* : à cet égard, le stalinisme sert complètement la bourgeoisie mondiale, est « entièrement passé du côté de l'ordre bourgeois ». Par ailleurs, dit Trotsky, l'appareil stalinien ne joue jamais qu'un rôle de « mécanisme de transmission » contre-révolutionnaire dans l'affrontement entre les deux classes fondamentales. Ceci a plusieurs conséquences :

D'une part, les rapports *d'appareils* internes à ce « mécanisme de transmission » sont seconds par rapport aux intérêts sociaux, ceux de la couche bureaucratique, qui fondent la politique collaborationniste des partis staliniens. De ce point de vue, il est aussi absurde de traiter le stalinisme comme « obstacle au réformisme » que de penser que les fêlures et les grincements de la bureaucratie internationale affaiblissent, au profit de la « social-démocratisation », le caractère fondamentalement stalinien de la politique contre-révolutionnaire des P.C.

D'autre part, Weber écrit à juste titre : « Dans la mesure où les intérêts de la bureaucratie soviétique se confondent avec la défense du *statu quo*, la subordination du mouvement ouvrier à Moscou que réalisent les P.C., revient finalement à sa subordination à la bourgeoisie impérialiste ». Il ajoute cependant : « Mais le caractère *indirect, médiatisé*, de cette subordination n'est pas indifférent ». Cette dernière formule est elle-même unilatérale : quant à leur origine historique et à leur base sociale, les partis staliniens ne servent, en effet, la bourgeoisie que par *bureaucratie interposée* ; mais à partir de là, leur politique concrète tend activement à



renforcer, dans chacune des formations sociales, des *liens politiques directs et immédiats* avec les diverses bourgeoisies impérialistes. C'est notamment la fonction de la politique frontiste, des programmes et des coalitions qu'elle inspire. Ce « réformisme »-là est la conséquence la plus logique de l'option stalinienne, et non l'indice d'une « social-démocratisation » ou d'une contradiction externe entre « allégeance à la bureaucratie soviétique » et « projet politique réformiste » des P.C. La meilleure preuve en est que c'est non seulement la *bourgeoisie* (ce que dit Weber) *mais les P.C. eux-mêmes* (ce qu'il ne dit pas) qui n'acceptent *qu'en dernier recours* de dresser effectivement ensemble cette ultime barrière contre la révolution prolétarienne que constituent les coalitions gouvernementales de collaboration de classe. En revanche, tant que le niveau de la lutte des classes le permet encore, les promesses frauduleuses de la « démocratie avancée », de la « rupture démocratique » ou du « compromis historique » servent, non pas à ouvrir une « alternative » gouvernementale même illusoire, mais bien à détourner autant que possible les masses d'une mobilisation unie et indépendante qui ne pourrait que mettre ouvertement en cause les régimes bourgeois en place.

6. Weber note, sans en tirer plus de conséquences, que « la montée des périls, la radicalisation des masses ouvrières en Europe occidentale renforce fondamentalement (la) convergence entre P.C. et U.R.S.S. » et qu'« il est significatif que les P.C. européens — même les plus conflictuels — ne formulent pas la moindre divergence sur la stratégie de « coexistence pacifique » prônée par les Soviétiques et sur ses implications nationales : la collaboration des classes pour une démocratie avancée ». Cette dernière remarque aurait sans doute mérité mieux qu'une note en bas de page. Car c'est elle qui, de façon plus féconde que la thèse de la « social-démocratisation », aurait dû donner le cadre d'analyse des contradictions politiques qui se font jour entre les divers P.C. (6) à l'heure de la remontée révolutionnaire des luttes de masses en Europe.

En effet, l'analyse en termes de « social-démocratisation » conduit logiquement à une certaine interprétation du cours politique apparemment si divergent des divers P.C. européens : à l'un des extrêmes on trouverait le P.C.I., le plus avancé dans la voie de la « social-démocratisation » et assez dégagé de « l'allégeance vis-à-vis de la bureaucratie soviétique » pour ne plus rencontrer aucun « obstacle » dans la voie de la gestion réformiste de l'Etat bourgeois. Le « compromis historique » serait ainsi l'expression la plus « cohérente » de l'évolution vers la « pratique néo-réformiste ». A l'opposé, le P.C. portugais refléterait la situation d'un parti pour lequel la détermination « stalinienne orthodoxe » l'emporterait encore sur l'évolution « réformiste ». Alors que le projet du P.C.I. social-démocratisé impliquait la « distension des liens avec Moscou », Weber note que « le projet du P.C. portugais s'inscrit parfaitement dans la stratégie de la

---

(6) Contradictions qui se manifestent notamment dans les positions prises par les divers P.C. sur le Portugal ou dans les difficultés de préparation de la Conférence Internationale des P.C.



bureaucratie soviétique » (7). Weber présente aussi l'opposition P.C.I. P.C.P., comme une réelle *alternative* — au moins tactique — dont les termes seraient représentatifs de la contradiction écartelant les P.C. entre ce qu'il a analysé comme « procès de stalinisation » et procès de « social-démocratisation », entre leur « vœu le plus cher » — « réformiste » — et la persistance de leur subordination bureaucratique — « stalinienne » — au Kremlin. Cette interprétation pourrait suggérer une certaine analyse de la politique présente du P.C.F. dont les « revirements tactiques » entre des propositions sans rivages à droite (« l'Union du Peuple de France ») et la polémique pseudo-gauche vis-à-vis du P.S. seraient l'indice d'une situation à la *croisée des chemins*, entre un réformisme plus « cohérent » et un stalinisme renforcé... Cette ligne d'interprétation, qui peut sembler admirablement coller aux « faits », reste, à notre avis, relativement superficielle.

— Première remarque : selon Weber, le plus « stalinien » des P.C. européens, celui qui devrait donc souffrir le plus de « l'obstacle réhibitoire » que constituent ses liens avec Moscou, est le P.C.P. Mais, paradoxalement, c'est justement le seul P.C. européen qui, au moins aujourd'hui, a pu combler ce « vœu le plus cher » : gérer l'Etat bourgeois ! Depuis avril 1974, il aura soutenu *toutes* les combinaisons gouvernementales de collaboration de classes, depuis celle de Spínola jusqu'au sixième gouvernement de coalition. A l'inverse, si le « compromis historique » du P.C.I. « social-démocratisé » prépare sans doute la participation à un gouvernement front-populiste lorsque l'acuité de la crise sociale le rendra inévitable, *dans l'immédiat il a une toute autre fonction* : permettre au P.C.I. de différer la confrontation politique que lui permettrait sa force actuelle pour mieux offrir ses services d'opposition loyale et sauver ainsi la mise à la Démocratie Chrétienne en prolongeant son maintien au pouvoir.

— Deuxième remarque : il semble, à vrai dire, difficile de reconnaître dans la politique de chacun des P.C., une *alternative* (même tactique) *durablement cristallisée* (8). Au contraire, le cours politique suivi par ceux d'entre eux qui sont aujourd'hui les plus exposés à la montée révolutionnaire de la lutte des classes, témoigne de leur volonté — qui n'est pas exempte d'un certain désarroi — de recourir à *tous* les moyens tactiques, y compris les plus « hétérodoxes », qui apparaîtraient nécessaires pour sauvegarder le cadre de l'Etat bourgeois. Weber note bien que le P.C.P. a dû « réadapter sa ligne après chaque bond en avant de la lutte des classes ». On pourrait être plus précis en rappelant, par exemple, que Cunhal, dans son interview au *Monde* en mai dernier, indiquait de la

---

(7) Weber souligne à très juste titre que par là-même, la politique du P.C.P. constitue « une orientation contre-révolutionnaire ». Il combat ainsi les illusions de tous ceux qui, sur la seule foi d'un certain verbalisme « gauche », ont cru que le P.C.P. pouvait prendre la tête d'un processus « à la bolchévik » ou, pour le moins, « transformer le Portugal en démocratie populaire ».

(8) Ce qui est en cause, c'est l'orientation politique des *directions* des divers P.C. Pour autant, on ne peut exclure que la montée révolutionnaire accuse des différenciations politiques dans la *base militante* ou l'audience des P.C., voire y dégage des courants de type centriste. C'est là un tout autre problème, lourd de conséquences tactiques pour les marxistes-révolutionnaires.



façon la plus explicite qu'il n'y avait pas une seule des formules de collaboration de classes encore envisageables au Portugal, à laquelle le P.C. refuserait d'apporter son soutien : reconduction d'une coalition M.F.A.-P.C.-P.S.-P.P.D., gouvernement purement militaire, et même, « peu probable » mais non exclue, une coalition M.F.A.-P.C.-extrême-gauche. De fait, entre juillet et décembre 1975, le P.C.P. aura tenté de jouer tour à tour toutes ces cartes, du soutien inconditionnel au triumvirat militaire à la formation probable d'un septième gouvernement P.C.-P.S.-P.P.D. « de gauche » en passant par sa participation éphémère à un « front » avec l'extrême-gauche.

Il est également intéressant de noter que le P.C. espagnol, souvent réputé plus « social-démocratisé » et plus avancé dans la « voie italienne », fait aujourd'hui preuve d'autant d'« imagination » tactique.

Tout en s'employant à différer les échéances de l'affrontement politique avec le régime franquiste et Juan-franquiste, face aux masses qui menacent de s'engouffrer dans la brèche qu'ouvrirait la chute de la dictature et de la monarchie pour démanteler le vieil Etat corporatiste, le P.C.E. n'envisage aujourd'hui pas moins de quatre « hypothèses », allant jusqu'à la « lutte armée »... sans jamais sortir de « l'Union nationale » ! Ici comme au Portugal, le P.C. est prêt à tout, sauf à s'engager dans la voie du front unique ouvrier, de l'unité et de l'indépendance des organisations ouvrières sur la base de la mobilisation et de l'auto-organisation des masses.

Ces remarques conduisent à penser que, plus qu'un « particularisme » irréductible des divers partis staliniens, c'est la *configuration propre prise par l'affrontement des classes dans les diverses formations sociales en crise* qui détermine la bigarure politique actuelle du mouvement « communiste » européen. De ce point de vue, le concept de *crise conjointe* de l'impérialisme et du stalinisme doit être compris dans son sens le plus fort. Le choc de la crise prérévolutionnaire ouverte en 1968 et exacerbée par la débâcle économique récente, aiguise toutes les rivalités entre bourgeoisies nationales et porte au point de rupture les maillons les plus faibles de la domination politique du Capital. Epicentre de ces contradictions, l'Europe capitaliste voit ainsi tant la chaîne impérialiste que le mouvement stalinien se fracturer selon les *mêmes* axes fondamentaux.

Ainsi la politique diversifiée des P.C. européens reflète d'abord le *degré inégal atteint par l'offensive ouvrière* dans les différents pays. La rupture catastrophique de l'ordre bourgeois au Portugal, sous la pression de masses envahissant la scène politique et y imposant leur volonté de changement et leur capacité d'auto-organisation, a ouvert une situation révolutionnaire au Portugal ; le P.C.P. ne pouvait, dès lors, espérer l'entraver qu'en se portant au premier rang des responsabilités gouvernementales et en couvrant de tout son prestige, aux yeux des masses, un soutien inconditionnel au M.F.A. et à ses tentatives successives d'intégration du mouvement ouvrier à l'Etat bourgeois (loi syndicale, pacte d'institutionnalisation, document-guide...). Ce n'est que pour tenter de corriger les effets désastreux pour lui d'une politique ainsi ouvertement contre-révolutionnaire et restaurer sa position tant au sein du mouvement

de masse que dans l'édifice gouvernemental, que le P.C.P. a pu, après juillet 1975, tenter de lier « l'extrême-gauche » au soutien du programme pseudo-gauche du M.F.A. et du gouvernement Gonzalves, puis voulu se poser en position de « soutien critique » au sixième gouvernement provisoire. La situation moins avancée de la lutte des classes dans les autres pays d'Europe permet, en revanche, aux divers P.C. de temporiser plus facilement et de se préoccuper essentiellement, dans l'attente d'échéances qu'ils ne pourront pas éternellement différer, de renforcer tant leur audience vis-à-vis des masses que leur respectabilité aux yeux de la bourgeoisie « démocratique ».

Par ailleurs, la configuration très diversifiée des coalitions frontistes auxquelles les P.C. peuvent participer ou postuler, reste, bien sûr, tributaire des formes propres de domination politique dont disposent les diverses bourgeoisies européennes (ou qu'elles doivent se donner lors du surgissement de la crise sociale). Dans leur recherche d'adaptation à la bourgeoisie, les P.C. peuvent susciter quelques « ombres » fantomatiques quand ils ne sont pas encore en mesure de passer directement accord avec les forces bourgeoises les plus conséquentes ; c'est notamment le cas de leur politique de réanimation des débris du radicalisme et du gaullisme en France, ou, en Espagne, de la montée en épingle, par la junte démocratique, de forces libérales débilés et de quelques « bons » royalistes face à une bourgeoisie qui, pour l'essentiel, aura, jusqu'à la dernière extrémité, regroupé le gros de ses troupes derrière le char franquiste. Mais pour autant les P.C. ne s'abusent guère sur ce qui, à chaque moment, est véritablement décisif dans le camp de la bourgeoisie du point de vue de la défense du *statu quo* et de la sauvegarde de l'Etat bourgeois : en Italie, différer l'effondrement de la démocratie chrétienne décomposée ; en France, parier sur le maintien en place du giscardisme ; en Espagne, engluier d'avance le mouvement des masses dans la perspective de l'union nationale ; au Portugal, jusqu'à la crise de novembre 1975, défendre inconditionnellement l'unité et la légitimité gouvernementale du M.F.A. comme garant, alors nécessaire, de la survie de l'Etat bourgeois face au surgissement révolutionnaire des masses (9).

Les modalités les plus diverses que peut prendre la politique de collaboration de classe des P.C. européens illustrent donc moins le degré plus ou moins avancé selon lequel il serait atteint par la gangrène d'une « social-démocratisation » que ce « grand écart » entre les combinaisons

---

(9) La compréhension de ce rôle joué par le M.F.A., comme recours bonapartiste bourgeois dans une situation de crise sociale ouverte, explique notamment que, jusqu'à novembre 1975, le P.C.P. ait pu prendre épisodiquement ses distances vis-à-vis du P.P.D. qui ne constitue pas, à ce stade, l'axe central de sa politique de collaboration de classe.

En 1975, la scission du P.P.D., les « autocritiques » de Cunhal et l'effacement du M.F.A. ouvrent en revanche une phase où l'édifice gouvernemental de la collaboration de classe pratiquée conjointement par le P.C. et le P.S. semble devoir se définir selon un axe passant principalement par l'alliance parlementaire avec l'aile « gauche » du P.P.D.



politiques les plus variées auquel le mouvement « communiste » se trouve contraint, face à l'essor inégal et combiné de la révolution européenne, pour faire prévaloir partout la même stratégie et les mêmes intérêts fondamentaux du *stalinisme*.

## II. — Ecartèlement bureaucratique et unité du système stalinien.

1. On s'en est tenu jusqu'ici à l'analyse de la crise du stalinisme dans ses manifestations au niveau des différents P.C. d'Europe occidentale. Ce sont des contradictions d'une toute autre ampleur dont il faut rendre compte si l'on considère *l'arène de la révolution mondiale*.

Observées à cette échelle, les fractures du « bloc » stalinien prennent une nouvelle dimension : il ne s'agit plus seulement de divergences politiques relativement circonstancielles entre les *partis* ; le mouvement « communiste » mondial est désormais morcelé selon de très profondes lignes de faille qui recouvrent, plus ou moins directement, l'antagonisme d'intérêts d'*Etats*. Il faut rappeler à cet égard que le P.C. yougoslave et le P.C. chinois ont, en leur temps, accédé au pouvoir *contre* ce qu'étaient alors les desseins politiques et diplomatiques de l'U.R.S.S. Bien plus, le « schisme » yougoslave apparaît aujourd'hui d'une faible portée au regard de la gravité de la cassure introduite par le développement de la querelle sino-soviétique avec toutes ses conséquences sur les rapports entre les Etats ouvriers bureaucratisés et entre les divers partis issus du Komintern. Le monolithisme bureaucratique hiérarchisé par l'appareil de l'U.R.S.S. stalinienne, a fait place au développement simultané de plusieurs « socialismes dans un seul pays » que lient, non la dialectique de la révolution mondiale, mais les diverses variantes du social-chauvinisme bureaucratique : « bloc » sous la tutelle économico-militaire directe de l'U.R.S.S. (Pologne, Hongrie, R.D.A...), rivalité politique ouverte (Chine), tentative incertaine d'un équilibrisme plus ou moins « neutraliste » (Bulgarie, Vietnam...).

Aboutissement inéluctable des tendances inhérentes au menchévisme stalinien, l'ampleur prise par la dislocation de la bureaucratie pouvait cependant poser un problème : ne laisserait-elle pas présager l'émergence de différenciations politiques qui, dépassant les simples rivalités interbureaucratiques, viendraient à terme remettre en cause l'unité stratégique contre-révolutionnaire du stalinisme ?

Cette question en soulève une autre, plus fondamentale. En effet, la situation présente ne peut être comprise sans rappeler qu'elle résulte notamment de ce que, depuis 1945, dans plusieurs zones continentales — l'Europe orientale et l'Asie (10) — l'Etat soviétique lui-même ou des

---

(10) Nous ne ferons qu'évoquer ici le cas de l'Etat cubain qui semble bien s'insérer aujourd'hui dans la mouvance stalinienne et être en voie de revêtir les traits d'un Etat ouvrier déformé. L'origine particulière de la direction castriste lui donne cependant une place à part au regard de la crise du stalinisme.

partis issus du Komintern stalinien ont été amenés à renverser les rapports de propriété bourgeois et à instaurer des Etats présentant les caractéristiques fondamentales de l'Etat ouvrier bureaucratisé d'U.R.S.S. Ces incursions majeures dans le domaine de la propriété et de la domination politique bourgeoises restent-elles compatibles avec la caractérisation du stalinisme comme « ouvertement contre-révolutionnaire », comme nécessairement attaché à la défense du *statu quo* social à l'échelle internationale ? Ne seraient-elles pas, au contraire, l'indice d'un auto-redressement de certaines des « ailes » du camp stalinien qui auraient amorcé, sous la pression de la lutte des classes, une rupture avec les dogmes de la « révolution par étapes » ? On sait que les propositions dans ce sens d'une telle interprétation n'ont pas manqué face aux problèmes nouveaux qu'ont posés successivement aux marxistes-révolutionnaires l'extension, à l'Europe de l'Est, du régime social prévalant en U.R.S.S., la création de l'Etat chinois, la victoire sur l'impérialisme U.S. du P.C. vietnamien (11).

De telles spéculations semblent hâtives. Elles procèdent d'une conception mécaniste de ce que signifie le rôle historique contre-révolutionnaire du stalinisme à l'échelle mondiale, conception qui conduit à prêter hâtivement des vertus « révolutionnaires » — ou pour le moins un statut de force « centriste » à mi-chemin entre « révolution par étapes » et révolution permanente — à tout parti communiste qui, dans les faits, est conduit à dépasser, sur tel ou tel point, le programme « démocratique » stalinien.

On soulignera tout d'abord que la caractérisation trotskyste du rôle globalement *contre-révolutionnaire* du stalinisme se fonde principalement sur l'appréciation du caractère *réactionnaire* — au regard d'un développement permanent de la révolution prolétarienne dans le sens d'une transition continue au socialisme — des intérêts sociaux que défend la bureaucratie dans le cadre de la lutte de classes en U.R.S.S. (et dans les autres Etats ouvriers). C'est de là que *découle* l'impératif de la défense du *statu quo* international et l'abandon des intérêts de la révolution mondiale (nécessité de l'extension internationale de la Révolution ; nécessité du rôle dirigeant du prolétariat dans les alliances de classe). Sans affaiblir en rien la caractérisation comme *globalement contre-révolutionnaire* de la bureaucratie stalinienne, on doit donc prendre en compte deux éléments qui déterminent son intervention politique concrète :

En premier lieu, la bureaucratie doit jouer son rôle au regard du développement concret de l'affrontement *entre les classes*, développement qui peut connaître des situations *de crise sociale ouverte* où la voie de la révolution prolétarienne ne peut être barrée, tant pour l'impérialisme que

---

(11) Ainsi, en 1969, le préfacier de *L'Internationale communiste après Lénine* écrivait que la théorie chinoise de la révolution ininterrompue « s'apparente de très près à la théorie de la révolution permanente formulée par Trotsky » et que « les positions cubaines sont en fait identiques à celles qui ont été formulées dans la théorie de la révolution permanente de Trotsky ». Plus récemment, Pierre Rousset écrit : « La direction vietnamienne dans son ensemble a assimilé les implications décisives de la révolution permanente pour les pays coloniaux et semi-coloniaux » (*Le Parti communiste vietnamien*, 1975, p. 285).



pour la bureaucratie, qu'en recourant à des moyens politiques extrêmes, prenant le caractère d'un *ultime recours*. En second lieu, dans sa collusion avec l'impérialisme, la bureaucratie conserve des *intérêts sociaux propres* qui sont la base même de sa mission contre-révolutionnaire. Ainsi, comme le dit Trotsky, la bureaucratie, dans son jeu entre bourgeoisie et prolétariat, tend à « *préserver ses intérêts propres* » mais aussi à « *accroître sa propre puissance* », la sphère de son influence bureaucratique et de ses privilèges.

C'est pourquoi la « *défense du statu quo* » par la bureaucratie doit être comprise comme la volonté de faire *prévaloir* en toutes circonstances et *par tous les moyens* ses intérêts propres sur ceux de la révolution mondiale. Ceci ne s'identifie pas de façon mécaniste à une défense maniaque d'un partage du monde fixé, une fois pour toutes, entre impérialisme et bureaucratie. De ce point de vue, on ne peut être que pleinement d'accord avec Weber lorsqu'il note : « La bureaucratie soviétique ne recherche pas le *statu quo* pour lui-même. Elle le défend contre tout développement de la révolution prolétarienne et contre toute progression de l'impérialisme. Mais chaque fois que la bureaucratie peut elle-même renforcer ses positions dans les rapports de forces mondiaux, sans heurts majeurs avec l'impérialisme, elle n'hésite pas un instant... Dans un monde où la révolution menace et où les rapports de forces sont fluctuants, la bureaucratie du Kremlin s'efforce de consolider ses positions, ce qui implique un certain expansionnisme ».

Il est cependant décisif, pour la compréhension du stalinisme, de préciser *dans quelles conditions* concrètes la bureaucratie peut être amenée à procéder à un tel « *expansionnisme bureaucratique* », *jusqu'où* peut aller celui-ci, *quelles conséquences* s'y attachent du point de vue de la caractérisation du rôle *historique* de la bureaucratie.

À cet égard, on rappellera que le *Programme de transition*, traçant l'alternative politique marxiste révolutionnaire à une Internationale stalinienne « *définitivement* passée du côté de l'ordre bourgeois », avait bien envisagé, au moins à titre d'*hypothèse*, l'éventualité où la bureaucratie stalinienne, sans changer en rien de nature, pourrait être contrainte à déroger à la stricte application de la politique frontiste : « Est-ce que la création d'un gouvernement ouvrier et paysan par les organisations ouvrières traditionnelles est possible ? L'expérience du passé montre que c'est l'hypothèse la moins probable. Il est cependant impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie ». Alors que Trotsky ajoutait qu'il était cependant « inutile de se perdre en conjectures », cette hypothèse théorique prend, face aux événements de l'après-guerre, un nouveau relief. Elle ne permet cependant de rendre compte que *partiellement* du rôle joué par les partis « communistes » depuis 1945. En premier lieu parce qu'au moins dans sa formulation littérale, ce passage se référait à l'hypothèse de la formation d'un



« gouvernement ouvrier et paysan » et non à celle de la constitution durable d'un *Etat* ouvrier même bureaucratique. En second lieu parce que la marche des événements de l'après-guerre a manifesté une interaction complexe entre le rôle respectif du mouvement des masses et des interventions propres de la bureaucratie. Ainsi la création des « démocraties populaires » s'est bien opérée sur le fond d'une « combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances » résultant de la guerre et de la débâcle du nazisme, dans une conjoncture caractérisée à l'échelle de *l'ensemble* de l'Europe par un surgissement très puissant des luttes de masses. Ces circonstances contribuaient à rendre fort improbable, en Europe orientale, l'hypothèse d'une stabilisation sociale se fondant durablement sur des régimes de collaboration de classe et des coalitions de type front populiste avec les diverses bourgeoisies nationales. Ces circonstances objectives ne suffisaient cependant ni à imposer inéluctablement ni à réaliser d'elles-mêmes le renversement de la propriété capitaliste : celle-ci a bien requis, et de façon décisive, *une intervention politico-militaire directe et active de l'Etat soviétique et de son armée*. Plus récemment, le cas vietnamien présente une complexité au moins aussi grande : là aussi, la conjonction au cours de l'année 1974 de la poursuite de l'« offensive révolutionnaire » des masses vietnamiennes d'une part, de l'effondrement total du régime fantoche de Thieu après le retrait américain d'autre part, créait « une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances » qui rendait *inapplicable* la solution d'une « étape démocratique » et d'une coalition avec la bourgeoisie nationale, solution à laquelle se référait toute la politique du P.C.V., depuis 1945 jusqu'aux Accords de Paris. La vacance brutale du pouvoir ne laissait plus ouverte qu'une seule voie, celle qui est en passe de conduire à *l'assimilation socio-politique du Sud-Vietnam à la structure de l'Etat ouvrier bureaucratique du Nord*. Mais on ne peut rendre complètement compte de cette issue finale, ouvertement contradictoire avec le programme front-populiste sur lequel le P.C.V. a mené la lutte contre l'impérialisme, en invoquant simplement des circonstances « objectives » ou l'intensité de contradictions de classes qui rendraient désormais caduque toute tentative de stabilisation dans le cadre d'un Etat bourgeois ; ces « circonstances » sont elles-mêmes le produit de l'ensemble des *initiatives politiques et militaires* du P.C.V. depuis vingt ans.

Il apparaît donc nécessaire d'apprécier de façon *dialectique* le rapport contradictoire qui, dans une période de montée révolutionnaire, s'établit entre le mouvement des masses, la bourgeoisie et l'impérialisme, les directions ouvrières bureaucratiques. A cet égard, l'hypothèse « théorique » envisagée par le programme de transition se trouve précisée et éclairée quant à ses implications concrètes par une prise de position plus tardive de Trotsky où ce dernier traite d'un problème méthodologiquement assez voisin de ceux évoqués ici : la signification, au regard de la caractérisation du stalinisme, de l'occupation par l'U.R.S.S. de la Pologne orientale et de la Finlande au début de la Seconde Guerre mondiale.

3. Ce débat est intéressant à un double titre : d'une part il s'ouvre alors que, pour la première fois, le stalinisme pouvait être amené à élargir l'aire géographique de sa domination sociale sans pour autant



remettre en cause le cadre général de sa politique de « socialisme dans un seul pays » (12) ; d'autre part, Trotsky soulève ce point au cours d'une polémique avec une tendance interne au mouvement trotskyste américain (13) qui défendait la caractérisation ultra-gauche de l'Union Soviétique comme Etat bourgeois impérialiste. Ceci lui donne donc l'occasion de combattre de façon magistrale tout *schématisme* en ce qui concerne l'analyse des fondements et des manifestations du rôle contre-révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne. Plusieurs éléments de sa démonstration présentent encore aujourd'hui le plus haut intérêt méthodologique et politique :

En premier lieu, Trotsky souligne que sur la base de ses intérêts propres, la bureaucratie peut, dans certaines circonstances, être à l'*initiative* d'offensives allant jusqu'à la création ou l'extension d'Etats ouvriers bureaucratiques. Cela *sans même que nécessairement* ce soit une mobilisation préalable et autonome des masses qui l'y contraigne. Trotsky va très loin en ce sens puisqu'il écrit à propos de la Finlande : « La guerre civile ne jaillit *pas spontanément* des profondeurs populaires ; elle ne se mène pas sous la direction d'un parti révolutionnaire finlandais s'appuyant sur les masses. Elle est importée de l'extérieur à la pointe des baïonnettes. Elle est contrôlée par la bureaucratie de Moscou. » (14). Ceci permet de comprendre comment des *initiatives* de la bureaucratie ne correspondant au départ qu'à ses intérêts et à ses objectifs politiques propres, peuvent, en certains cas, *susciter* une mobilisation de masse capable de créer *ensuite* une « combinaison de circonstances », de nature à contraindre la direction à aller *plus avant que prévu* dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. Dans le cas des territoires occupés, Trotsky établit ainsi que les intérêts propres de la bureaucratie pouvaient exceptionnellement aller dans le sens de la « soviétisation » (et non du respect de l'étape démocratique) (15). Mais il souligne aussi comment le mouvement des masses pouvait alors *se saisir* de cette circonstance à des fins révolutionnaires,

---

(12) Trotsky écrivait en septembre 1939 : « Il est plus vraisemblable que dans les territoires qui doivent être incorporés à l'U.R.S.S., le gouvernement de Moscou procédera à l'expropriation des grands propriétaires et à l'étatisation des moyens de production. Cette orientation est plus probable non pas parce que la bureaucratie reste fidèle au programme socialiste mais parce qu'elle ne veut ni ne peut partager le pouvoir et les privilèges qui en découlent avec les anciennes classes dirigeantes dans les territoires occupés ». *Défense du marxisme*. EDI, 1972, p. 120.

(13) Burnham, le principal dirigeant de cette opposition, devait ultérieurement rompre avec le mouvement trotskyste et le marxisme et défendre la thèse célèbre du « pouvoir des managers ».

(14) *Défense du marxisme*, p. 183. Dans cette citation et les suivantes, c'est nous qui soulignons.

(15) « En Espagne, pays dont Moscou ne préparait pas le rattachement à l'U.R.S.S., le problème était effectivement de prouver la capacité du Kremlin à sauvegarder la démocratie bourgeoise contre la révolution prolétarienne. *Cet objectif découlait des intérêts de la bureaucratie du Kremlin dans une situation internationale particulière.* Aujourd'hui la situation est différente. Le Kremlin ne se prépare pas à démontrer son utilité à la France, à l'Angleterre, aux Etats-Unis. Comme ses actes l'ont prouvé, il est fermement décidé à soviétiser la Finlande immédiatement ou en deux étapes ». (*Défense du marxisme*, p. 229)

révélaient dès lors les *limites* précises que la bureaucratie entend assigner au processus de transformation sociale : « *L'impulsion* vers une révolution socialiste ne fut possible que parce que la bureaucratie de l'U.R.S.S. repose sur l'économie d'un Etat ouvrier où elle plonge ses racines. Le *développement révolutionnaire* de cette impulsion *par les masses* ukrainiennes et biélorusses ne fut possible que grâce aux rapports de classes dans les territoires occupés et à la puissance de l'exemple de la révolution d'octobre. Finalement, l'étranglement ou le demi-étranglement du mouvement révolutionnaire des masses fut rendu possible par l'isolement de ce mouvement et par la puissance de la bureaucratie moscovite » (*Ibid*, p. 222).

C'est sans doute selon une analyse comparable que l'on pourrait expliquer pourquoi et comment l'Etat soviétique, face à la nécessité de protéger l'U.R.S.S., a pu avoir un semblable rôle d'« impulsion bureaucratique » dans la constitution du glacis des démocraties populaires, quitte à défendre ensuite, de la façon la plus violente, le blocage bureaucratique du processus révolutionnaire contre toute expression autonome du mouvement des masses ouvrières (cf. Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie).

Les révolutions chinoise et vietnamienne présentent des situations concrètes différentes : dans ces cas, il n'y a pas intervention directe de l'Etat soviétique (sinon pour *freiner* le processus en cours) ; en revanche, face à une domination brutale de l'impérialisme, des *partis*, directement formés dans le giron stalinien, ont *de toutes pièces* organisé, mobilisé et dirigé les masses de leurs pays sur des objectifs politiques de départ se réclamant explicitement du programme étapiste de la révolution démocratique nationale (16). Cette « impulsion » a cependant conduit à créer une situation d'affrontement entre le mouvement des masses d'une part, la faible bourgeoisie nationale et l'impérialisme de l'autre, qui mettait objectivement *en faillite ouverte* le programme initial des directions bureaucratiques. Ce n'est qu'en allant *au-delà* de celui-ci que ces directions pouvaient espérer sauvegarder leurs intérêts propres — et ceux des Etats ouvriers bureaucratiques sur lesquels elles s'appuyaient directement : U.R.S.S. dans le cas de la Chine, Etat du Nord pour le P.C.V. La nature étriquée de ces intérêts se manifeste cependant le plus clairement dans les limites dans lesquelles elles entendent dès lors circonscrire le mouvement de la révolution : refus de la démocratie soviétique de masse, déni de toute perspective révolutionnaire internationaliste. Au Vietnam comme en Chine, il s'agit encore de la révolution bloquée de tous les « socialismes dans un seul pays ».

---

(16) Dans le cas du P.C.V., cette référence a été continuellement exprimé tant dans les programmes politiques mis en avant tout au long de la lutte de libération nationale que dans les dispositions des accords souscrits sous la pression de la bureaucratie soviétique (puis chinoise) à Fontainebleau, Genève et Paris. Certaines différenciations ont cependant pu se faire jour au sein du P.C.V., marquant certaines distances par rapport à la thèse de l'inéluctabilité de l'« étape démocratique » et de la collaboration avec la « bourgeoisie nationale ». Les œuvres de Le Duan sont les plus avancées en ce sens.



4. Trotsky, dans le cas de la Pologne et de la Finlande, soulignait ce point : le caractère indiscutablement *progressiste*, du point de vue de la révolution mondiale, des mesures auxquelles peut être, en certaines circonstances, conduite la bureaucratie, ne change en rien son caractère socialement parasitaire et réactionnaire. Il écrit en ce sens : « Mesure révolutionnaire par sa nature, "l'expropriation des expropriateurs" s'effectue dans ce cas de manière militaro-bureaucratique. *Tout appel à une action indépendante des masses (...) sera sans nul doute étouffé le lendemain afin d'assurer la prépondérance de la bureaucratie sur les masses révolutionnaires en éveil.* C'est là un aspect de la question. Mais il y en a un autre. Pour avoir la possibilité d'occuper la Pologne au moyen d'une alliance militaire avec Hitler, le Kremlin a, depuis longtemps, trompé les masses en U.R.S.S. et dans le monde entier et, de ce fait, provoqué la décomposition complète des rangs de sa propre Internationale communiste. *Le critère politique essentiel* pour nous n'est pas la transformation des rapports de propriété dans cette région ou une autre, si importante qu'elle puisse être par elle-même, mais le changement à opérer dans la conscience et l'organisation du prolétariat mondial, l'accroissement de sa capacité à défendre ses conquêtes antérieures et à en réaliser de nouvelles. De ce seul point de vue décisif, *la politique de Moscou, considérée globalement, conserve entièrement son caractère réactionnaire* et demeure le principal obstacle sur la voie de la révolution internationale. » Trotsky souligne le danger supplémentaire qui résulte des illusions politiques que peut susciter cet expansionnisme bureaucratique : « l'extension des territoires dominés par l'autorité bureaucratique et parasitaire sous la couverture de mesures "socialistes" peut augmenter le prestige du Kremlin, engendrer des illusions sur la possibilité de remplacer la révolution prolétarienne par des manœuvres bureaucratiques. Le mal l'emporte de loin sur *le contenu progressiste* des réformes stalinienne en Pologne. Pour que la nationalisation de la propriété dans les territoires occupés devienne une base de développement progressiste, c'est-à-dire socialiste, il faut renverser la bureaucratie de Moscou. Notre programme conserve, par conséquent, toute sa force ».

Ceci a plusieurs conséquences. Tout d'abord, le fait que les dogmes strictement *étapistes* de la stratégie stalinienne doivent être brutalement abandonnés par la bureaucratie dans certaines circonstances exceptionnelles (et jusqu'à avoir à « passer » directement à la création d'un Etat ouvrier) donne bien la mesure du degré atteint par la crise conjointe du stalinisme et de l'impérialisme et fournit l'illustration la plus démonstrative de la nécessité objective de la *révolution permanente*. Mais cela ne permet, en aucune manière, de penser qu'aucune des *directions* bureaucratiques soit pour autant engagée, aussi peu que ce soit, dans la voie d'une acceptation politiquement conséquente de la stratégie de la révolution permanente (17).

---

(17) Dans les deux cas, d'ailleurs, la force des dogmes « étapistes » restait suffisamment forte pour qu'alors même qu'était engagé le processus d'instauration d'un Etat ouvrier et que l'effondrement socio-économique réduisait la « bourgeoisie nationale » à une ombre d'elle-même, le dispositif gouvernemental ait pu conserver durablement une participation formelle de ses représentants fantomatiques (cf. la « troisième composante » dans le cas du Sud-Vietnam actuel).

Celle-ci, en ce qu'elle exprime les impératifs fondamentaux de la dialectique de la révolution mondiale, ne constitue pas un « menu à la carte » dont on pourrait prendre isolément tel ou tel élément sans complètement le dénaturer. Même si leur instauration comme Etats ouvriers s'est faite pour une large part *contre* la volonté conciliationniste de l'U.R.S.S., les Etats chinois et vietnamien, par leur caractère *bureaucratique*, témoignent de ce qui fait leur *continuité* — à la fois *théorique* et *sociale* — avec la bureaucratie du premier Etat ouvrier. Les lendemains moroses de la « révolution culturelle » et les formes de pouvoir prévalant au Vietnam en sont un premier indice.

Alors que du point de vue de la révolution permanente, « la conquête du pouvoir par le prolétariat ne met pas un terme à la révolution mais ne fait que *l'inaugurer* » (18), « du point de vue de la théorie des épigones, la conquête du pouvoir par le prolétariat constitue, à elle seule, l'accomplissement de la révolution : elle inaugure l'époque des réformes nationales » (19). Et que dire des calculs sordides de la diplomatie chinoise, que dire même des limites étroitement nationales ou régionales de la stratégie de la direction vietnamienne (20) au regard de cette autre implication décisive de la révolution permanente : « La révolution socialiste ne peut être achevée dans les limites nationales (...) elle commence sur le terrain national, se développe sur l'arène internationale et s'achève sur l'arène mondiale (...) Ainsi la révolution socialiste devient permanente au sens nouveau et le plus large du terme » (21).

5. Ces remarques voudraient conduire à mieux apprécier comment la crise du stalinisme *combine* nécessairement, d'une part un *écartèlement* croissant des Etats ouvriers et des divers P.C., d'autre part ce qui constitue plus profondément *l'unité sociale et programmatique* des forces issues de la décomposition bureaucratique du mouvement communiste international. Ainsi la puissante tendance à l'autonomisation des divers Etats ouvriers et les cassures qui traversent le « camp socialiste » ne remettent pas en cause la profonde *conformité de statut social et politique* qui unit les diverses bureaucraties nationales et celle de l'U.R.S.S. stalinienne : le statut d'une couche parasitaire étouffant mortellement la démocratie ouvrière et condamnée à limiter strictement la transformation révolutionnaire des rapports de production à ce qu'exigent ses intérêts étriqués, prête aux pires collusions aux dépens de la révolution mondiale. De même, la rivalité d'influence qui peut opposer bureaucratie et impérialisme pour le partage et le repartage du monde, n'amoindrit en rien la responsabilité globalement contre-révolutionnaire d'un mouvement « communiste » socialement solidaire de la couche bureaucratique des divers Etats ouvriers.

Selon l'acuité des contradictions de classe, cette politique des partis

---

(18) Thèse 9 sur la révolution permanente, Trotsky.

(19) Thèse 13 sur la révolution permanente.

(20) Limites qui s'inscrivent explicitement dans le cadre général de la « coexistence pacifique », comme en témoigne la récente déclaration commune Brejnev — Le Duan.

(21) Thèse 10 sur la révolution permanente.



staliniens aura des implications certes diversifiées : elle s'exprimera à travers le pur et simple soutien au maintien en place des gouvernements bourgeois (France) ou par l'acceptation de responsabilités gouvernementales dans des coalitions de type frontiste (Portugal). Dans des circonstances tout à fait exceptionnelles, une direction bureaucratique peut même être conduite à étendre la sphère couverte par les régimes ouvriers bureaucratiques. Une telle situation ne doit pas pour autant dérouter les marxistes-révolutionnaires. En l'occurrence, leur ligne de conduite est clairement tracée : soutien inconditionnel dans l'affrontement avec l'impérialisme ; défiance absolue à l'égard de la politique d'ensemble des directions bureaucratiques.

C'était bien là la méthode proposée par Trotsky vis-à-vis du Kremlin dans le cas des territoires occupés. Elle conserve sa portée générale à l'égard des divers partis bureaucratiques d'origine stalinienne dans la mesure où ils ont à affronter l'impérialisme : « La IV<sup>e</sup> Internationale ne pouvait boycotter ce bouleversement sous prétexte que l'initiative en venait de la bureaucratie réactionnaire. Notre devoir, très net, est de participer à ce bouleversement aux côtés des ouvriers et des paysans et *dans cette mesure* aux côtés de l'Armée Rouge. En même temps, il fallait mettre en garde les masses sans relâche contre le caractère réactionnaire général de la politique du Kremlin et contre les dangers qui en résulteraient pour les provinces occupées. *Savoir combiner ces deux tâches, ou plus exactement ces deux faces d'une seule et même tâche, voilà en quoi consiste une politique bolchévique* ».

15 décembre 1975.

CHRISTIAN LEUCATE.

## Le Parti Communiste Italien : un Parti « Stalinien — National »

« Votre expérience dans cette voie m'intéresse de très près. J'en suis, en effet, à me demander ce que va devenir le principe léniniste de la nature, la composition et la structure d'un parti prolétarien ». C'est ainsi qu'en 1948, Maurice Thorez commente à un dirigeant du Parti communiste italien les récentes déclarations de Togliatti sur le « parti de type nouveau ». Et il ajoute : « J'ai bien peur que tout cela ne finisse par devenir très social-démocrate » (1).

Les termes du débat étaient donc déjà posés dès la fin de la Seconde Guerre mondiale. Trente ans après, le P.C.I. est-il effectivement devenu un parti social-démocrate ? Beaucoup le pensent qui s'appuient sur des faits ou des déclarations significatives d'une distanciation des liens de plus en plus poussée avec le mouvement communiste stalinien. N'est-ce pas Berlinguer qui déclarait, en juin dernier : « Notre vision d'un progrès vers le socialisme dans la démocratie est très différente de celle qui semble inspirer les communistes portugais » (2) ? L'engagement du P.C.I. dans une « voie nationale » serait déjà suffisamment avancé pour que l'on puisse parler d'une rupture avec la bureaucratie soviétique. Le P.C.I. deviendrait un parti de nature principalement « social-démocrate » et secondairement « stalinienne ».

---

(1) Cité dans « A l'ombre des 2 T » de Giulio Cerdetti, p. 326.

(2) Interview au *Corriere della Sera* du 1<sup>er</sup> juin 1975.



Pourtant, l'histoire, même contemporaine, ne tendrait-elle pas à donner raison aux anti-communistes de tous bords qui continuent de définir le P.C.I. comme un « parti aux ordres de Moscou » ? (3). Après tout, la ligne politique suivie depuis 1944 n'a *jamais* été en contradiction avec les intérêts de la bureaucratie soviétique. Et chaque manifestation d'indépendance a *toujours* suscité des contre-feux : approbation de l'intervention des chars soviétiques en Hongrie après les critiques très poussées du stalinisme lors du XX<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S. ; exclusion des camarades du Manifesto après le refus de condamner le P.C. chinois lors de la conférence de Moscou en 1969, etc.

Le P.C.I. serait en réalité un parti stalinien classique soucieux simplement de rassurer l'opinion publique un peu plus que d'autres par une allure démocratique très « avancée » !

Ces deux thèses opposées commettent cependant la même erreur de méthode : isoler certains éléments de l'histoire et des problèmes actuels du P.C.I. sans les resituer dans une appréhension historique complète du mouvement communiste italien. Il est absurde, en effet, de mettre en opposition un P.C.F. stalinien et rigide et un P.C.I. ouvert et démocratique à partir de simples indices sur les discours des dirigeants, les formes d'apparition publique, ou les normes de fonctionnement. Cela peut servir les intérêts politiques d'un Mitterrand ou d'un Soarès ; cela ne permet pas de comprendre les spécificités des deux partis. Si différences il y a, elles doivent être comprises à partir d'une *histoire différente*. L'un et l'autre n'ont pas connu le même processus de stalinisation. Ils ont subi et ils subissent encore des pressions nationales d'un type particulier. Ils ne se situent pas de la même façon dans la crise actuelle du stalinisme.

La nature du plus grand parti communiste d'Europe occidentale, qui regroupe derrière lui 33 % des électeurs italiens, qui « occupe » les mairies de Turin, Gênes, Florence, Bologne et Naples, et qui détient la clef pour faire évoluer la crise politique en Italie, cette nature ne peut donc être précisée qu'à travers un retour historique sur les conditions de sa formation et de son évolution.

## I. — Une naissance difficile.

La naissance du Parti communiste italien se situe déjà dans un cadre original par rapport aux autres P.C. d'Europe. La social-démocratie italienne, à l'inverse de ses homologues français et allemand, n'a pas trahi ouvertement lors de la Première Guerre mondiale. Après avoir joué un rôle important dans la « Semaine rouge » de juin 1914 durant laquelle « en Emilie et dans les Marches, le drapeau rouge flotte sur les mairies, les taxes sont abolies, les prix réduits par décret, les églises attaquées, les chemins de fer et les lignes téléphoniques endommagés, les villas des

---

(3) G. Galli, *Storia del partito comunista italiano*.

grands propriétaires saccagées, les troupes désarmées et même un général capturé » (4), le Parti socialiste italien adopte un mot d'ordre ambigu par rapport à la guerre : « Ni adhérer, ni saboter ». Son prestige aux yeux des travailleurs reste intact à la fin du conflit. Il obtient 34.3 % des voix aux élections de 1919 et adhère dans l'enthousiasme général à la III<sup>e</sup> Internationale, lors de son congrès de Bologne la même année.

A cet égard, il n'est pas vrai, comme le prétend Henri Weber dans son article « Les partis staliniens et leur devenir » (5), que, « contrairement au P.C.F., le P.C.I. intègre au départ ce que le mouvement ouvrier italien a produit de meilleur : l'aile maximaliste du P.S.I. et l'équipe des cadres intellectuels de haut niveau regroupés autour du journal « Ordine Nuovo » (Gramsci, Togliatti). Dès sa fondation, il est confronté à une expérience révolutionnaire de grande envergure (le mouvement des Conseils de l'Italie du Nord) qui marque profondément sa réflexion stratégique ». Présenter ainsi la genèse du Parti communiste italien laisse planer de grandes illusions sur son audience jusqu'à l'arrivée de Mussolini, et surtout ne permet guère de comprendre les débats qui le déchirent jusqu'au Congrès de Lyon en 1926.

La poussée révolutionnaire des années 1919-1920, qui culmine avec les grèves générales insurrectionnelles d'avril et de septembre 1920, se produit sans qu'une délimitation politique et organisationnelle ait été encore opérée au sein du Parti socialiste. Ce n'est qu'après la première grève générale de plusieurs jours que le groupe « Ordine Nuovo » attaque ouvertement la direction réformiste du parti, et notamment le leader de la Confédération du Travail, D'Aragona, lors d'un Conseil National tenu en mai 1920. Mais cela n'empêchera pas les dirigeants socialistes d'être accueillis à bras ouverts lors du II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale, en juin et juillet de la même année, et de recevoir un vibrant hommage des ouvriers de Cronstadt pour la grande grève générale d'avril... qu'ils avaient, en réalité, tout fait pour briser !

Même si le Congrès précise dans le XVII<sup>e</sup> point des thèses rédigées par Lénine : « Pour ce qui concerne le P.S.I., le II<sup>e</sup> Congrès retient substantiellement comme justes la critique au parti et les propositions pratiques publiées comme propositions au Conseil national du P.S.I., au nom de la section turinoise, dans la revue « Ordine Nuovo » du 8 mai 1920, lesquels correspondaient pleinement à tous les principes fondamentaux de la III<sup>e</sup> Internationale » (6). « Dans ce document, Gramsci avait, en substance, posé la question essentielle : la direction du P.S.I. absente du mouvement international, restait, malgré tout son maximalisme, prisonnière des réformistes qui bloquaient la poussée des masses : il fallait donc éliminer du parti les « non-communistes » et, en premier lieu, coordonner et centraliser les forces ouvrières et paysannes, étudier, rédiger et défendre un programme de gouvernement révolutionnaire » (7).

(4) Cf. Seton-Watson, *Italy from liberalism to fascism*, p. 393.

(5) Cf. *Critique Communiste* n° 3 (septembre 1975).

(6) Cf. *Les quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste 1919-1923*, p. 47.

(7) Cf. Spriano, *Storia del partito comunista italiano*, Vol. 1, p. 73.



Zinoviev fera d'ailleurs une autocritique au cours du III<sup>e</sup> Congrès, l'année suivante : « Quand la délégation italienne arriva à Moscou, nos relations avec les autres pays étaient encore à ce point mauvaises que nous ne savions pas qu'il s'agissait de réformistes. Nous avions la confiance la plus complète en Serratti, comme en toutes les personnes qu'il avait amenées avec lui. Nous les appréhendions comme des éléments encore confus mais dont la dévotion à la cause prolétarienne était vraiment sincère » (8).

Cette confusion résultait précisément des hésitations des communistes turinois à rompre définitivement avec une social-démocratie qui avait montré son vrai visage dans le feu d'un mouvement de masse. Y compris lors des journées de septembre 1920, à un moment où l'avant-garde ouvrière avait perdu toute illusion dans la direction du Parti socialiste, ceux-ci refuseront de consommer la rupture. Ils ne proclameront pas la nécessité de construire un nouveau parti de la classe ouvrière. C'est seulement en octobre 1920, après la défaite de la grève insurrectionnelle de septembre, que la fraction communiste, dirigée par Gramsci et Bordiga, s'organise nationalement. Trop tard pour capter la radicalisation ouvrière des deux années précédentes. Gramsci le reconnaîtra quatre ans plus tard : « En 1919-1920, nous avons commis de très graves erreurs qu'au fond nous payons aujourd'hui. Nous n'avons pas constitué une fraction et cherché à l'organiser dans toute l'Italie de peur d'être appelés carriéristes et arrivistes. Nous n'avons pas voulu donner aux conseils de fabrique de Turin un centre de direction autonome qui aurait pu exercer une influence immense dans tout le pays, par peur de la scission dans les syndicats et d'être trop prématurément exclus du Parti socialiste (...) » (9).

La naissance du Parti communiste d'Italie surviendra donc dans des circonstances défavorables pour le groupe d'« Ordine Nuovo ». Certes il recueillera 58 783 mandats au Congrès de Livourne, en janvier 1921, mais 98 028 se porteront vers les « maximalistes » centristes, et 14 692 vers l'aile ouvertement réformiste de Turati. La scission interviendra sur la vingt et unième condition d'adhésion à l'Internationale Communiste, celle qui stipulait : « Les adhérents au Parti qui rejettent les conditions et les thèses établies par l'Internationale Communiste doivent être exclus du Parti. » Les centristes refuseront d'exclure le groupe de Turati, et choisiront plutôt le départ de la fraction communiste. Le nouveau parti ne naîtra donc pas d'une fusion entre « Ordine Nuovo » et les « maximalistes ». Surtout, il n'apparaîtra dans la vie politique italienne qu'à un moment de reflux du mouvement de masse. A la différence, par exemple, du Parti communiste unifié d'Allemagne (fusion des communistes et des indépendants) qui voit le jour en décembre 1920, à l'orée d'une poussée révolutionnaire sans précédent, après une première montée du mouvement en 1918-1919, et après l'adhésion majoritaire du P.S.D.I. (qui comptait alors un million de membres), aux vingt et une conditions de l'Internationale Communiste.

---

(8) Cité dans « La question italienne au 3<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste », P.C.I.

(9) Lettre de Gramsci à Leonetti du 28 janvier 1924.

Cette naissance difficile et minoritaire explique en partie la dégénérescence rapide du Parti communiste italien dans les années qui suivent. Bordiga prend la direction et impose un cours sectaire par rapport aux socialistes. Ligne qui sera condamnée par le III<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale, après la scission entre maximalistes et réformistes en octobre 1922. La résolution sur la question italienne stipule, en effet : « La situation générale en Italie, surtout après la victoire de la réaction fasciste, exige impérieusement la fusion rapide de toutes les forces révolutionnaires du prolétariat. Les ouvriers italiens reprendront courage s'ils voient se produire, après les défaites et les scissions, une nouvelle concentration de toutes les forces révolutionnaires (...). Le IV<sup>e</sup> Congrès Mondial décide la fusion immédiate du Parti communiste et du Parti socialiste italien. Le Parti unifié portera le nom de : « Parti communiste Unifié d'Italie (section de l'Internationale Communiste) » (10). Cette fusion n'aura malheureusement jamais réellement lieu du fait du triomphe du fascisme quelques mois plus tard. Ce qui n'empêchera pas Gramsci, dès 1923, de réclamer une ligne politique de front unique par rapport aux socialistes, à l'opposé des thèses bordighistes synthétisées dans l'appel aux travailleurs italiens pour les élections de 1921 : « Chaque travailleur conscient du processus historique des révolutions prolétariennes doit être aujourd'hui persuadé que sa classe ne réussira à avancer en Italie qu'en passant sur le cadavre du Parti socialiste ! ».

Même si Gramsci l'emporte au Congrès de Lyon en 1926, il est trop tard. Le Parti communiste italien n'a pas réussi à regrouper derrière lui la majorité des éléments avancés du prolétariat, dans la mesure, notamment, où il n'a pas eu le temps de faire ses preuves à travers une expérience révolutionnaire significative. Ceci explique sans doute le fait qu'aucune opposition de gauche structurée sur la base d'acquis de luttes ne s'opposera réellement dans l'histoire du Parti à la stalinisation progressive. La répression ne rendra d'ailleurs pas possible un réel débat sur l'évolution de l'Internationale Communiste après Lénine. Le parti entre dans la longue nuit du fascisme avec peu de prestige. Il ne l'acquerra, et cela n'est pas indifférent à son processus de développement de l'après-guerre, qu'à travers une lutte spécifique de libération nationale dans la clandestinité.

Un historien tirera ainsi le bilan de la vie clandestine du P.C.I. : « Au printemps 1943, l'opposition clandestine au fascisme avait pratiquement épuisé sa fonction originelle. Cette fonction avait été très importante : elle avait tenu vive pendant plus de vingt ans l'unique ligne de pensée indépendante en Italie, elle avait montré au fascisme sa substantielle faiblesse et elle avait préparé à travers la lutte et le sacrifice les bases d'un avenir meilleur. Mais elle ne pouvait dépasser certaines limites : à chaque tentative de sortir du champ clos des cellules et des amis répondait immédiatement la réaction policière ; et le plus mûr des centres d'opposition, le Parti communiste, qui s'efforçait de propager la lutte d'un petit groupe clandestin vers l'action de masse, voyait inexorablement ses propres tenta-

---

(10) Cf. *Les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste 1919-1923*, p. 204.



tives réprimées, chaque mouvement étranglé à la naissance, et ses cadres, qu'il était difficile de remplacer, tombés ». De fait, dès 1927, le parti est décapité. L'essentiel de sa direction se retrouve en prison ou en exil. Les « chemises noires » ont imposé une dure défaite à la classe ouvrière du fait, en particulier, de la passivité de la Confédération italienne du travail dirigée par les réformistes. En 1928, Togliatti critiquera les erreurs du parti face à la répression : « Il ne fait aucun doute que notre parti n'a pas vu à temps le changement de la situation qui s'est produit à la fin de 1926 et au début de 1927. Il n'a pas vu à temps le passage d'un régime de semi-légalité à l'illégalité absolue ; la nouvelle situation qui s'était créée en Italie imposait au fascisme la nécessité d'une attaque particulièrement sauvage contre l'avant-garde de la classe ouvrière (...). Nous avons perdu les meilleurs des cadres intermédiaires du parti » (11).

Il se produit alors une coupure très nette entre la direction en exil du parti, et l'activité intérieure de celui-ci. Gramsci et Bordiga, les deux fondateurs du parti, sont en prison. C'est dorénavant Togliatti qui est maître à bord. Et très vite les dirigeants en exil vont suivre le tournant de l'Internationale et le processus de stalinisation qui s'ensuit. Dès le V<sup>e</sup> Congrès, en 1927, Togliatti, malgré certaines critiques, se range du côté de la majorité sur la question chinoise. Au cours du VI<sup>e</sup> Congrès, en 1928, qui verra le triomphe des thèses sur la défense de l'U.R.S.S. face aux menaces de guerre mondiale et sur le social-fascisme comme ennemi principal, la délégation italienne adoptera une attitude presque exempte de critiques. Elle mènera même une polémique violente contre les jeunes communistes dirigées par Longo qui, en Italie, souhaitaient mettre en avant le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier et paysan ». Dans le débat qui traversera le parti à la fin des années vingt, le mot d'ordre d'« assemblée républicaine » triomphera. De même, les critiques émises de la part de certains dirigeants du P.C.I. à la ligne sectaire du Komintern à l'égard de la social-démocratie se traduiront par une série d'exclusions, à l'image de ce qui se passe dans le parti communiste bolchévique. Entre 1929 et 1931, cinq des huit membres du bureau politique sont exclus (dont Tasca, l'un des fondateurs historiques). La stalinisation de la direction du P.C.I. est alors consommée. Mais elle ne touche guère la réalité du parti qui se bat contre le fascisme.

Une nouvelle génération de militants est née dans la lutte clandestine : ce sont les « svoltisti », c'est-à-dire ceux qui font opérer, de fait, au P.C.I. un tournant dans sa pratique politique à partir de 1930. Amendola en donne le témoignage suivant : « C'est avec le "tournant" que le P.C.I. s'écarte d'un destin de parti en exil comme les autres, et réaffirme sa présence organisationnelle dans le pays. Il recrute à certains moments et dans certaines localités de façon massive, modifie les vieux rapports de force au sein du mouvement ouvrier, particulièrement dans certaines régions (Emilie), conquiert, en somme, une hégémonie dans le développement de la lutte antifasciste (...). Le P.C.I. peut rassembler sur la plateforme du "tournant", de nouvelles et riches adhésions, prendre des initia-

---

(11) Cité dans Spriano, *Storia del partito comunista italiano*, Vol. II, p. 89.

tives avec les groupes de "Justice et Liberté" (12) et du P.S.I. et se lier avec la nouvelle réalité politique qui mûrit dans le pays. Le "tournant" qui, sur le plan international, se traduisait par une orientation de gauche sectaire et schématique, fixée par le VI<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale, prenait fréquemment, dans la réalité de son application dans le pays, un caractère d'initiatives unitaires concrètes. »

A la veille de la Libération, le Parti communiste italien présente donc un double visage. En haut, à Moscou, une direction « stalinisée » qui a assumé tous les virages de l'Internationale, le tournant sectaire de la « troisième période », comme le tournant droitier des fronts populaires. En bas, un parti qui se bat dans la clandestinité et qui n'a pu connaître un réel processus de « stalinisation ». Mais, et c'est un point décisif, les conditions spécifiques de la lutte aboutissent à la formation de cadres politiques essentiellement axés sur la lutte nationale et complètement coupés des réalités internationales. Quant Togliatti revient en Italie, en février 1944, porteur d'une ligne de collaboration de classe avec les « bourgeoisies nationales », il trouve un parti tout prêt à le suivre sur cette voie.

## II. — Une renaissance triomphale.

Le Parti communiste italien ne naît véritablement comme force politique à influence de masse qu'au milieu de la Seconde Guerre mondiale, en 1942. Cette année-là est posée à Toulouse, lors d'une rencontre entre les représentants du P.C.I., du P.S.I. et des groupes « Justice et Liberté », la première pierre de ce qui deviendra le Comité de Libération Nationale. En août, l'*Unità* reparait dans la clandestinité. Il tirera, dès le mois de décembre, à 40 000 exemplaires avec une périodicité bimensuelle. Enfin, les liens deviennent de plus en plus étroits avec la direction en exil en Union Soviétique, grâce notamment à Radio-Milan diffusé depuis Moscou. Certains cadres exilés sont revenus dans le pays, et la direction de l'intérieur commence à se fondre dans le moule stalinien. De nouvelles exclusions interviennent en février 1943, directement inspirées par le centre extérieur. Il s'agit essentiellement de quelques dirigeants, dont Terracini, ayant critiqué le pacte germano-soviétique.

Les premiers actes de résistance armée apparaissent durant l'hiver 1943. Après la victoire de Stalingrad et le retournement des alliances, la bureaucratie soviétique ordonne aux P.C. d'Europe d'activer les actes de sabotage contre les occupants tout en préparant les conditions pour la formation de gouvernements de coalition intégrant toutes les forces antifascistes. Togliatti donnera comme axe, en novembre 1942, l'organisation d'un Front national ouvert à toutes les forces d'opposition qui comprennent aussi les monarchistes, les catholiques et les « fascistes d'opposition ». Le Parti communiste italien refusera toutefois de se lancer seul dans la résistance armée.

---

(12) Groupes d'intellectuels démocrates (N.D.L.R.).



Il attendra la formation du Front national, puis du Comité de Libération nationale, le 9 septembre 1943. Le 25 juillet, en effet, Mussolini a abdiqué. Et le 8 septembre, le roi abandonne le pays aux occupants allemands. C'est à ce moment seulement que la consigne de résistance armée est lancée par le P.C.I. dans le cadre de la large coalition antifasciste. En février 1944, Togliatti prononce le fameux discours de Salerne dans lequel il se dit prêt à collaborer, y compris avec le royaliste Badoglio, dans un gouvernement d'unité nationale qui naîtra en avril. C'est le début de la participation des communistes à la « reconstruction nationale » et d'une renaissance triomphale dans les années qui suivent.

Henri Weber commet une seconde erreur dans son article en affirmant : « Entre les deux guerres mondiales, le parti ne prend pas pied dans les masses italiennes (...) Ce n'est qu'à partir de 1944, à travers la Résistance, que le P.C.I. conquiert son influence de masse. En trois ans, il passe de quelques milliers de membres à deux millions d'adhérents. La « stalinisation » de ce parti de masse se réalise alors en l'absence de cadres suffisants, au moment où se manifestent les signes avant-coureurs de la crise du stalinisme. Le processus de « stalinisation » du P.C.I. diffère donc largement du processus de « stalinisation » du P.C.F., ne serait-ce que par la durée. » D'abord, le P.C.I. a, de fait, acquis une influence de masse à travers la lutte antifasciste. Dès 1944, il comptait 500 000 inscrits, dont 90 000 dans les territoires du Centre et du Nord encore occupés par les Allemands. Ensuite, la libération des prisonniers politiques permet une reconstruction de l'appareil avec des cadres ayant une longue tradition de lutte. « En 1947, sur 2 027 dirigeants fédéraux, 1 344, c'est-à-dire les deux tiers, étaient inscrits au parti déjà à l'époque préfasciste ou durant la période de clandestinité. » (13).

Enfin, la direction du P.C.I., qui construit le parti jusqu'en 1947, est déjà une direction stalinienne. De plus, la ligne politique qu'elle pratique correspond tout à fait au sentiment des masses qui adhèrent alors au parti sur la base de son prestige durant les « années noires ». La résistance armée a duré à peine un an et s'est faite dans des conditions différentes qu'en France. Il y aura donc beaucoup moins d'opposition et de tensions que dans le P.C.F. où les militants, et notamment les cadres, ont dû successivement pratiquer une politique sectaire jusqu'en 1934, s'ouvrir aux radicaux pendant le Front populaire, accepter le pacte germano-soviétique, construire un réseau de résistance armée extrêmement développé, pour rendre ensuite les armes et participer à la reconstruction nationale.

Il serait donc erroné de présenter la « stalinisation » du P.C.I. comme un processus précipité et inachevé. Certes, le processus a été de courte durée, mais sa spécificité tient moins à cette variable qu'à la forme particulière de stalinisation auquel il a donné lieu. Dès 1945, le P.C.I. est un parti de masse stalinien à part entière. Mais un parti stalinien d'un type particulier. Ses cadres sont avant tout des militants antifascistes beaucoup

---

(13) Sivini, « Le P.C.I. Structure et fonctionnement » in *Sociologie du communisme en Italie*, Cahiers F.N.S.P.

plus liés à la réalité nationale italienne qu'à la bureaucratie soviétique. Les premières manifestations de la crise du stalinisme entrèrent donc directement en écho avec leurs préoccupations. Le caractère « stalinien-national », pour reprendre l'expression parfaitement juste de Henri Weber, s'applique au P.C.I. dès sa renaissance.

Au lendemain de la guerre, le P.C.I., comme tous les partis communistes occidentaux, théorise la transition « par étapes » au socialisme. Il justifie ainsi sa caution à un gouvernement dans lequel cohabitent des royalistes collaborationnistes et des résistants. En 1945, Togliatti affirme que la stratégie de son parti, c'est la « démocratie progressive ». Et il la définit ainsi : « La démocratie progressive, c'est celle qui ne regarde pas vers le passé mais vers l'avenir. La démocratie progressive, c'est celle qui ne laisse aucune trêve au fascisme mais détruit toute possibilité qu'il revienne. La démocratie progressive sera, en Italie, celle qui détruira tous les résidus féodaux et résoudra le problème agraire en donnant la terre à ceux qui la travaillent ; celle qui ôtera aux groupes ploutocratiques toute possibilité de concentrer une nouvelle fois, dans leurs mains, toutes les ressources du pays, de s'emparer du gouvernement, de détruire la liberté populaire (...). La démocratie progressive est celle qui organisera un gouvernement du peuple pour le peuple, dans lequel toutes les forces vives du pays auront leur place, pourront s'affirmer et avancer vers la satisfaction de toutes leurs aspirations » (14). Ce qui n'empêchera pas le P.C.I. d'accepter le maintien d'un corps préfectoral construit sous le fascisme, et de voter, par exemple, l'article 7 de la Constitution introduisant les Accords du Latran signés entre Mussolini et le Vatican en 1929 !

Pour mettre en place la « démocratie progressive », le P.C.I. prône une alliance de toutes les forces antifascistes. Mais il commet une erreur d'analyse sur la politique de la grande bourgeoisie italienne. Ou plutôt, il subit les déformations théoriques nécessaires aux intérêts de la bureaucratie soviétique. En effet, en assimilant fascisme et grande bourgeoisie, il justifie ainsi théoriquement l'alliance de toutes les couches « antifascistes ». Mais dès 1943, il apparaît clair qu'une partie du grand capital italien a choisi l'axe anglo-américain qui offre le plus de garanties pour le développement du capitalisme en Italie. Le bloc antifasciste comprend alors, y compris une aile de la grande bourgeoisie consciente des enjeux qui se dessinent avec la fin du fascisme. Le P.C.I. sera ainsi obligé de distinguer, par la suite, les « collaborationnistes » et les « capitalistes honnêtes ». Cette analyse, nécessaire pour justifier la pratique de collaboration de classe après la guerre, se traduit également dans les jugements portés sur le Parti Démocrate-chrétien qui devient alors le parti majoritaire de la bourgeoisie italienne à la place du vieux Parti libéral déconsidéré à ses yeux. Lors du V<sup>e</sup> Congrès du parti, en 1945, Togliatti déclare : « Nous constatons une chose très curieuse : ce parti, qui devrait être le parti de la « spiritualité », est le parti dont l'action manque le plus de « spiritualité », dans la mesure où il ne réussit pas à s'élever des simples questions concrètes à la lutte générale pour la fondation d'un véritable régime de

---

(14) Cité dans L. Maitan, « P.C.I. 1945-1969. Stalinisme et opportunisme », p. 37.



démocratie, régime qui n'est pas possible sans l'unité des masses travailleuses et l'action commune intransigeante pour la destruction du fascisme. Ce que sera demain l'Italie dépend, pour une grande part, du fait que la démocratie-chrétienne agisse vraiment comme parti démocratique et non comme instrument des groupes conservateurs » (15). Cette dernière phrase ne reste-t-elle pas, d'ailleurs, le fondement de la politique actuelle de « compromis historique » ?

Une telle problématique sera critiquée lors de la réunion du Kominform de 1948 qui amorcera le tournant « gauche » des P.C. européens dans le contexte international de la guerre froide. Les dirigeants italiens appliqueront ce tournant sans pour autant obtenir un puissant répondant à la base. La campagne électorale d'avril 1948 se déroule dans un climat d'hystérie anticommuniste, après l'expulsion des communistes du gouvernement l'année précédente. Refusant de mener campagne sur les thèmes de la réforme agraire et de la lutte contre le chômage, le P.C.I. centre sa campagne contre le plan Marshall, et pour la restitution de Trieste à la Yougoslavie. Il applique fidèlement la politique correspondant aux intérêts internationaux de la bureaucratie soviétique. Ce sera un échec dans les zones industrielles et urbaines de l'Italie du Nord. Mais le parti jouit encore d'un prestige énorme dans la classe ouvrière. Lors de la tentative d'assassinat de Togliatti en juillet 1948, une puissante mobilisation populaire a lieu, avec grèves et occupations d'usines. Il faudra toute la force d'un parti contre-révolutionnaire pour la désamorcer et éviter que ne soit posée la question du pouvoir à un moment où la bureaucratie soviétique n'a aucune envie de voir les P.C. occidentaux participer directement au gouvernement.

Contrairement au P.C.F., la guerre froide et le tournant sectaire n'auront pas des conséquences désastreuses sur l'audience militante et électorale du P.C.I. bien que le mouvement syndical subisse de graves défaites après l'échec des grèves de 1953. Le premier passe de 910 000 cartes délivrées en 1947 à 430 000 en 1956, et perd du terrain aux différentes élections. Le second, à l'inverse, ne commence à perdre des adhérents que vers 1954. Encore faut-il préciser que s'amorce alors une tendance qui durera jusqu'en 1968 et qui aura une bien moins grande ampleur qu'en France. De plus, le P.C.I. augmente régulièrement ses scores électoraux : il passe de 19 % en 1946 à près de 23 % en 1958. Livio Maitan en donne une explication : « De façon générale, la forme dogmatique de type stalinien traditionnel ne constitue pas une caractéristique essentielle de l'élaboration des dirigeants du P.C.I. Là réside, précisément, un élément propre au P.C.I., que l'on peut constater, sur la base de ses contributions théoriques les plus significatives : il y a un effort pour « coller à la réalité » y compris dans la forme, en repoussant le dogmatisme et le sectarisme. Si on veut, il y a une meilleure correspondance entre le contenu réformiste et la forme avec laquelle ce contenu est expliqué » (16). Cette explication doit être naturellement réintégrée dans un ensemble de fac-

---

(15) *Ibid.* p. 21..

(16) *Ibid.* p. 191.

teurs qui ont permis au Parti communiste italien de sortir de la guerre froide sans avoir perdu, par une politique sectaire et mal comprise, une trop grande crédibilité face aux travailleurs.

Mais il est évident que le XX<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S., en février 1956, va être accueilli avec un énorme soulagement par la direction du P.C.I. Immédiatement, Togliatti reprend le thème de la déstalinisation dans une interview accordée à la revue *Nuovi argomenti* quelques mois plus tard. Une telle attitude ne rencontrera guère de résistance au sein du parti, du fait de sa nature particulière : les cadres n'ont en effet jamais été contraints d'appliquer une politique contraire aux réalités nationales. « Les communistes français n'ont pas eu autant de chance que leurs camarades italiens qui ont dû entrer dans la clandestinité ou s'exiler, à cause des persécutions fascistes, et ont donc échappé, dans une certaine mesure, aux conséquences les plus graves du stalinisme » (17). Une telle ardeur dans les prises de position sur la période stalinienne sera d'ailleurs condamnée explicitement par le C.C. du P.C.U.S. en juin 1956. Mais le plus important, sans doute, est que la direction du parti va saisir l'occasion des thèses présentées par Khrouchtchev au XX<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S. pour définir la « voie italienne vers le socialisme ». Certes, Togliatti se garde des critiques de « gauche » lors de son discours de salut : « Qui a dit que la "voie italienne" veut dire voie parlementaire ? La voie italienne, c'est une voie pour marcher vers le socialisme qui tient compte des conditions déjà réalisées et des victoires déjà obtenues » (18).

Les thèses votées au VIII<sup>e</sup> Congrès du P.C.I., en octobre 1956, sont cependant beaucoup plus explicites : « Le parti communiste a affirmé, depuis toujours, qu'il ne considère par la Constitution républicaine comme un moyen d'utiliser les instruments de la démocratie bourgeoise en vue d'une insurrection armée pour conquérir l'Etat et le transformer en un Etat socialiste. Il la considère comme un pacte unitaire, auquel la grande majorité du peuple italien est attaché, et qui constitue un point de départ du développement organique de la vie nationale pour toute une période historique. Dans le cadre de ce pacte peuvent être accomplies, avec une pleine légalité constitutionnelle, les réformes de structure nécessaires pour miner le pouvoir des groupes monopolistiques, défendre les intérêts de tous les travailleurs... » (19). De même, par exemple, que l'intervention, au cours du débat préparatoire, d'un dirigeant du parti, Scocimaro : « La direction politique de la classe ouvrière, c'est-à-dire le problème de son pouvoir politique, se présente cependant avec des aspects nouveaux. Par le mode d'arrivée au pouvoir : conquête démocratique, sans les violentes ruptures révolutionnaires qui furent nécessaires dans d'autres situations ; par sa forme d'organisation : le régime parlementaire représentatif complété d'organes de démocratie directe, au lieu du système des conseils ouvriers et paysans (soviets) ; par le programme : développement dans un sens socialiste des réformes constitutionnelles, au lieu de la nationalisation immédiate de la terre et de la grande industrie. A la nécessité de créer

---

(17) Cf. Lichteim, *Marxism in modern France*, p. 53.

(18) Cité dans Maitan, op. cit., p. 82.

(19) Cité dans Maitan, op. cit., p. 49.



un appareil d'Etat répondant aux nouvelles exigences de construction de la société socialiste, qui, dans le passé, ne pouvait se faire qu'en éliminant le vieux pour en créer un nouveau, peut se substituer, dans la nouvelle situation, la réforme et la transformation de l'appareil d'Etat dans le sens de sa démocratisation, du développement des organes de démocratie directe et de contrôle populaire » (20). L'objectif des thèses du VII<sup>e</sup> Congrès est résumé ainsi : « Construire un Etat qui ne peut être encore un Etat socialiste, mais ne doit plus être l'Etat bourgeois dominé par la grande propriété et les monopoles capitalistes ».

Cette ligne néo-réformiste qui est théorisée à cette époque, rentre cependant en contradiction avec les déclarations de la période précédente. Qu'à cela ne tienne ! Togliatti dénonce, auprès des militants, la « dop-piezza », c'est-à-dire la tendance à expliquer quelque chose que l'on ne pense pas. La « voie italienne vers le socialisme » n'est plus un paravent. Dorénavant, elle constitue la stratégie du parti à part entière et toutes les références historiques abstraites à la dictature du prolétariat disparaissent de la presse du parti. Un point final est mis à la période de durcissement qui ne pouvait guère trouver d'écho auprès d'un parti essentiellement construit sur des bases « nationales ». La critique de cette période a d'ailleurs été reprise par Berlinguer dans le document préparatoire au XIV<sup>e</sup> Congrès qui s'est tenu en février 1975 : « Il faut cependant se demander si notre perspective ne subit pas alors un certain obscurcissement, si cette duplicité d'orientation, dont parlera, au VIII<sup>e</sup> Congrès, Togliatti, comme d'une entrave dont il fallait désormais totalement se débarrasser, n'avait pas trouvé un aliment précisément en ces années 1947-1948, dans une insuffisance de la défense et de l'explication de la ligne de l'avance démocratique vers le socialisme » (21).

L'année 1956 marque également une distanciation explicite avec les dirigeants du Kremlin. C'est la fameuse thèse du polycentrisme contre le « parti-guide », théorisant l'indépendance de chaque parti communiste à l'égard du P.C.U.S. Au fond, il s'agit moins d'un tournant dans la politique du P.C.I. que d'une adaptation de sa ligne stratégique à sa propre réalité de parti « stalinien-national » rendue possible par les premiers signes de la crise du stalinisme. Une polémique se déclenchera d'ailleurs, à la fin de l'année 1956, avec Roger Garaudy, alors dirigeant du P.C.F. Celui-ci expliquera : « La tâche de l'heure est de stimuler une lutte contre le capitalisme qui rende évidente la loi de la paupérisation absolue et relative de la classe ouvrière et donne conscience que cette loi ne finira qu'avec la fin du capitalisme » (22). Façon peu discrète de critiquer la ligne du VIII<sup>e</sup> Congrès. Comment les dirigeants du P.C.F. pourraient-ils d'ailleurs admettre le « polycentrisme » alors que Thorez avait déclaré, au moment du XX<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S. : « Et si nous, travailleurs, prenons particulièrement en considération les intérêts de notre peuple, nous constatons qu'ils ne se sont jamais trouvés en contradiction avec ceux de

---

(20) Cité dans Maitan, op. cit., p. 52.

(21) Cf. « Les communistes italiens », bulletin pour l'étranger du P.C.I. n° 5-6, 1974.

(22) Cité dans Maitan, op. cit., p. 94.

l'Etat soviétique. Bien plus, la concordance entière des uns et des autres s'est affirmée dans toutes les questions majeures... Les positions prises par l'Union Soviétique pour sa propre défense ont impliqué chaque fois la défense de l'intérêt national de la France » (!) (23). Trois ans plus tard, Togliatti se permettra, au contraire, au XXI<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S., au moment où Khrouchtchev condamnera la théorie du « parti-guide », de remettre en cause la déclaration commune des partis communistes adoptée en 1957 à Moscou et qui y faisait allusion : « C'est une précision qui vaut comme correction des termes utilisés dans la déclaration de 1957 » (24), expliquera-t-il à la tribune après le discours du secrétaire général du P.C.U.S.

L'originalité du communisme italien dans les années 1960 tient précisément à l'indépendance croissante qu'il affirmera à l'égard de l'Union Soviétique. Ce processus de « social-démocratisation », certainement plus avancé que dans le parti communiste français, doit néanmoins être analysé avec la compréhension du cadre historique dans lequel il s'inscrit. Le P.C.I., à la différence du P.C.F., est toujours resté un parti « national ». Son processus de social-démocratisation, dans le cadre de la crise du stalinisme, apparaît donc plus « naturel ».

## II. — Une social-démocratisation « avancée ».

La « social-démocratisation » d'un parti communiste signifie un double processus : d'une part les liens que la bureaucratie nationale entretient avec la bureaucratie soviétique tendent à se relâcher au profit des liens avec la bourgeoisie nationale, à l'instar des sociaux-démocrates ; d'autre part, la structure d'encadrement de la classe ouvrière, en parfaite autonomie à l'égard de la bourgeoisie, laisse progressivement la place à un système d'organisation calqué sur la réalité des institutions bourgeoises. Ce double mouvement caractérise l'évolution du P.C.I. depuis une quinzaine d'années. Encore faut-il préciser les conditions politiques favorables qui ont donné au phénomène un caractère spectaculaire.

A la différence de la bourgeoisie française, en effet, la bourgeoisie italienne ne s'est pas encore dotée d'institutions adaptées à la marche vers l'Etat fort. Le régime parlementaire classique, dans lequel les gouvernements se composent et se décomposent au gré des coalitions majoritaires formées autour de la Démocratie-chrétienne, permet au P.C.I. d'atteindre un double objectif : gagner la confiance des masses en apparaissant à l'Assemblée, lieu central du débat politique en Italie, comme le parti d'opposition ; trouver une crédibilité auprès de la bourgeoisie en participant « loyalement » à la vie parlementaire, par le jeu, notamment, des commissions dans lesquelles sont négociés les amendements et les compromis. Dans le cadre d'un mode de scrutin proportionnel, avec plus de 25 % des voix depuis 1960, le P.C.I. joue donc un rôle clef dans tous les

(23) Cité dans Thorez. *Vie secrète et vie publique*, de Robrieux, p. 450.

(24) Cité dans Maitan, op. cit., p. 192



votes importants. « Entre 1948 et 1968, les trois quarts de la législation produite ont reçu son approbation » (25). Ceci est accentué par l'existence des régions depuis 1970, disposant d'une certaine autonomie par rapport au pouvoir central. Le P.C.I. trouve là le moyen de mettre en pratique sa politique réformatrice, comme il le fait déjà dans les municipalités « rouges » depuis la guerre. Les élections de juin dernier ont, de ce point de vue, considérablement renforcé ses positions. En définitive, le P.C.I. est objectivement beaucoup plus inséré que le P.C.F. dans le jeu institutionnel et en subit donc beaucoup plus les pressions.

De plus, la situation italienne est caractérisée, depuis la scission de Livourne, par la faiblesse de la social-démocratie. Celle-ci connaît deux scissions en 1947 et 1969, après une tentative avortée de réunification en 1966 ; le Parti socialiste stagne aux élections entre 10 et 15 % des voix. Sa collaboration permanente avec la Démocratie-chrétienne depuis 1963 lui a enlevé beaucoup de sa crédibilité aux yeux des travailleurs italiens. Le P.C.I. est donc naturellement poussé à occuper un terrain et à donner une image toute différente, par exemple, d'un P.C.F. confronté à une social-démocratie renaissante depuis 1971, après avoir été discréditée par la IV<sup>e</sup> République. C'est ce qui explique, en partie, l'absence de tournant sectaire du P.C.I. depuis 1956 et sa recherche d'alliances avec la Démocratie-chrétienne, même si l'unité avec le P.S.I. est présentée comme une démarche nécessaire vers le « compromis historique ».

Une fois le cadre politique dressé, il est alors possible de mieux comprendre le processus de social-démocratisation du Parti communiste italien. Celui-ci est repérable à partir de quatre éléments interdépendants.

### III. — Les intérêts « nationaux » de la bureaucratie.

La direction stalinienne du P.C.I. s'est formée à partir d'une lutte « nationale » de résistance au fascisme. Ses propres intérêts de bureaucratie et son existence même ont toujours dépendu beaucoup plus de facteurs « nationaux » qu'« internationaux ». La prise de distance à l'égard de la bureaucratie soviétique est apparue plus vite nécessaire, d'autant que les cadres du P.C.I. voyaient mal les enjeux politiques qui se dessinaient avec le début de la crise du stalinisme. Certes, entre 1948 et 1956, le P.C.I. condamne la Yougoslavie. Mais à partir du XX<sup>e</sup> Congrès, et la rupture entre la Chine et l'U.R.S.S., le P.C.I. refusera systématiquement de donner sa caution aux conférences internationales des partis communistes destinés à condamner le P.C.C. Des réserves sont formulées à la conférence de 1960 ; en 1964, le testament de Togliatti, après avoir fait une autocritique sur la condamnation des Yougoslaves, souligne : « L'autonomie des partis, que nous affirmons avec fermeté, n'est pas seulement une nécessité interne de notre mouvement, mais une condition essentielle de notre développement dans les conditions actuelles » (26). En 1965, le

---

(25) Bibes, *Le système politique italien*, p. 168.

(26) Cf. bulletin pour l'étranger du P.C.I. n° 20 - 5 septembre 1964.

P.C.I. obtient le renvoi *sine die* de la discussion sur la question chinoise. Et, en 1969, après avoir exprimé son « désaccord profond » avec l'intervention en Tchécoslovaquie, la délégation italienne refuse de signer le document final.

Cette distanciation progressive à l'égard de l'Union Soviétique se traduit également sur le plan de l'analyse du Marché commun. Le P.C.I. en reconnaît le bien-fondé dès 1962 lors d'un colloque organisé par l'Institut Gramsci. De même, en ce qui concerne l'attitude par rapport à l'O.T.A.N., le P.C.I. refuse de faire de la sortie de l'O.T.A.N. un préalable à sa participation au gouvernement. Bureaucratie « nationale », la direction du P.C.I. tend, de plus en plus, à défendre ses propres intérêts avant ceux de la bureaucratie soviétique.

La tendance est encore accentuée par la forte proportion de fonctionnaires locaux dans les cadres dirigeants du parti. Ceux-ci ont acquis des postes de direction essentiellement à travers la gestion des municipalités et des régions. C'est évidemment la couche de la direction la plus encline à prendre ses distances avec le « modèle » soviétique. Ces fonctionnaires locaux constituent une proportion toujours croissante dans l'ensemble des cadres du parti : « Conseillers municipaux, adjoints et maires représentaient ensemble la moitié des délégués au VIII<sup>e</sup> Congrès (1956) ; le pourcentage descend, en 1959, à un peu moins de 40 pour remonter à presque 53 au X<sup>e</sup> Congrès (1962) et à plus de 58 au XI<sup>e</sup> (1966) » (27).

#### IV. — Relâchement des liens matériels avec l'U.R.S.S.

Un élément de pression politique des dirigeants du Kremlin sur les partis communistes occidentaux a toujours été le financement partiel de ces partis et les privilèges accordés à leurs dirigeants. Aujourd'hui encore la majorité des membres de la direction bénéficient de vacances gratuites dans les pays socialistes. Mais deux faits très importants ont considérablement amenuisé ce type de liens caractéristiques des partis staliniens. En 1968, après la prise de position sur la Tchécoslovaquie, l'U.R.S.S. a bloqué le papier destiné à imprimer l'*Unità*, le quotidien du P.C.I. Celui-ci a dû alors réorganiser ses approvisionnements afin d'être beaucoup moins dépendant de ce type de pressions matérielles à l'avenir. Mais surtout, la loi votée par le Parlement italien, en 1974, sur le financement des partis politiques, procure des ressources considérables et nouvelles aux communistes italiens. A tel point qu'aujourd'hui 45 % du budget du parti tiennent à ce type de ressources. Les cotisations et la quote-part des parlementaires représentent 27 % des recettes, le reste étant le bénéfice des fêtes de l'*Unità* et des recettes plus obscures vraisemblablement liées aux pays socialistes. Le P.C.I. possède, en effet, des entreprises d'import-export et des compagnies d'assurances qui sont une source non négligeable du financement. Mais il est évident maintenant qu'une rupture complète avec l'U.R.S.S. ne mettrait pas en jeu l'existence matérielle du parti.

---

(27) Sivini, « Le P.C.I. Structure et fonctionnement » in *Sociologie du communisme italien*, Cahiers F.N.S.P., p. 112.



## V. — L'insertion dans la « société civile ».

Révisant allègrement Gramsci, Togliatti, au lendemain de la guerre, définit une stratégie de la « présence » pour le P.C.I. fondée sur la conquête d'une hégémonie au sein de la « société civile ». Mais au lieu qu'il s'agisse d'une politique complémentaire à celle visant la destruction de l'Etat bourgeois, cette stratégie avait pour but de justifier un modèle néo-réformiste de conquête du pouvoir politique théorisé plus tard par la « voie italienne vers le socialisme » : « Il s'agissait ainsi de transformer la société civile... pour ensuite, éventuellement beaucoup plus tard, transformer l'Etat. Cette doctrine différait tant de la social-démocratie classique, qui tendait à organiser la classe ouvrière hors de l'Etat en la structurant dans des organismes autonomes représentatifs de l'organisation de la société future, que du réformisme participationniste qui se proposait de transformer la société à partir de la conquête du pouvoir politique » (28).

La même idée était reprise par Berlinguer dans son rapport préparatoire au XIV<sup>e</sup> Congrès : « Les efforts nécessaires pour surmonter une crise aussi profonde de la société italienne en suivant une voie qui conduise à un ordre social supérieur, imposent aussi une bataille plus tendue et cohérente sur le front idéal et moral. Ainsi que le remarquait Gramsci, « dans le concept de bloc historique, le contenu économique-social et la forme éthico-politique s'identifient concrètement ». A la crise de l'hégémonie des anciennes classes dirigeantes doit correspondre, dès maintenant, la croissance d'une autre hégémonie, celle de la classe ouvrière et des classes travailleuses. » Ce passage, il faut le préciser, vient quelques pages après celui sur l'Etat : « La transformation de la société suivant les lignes que nous venons d'indiquer, ne pourra se faire sans une profonde rénovation et l'assainissement de la vie publique et du fonctionnement de l'Etat » (29). Toute la campagne électorale de juin dernier était d'ailleurs axée sur le thème : « Il P.C.I. ha le mane pulite » (30). L'insertion dans la « société civile » trouve un prolongement théorique dans la conception du parti de « type nouveau ». Togliatti affirme, dès 1944, que le parti nouveau est un parti de la classe ouvrière et du peuple dont le rôle ne se limite plus à la critique et à la propagande mais qui intervient dans la vie du pays par une activité constructive.

## VI. — L'évolution des structures organisationnelles.

Cette stratégie de la « présence » devait naturellement déteindre sur les structures organisationnelles mises en place, avec notamment une prépondérance, caractéristique des partis sociaux-démocrates, des cellules locales par rapport aux cellules d'entreprise. Pourtant, lors du V<sup>e</sup> Congrès en 1945, la cellule était définie comme la forme normale de l'organisation

---

(28) Pizzorno, « Le parti communiste italien et le système politique italien » in *Colloque sur le communisme en France et en Italie*, Cahiers F.N.S.P., p. 5.

(29) Bulletin pour l'étranger du P.C.I. n° 5-6 1974 p. 20 et 104.

(30) « Le P.C.I. a les mains propres » (N.D.L.R.).

du parti sur le lieu de travail. Mais la crise des cellules d'entreprises allait commencer très tôt. En 1950, il y avait 11 272 cellules d'entreprise. En 1956, elles n'étaient plus qu'au nombre de 10 700. C'est à cette époque, lors du VIII<sup>e</sup> Congrès, que les statuts du parti mettent sur le même pied les cellules sur le lieu de travail et les cellules sur le quartier. La crise s'approfondit alors. En 1960, il n'y avait plus que 6 282 cellules d'entreprise et 3 013 en 1967 ! Un effort sera fait après 1969 pour contrecarrer le courant, mais il restera limité. Cette crise se traduit particulièrement dans les régions industrielles de la Lombardie et du Piémont. Si l'on prend l'indice 100 en 1954, année record du nombre d'adhérents au P.C.I. inscrits sur leur lieu de travail, l'indice passe à 29 en 1965. Aujourd'hui, il y a environ cinq fois plus de militants communistes regroupés dans une structure locale que dans une structure d'entreprise. Le rapport est d'environ de 1 à 4 pour le P.C.F.

Cette évolution s'est naturellement traduite sur la composition sociale du parti : « La composition interne du P.C.I. s'est modifiée. Les ouvriers de l'agriculture ou de l'industrie et les salariés, qui représentaient la majorité des inscrits au milieu des années 60, ont vu leur poids diminuer. On a assisté, en revanche, à de nombreuses adhésions d'artisans, d'employés, d'enseignants et de techniciens. En 1973, les membres du P.C.I. se répartissent ainsi : ouvriers 41,05 % ; retraités 16,75 % ; mères de famille sans activité professionnelle 12,28 % ; agriculteurs 7 % ; ouvriers agricoles et salariés 6,25 % ; artisans 4,79 % ; employés et techniciens 4,22 % ; commerçants et petits entrepreneurs 3,57 % ; étudiants 1,43 % ; divers 1,03 % » (31). Ces professions constituent la profession d'origine : les permanents locaux et les fonctionnaires municipaux n'apparaissent donc pas dans les statistiques. Les chiffres sont à comparer avec ceux du P.C.F. qui, en 1966, comptait 60 % d'ouvriers... Certes, les structures sociales italiennes retardent légèrement sur celles de la France, mais il est clair que « par rapport à la population active italienne, le P.C.I. apparaît nettement comme un « parti du peuple » avant d'être un parti ouvrier si l'on s'en tient aux classes inférieures et moyennes, urbaines et rurales » (32).

Le Parti communiste italien est donc très avancé dans la « social-démocratisation ». Relâchement des liens avec Moscou, mode d'organisation social-démocrate des masses, les deux facteurs se sont conjugués depuis une quinzaine d'années. Sur le plan politique, la condamnation de la Tchécoslovaquie et le « compromis historique » avancé pour la première fois en 1973, en sont les conséquences marquantes. Il y a, à cet égard, une différence certaine dans le processus avec les autres partis communistes de masse européens, que ce soit le P.C.F. et le P.C.P., obligés de se démarquer organisationnellement et politiquement de la social-démocratie, ou même le P.C.E. dont la structuration clandestine ne permet pas de porter un jugement très précis.

---

(31) R. Solé, « L'événement : le parti communiste italien », *Le Monde*, 25-6-75.

(32) Sivini, « Le P.C.I. Structure et fonctionnement » in *Sociologie du communisme en Italie*, Cahiers F.N.S.P., p. 137.



Mais ce qui frappe avant tout, c'est la continuité qui semble exister entre le P.C.I. de l'après-guerre et le P.C.I. d'aujourd'hui. Le processus de « social-démocratisation » ne semble pas créer, à l'inverse d'autres P.C., de tensions violentes au sein de la bureaucratie, même si le débat entre le « courant droite » d'Amendola et le « courant gauche » d'Ingrao, en 1965, a pu faire apparaître des divergences dans la direction du P.C.I. sur la stratégie à mettre en avant. Parti « stalinien-national », le P.C.I. a logiquement évolué en fonction des intérêts d'une bureaucratie fondamentalement liée à des intérêts « nationaux ». La « social-démocratisation » du parti n'en est que l'aboutissement naturel. Sans toutefois que l'on puisse parler d'un changement de nature du P.C.I.

En effet, celui-ci ne continue à trouver sa crédibilité aux yeux de la bourgeoisie italienne que par sa capacité d'organiser et de diriger les luttes de la classe ouvrière. D'autant plus que le parti s'est renforcé numériquement après 1968, début de la période de montée ouvrière, passant, en cinq ans, de 1 500 000 membres à 1 700 000 membres. De plus, le P.C.I. continue d'avoir un besoin pressant du soutien logistique de l'U.R.S.S. face à une démocratie-chrétienne et une direction bourgeoise particulièrement inféodées à l'impérialisme américain.

Ces deux éléments expliquent les limites du processus de « social-démocratisation ». L'absence de vie démocratique dans le parti, le maintien des exclusives à l'égard des révolutionnaires, et surtout le refus actuel de gérer la crise économique, témoignent d'une continuité dans la pratique politique et dans l'autonomie de sa bureaucratie à l'égard de la bourgeoisie nationale.

Parti stalinien d'un type particulier, il subit et subira les contre-coups de la crise du stalinisme et de la remontée des luttes à la fin des années 60. Parti profondément empirique, il saura mieux qu'un autre s'adapter. Mais toutes les illusions répandues par un groupe comme le P.D.U.P.-Manifesto sur sa régénérescence possible doivent être fermement combattues. De même que toutes les illusions sur le caractère dès à présent social-démocrate d'un tel parti, en complète rupture avec les autres partis communistes staliniens d'Europe occidentale. Le Parti communiste italien est véritablement né en 1942 comme parti « stalinien-national ». Malgré un processus avancé de « social-démocratisation », il le reste encore aujourd'hui.

Décembre 1975

DENIS PINGAUD.

Europe occidentale :

## Où vont les P.C. de masse ?

*Débat entre Serge Depaquit — membre du bureau national du PSU. Philippe Robrieux — ex-secrétaire général de l'Union des Etudiants communistes, ex-membre du C.C. du P.C.F., auteur du livre Thorez, vie secrète et vie publique. Et Alain Krivine, membre du bureau politique de la L.C.R.*

### Critique communiste :

Depuis quelques semaines, le Parti Communiste français multiplie les manifestations d'indépendance à l'égard de l'U.R.S.S. Tout se passe comme si un coup d'accélérateur venait d'être donné au processus de distanciation par rapport à la bureaucratie soviétique. Il semble qu'en ce domaine, le P.C.F. entende désormais rattraper son retard sur les P.C. espagnol et italien. Cette évolution revêt évidemment une importance considérable. L'objet de notre débat, c'est d'évaluer les raisons, la portée, les conséquences de cette évolution, en particulier en ce qui concerne les P.C. de masse d'Europe occidentale, et singulièrement, en ce qui concerne le P.C.F.

**Serge Depaquit :** Tout d'abord j'aimerais faire une remarque limitée en ce qui concerne l'U.R.S.S. Il me semble que l'attitude de l'U.R.S.S. vis-à-vis des P.C. n'est plus la même qu'il y a 30 ou 40 ans. Entre les 2 guerres l'U.R.S. avait essentiellement un rôle de leader idéologique, de chef politique du mouvement

communiste. Je ne crois pas qu'elle ait abandonné ce rôle — à preuve l'article de Zadorov qui tente de resserrer le camp communiste autour de l'U.R.S.S. Mais il me semble que dans les cercles dirigeants de l'Union Soviétique, les positions de ce qu'on peut considérer comme l'équivalent du complexe militaro-industriel en Occident les positions du bloc des technocrates et des militaires — pèsent désormais plus lourds que les considérations liées à la direction du mouvement communiste comme mouvement idéologique. On l'a bien vu à propos de la crise tchécoslovaque. Je crois que plus ça va, plus la politique d'Etat, au sens vraiment restrictif du terme, l'emporte en U.R.S.S. Et, en conséquence, l'U.R.S.S., même si elle ne le souhaite pas, peut plus facilement que du temps de Staline tolérer une certaine liberté des P.C...

Ça, c'est un élément. L'autre élément qui explique l'éclatement, c'est que ce sont les contenus politiques, les stratégies des P.C. de masse occidentaux qui entrent en crise.

Face à cette crise, il me semble qu'on trouve deux réponses stratégiques, qui ne sont d'ailleurs pas séparées par une muraille de Chine. La 1<sup>re</sup>, qui me semble être celle du P.C.F. et du P.C.P. — en tous les cas avant le 25 novembre — s'inscrit dans une perspective d'instauration d'un capitalisme d'Etat. A cette différence près que le P.C.F. pense ouvrir cette perspective par



la voie électorale, alors que le P.C.P. a tenté de la jouer dans le cadre d'une dictature militaire.

Par contre, il me semble que la perspective des partis italien et espagnol est différente. Je ne crois pas qu'on puisse dire que le P.C.I. vise à instaurer un capitalisme d'Etat. Par exemple, le P.C.I. ne préconise pas des nationalisations de même ampleur que celles que propose le Programme Commun. Sa politique, pour moi, du point de vue de ses *contenus*, s'apparente plutôt à une formule de centre-gauche, à la Wilson ou à la Brandt. Ce qui ne veut pas dire qu'on peut l'assimiler purement et simplement à une formule de centre-gauche. Car un centre-gauche dirigé par des communistes, c'est tout autre chose qu'un centre-gauche dirigé par des centristes ou des sociaux-démocrates. Là est d'ailleurs tout le problème de la situation italienne. Ce n'est pas par hasard que la proposition du « compromis historique » a cassé la droite italienne...

### **Critique Communiste :**

**C'est-à-dire que pour toi, la politique du « compromis historique » et la politique d'Union du Peuple de France sont qualitativement différentes, dans leur contenu ?**

**Serge Depaquit :** Oui, elles sont très différentes. Pour revenir à la politique du P.C.F., on peut dire que le programme commun ne va « pas assez loin », mais là n'est pas le désaccord fondamental, nous sommes nous aussi pour des « pas limités », c'est-à-dire pour une stratégie de transition. Mais le problème est de savoir dans quel sens vont

ces pas limités, s'ils créent ou non une rupture avec le système. Or c'est d'entrée de jeu un système bureaucratique qu'introduit le programme commun, un système régi par le haut, qui ne réserve aucune place au pouvoir populaire. Mais en même temps, ce programme n'est pas souhaité par la bourgeoisie. Dans les pays capitalistes développés — et plus particulièrement ceux intégrés à l'Europe — les politiques type programme commun ne sont pas réellement applicables. Et c'est ça qui fait toute la difficulté, la contradiction entre le P.C. et le P.S. Le P.S. a signé le programme commun pour des raisons électorales, pour se refaire une crédibilité, mais pour gouverner, il ne peut appliquer le programme commun. Ce que peut faire Mitterand, c'est une politique de centre-gauche à l'image de Wilson en Grande-Bretagne, et non une politique, je dirais, frontiste, comme celle du Front populaire ou d'Allende...

**Alain Krivine :** Je crois que du point de vue des modifications des relations entre les P.C. de masse et la bureaucratie soviétique, c'est simplement le sommet de l'iceberg qu'on aperçoit aujourd'hui. En réalité, c'est à une véritable mutation à laquelle on assiste.

Le premier facteur qui explique cette mutation, c'est le fait que les préoccupations des P.C. de masse sont en grande partie différentes de celles qui prévalaient dans le passé. Face à l'ampleur de la crise qui sévit aujourd'hui en Europe occidentale, les P.C. de masse ne peuvent plus se contenter d'avancer des perspectives limitées, mais sont obligés de répondre à la radicalisation

des travailleurs en termes d'alternative politique globale, en termes de nouvelle société, quoi qu'on pense du contenu qu'ils y mettent.

Ce n'est pas par hasard qu'aujourd'hui, la stratégie de tous les P.C. de masse vise à la participation à la gestion du pouvoir d'Etat. C'est une obligation pour la direction de ces partis, liée à l'ampleur de la crise : « compromis historique », « Junte démocratique », « Union de la gauche », les tactiques diffèrent, mais l'objectif est bien le même.

Et à ce moment-là, on voit bien une première contradiction avec la politique de la bureaucratie soviétique. Celle-ci vise plus que jamais à maintenir le statu quo en Europe et préfère de loin entretenir des rapports sans surprise avec des directions bourgeoises stables, plutôt qu'avec des gouvernements de coalition de gauche dans lesquels le P.C. serait présent, gouvernements par nature fragiles, instables, soumis à toutes les pressions, et susceptibles d'être débordés sur la gauche. Il y a donc contradiction entre les intérêts de la diplomatie soviétique et le projet politique des P.C. de masse. Ça c'est le premier point, qui à mon avis est le plus important.

Le deuxième, c'est que la bureaucratie soviétique a compris qu'elle ne peut plus manœuvrer les P.C. de masse comme par le passé. Elle consent à leur laisser une plus grande autonomie, dans un cadre qui reste quand même assez délimité. Aujourd'hui, la bureaucratie soviétique n'exige plus exactement le même type de tâche des P.C. Auparavant, à l'époque où la coexistence pacifique n'était pas acceptée en tant que telle par l'impérialisme,

les dirigeants soviétiques exigeaient des P.C. qu'ils se comportent en simples instruments politiques de la diplomatie de l'U.R.S.S., ce qui impliquait une subordination absolue à l'autorité du Kremlin. A partir du moment où la coexistence pacifique est acceptée par l'impérialisme, le rôle de pression qu'exerçaient les P.C. est beaucoup moins important pour les dirigeants soviétiques. Brejnev peut s'entendre directement avec Giscard. Il n'a pas besoin de la médiation du P.C.F. pour établir de bons rapports diplomatiques. L'Union soviétique n'a plus le même type d'attente vis-à-vis des P.C. Aujourd'hui elle s'efforce beaucoup plus d'utiliser les P.C. comme obstacles au développement révolutionnaire en Europe occidentale que comme outils diplomatiques.

Le troisième point qui rend compte de la mutation des relations entre l'U.R.S.S. et les P.C. de masse, c'est la nécessité dans laquelle se trouvent les P.C. eux-mêmes de marquer sans cesse davantage leurs distances à l'égard du « modèle soviétique ». Cette tendance n'ira pas, à mon avis, jusqu'à la rupture, qui remettrait en cause la raison d'être des P.C. et leur spécificité par rapport à la social-démocratie. Mais s'ils ont toujours besoin d'apparaître comme relativement liés à l'Union soviétique, les P.C. de masse doivent néanmoins affirmer sans cesse d'avantage leur autonomie, en raison du discrédit qui frappe dans les masses le régime soviétique.

Ce qui m'amène au quatrième point qui aide à comprendre la politique des P.C. de masse en Europe occi-



dentale : c'est la concurrence de la social-démocratie. Là où la social-démocratie est forte et offensive, le P.C. est amené à accentuer son indépendance vis-à-vis de la politique soviétique, en même temps qu'il doit affirmer fermement, souvent au prix d'un cours sectaire, sa propre identité.

Par contre, là où la social-démocratie est faible, là où les PC ont été capables en quelque sorte d'éponger la clientèle potentielle de la social-démocratie, comme en Espagne et en Italie, c'est une tactique de style « compromis historique » ou « junte démocratique » qui prévaut, une politique d'alliance qui s'étend bien au-delà de l'Union de la gauche, en direction des principaux partis bourgeois. Mais ces différences tactiques, liées au rapport de forces avec la social-démocratie, s'inscrivent fondamentalement dans une même perspective stratégique : la participation loyale à la gestion de l'Etat bourgeois. Je ne suis pas d'accord là dessus, avec l'analyse de Depaquit. Entre les P.C. italien, espagnol, français, portugais, il n'y a pas opposition, mais convergence stratégique.

### **Critique Communiste :**

**Cette mutation des relations entre l'U.R.S.S. et les P.C. de masse a des effets sur leur réalité interne...**

**Alain Krivine :** A ce niveau aussi, évidemment, on assiste à une mutation. Les P.C. de masse aujourd'hui sont beaucoup plus sensibles aux pressions nationales et aux rapports de forces nationaux qu'aux exigences de la politique extérieure soviétique. Du coup, ils subissent à

fond les conséquences de l'électoralisme. Il y a une certaine modification dans leur type de recrutement.

**Philippe Robrieux :** Je me suis surtout consacré à l'étude du passé, de l'histoire du parti communiste, et tout ce que je pourrais dire sur son avenir et son présent revêt — je tiens à le souligner — un caractère hypothétique. Lorsqu'on traite d'une question comme l'évolution des PC de masse, il faut se garder de se laisser abuser par le discours, par les mots. Au cours de son histoire, et depuis sa stalinisation, le P.C.F. a changé plusieurs fois de discours, sans pour autant changer lui-même, en profondeur, du point de vue des structures et du fonctionnement de son organisation.

De ce point de vue, qu'est-ce qui a changé depuis dix ans ?

Je vois un changement, il est vrai, capital. C'est la mort de Staline et tout ce qui tourne autour de la mort de Staline : la lutte pour la succession, le khrouchtchévisme et le vingt-tième congrès. A partir de là, il y a l'éclatement du mouvement communiste international. A partir du moment où il y a eu cela, tout ne peut plus être complètement comme avant, y compris dans la Tchécoslovaquie normalisée, qui ne redevient pas exactement ce qu'elle était en 1950, au temps de l'« aveu ».

D'un autre côté, si on considère le parti français : il est vrai que ses rapports avec l'U.R.S.S. ne sont plus ce qu'ils étaient avant la mort de Staline. Alors, c'était très simple. La politique était décidée « là-bas » jusque dans les détails, les hommes étaient choisis « là-bas » pour les postes dirigeants et enfin le parti

dépendait pour son financement en partie de l'Union Soviétique. Depuis 1956, bien des choses ont changé et dans ce dernier domaine, se pose un problème dont j'aimerais connaître la réponse. Si je suis bien informé, en 1968, les Soviétiques ont exercé une pression financière sur le P.C.I., qui s'est traduite par des compressions des salaires chez les permanents et par des difficultés sérieuses, pour un parti qui est pourtant beaucoup plus riche que le parti français.

Deuxième point, est-ce que le P.C.F. a évolué, comme organisation, indépendamment de ce problème des rapports avec l'U.R.S.S., indépendamment du fait que la direction soviétique ne décide plus dans le détail de tout comme elle le faisait avant 1953 ?

Evolution il y a eu certainement, mais permanence il y a aussi non moins certainement. Premièrement, le « centralisme bureaucratique » version stalinienne est toujours là et bien là. C'est toujours la règle de l'unanimité. C'est vrai qu'elle ne joue plus au niveau des cellules. Je crois même qu'elle ne joue plus comme avant dans les conférences de section. Et ça, c'est important, je suis bien d'accord. Mais au-delà, et notamment quand on aborde l'appareil du parti, alors là, c'est la règle de l'unanimité. Je connais personnellement des permanents du parti qui ont des désaccords, mais qui les gardent pour eux. Car, si dans l'appareil quelqu'un exprime ses désaccords, il est placé devant le choix : l'alignement ou le renvoi. L'appareil du P.C.F. demeure régi par le principe stalinien du monolithisme.

La promotion des cadres se fait

toujours sur la même base : l'accord avec « la politique du parti », c'est dire que le critère n° 1 est l'obéissance. Le fonctionnement du parti repose toujours sur la sélection des contremaîtres idéologiques et politiques. Du point de vue des cadres, comme du point de vue la base et comme il a 30 ans, on observe toujours la même fluidité. Si on compare le C.C. d'aujourd'hui à celui d'il y a 10 ans, on fait une première constatation : le renouvellement considérable de sa composition. Si on compare les délégués au congrès, les délégués aux conférences fédérales, c'est-à-dire les cadres moyens du parti, la base de l'appareil, on note alors un bouleversement complet des effectifs. Ça tourne. C'est une véritable noria. Quant à la base du parti, n'en parlons pas. Au passage, j'attire votre attention sur le petit tour de passe-passe qui consiste à dire qu'on a 500 000 adhérents et pour gonfler les effectifs on a fait la campagne de recrutement au mois de décembre, ce qui permet d'ajouter les nouveaux adhérents à ceux qui ne reprendront pas leur carte l'année prochaine et qui seront nombreux comme d'habitude. (De 10 % à 20 % peut-être des effectifs).

Donc, il y a à mon sens des données contradictoires. A partir de là, je m'aventure en pleine hypothèse. Je crois qu'il y a au bureau politique du parti des hommes qui ont réfléchi aux événements des 20 dernières années. Je dis au bureau politique, parce que c'est là que tout se décide et pas ailleurs, ce n'est pas par en bas que ça commencera. Tant que ce parti ne changera pas, la base sera refondue, moulée dans un sens ou dans un autre. S'il



faut couper avec une partie de la base, on coupera avec une partie de la base ; s'il faut abandonner en cours de route toute une génération que l'on a recrutée, écœurée, on l'abandonnera ; s'il faut perdre des voix aux élections — c'est là où je diverge avec les camarades — eh bien on perdra des voix aux élections. D'ailleurs de ce point de vue la polémique avec les socialistes ne cadre pas avec la grille d'une explication par l'électoratisme à 100 % parce qu'il est évident que cette polémique ôte des voix au parti, et qu'en conséquence sa motivation première doit être recherchée ailleurs. Du point de vue électoraliste, c'était une manœuvre folle. Et je ne crois pas à la folie en cette matière.

Eh bien, au bureau politique, il y a des hommes, j'en suis même presque physiquement sûr, qui souhaitent aller au pouvoir. Dans cette optique, ces hommes savent qu'il faut prendre ses distances avec les Soviétiques, et qu'il faut même donner des gages, aussi veulent-ils aller assez loin dans ce domaine. Quant à la voie qu'ils envisagent, je ne sais pas comment la caractériser. Je ne crois pas que ce soit la voie révolutionnaire, c'est-à-dire la voie qui privilégie la lutte des masses par en bas. Probablement, même chez les hommes les plus avancés, il y a l'empreinte du passé, l'habitude de calculer par rapport à des combinaisons décidées au sommet. Je suis également frappé par la situation d'aujourd'hui qui voit le parti stagner ou même reculer dans les masses, quoi qu'on en dise (électoratisme, syndicalisme, dans la jeunesse, dans la diffusion de sa presse, dans son potentiel militant). Et il

me semble que la plupart des dirigeants comptent davantage avec la progression du parti — qui alors là est réelle — dans les sphères qui touchent l'appareil d'Etat. Il faut noter ici la progression du parti dans les milieux journalistiques, dans les milieux de la télévision, dans les milieux militaires — et plus que chez les soldats, chez les officiers ! —, dans les milieux administratifs, universitaires, etc... Si vous voulez, il me semble que la direction actuelle mise davantage sur cette dernière progression dont le poids se fait sentir ces derniers temps de façon considérable.

Alors, j'ai parlé, tout à l'heure, d'une partie du bureau politique actuel parce que je crois qu'il y en a une autre qui, elle, a été mise en place pour faire exactement le contraire. Et ici on doit situer Marchais, comme chef de file. Parce que du point de vue de sa carrière, de son passé, de son passif de travailleur volontaire chez Messerschmitt, de toute la typologie de son ascension dans un parti de ce type, Marchais n'est pas l'homme qui peut prendre ses distances à l'égard des Soviétiques. Il est trop fragile, trop vulnérable, de même que ses éminences grises, que tout le monde connaît....

De plus, les Soviétiques ne se laisseront pas faire. Sans espérer revenir à l'état des années 50, ils luttent pour conserver ce qu'ils détiennent encore dans le mouvement communiste international, et pour reprendre un maximum de ce qu'ils ont perdu. Les Soviétiques ont toujours besoin des partis communistes pour aller de l'avant. Car, me semble-t-il, la direction russe veut aller de l'avant. Certes, les Soviétiques ne



veulent pas d'affrontements avec les Etats-Unis. Mais quand ils sentent qu'il n'y a pas de risque d'affrontement, ils sont prêts à aller de l'avant. C'est le sens de ce qui s'est passé au Portugal. Si en France, il y a une situation où on peut aller de l'avant sans s'attirer une riposte des USA — par exemple, en cas de crise de crise de direction aux Etats-Unis, de crise politique ou économique et sociale paralysante —, eh bien on ira de l'avant. De toute façon, la stratégie soviétique telle qu'elle se définit ces dernières années en Europe occidentale est une politique à très long terme. Il s'agit d'une politique de grignotage, par les moyens étatiques et bureaucratiques. Mais je ne crois pas que ce soit exactement une politique de statu quo. Et là aussi, me semble-t-il, on a un changement par rapport à ce qu'il y avait il y a 30 ans. Alors on évitait l'affrontement, mais on n'ambitionnait pas une véritable progression en Europe occidentale. On ambitionnait simplement de marquer des points, comme au moment du Front populaire, et d'attirer les pays d'Europe occidentale dans une alliance profitable à l'Union soviétique...

Je crois que les Soviétiques feraient tout ce qu'ils peuvent pour garder dans leur orbite le P.C.F. Y compris, et je n'exclue pas cela, s'il est nécessaire pour le faire d'accorder au P.C.F. la permission de temps en temps de se démarquer de l'U.R.S.S. Il y a déjà eu un précédent : en 1946, le P.C.F. a reçu la permission de revendiquer une partie du charbon et des bassins houillers allemands, alors que la diplomatie soviétique s'y opposait. Il y a eu alors tout un fracas de fait dans

*l'Humanité*, et à l'époque les socialistes ont ouvert les yeux tout grands et ont dit « C'est merveilleux ! pourvu que ça dure », et puis finalement la suite a prouvé qu'il n'y avait là qu'une manœuvre...

**Serge Depaquit :** Je ne suis pas en désaccord avec nombre des explications données par Alain, mais il me semble qu'il ne faut pas se limiter à une interprétation un peu générale et abstraite de l'évolution du mouvement communiste. Nous devons tenter de comprendre le problème fondamental qui s'y pose, afin de caractériser les buts, les lignes politiques.

Quand Alain souligne le rôle de la social-démocratie, disant que les P.C. français et portugais sont confrontés à une forte social-démocratie et en conséquence, ont une position plus liée à l'U.R.S.S., plus stalinienne, alors que le P.C. italien, n'étant pas confronté à ce problème, peut prendre son élan et viser beaucoup plus loin vers l'autonomie, nous trouvons là des éléments réels. Mais si on prend le problème par ce bout, on risque de ne pas aller à l'essentiel. En effet d'où vient la ligne « italienne » ? Son origine ne peut être trouvée ni dans l'histoire des dernières années, ni dans l'originalité de la situation politique italienne, même si ces facteurs doivent être pris en compte bien évidemment. Pour comprendre, il faut remonter à Togliatti. C'est-à-dire à une certaine réflexion sur le stalinisme ; qui n'est pas la nôtre d'accord, mais qui n'est pas celle de Thorez et de Marchais non plus. Et le fond de l'évolution des partis communistes relève de leur réponse à la question : comment se sortir — on ne pas se sortir d'ailleurs — de



la crise du stalinisme ? Compte tenu qu'on ne peut plus agir comme dans les années 50, et qu'il faut effectivement construire un autre rapport avec les masses.

Il y a aujourd'hui au sein du mouvement communiste une perspective qui est celle du P.C.I., du P.C.E. et qui trouve des répondants dans une série d'autres P.C. de masse — au sein du P.C.F., nombre de militants responsables rêvent de parvenir à cet *aggiornamento*, d'autant que sur le plan électoral, les résultats sont là ! Je pense que les questions que posent le P.C.I. et le P.C.E. ne sont pas réductibles à une simple révision droitière. Il y a, c'est évident, cette ouverture sur la droite, mais en même temps, et parce que c'est une tentative de sortir du stalinisme, on trouve aussi la recherche d'un rapport plus démocratique avec les masses. Cette tentative introduit un élément de « gauche » dans la politique du P.C.I. et du P.C.E., par exemple par rapport à celle suivie par le P.C.F. ; nous l'avons bien constaté dans une série de luttes récentes, dans l'attitude de ces partis par rapport aux groupes révolutionnaires, etc... Et je crois que des marxistes révolutionnaires devraient être extrêmement attentifs à cette démarche-là, et devraient faire des efforts pour engager le débat avec ces forces. Remarquons d'ailleurs que les questions posées sont tellement profondes, que cela affecte, comme l'évoquait Philippe tout à l'heure, le parti dans ses structures. Ce n'est pas par hasard que le P.C.F. a conservé en gros des structures staliniennes, avec toutefois certains assouplissements pratiques. Le P.C.I. n'est pas un

P.C. démocratique au sens où des révolutionnaires pourraient l'entendre. Ceci dit, son fonctionnement est très différent de celui du P.C.F. Par exemple, on peut avoir des débats politiques — et pas seulement sur la vente des vignettes pour la fête du parti — au sein du Comité Central, sans que les minoritaires ne se retrouvent pour autant à la base...

**Alain Krivine :** Que les P.C. de masse aient des « projets », c'est bien évident. Un parti ne peut pas vivre sans projet. C'est vrai qu'un des buts de ces partis, c'est d'abord de se maintenir et si possible, se développer, ce qui implique évidemment une ligne politique. Ce que j'ai voulu souligner, c'est qu'en raison des nouvelles données de la situation politique, ce projet même a changé. Les P.C. de masse ne se contentent plus d'être de grands partis d'opposition, exerçant un contrôle maximum sur la classe ouvrière et une pression maximum sur la bourgeoisie au pouvoir, mais désormais ambitionnent de devenir des partis de gouvernement, participant directement au pouvoir d'Etat.

Tu dis que la grande préoccupation du P.C.I., c'est de trouver une issue à la crise du stalinisme. Moi je ne crois pas que ce soit ça la grande préoccupation du P.C.I. Je crois qu'elle vient par ricochet. Pour réaliser le projet du P.C.I. aujourd'hui, à savoir la conclusion du « compromis historique », il faut prendre une certaine distance à l'égard du stalinisme... Et là je divergerais peut-être avec Philippe : autant je crois qu'il y a des désaccords dans le P.C.F. sur les problèmes tactiques, des nuances, des sensibilités différentes sur l'attitude à l'égard du

P.S., etc..., autant je pense qu'il y a accord général sur le cadre stratégique, sur la politique d'Union de la gauche et d'Union du Peuple de France.

Le contenu des articles sélectionnés pour la tribune de discussion préparatoire au XXII<sup>e</sup> congrès est significatif. Les questions centrales c'est, premièrement, jusqu'où on va vis-à-vis de l'Union soviétique. C'est la première fois que ce problème est abordé ouvertement et publiquement dans une tribune de discussion. Ellenstein avait ouvert le ton là-dessus, avec la bénédiction de la direction. La deuxième question, c'est sur les alliances : avec qui on s'allie, aussi bien au niveau des couches sociales qu'au niveau des partis politiques...

**Philippe Robrieux :** Moi, je crois à la réalité des divergences au sein de la direction du P.C.F. Prenons Jean Ellenstein, dont tu as cité l'exemple. Moi, je ne crois pas qu'il ait été téléguidé par la direction. Dans son livre sur le stalinisme, il va beaucoup plus loin qu'on ne l'a jamais été au sein du P.C.F., sur l'U.R.S.S. Avec 20 dernières pages, toutefois, qui sont extrêmement curieuses. Parce que pendant 200 pages, il fait une analyse de l'U.R.S.S., qu'on peut discuter, mais qui est intéressante. Et dans les 20 dernières pages, il dit : le P.C.F. n'a jamais été stalinien ! C'est une partie de rigolade ! Mais pourquoi fait-il cela ? Je crois que c'est parce que Jean Ellenstein veut faire avancer le parti dans un certain sens, qui est le sien, et en même temps celui d'un certain nombre d'hommes.

Prenons maintenant la déclaration commune Marchais - Berlinguer. Marchais revient et dit : « C'est une

déclaration historique ». Le lendemain dans l'*Unità*, on dit : « Ce n'est pas une déclaration historique ». Qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire que du point de vue de Marchais, c'est une manœuvre. Il a voulu dans cette affaire-là s'offrir à peu de frais une caution parce qu'il sait qu'en ce moment le P.C.I. a le vent en poupe. Il y a des moments comme ça, il y a des moments où les gens se tournent vers la Chine, il y a des moments où ils se tournent vers Cuba, maintenant la sensibilité s'est déplacée vers le P.C.I.

Si on considère les tribunes de discussion pour le XXII<sup>e</sup> congrès, il est intéressant qu'il y ait des gens qui disent : « Il faut aller plus loin, il faut se démarquer de l'U.R.S.S. ». Mais en fait, c'est pas là que ça se règle. Et quand on voit le document préparatoire, on doit reconnaître qu'il demeure classique. Et je ne dis pas que le document préparatoire demeurera tel qu'il est sur l'U.R.S.S. et sur le parti, avec la condamnation du droit de tendance, etc... et présentant les pays de l'Est comme des modèles y compris dans le domaine des libertés. S'il reste tel quel, je dirai que la fameuse prise de distance à l'égard du stalinisme se réduit à une manœuvre tactique. Si on amende sur ces points là le document préparatoire, si la direction se mouille, alors à ce moment-là, je reconsidérerai ma position.

Je crois évidemment aussi qu'il y a un projet politique, et ce dernier ne peut être que de deux sortes, ces directions étant ce qu'elles sont : ou bien, ces dirigeants veulent aller au pouvoir à la manière des Italiens et ils sentent que pour aller au pou-



voir par leurs propres forces, il faut réviser à la fois les rapports avec l'U.R.S.S., les rapports avec les masses, et la conception du parti. Car si en France ou en Italie, et en Italie on le voit, on veut aller au pouvoir par ses propres forces — pour faire une politique x, y ou z, ça c'est autre chose — mais si on veut aller au pouvoir, il faut nécessairement opérer cette triple révision de la conception stalinienne classique.

Ou alors, deuxième possibilité, on colle aux Soviétiques. A ce moment-là, la perspective n'est pas d'aller au pouvoir dans l'immédiat, mais de grignoter, de conquérir des positions. Et de ce point de vue, le style du parti évoque le bouledogue. Le bouledogue mord et ne lâche jamais. Quand il conquiert une position, le parti de type stalinien ne la lâche plus jamais, sauf cataclysme. Que ce soit une municipalité, un journal, une institution universitaire, un syndicat, etc. Et voilà la perspective des staliniens ; sur vingt ans, trente ans, quarante ans, on n'est pas pressé, on attend. On a une politique des petits pas, très coordonnée. On fait pression pour que les troupes américaines quittent l'Europe, on fait pression pour distendre le pacte atlantique, pour disloquer le Marché commun ; on attend que ça pourrisse, et en attendant, on conquiert des positions. Après tout, c'est une politique qui a sa logique. Regardez ce qui s'est passé avant la révolution française. La bourgeoisie avait pris des positions, elle avait acquis un certain nombre de positions importantes dans la société et l'Etat, avant de faire le saut révolutionnaire. Et du

point de vue des pro-Soviétiques, c'est évidemment le calcul.

S'il en est ainsi, alors on comprend la démarche de l'ambassadeur d'U.R.S.S. auprès de Giscard d'Estaing, lors des présidentielles, et le petit jeu avec ce dernier, qui consiste à lui dire : « Mais mon cher, vous n'êtes pas très fort, alors attention, soyez gentil. Helsinki c'est bien, mais c'est du passé, maintenant il nous faut autre chose, sinon on va vous mettre la pagaille, et puis vous n'êtes pas tellement apte à maîtriser la situation. » Et on comprend aussi que cette politique ne passe pas par le soutien à la social-démocratie, dans l'immédiat. A moins que la social-démocratie soit une force d'appoint. Parce que la social-démocratie ayant toujours été résolument anti-soviétique, de ce côté-là, on se méfie, on préfère les gaullistes, et je dirais que là réside le sens profond de la formule « Union du Peuple de France ». Quand on dit « Union du Peuple de France », on met les gaullistes dedans. Marchais nous l'a démontré avec sa grossièreté habituelle, pendant la campagne présidentielle, en tapotant à la télé le genou de Sanguinetti. Et quand on met les gaullistes, c'est la preuve par 9 qu'on ne veut pas aller au pouvoir. C'est alors le second projet politique qui prévaut.

De même, dans la grille d'interprétation que vous proposez, expliquez-moi la polémique avec les socialistes ? Si le but c'est de s'installer au pouvoir pour gérer les affaires de la bourgeoisie avec les sociaux-démocrates, je ne comprends pas la polémique avec les socialistes. Je ne comprends pas ce qui s'est fait à la



veille des élections présidentielles. Parce qu'il n'y avait qu'à rééditer comme avec Guy Mollet en 1956 ; il n'y avait qu'à se mettre à plat ventre, cesser de faire peur, dire : « Vous savez, nous, on ne veut pas de ministère important, on veut que des strapontins, on est prêt à toutes les concessions, etc. » Au lieu de cela, on a beuglé jusqu'à la veille des élections qu'on voulait six ou sept ministères importants, que cela ne se passerait pas comme les fois précédentes, on a fait tout ce qu'il fallait pour effaroucher les hésitants.

Par contre, la polémique avec les socialistes, je me l'explique très bien dans le cadre d'une politique à long terme, qui consiste à dire à Mitterrand : « Si tu veux aller au pouvoir, il faudra commencer par t'aligner sur nos objectifs ».

De même pour la campagne sur Soljenitsyne. Pourquoi cette campagne fracassante contre Soljenitsyne quand il a été banni ? Les Italiens ne l'ont pas fait. Faire ça ici, c'était se créer des difficultés dans le cadre de la politique d'alliance. C'est une chose qui est impopulaire, les sondages l'ont montré. Même 65 % des électeurs communistes étaient contre le bannissement de Soljenitsyne.

Et si c'est ça, pourquoi cette rubrique dans l'*Humanité*, tous les jours : « Lettres de Moscou » où Serge Leyrac continue à dire : « l'U.R.S.S. c'est bien, l'U.R.S.S. ça va de mieux en mieux »...

A mon avis, il faudra bien dans la direction trancher entre deux politiques et deux groupes d'hommes.

**Serge Depaquit :** Je reviens au débat sur le programme commun. Je crois

que le problème posé au P.C.F. ne se réduit pas à un dilemme : ou le programme commun ou une politique révolutionnaire. Nous avons d'ailleurs eu un débat entre le P.S.U. et la L.C.R. : vous avez au début caractérisé la polémique P.C.-P.S. comme une affaire conjoncturelle, qui devait s'éteindre rapidement ; nous avons, nous, dit qu'après l'élection présidentielle les stratégies politiques seraient modifiées et que le conflit P.C.-P.S. allait durer et dominer toute la période. Les faits ont montré que nous avions raison. Car il y a des raisons de fond derrière cette affaire, qui tiennent à la lutte pour la conquête du pouvoir.

Je crois que la politique du programme commun n'est pas assimilable par la bourgeoisie. Le programme commun est économiquement basé sur une expansion extrêmement forte (8 à 9 % par an) car on ne peut satisfaire l'ensemble de ces mesures sociales sans ce type de croissance. Or le système ne recèle pas de telles marges de manœuvre. De plus la victoire de la gauche et la mise en œuvre du programme avec ses réformes de structure et ses nationalisations entraîneraient la perte de confiance du capitalisme international, la fuite des capitaux, etc. On ne voit pas comment dans ce contexte un capitalisme, même en partie étatisé, pourrait se lancer dans une surchauffe à la « japonaise ».

En réalité ce qui est réalisable sans déséquilibres graves dans les pays du Marché commun est différent des traditionnelles politiques « frontistes » ; c'est d'ailleurs ce qu'annonçait en filigrane la plate-forme pré-



sidentielle de Mitterrand. Si la gauche l'avait emporté en 1974, nous aurions très rapidement eu un « Président de tous les Français »... et un débat P.C.-P.S. au moins aussi vigoureux — mais plus programmatique — que l'actuelle controverse. La crise de la politique d'alliance du P.C. s'explique en grande partie par cette contradiction. Ceci est aggravé par l'existence d'un système politique semi-présidentiel qui favorise automatiquement les partis crédibles dans la course à l'Élysée (et le P.C. ne l'est pas). C'est bien d'ailleurs pourquoi, de l'autre côté, Giscard veut « gouverner au centre » rompant par là avec la stratégie gaulliste résumée dans une formule de Malraux : « Entre les communistes et nous il n'y a rien ». Le P.C. est donc aux prises avec des problèmes de perspective politique : soit le programme commun, qui constitue de fait un statu quo, soit le centre-gauche et ses incertitudes. Voilà pourquoi je ne pense pas que le problème du P.C.F. se réduise au dilemme que j'ai rappelé plus haut.

**A. Krivine :** En ce qui concerne ton appréciation sur le programme commun, je te renvoie à ce qu'on disait tout à l'heure sur les discours et les textes. Ce que tu dis est vrai. Le programme commun comporte une série de mesures qui ne font pas exactement les affaires des capitalistes français. Si le programme commun était appliqué à la lettre et dans les six semaines par un gouvernement d'union de la gauche, ça entraînerait une catastrophe, du point de vue de la bourgeoisie. C'est tout à fait évident. C'est tellement évident que pour nous il est égale-

ment évident que ce programme ne sera pas appliqué, et qu'il n'est pas fait pour être appliqué. La prise de position de Mitterrand, en 1974, l'a parfaitement démontré. Donc, il n'y a pas à faire de fétichisme du programme commun.

En ce qui concerne la polémique entre le P.C. et le P.S., ce qu'on a dit, et ce qu'on maintient, c'est que si elle n'est ni superficielle ni éphémère, elle cessera néanmoins un an avant les élections législatives de 1978.

Maintenant, il me semble que pour l'un et l'autre, ce que vous désignez sous le nom de stratégie italienne ne constitue pas un projet de type réformiste, visant à gérer le système tel qu'il est, en le rationalisant. Ce n'est pas un projet assimilable au projet social-démocrate. Philippe a évoqué à plusieurs reprises la volonté des « Italiens » de tous les partis communistes de masse « d'aller au pouvoir » Mais d'aller au pouvoir pour quoi faire ? C'est toute la question. Nous, nous pensons qu'ils veulent aller effectivement au pouvoir pour aménager l'ordre existant, le réformer, en le conservant. Il me semble que dans ce que vous dites, il y a l'idée, au contraire, qu'ils veulent aller au pouvoir, quand même, pour détruire le capitalisme et instaurer à sa place une société bureaucratique, un « capitalisme d'Etat », etc., donc assumer quand même, à l'égard de la bourgeoisie, une fonction révolutionnaire. C'est ce désaccord qui éclaire y compris notre désaccord sur la caractérisation du programme commun : Serge, apparemment, caractérise ce programme, comme révolutionnaire bureaucratique, ou

pour le moins anticapitaliste bureaucratique. C'est pourquoi dans sa critique, il met l'accent sur le caractère bureaucratique du « projet de société » dont ce programme serait le porteur. Nous, au contraire nous caractérisons le programme et la stratégie qu'il incarne, de programme réformiste, donc contre-révolutionnaire, dans la mesure où il ne vise pas à arracher à la bourgeoisie les leviers de commande économiques et politiques, mais à promouvoir une politique de collaboration de classe.

**Philippe Robrieux :** Il est difficile de faire un pronostic sur l'avenir. Car, là, il y a de nombreux paramètres qu'on ne maîtrise pas. Une chose est l'intention des hommes — et d'ailleurs ça peut se discuter, je ne crois pas que tu cernes exactement la mentalité de ces hommes-là — et autre chose sont les événements. En particulier ceux qui peuvent se produire si socialistes et communistes arrivent un jour au pouvoir en France. Il peut y avoir un engrenage, une crise, qui modifie y compris le comportement des hommes. Après tout, si on prend dans un tout autre contexte la Tchécoslovaquie : eh bien on a vu un certain nombre de gens du Comité central, du bureau politique et du secrétariat, qui certainement un an avant n'auraient pas imaginé qu'ils iraient dans la voie où ils se sont engagés au moment de l'éphémère — hélas — Printemps de Prague. Je crois qu'il faut compter aussi avec ça. C'est d'ailleurs le fond même de l'analyse marxiste, que la mentalité des hommes n'est jamais figée et se façonne au gré des événements.

Par ailleurs, je ne crois pas qu'il faille mettre les Italiens, les Français, les Espagnols dans le même sac, à des brouilles près. Cela me paraît impossible. Il y a entre eux des divergences très profondes et qui tiennent à beaucoup plus qu'à des spécificités nationales. Parce qu'après tout, je ne vois pas pourquoi cette couche sociale particulière que les trotskystes nomment la bureaucratie serait unifiée politiquement et idéologiquement ! De même que je ne n'ai jamais cru que la bourgeoisie capitaliste était unifiée à la manière du bureau politique de Staline. Il y a là aussi des courants, des contradictions, etc. Et de ce point de vue, je voudrais rappeler aux camarades ce qui s'est passé avec la Chine. Au début on a dit, la Chine c'est plus à gauche que l'U.R.S.S. Parce que le langage à l'époque était un langage plus dur. Personnellement je me suis toujours élevé contre cette idée. La Chine n'était et n'est ni plus à gauche, ni plus à droite que l'U.R.S.S. parce que fondamentalement c'est la même chose. Ils font une politique de puissance. A l'époque, je disais aux camarades, un jour les Chinois feront la concurrence aux Soviétiques sur le plan des accommodements avec les capitalistes. Et les événements ont montré que c'était vrai, que la Révolution culturelle était une mise en scène. Que du point de vue des accommodements avec les Américains, les dirigeants chinois ne craignaient personne ! Je le répète, il ne faut pas partir des mots. Les communistes français, en critiquant les Espagnols, se donnent volontiers une allure de gauche. Moi, je ne crois pas que le P.C.F.



soit plus à gauche que le P.C.E. ou le P.C.I., parce que ces derniers emploient le vocabulaire de la « junte démocratique » et du « compromis historique ». Ça ne signifie pas que je veuille faire confiance, les yeux fermés, à la direction actuelle du P.C.I. et que je prétende qu'ils veulent faire la révolution socialiste en Italie.

A vrai dire, je n'en sais rien, je ne suis pas assez documenté sur la question. Mais ce que je dis, c'est que le P.C.I., en tant que phénomène social, ce n'est pas la même chose que le P.C.F. L'idéologie, la hommes sont différents. Et puis pour l'extrême-gauche, c'est tout autre chose que d'avoir affaire au P.C.I. qu'au P.C.F.

Au risque de vous choquer, je dirai qu'après tout, dans la pratique, on ne voit même pas que les positions actuelles du P.C.F. soient plus à gauche que celles du P.S. !

**Serge Depaquit :** Je ne pense pas que le P.C.I., une fois au pouvoir, mènera une politique révolutionnaire. Je crois au contraire qu'il tentera d'appliquer une stratégie de réforme des structures que nous pourrions qualifier un peu rapidement de « social-démocrate ». Mais c'est effectivement bien rapide, car je ne raisonne pas du P.C.I. comme de la social-démocratie allemande, anglaise... ou française. Le P.C.I., tout en étant très différent des partis sociaux-démocrates, est un parti réformiste ; le P.C.F., dans la mesure où il ne lutte pas jusqu'au bout pour des réformes, ne l'est pas tout à fait. Si vous le voulez, le P.C.I. est un parti réformiste au plein sens du terme, le P.C.F. est plutôt un parti opportuniste.

Mais il est bien évident que si le P.C.I. arrive au pouvoir, ça ne sera pas du tout la même chose que si un Brandt italien l'occupait. Et pas seulement à cause de la dynamique des masses. Disons que les questions politiques ne sont pas de même nature ; par exemple l'opposition déclarée des Américains, la fuite des capitaux, etc. Donc la situation est totalement différente. Le contenu formel des politiques n'est pas tout, il faut aussi savoir qui dirige (ça n'est pas moi qui vais apprendre à des trotskystes la différence à établir entre un mouvement de type démocratique selon qu'il est dirigé par le prolétariat ou par la bourgeoisie). Et aujourd'hui ceci éclate même dans la contradiction de la stratégie du « compromis historique ». Et effet cette « ouverture » a conduit à l'éclatement de la démocratie chrétienne (qui peut aller à une scission) et à la montée spectaculaire du P.C.I. Mais cette avancée a du même coup mis en crise une stratégie (le compromis historique) essentiellement basée sur l'existence de grands partis, puisque l'un d'entre eux, la démocratie chrétienne, est en pleine décomposition. Et la direction du P.C.I. ne semble pas pressée d'avoir à occuper le pouvoir en position dominante. Il est évident que tout ceci offre des opportunités considérables à l'extrême-gauche, mais à condition de comprendre les données concrètes d'une situation politique, de savoir élaborer une plate-forme positive et donc de refuser les commodités du verbalisme, cette maladie infantile de l'extrême-gauche.

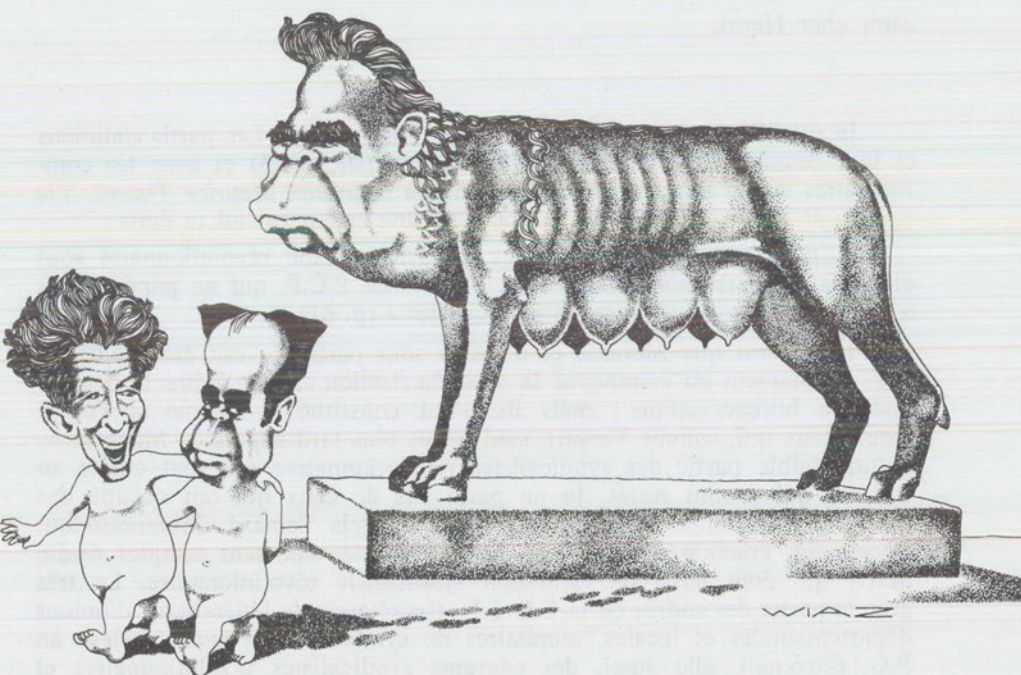
Et à mon avis, c'est pareil en Espagne. Là-bas, je dirais même que la politique de « compromis histo-

rique » n'a pas la même signification qu'en Italie. Je ne dis pas que les révolutionnaires doivent avoir une politique de compromis historique en Espagne. Mais je ne pense pas non plus qu'ils doivent en discuter d'un point de vue idéologique.

« Nous ne sommes pas des doctri-

naires, voici la vérité, c'est ici qu'il faut tomber à genoux... Nous rattachons notre critique de la politique à des luttes réelles et l'y identifions », disait Marx, voilà ce qu'à mon avis l'extrême-gauche a encore à apprendre presque entièrement.

6 janvier 1976





## ***Lettre de Pierre Franck***

Mon cher Henri,

Je suis d'accord dans l'ensemble avec ton article « Les partis staliniens et leur devenir » (revue de *Critique communiste*, n° 3) et avec tes commentaires sur le livre méritoire de Philippe Robrieux *Maurice Thorez. Vie secrète et vie publique*. Mais tu commets une erreur quand tu écris :

« En France, les cadres venus du syndicalisme révolutionnaire sont éliminés du Parti communiste » (p. 71)... « Le P.C.F. qui ne parvient pas à s'assimiler les cadres anarcho-syndicalistes » (p. 81).

Il est vrai que Monatte et d'autres sont partis ou ont été exclus du P.C. au moment où commence la « bolchevisation », c'est-à-dire la dégénérescence bureaucratique ; mais ils n'ont constitué — même si l'on y ajoute ceux qui, comme Vassart, sont venus plus tard auprès de Monatte — qu'une faible partie des syndicalistes révolutionnaires qui sont entrés au P.C. et qui y sont restés. Je ne parle pas de ceux qui ont occupé des fonctions dirigeantes élevées dans le P.C., tels Semard, Monmousseau, Racamond, Frachon, Marcel Paul, Midol, Rabaté, etc., sans compter André Marty qui était aussi de formation syndicaliste révolutionnaire. La très grande partie des cadres de la C.G.T.U. (secrétaires de fédérations, d'unions départementales et locales, secrétaires de syndicats) qui appartenaient au P.C. provenait, elle aussi, des courants syndicalistes révolutionnaires et anarcho-syndicalistes. En réalité, avec Monatte, sont partis plutôt les plus anciennes générations de syndicalistes ; Monatte crut devoir abandonner *La Vie Ouvrière* à Monmousseau bien avant sa rupture avec le P.C. Et, après l'engouement suscité par la Révolution d'Octobre qui amena tant d'adhésions à l'Internationale communiste, le reflux de la vague révolutionnaire d'après-guerre laissa surtout au sein du P.C. des hommes provenant des plus jeunes générations d'avant la guerre de 1914, surtout parmi les militants syndicaux, et des hommes provenant des générations de la guerre et de l'après-guerre.

La « bolchevisation » qui heurta Monatte n'eut pas le même effet sur beaucoup de militants d'origine syndicaliste. Ce courant (voir entre autres le livre de Jederman à son sujet) était constitué de deux éléments, l'élément de bureaucratisation et l'élément de prolétarianisation des cadres d'un parti qui avait encore conservé une structure et un fonctionnement hérités de la social-démocratie. C'est l'élément « prolétarianisation » qui l'emporta de beaucoup chez d'anciens syndicalistes pour rester au P.C., lequel resta encore un parti révolutionnaire pendant près de dix ans.

L'apport des courants syndicalistes au P.C. n'a pas eu grande importance sur le plan théorique pour ce parti. Mais c'est, dans une grande mesure, grâce à la venue de ces cadres syndicalistes dans le P.C. que celui-ci a réussi à s'inscrire, à s'incruster dans la classe ouvrière, à former ces cadres qui ont pu prendre le contrôle des grandes masses ouvrières qui rejoignirent la C.G.T. unifiée en 1935 et 1936.

Je rappelle que Lénine et Trotsky attachaient une importance exceptionnelle à l'adhésion des militants d'origine syndicaliste au Parti communiste en France, parce qu'ils étaient la partie la plus militante, la plus hostile à l'opportunisme, en un mot la meilleure du mouvement ouvrier français d'avant 1914. Leur perspective s'est vérifiée correcte, quoique de façon défigurée, par le fait qu'elle a permis au P.C. de conquérir par eux l'hégémonie sur le mouvement ouvrier français dans les entreprises.

Comment se fait-il que ces militants aient pu, par la suite, être entraînés par le stalinisme jusqu'à sombrer dans le réformisme, alors qu'ils n'étaient pas plongés dans un appareil d'Etat ouvrier, mais continuaient à défendre à leur façon les intérêts immédiats de la classe ouvrière contre le patronat et son Etat ? C'est là une question qui demande des réponses trop longues à exposer dans cette lettre. Il faudrait expliquer plus généralement la mainmise du stalinisme sur l'Internationale communiste, qui n'a pas exactement les mêmes causes que la mainmise du stalinisme sur le Parti bolchevik et l'Etat ouvrier. A ce propos, Robrieux démonte minutieusement le mécanisme organisationnel de cette mainmise sur le P.C.F. et sur la personne de Thorez, mais il n'en apporte pas les explications *politiques* essentielles.

L'apport des courants syndicalistes à la formation du Parti communiste en France est généralement sous-estimé quand il n'est pas ignoré, et cela tient à diverses raisons dont deux me paraissent essentielles. La première est que les militants de ces courants, qui étaient engagés principalement dans le travail syndical, ne sont pas amenés par cette activité, à l'exception de ceux qui sont dans les sommets, à être connus par des interventions sur les grands problèmes politiques, mais seulement par des activités sur des questions catégorielles, localisées, etc. La seconde est que l'histoire « officielle » du P.C.F., sous l'influence de Thorez, a mis l'accent sur l'apport guesdiste dans le P.C. et a réduit au minimum l'apport syndicaliste révolutionnaire. Dans son livre, Robrieux a correctement mentionné cette filiation guesdiste revendiquée par Thorez. Je ne pense pas, étant donné la génération à laquelle il appartenait, c'est-à-dire une génération née à la vie politique à la fin de la guerre de 1914-1918, quand Guesde participait à l'Union sacrée, que Thorez ait été tellement imprégné lui-



même de guesdisme. Je pense plutôt que Thorez, au moment où il a fait ses premiers pas dans la vie militante, dans la Fédération du Pas-de-Calais, a eu à combattre les guesdistes qui, on le sait, dominaient dans le Nord et le Pas-de-Calais. Mais lorsqu'il fit écrire l'histoire du P.C.F., il a, en bon stalinien, arrangé cette histoire. Il a trouvé dans ce guesdisme ce qu'il y avait politiquement de plus proche de sa politique, à savoir une combinaison d'une pseudo fidélité à la lettre du marxisme avec une pratique opportuniste. Nous avons souligné, il y a longtemps, les rapprochements « théoriques » entre le stalinisme et diverses formes de marxisme sévissant dans la gauche social-démocrate (menchevisme, austro-marxisme, guesdisme...).

Je profite de cette lettre pour signaler que paraîtra prochainement, chez Maspero, un livre de documents sur l'Internationale Syndicale Rouge et que, dans une préface, je donne, entre autres, un résumé des rapports qui existèrent entre les syndicalistes révolutionnaires et l'Internationale Syndicale Rouge.

Le 30 octobre 1975.

PIERRE FRANK.

## Femmes du Vietnam

Madame Binh, ministre des Affaires Etrangères du G.R.P., Madame Dinh, commandant en chef adjoint des Forces Armées de Libération, symbolisent à elles seules l'émancipation des femmes au Vietnam !

Ce sont des femmes, Madame Nguyen Ngoc Dunc, officier de l'Armée de Libération du Vietnam du Sud, et Madame Ngo Ba Than, représentante de la 3<sup>e</sup> force et du « Mouvement pour le droit à la vie » (1), emprisonnée pendant plusieurs années, torturée, qu'interrogea la télévision française au lendemain de la libération de Saïgon pour expliquer l'avenir du Vietnam !

Des images de femmes vietnamiennes anonymes fixées à jamais dans notre mémoire par les films, les photos, restituent cette libération conquise dans les luttes, les armes à la main :

— Ce sont les équipes de femmes chargées de la défense anti-aérienne de Hanoï, contre les bombardements sauvages des B52.

C'est aussi la « fragile » milicienne qui fait prisonnier ce pilote US. énorme, qui s'était bien juré de ne jamais se rendre à une femme !

— Ce sont les jeunes filles du Sud capables d'user de leur charme pour pénétrer un hameau stratégique sous contrôle policier, comme de placer des grenades piégées dans des ananas, au cours d'une opération de guérilla contre les troupes fantoches.

— Ce sont aussi les « vieilles mamans » et toutes les femmes d'une petite ville, organisées en manifestation silencieuse pour exiger du chef de province l'arrêt du « ratissage » des villages par les fantoches, la démission de Diem et... l'augmentation de la solde des soldats.

---

(1) Mouvement créé en 1970 à Saïgon pour la libération des prisonniers politiques.



— Et encore les partisans déguisées en marchandes contribuant à la démoralisation des troupes fantoches en leur rappelant que le G.R.P., dans les zones libérées, leur a réservé un lopin de terre lorsque fut réalisée la réforme agraire...

Et pourtant « ... s'il est facile d'inscrire la libération de la femme dans le programme d'un parti politique, il est par contre beaucoup plus difficile de la faire passer dans la législation, encore plus de la faire passer dans les mœurs », disent les Vietnamiens.

Et s'il est vrai que depuis 1946 la République du Vietnam a accordé aux femmes une stricte égalité juridique au travail, au niveau politique et dans la famille (salaire égal, droit de vote à 18 ans, « dans la famille les époux sont égaux à tout point de vue »), et que, dès la fin des années 60 au Nord, une proportion importante de femmes conduisait les machines, était intégrée dans l'industrie, que de nombreuses femmes étaient ingénieurs, médecins, professeurs et... députés, dirigeantes de coopératives agricoles, responsables militaires, pour mesurer les bouleversements introduits, il faut se rappeler quelle était la condition de la femme vietnamienne en 1945.

## **La femme vietnamienne sous le régime pré-colonial et colonial**

Son statut était encore déterminé par « les trois devoirs et les quatre vertus » imposés par le code Gia Long (début 19<sup>e</sup> siècle) et la morale confucéenne datant de la société féodale pré-coloniale.

— « obéir à son père, se soumettre docilement à son mari et, à la mort de celui-ci, suivre son fils », telles étaient les trois obéissances.

— « travaux ménagers, maintien, langage, conduite » en particulier chasteté en-dehors du mariage, telles étaient les quatre vertus.

Ainsi, en 1827, la strangulation immédiate était réservée à la mère de famille adultère et à son amant. La veuve, quant à elle, perdait ses droits et la considération si elle se remariait. Le mariage n'était pas libre et les filles étaient vendues au plus offrant (mariage parfois arrangé avant la naissance!). Le droit consacrait la polygamie et le mariage précoce des jeunes filles. Une fille de quinze ans pouvait être ainsi mariée à un jeune garçon de huit ans! Celle-ci était exploitée comme instrument de production et de reproduction revenant moins cher à entretenir qu'une servante. Les châtements corporels étaient dans la tradition, et c'est la tradition qui voulait que les propriétaires achetaient femmes, concubines et servantes. Les « lettrés » qui seuls avaient accès à la culture, pour se préparer aux concours mandarinaux se faisaient entretenir par leurs femmes, chargées aussi bien des travaux des champs que du tissage, du ménage et des enfants.

La domination coloniale n'améliora évidemment pas la condition de la femme. Au contraire, la surexploitation coloniale se surajouta à l'oppression séculaire. La femme devint alors « l'esclave de l'esclave ». La misère fut parfois telle que des paysans mirent leurs femmes et enfants en gage et que des femmes consentirent à vendre leurs jeunes enfants. La famine s'abattit et les paysans endettés, chassés de leurs terres, furent contraints de s'embaucher dans les entreprises coloniales.

Les femmes furent employées dans les usines de tissage et de filage. A Nam Dinh, pour quinze heures de travail quotidien, elles gagnaient un salaire qui ne dépassait jamais les deux-tiers du salaire misérable des hommes. Les femmes furent surexploitées dans les plantations de caoutchouc où régnait la terreur policière. Les jeunes filles misérables étaient « placées » comme servantes chez les propriétaires et les colons qui avaient sur elles droit de vie et de mort. Puis la prostitution se développa en masse pour répondre à la demande de l'armée et de l'administration coloniale. Lorsque se créa en 41-42 le premier maquis contre les Japonais et les Français, 90 % des femmes étaient illettrées.

Le colonialisme français abattu, l'impérialisme U.S. prit la relève, systématisant les massacres de masse, les tortures sauvages, introduisant la guerre de génocide. Toutes les femmes connurent alors personnellement ou dans leur famille, la mort d'êtres chers, le viol, les mutilations irrémédiables des enfants, des compagnons, des frères...

### **Des raisons qui expliquent la mobilisation des femmes**

Comment, à partir de cette oppression séculaire des femmes, comprendre l'engagement massif des jeunes paysannes dans les groupes de guérilla dès la première résistance contre le colonialisme français de 41 à 45, puis de 45 à 54 lors de la seconde résistance, et enfin dans la lutte armée contre l'impérialisme U.S. du début des années 60 jusqu'à 74, que ce soit dans les zones libérées ou dans celles contrôlées par les fantoches ? Comment apprécier parallèlement l'ampleur des bouleversements opérés au Nord au cours de la réalisation du premier plan quinquennal (61-65), et depuis, pendant la résistance aux bombardements U.S. de 65 à 73 ?

Certes, les figures combattantes féminines prestigieuses ne manquent pas dans l'histoire de la résistance des Vietnamiens à toutes les invasions. Une insurrection nationale contre les Chinois fut dirigée par les deux sœurs Trung, en 40 après J.C. On connaît une femme générale dans les insurrections armées paysannes contre les féodaux au 18<sup>e</sup> siècle. Sans oublier la mobilisation massive des femmes en 1930 lors des insurrections contre le colonialisme français. C'est là que s'affirmèrent les premières dirigeantes du mouvement de femmes impulsé par le Parti Communiste. Les récits, les chants, les poèmes témoignent aussi d'une remise en cause par les femmes de leur oppression au 18<sup>e</sup> et au début du 19<sup>e</sup> siècle. Le *Kieu*, poème épique national écrit par Nguyen Du, raconte l'histoire d'une jeune fille forcée de se prostituer pour sortir son père des prisons des mandarins, et qui, après quinze ans de tribulations et de lutte, retrouve son amant. Au 19<sup>e</sup> siècle, la poétesse Ho Xuan Huong écrivait des vers à double sens contre l'hypocrisie et la corruption du régime féodal sous lequel tout plaisir était refusé aux femmes dans le même temps où elles étaient livrées aux violences des mandarins.

Mais la tradition ne suffit pas à expliquer l'engagement massif des femmes dans la résistance, pas plus que le souvenir nostalgique d'un passé lointain où les femmes sous la dynastie des Lê (15<sup>e</sup> siècle), bénéficiaient d'un statut plus libéral. On admettait à cette époque le divorce



par consentement mutuel et les hommes qui délaissaient leur femme étaient déchus de tout droit sur elle.

En fait, les exactions, l'absence totale de liberté, les propositions ordurières et les demandes de concubinage de la part des soldats fantoches ont poussé plus sûrement des milliers de jeunes femmes à rompre les chaînes familiales pour s'engager. Des centaines de milliers de femmes furent obligées par l'impérialisme U.S. de « choisir entre la mort et la lutte », mais cela est insuffisant encore pour expliquer l'intégration en masse des femmes à la résistance armée et la profondeur des bouleversements intervenus depuis.

### **Les nécessités de la guerre populaire**

Certes les conditions objectives mêmes de la guerre contre le colonialisme et l'impérialisme ont été un levier puissant pour intégrer les femmes dans la production, qu'elle soit industrielle ou agricole. Ainsi, en 1948, dans les zones libérées du Nord, les femmes furent invitées à « remplacer les hommes dans les tâches à l'arrière et à s'investir dans le travail agricole jusque-là réservé aux hommes ». C'est ce qui se passa dans les zones libérées au Sud, surtout à partir des années 60 (date de création du F.N.L.). C'est aussi ce qui se réalisa de manière accélérée au Nord, lors de la reprise de la lutte contre l'impérialisme U.S., et surtout lors de la politique de bombardements systématiques de 65 à 73.

L'effort militaire intense, la bataille pour la production impliquèrent (dans le cadre du mouvement des « trois prises en charge ») (2) que les femmes s'investissent massivement dans l'industrie et l'agriculture. La guerre imposa aussi que les femmes soient intégrées dans les équipes d'auto-défense pour faire face à la politique de destruction de l'impérialisme U.S. au Nord, pour contrecarrer les « ratissages », les opérations « Phoenix » diverses mises en œuvre par les fantoches et les Américains pour détruire la résistance au Sud.

Mais tous ces facteurs ne parviennent pas à expliquer comment dans la lutte, les femmes vietnamiennes ont conquis autonomie, responsabilité et égalité sur de très nombreux plans avec les hommes. Les camarades vietnamiens reconnaissent eux-mêmes que « les survivances de l'idéologie féodale, bourgeoise, le mépris de la femme, la sous-estimation de ses capacités, le complexe d'infériorité de la femme elle-même » sont des obstacles à la libération de la femme, même au Nord où, dans le cadre de la construction du socialisme, une place décisive est occupée par les femmes.

On ne peut en fait saisir la profondeur du processus de libération de la femme au Vietnam, si l'on ne met pas en évidence le rôle d'avant-garde que joua le Parti Communiste Vietnamien sur cette question, dès son origine.

---

(2) Mouvement des trois prises en charge : I) la production ; II) la direction de la famille ; III) l'auto-défense.

## Le rôle du Parti, dès son origine

Dès 1930, au moment de sa création, il affirme : « La femme vietnamienne est la plus persécutée de la société. C'est pourquoi, une fois imprégnée des idées révolutionnaires, elle participera avec ardeur et résolution aux luttes ». Il impulse à cette date la création de « l'Union des femmes pour l'émancipation », préfiguration de l'Union des Femmes Vietnamiennes. Cette organisation recrute des ouvrières, des paysannes, diverses travailleuses des villes, des intellectuelles. Le recrutement est massif car à ce moment, explosent les soulèvements de masse, se créent les soviets de Nghe Thin.

Dès la première résistance, l'U.F.V. pousse à la constitution de détachements féminins autonomes qui prendront une part active à la guérilla. Des unités de maquisards participèrent à l'insurrection et à la prise du pouvoir en 1945. Les femmes défendirent avec conviction la réforme agraire de 1953 car « elle sapait la justification économique de la polygamie en supprimant l'aristocratie locale ». A cette époque, des femmes paysannes furent intégrées dans les conseils populaires.

Après la défaite du colonialisme français, les conditions matérielles et sociales créèrent les bases objectives d'une émancipation de la masse des femmes. Les femmes profitèrent de l'alphabétisation. La participation des femmes « aux postes de responsabilité, aux tâches sociales de santé et d'enseignement, mais aussi à l'industrie lourde et légère » s'accéléra.

La Constitution de la R.D.V. fixe comme tâche le développement des garderies, des crèches et des maternités. Mais il faut attendre la mise en place du premier plan quinquennal pour que soient créées les « bases socialistes » pour la libération des femmes. Les thèses du 3<sup>e</sup> Congrès du Parti des Travailleurs (sept. 60) déclarent :

« Il importe d'avoir un plan réaliste pour les femmes, de les faire avancer du point de vue idéologique, d'élever leur niveau culturel et technique, de les aider à se libérer peu à peu du fardeau des charges familiales... afin qu'elles puissent participer de plus en plus nombreuses à la production et aux activités sociales et, par là, jouer un rôle toujours plus grand dans la gestion de la production et de l'Etat ».

Le Parti donne pour consignes de « lutter de manière persévérante contre l'oppression et le mépris de la femme, survivances de l'ancienne idéologie ». Il reconnaît que la lutte n'est ni « simple, ni facile » :

— On veut scolariser les femmes à un niveau technique et supérieur, mais comment faire si les garderies ne sont pas suffisantes ?

— Il faut aussi adapter les horaires des cours pour permettre aux femmes de se libérer facilement.

— De fait, à partir de 60-65, on constate un développement des maternités, des classes pré-scolaires (3 à 6 ans). C'est la création des premiers jardins d'enfants.

— On invite les femmes à prendre des responsabilités dans la direction des coopératives agricoles ; on impose même des quotas.

Mais la tâche est difficile, car d'un côté les femmes hésitent à confier leurs enfants à l'école maternelle ou au jardin d'enfants pour se libérer et pouvoir participer à la production (par exemple, à Cam Binh, l'Union des Femmes a dû vaincre la superstition de femmes qui ne voulaient pas



envoyer leurs enfants au jardin d'enfants érigé sur l'emplacement d'une ancienne pagode) et de l'autre, les hommes, y compris les militants du P.C., n'aident pas les femmes à prendre confiance en elles. Les réactions du genre « avec les femmes qui commandent, c'est foutu », sont, paraît-il, courantes à cette époque.

Les cellules du P.C. sont même invitées à s'autocritiquer sur leurs conceptions erronées après la publication du plan. On souligne que « les pénibles travaux domestiques, la lourde charge des enfants concourent à décourager les femmes » dans les tâches de responsabilité. En 1960, Ho Chi Minh déclarera : « L'édification du socialisme sans l'émancipation complète de la femme est une édification inachevée » !

Et il invitera les femmes à ne pas « attendre passivement un décret du gouvernement ou du Parti pour les libérer ». « La femme doit lutter pour sa liberté ».

C'est le Parti qui valorisera de fait, l'organisation autonome des femmes pour leur libération. L'Union des Femmes Vietnamiennes impulse dans les coopératives des assemblées de femmes pour discuter des difficultés des femmes à prendre des responsabilités, pour populariser la garde sociale des enfants, pour empêcher les mariages forcés et garantir l'indépendance des femmes vis-à-vis de leur mari, etc.

En effet, une nouvelle loi sur le mariage et la famille est promulguée en janvier 60. Elle affirme les principes fondamentaux suivants :

— liberté de mariage et de divorce ; « lors du divorce, si la partie qui est dans la nécessité le demande, l'autre partie est tenue de lui payer une pension alimentaire selon ses possibilités. »

— monogamie ; si l'épouse ou la femme de second rang désire rompre le mariage avec un mari polygame, le tribunal populaire prononcera le divorce.

— égalité entre l'homme et la femme » ; « l'épouse et l'époux ont tous deux le droit de choisir librement leur profession, de se livrer librement aux activités politique, culturelle et sociale » ;

— le travail de ménage est considéré comme équivalent au travail de production ;

— défense des droits des enfants ; il n'est fait aucune distinction entre garçons et filles, entre enfants légitimes et enfants naturels. Interdiction est faite aux parents de maltraiter leurs enfants adoptifs et les enfants issus d'un précédent mariage de l'un d'eux.

Cette nouvelle loi produit une « véritable révolution » selon les termes des dirigeants vietnamiens.

En effet, à la campagne et surtout parmi les minorités nationales qui vivent dans les montagnes subsistait encore à cette époque la pratique du mariage précoce et forcé, du concubinage, de la polygamie.

Les articles publiés sur cette question pendant trois ans dans le *Nhan Dan* (journal du Parti) attestaient à la fois de l'effort d'éducation et d'explication réalisé par le Parti auprès de la population mais témoignaient aussi de la difficulté à arracher les vieilles traditions patriarcales oppressives.

Des caricatures contre les maris à l'esprit féodal et des enquêtes étaient publiées régulièrement dans le *Nahn Dan*. On révéla même le cas d'une famille qui avait imaginé un biais pour contourner la loi avec

la complicité des pouvoirs locaux pour forcer une fille au mariage. Le rôle de l'U.F.V. fut donc décisif pour aider les femmes à défendre leurs droits !

Les divorces prononcés après publication de la loi eurent pour motifs :

- mariage précoce forcé dans 60 % des cas,
- brutalité et polygamie pour le reste.

Mais le saut décisif fut réalisé à partir de 65 pour résister à l'agression U.S. L'U.F.V. lança en mars 65 le mouvement des trois prises en charge (2). La garde sociale des enfants passa alors dans les mœurs et devint une exigence des femmes elles-mêmes. En 65-66, les classes pré-scolaires se construisent. En 66-67, on constate une augmentation de plus de 75 % de ces classes par rapport à l'année précédente et en 68-69, plus de 59 %.

L'insertion des femmes dans toutes les activités sociales se traduit alors par le fait qu'en 1969, 60 % du personnel des services de santé sont constitués de femmes, que 49 % du total des travailleurs de Hanoï sont des femmes, et que 70 % de la main-d'œuvre dans l'agriculture sont des femmes. Elles représentent enfin 30 % des députés et 40 % des représentants aux différents conseils populaires.

Et depuis, les jardins d'enfants, les classes maternelles, les cantines et restaurants collectifs n'ont cessé de se développer malgré des insuffisances reconnues par les Vietnamiens eux-mêmes.

Les femmes travailleuses ont la possibilité, aujourd'hui, de suivre des cours de formation professionnelle et générale (en 1958, 90 % des femmes savaient lire et écrire) ; le temps est dégagé pour cela.

Les jeunes femmes des minorités nationales bénéficient de faveurs particulières pour l'accès à l'enseignement général (bourses, entretien gratuit).

## **Les tâches immédiates**

Dans le même temps, le Sud subit la dictature sanglante de Diem puis de Thieu.

Un paradoxe apparent : après 1954 (date des accords de Genève), le divorce est interdit, mais les femmes mariées aux combattants de l'Armée de Libération repliés au Nord du 17<sup>e</sup> parallèle, sont contraintes au divorce !

Des milliers de femmes furent, de plus, torturées, violées, emprisonnées, séparées de leurs enfants et de leur famille au hasard des exodes forcés. L'Union des Femmes pour la Libération du Sud-Vietnam dénombra environ cent mille prisonnières politiques dans les geôles de Thieu !

Il y a eu par ailleurs, jusqu'à quatre cent mille prostituées au Sud (une par G.I. !). Et pour correspondre aux critères de « féminité » des soldats U.S., des milliers de ces femmes se sont fait « arrondir » les yeux, gonfler les seins par des injections, transformer le nez « à l'occidentale »...

L'on comprend dès lors mieux, à la lumière de ces faits, la campagne du Gouvernement révolutionnaire contre « l'esprit américain » au



lendemain de la libération de Saïgon (en vietnamien Saïgon = cadeau fait à l'étranger !).

D'autant que pour affoler la population, les fantoches n'ont pas hésité à faire circuler de faux bruits selon lesquels les femmes ne pourraient plus, dorénavant, porter de pantalons blancs, ni se faire les ongles, qu'il faudrait aux femmes une autorisation pour voir leurs enfants, et qu'on les obligerait à épouser des invalides de guerre... !

Il fut facile alors, au *Phu Nu Saïgon* (*Femmes de Saïgon*, un nouveau quotidien) édité par « l'Association des femmes libérées » de Saïgon, de contrecarrer cette campagne en réaffirmant que « le G.R.P. interdit au contraire tout mariage forcé ; la femme doit avoir le droit de choisir celui qu'elle aime ».

Quelles conclusions tirer provisoirement ?

Le dernier congrès de l'U.F.V. s'est tenu en avril 1974. Parmi les tâches fixées à l'U.F.V., on insistait sur « les efforts de toutes les femmes pour se surpasser, pour bien remplir leur devoir de citoyenne et leur fonction de mère ».

Il est clair qu'au Nord et au Sud aujourd'hui, compte tenu des conséquences incalculables et encore imprévisibles de la guerre de génocide U.S., l'effort particulier réalisé pour protéger la mère et l'enfant est et doit être central ! Ainsi chaque commune du Nord a une maternité et un centre de gynécologie où les soins sont gratuits !

Mais au-delà, quelles perspectives se fixent les femmes au Vietnam, quelles difficultés rencontrent-elles ?

Aujourd'hui par exemple, les hommes ne partagent pas les tâches, même collectivisées, d'éducation des jeunes enfants, ni les tâches domestiques ; et pour cause, ils reviennent du front... ! Mais de quels moyens disposeront demain les femmes pour faire progresser leur émancipation ?

Aujourd'hui, la contraception semble proposée aux femmes mariées ayant déjà eu des enfants (utilisation du stérilet et de la méthode Ogino). Est-elle prévue aussi pour les jeunes dans une perspective d'éducation sexuelle ?

La femme, seule, peut décider d'avorter si elle a déjà eu trois enfants ; l'avortement sera-t-il libre aussi pour les autres ?

Nous ne pouvons croire que des milliers et des milliers de femmes organisées, qui ont appris à assumer seules la production, l'autodéfense armée, les responsabilités politiques dans la résistance à l'impérialisme U.S., aussi bien au Nord que dans les zones libérées au Sud, s'arrêteront en chemin une fois la paix revenue et les tâches de reconstruction devenant premières : et alors même que le P.C.V. les invite à « créer leur propre mouvement révolutionnaire » et que les bases matérielles de ce mouvement, la prise en charge collective des tâches domestiques et d'éducation, vont aller en s'élargissant.

Au Sud bien sûr, les rythmes et les tâches seront très complexes.

Le gouvernement révolutionnaire soutenu par le mouvement des femmes vient de fermer les bordels et d'interdire la prostitution.

Le mouvement des femmes en lutte au Vietnam aidera, comme cela s'est fait au Nord en 1954, les prostituées à « se reconverter » dans des « tâches productives ».

Des milliers de femmes emprisonnées jusque-là dans les camps de Thieu devront être accueillies et soignées... sans parler des centaines de milliers d'orphelins qui devront être pris en charge par la société !

Voilà quelques tâches actuelles auxquelles les révolutionnaires et le Mouvement de femmes en particulier sont confrontés. L'U.F.V. est-elle l'instrument permettant de répondre à ces tâches ?

Une dirigeante n'avouait-elle pas à A. Eisen Bergman, journaliste américaine, que « l'U.F.V. souffre de ne pas être aussi proche des aspirations des masses qu'elle le devrait » ?

L'U.F.V. n'a eu que quatre congrès en quarante-cinq ans ! Et les directions semblent cooptées par le parti.

C'est là un obstacle pour, en temps de paix, donner toute sa force au Mouvement des femmes dans le cadre de la construction d'une société socialiste.

Mais le fait que le Parti Communiste Vietnamien a toujours reconnu l'oppression spécifique « féodale et patriarcale » que subissaient les femmes et le droit de celles-ci à s'organiser pour ce combat spécifique, dans le cadre du combat général contre le colonialisme, l'impérialisme et pour le socialisme, a créé les conditions d'un mouvement de masse permanent des femmes au Vietnam.

Le Duan s'adressant aux femmes du Parti à la veille du plan quinquennal, en 1959, insistait sur le fait que « si, dans son travail pour le compte général de la révolution, une femme cadre néglige les intérêts propres des femmes, elle n'arrivera pas à les mobiliser. »

A tel point qu'on peut dire aujourd'hui qu'aucune révolution n'a poussé aussi loin encore le bouleversement de la condition de la femme en partant de conditions si rétrogrades...

Un gage pour l'avenir, un gage pour notre avenir !

#### SOURCES.

- ETUDES VIETNAMIENNES N° 10
- REVUE TIERS MONDE 1970 - article de G. BOUDAREL
- ARLENE EISEN BERGMAN, « Women of Vietnam »
- LE DUAN, « La révolution socialiste au Vietnam » - Hanoï, 67, T. III

... SWAN.





# CRITIQUES DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

l'arme de la critique  
ne saurait remplacer  
la critique des armes  
karl marx

## 21

**Crise de l'énergie ou  
crise du capitalisme?  
Internationalisation du  
capital et impérialisme  
La trajectoire  
du maoïsme**

revue trimestrielle  
juillet-septembre 1975

J.-M. Vincent, J. Hirsch, M. Wirth  
E. Alvater, O. Yaffé

## L'Etat contemporain et le marxisme

l'arme de la critique  
ne saurait remplacer  
la critique des armes  
karl marx

CRITIQUES DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE  
FRANÇOIS MASPERO

## ABONNEMENT

Je désire recevoir 10 numéros de la revue **Critique Communiste**. Je joins à ce bulletin :

- la somme de 60 F (abonnement simple)
- la somme de soutien de 100 F (ou davantage —  
abonnement de soutien)

NOM .....

Prénom .....

Adresse .....

Profession .....



# inprecor

correspondance de presse internationale

76 rue Antoine Dansaert - Bruxelles 1000/Belgique



Organe bi-mensuel d'information  
du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale

## ABONNEMENT

25 exemplaires : FF 70; FS 45; FB 600 ; \$ can 14

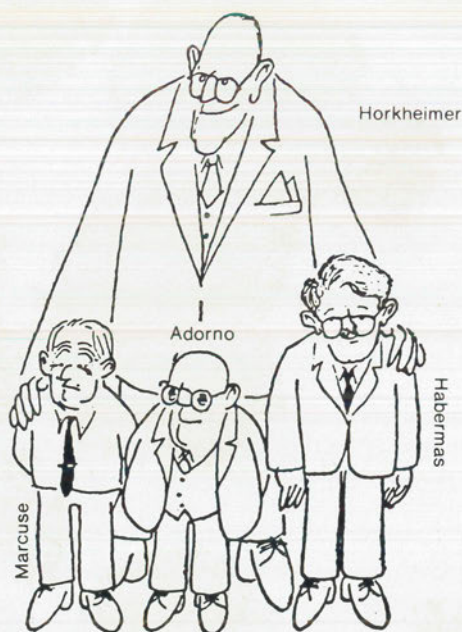
Pour tout règlement (sauf la France) : Gisela Scholtz,  
Société Générale de Banque, Agence Dailly 1030 -  
Bruxelles - Compte Courant N° 210-0320173-28

POUR LA FRANCE :

les chèques au nom de Pascal Henri

Jean-Marie  
Vincent

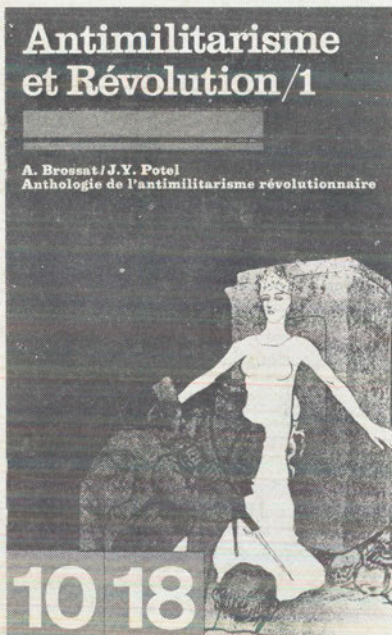
*La théorie  
critique  
de l'école  
de  
Francfort*



éditions galilée



## ***Vient de paraître :***



Jacques Valier

### Sur l'impérialisme

Le processus productif capitaliste est mondial et hiérarchisé \* Le développement inégal et combiné est exacerbé au stade impérialiste du capitalisme \*\* Les théories de Lénine et de Rosa Luxemburg \* Actualité de la révolution permanente \*

FM/petite collection maspero

Pierre Rousset

### Le parti communiste vietnamien

Genèse du parti communiste vietnamien \* L'orientation & le programme de 1932 \* La tentation du stalinisme \* Réarmement. La première guerre d'Indochine \* La progression. La seconde guerre d'Indochine \* Des Accords de Paris à la victoire finale. La révolution permanente à l'épreuve \* Dialectique régionale de la révolution vietnamienne \* Entre les « deux grands frères » \* De la bureaucratie \* Conclusion provisoire \*

FM/petite collection maspero

Nom: **Lénine**  
Profession: **Reporter**

La conception de la presse chez Lénine



Taupe Rouge